

Le Figaro, no. 23977

Le Figaro, mercredi 22 septembre 2021 1193 mots, p. 18

Débats

Entre Berlin et Paris, il est peu plausible que les désaccords s'atténuent demain

Lemasson, Sylvie, Casasus, Gilbert

Quel que soit le chancelier désigné en Allemagne après les législatives du 26 septembre, il héritera d'une relation bilatérale affaiblie, expliquent les universitaires*.

L'enjeu de la défense divise profondément de part et d'autre du Rhin. Un moment qualifié de médiocre, la campagne électorale allemande s'emballe tout en laissant la politique internationale et européenne au second plan. De façon légitime, les Allemands ne se posent que deux questions : celle du nom de leur futur chancelier et celle de leur future coalition gouvernementale. Ils n'auront probablement pas de réponse aux deux questions le soir du 26 septembre et devront attendre plusieurs semaines pour les obtenir.

Érigé en modèle démocratique depuis 1949, l'édifice politique de la République fédérale se lézarde de plus en plus. Doté d'un système parlementaire qui s'est maintenu grâce à la prédominance de deux partis, la CDU-CSU à droite et le SPD à gauche, l'Allemagne doit dorénavant trouver de nouvelles majorités. Plus aléatoires et plus hétéroclites, celles-ci traduisent une remise en cause profonde de son paysage politique à laquelle les partenaires étrangers de l'Allemagne n'ont prêté que trop peu d'attention.

Solution provisoire pour éviter une crise au sommet de l'État, la grande coalition, réunissant les chrétiens-démocrates et les sociaux-démocrates, s'est transformée en solution pérenne. Ainsi, la chancelière s'est résignée à gouverner douze années, sur les seize qu'elle a passées au pouvoir, avec ses « adversaires naturels » du SPD. Arrivée au bout de la logique d'un « en même temps » allemand, la RFA désire désormais un changement dans la continuité.

Imaginant un ménage à trois, l'électorat prend ses distances d'une coalition bipartite ayant réuni le centre droit au centre gauche. En toute logique, il accorde sa préférence à d'autres scénarios, où la nouveauté devrait se conjuguer avec le maintien d'une certaine stabilité. À l'exception de l'extrême droite, représentée par l'AfD, voire de la gauche radicale avec Die Linke, toutes les formations de la gauche et de la droite traditionnelles pourraient théoriquement se retrouver à Berlin autour de la même table du Conseil des ministres.

Expression d'une très grande flexibilité, souvent montrée en exemple au-delà des frontières allemandes, cette interchangeabilité entre les partis révèle néanmoins une dévalorisation du débat politique. Dominée par des intérêts partisans, la concurrence des idées a cédé la place à celle des postes ministériels.

Tous les regards se tourneront dans la direction des Verts et des Libéraux du FDP, respectivement absents du pouvoir fédéral depuis 2005 et 2013. En faiseurs de rois, ils sont prêts à contracter de nombreux compromis à la condition de revenir au gouvernement. Qu'ils soient présents dans une « coalition Jamaïque » avec un chancelier CDU ou a contrario au sein d'une « coalition feux tricolores » dirigée par un SPD, Verts et FDP comptent marquer de leur empreinte la politique allemande des quatre années à venir.

Pourtant, leurs désaccords devraient nuire à l'image d'une coalition, plus fragile que jamais. Pris entre le marteau du retour à l'orthodoxie budgétaire, préconisé par les Libéraux, et l'enclume de réformes environnementales et radicales, défendues par les écologistes, le prochain gouvernement pourrait bel et bien faire renaître les fameuses « incertitudes allemandes ». Il sera à l'image du paradoxe de l'Allemagne d'aujourd'hui. Pilier avec la France de l'Union européenne, la RFA est confrontée à de multiples faiblesses au plan intérieur, dont les répercussions se feront inéluctablement sentir sur la relation entre Paris et Berlin.

Le départ d'Angela Merkel laisse augurer de difficiles clarifications au sein du tandem franco-allemand, qui accumule les malentendus, sinon les tensions, sans que l'une ou l'autre partie n'ose les trancher au motif d'une entente sacralisée. Aucune des deux capitales ne veut prendre le risque de fragiliser le totem hérité d'une époque révolue. Car au temps d'un monde bipolaire, la complémentarité prévalait entre une France gaullienne qui exerçait une ascendance politique et une RFA du chancelier Adenauer qui se contentait du levier économique comme forme de maturation. Ce précieux agencement a incontestablement renforcé la construction européenne. Mais la chute du mur de Berlin et l'unification allemande ont changé la donne géopolitique. Quand Berlin s'émancipe en exprimant ses intérêts nationaux ou régionaux, Paris peine à intégrer le changement d'échelle de son partenaire qui renâcle à le suivre sur le terrain de la « souveraineté » et de « l'autonomie » européennes, chères à Emmanuel Macron.

Aussi, le principe de la mutualisation des dettes mise en oeuvre en pleine crise sanitaire, et dont l'adoption a conforté la gouvernance économique souhaitée par Paris, est-il l'arbre qui cache la forêt. Les exemples ne manquent pas pour souligner un malaise persistant. Qu'ils concernent la question énergétique avec le tracé du gazoduc russe Nord Stream 2, soutenu par Berlin et critiqué par Paris, ou le dossier commercial qui varie selon le volume des échanges avec les États-Unis, la Chine, voire la Russie, les divergences empêchent le fluide franco-allemand d'alimenter la machine communautaire.

Mais c'est le domaine de la défense qui cristallise avant tout la différence de culture politique et stratégique. Tandis que la France se positionne en puissance d'équilibre capable d'assumer sa propre indépendance comme celle de l'Union européenne, l'Allemagne se projette en puissance civile et pacifique. Et quelle que soit la configuration gouvernementale à venir, la vision française d'un renforcement des moyens d'action de l'Union européenne s'en trouvera passablement affectée. Le parti de la chancelière sortante pourrait même devenir le meilleur contradicteur de Paris avec une posture atlantiste réaffirmée au point de freiner certains projets de coopération militaire. Bien que les sociaux-démocrates d'Olaf Scholz paraissent les plus en phase avec le gouvernement français, ils devront quant à eux composer avec une formation écologiste opposée à toute intervention allemande sur les théâtres de conflit, au Sahel ou au Moyen-Orient.

Dans ces conditions, faire du couple franco-allemand la cheville ouvrière d'une Europe dotée d'une armée commune sera une tâche délicate. Et la récente crise des sous-marins ne facilitera pas la convergence de vues. Alors qu'en réponse aux États-Unis, Paris souhaite remettre le concept d'une « troisième voie » sur le devant de la scène, l'Allemagne se montre embarrassée.

Si la France repense le partage du domaine régalien avec une Allemagne pleinement souveraine, Berlin devra investir le domaine sécuritaire de l'Union européenne sans se couper de l'Otan qui appartient à son ADN politique. Avec le retrait d'Angela Merkel dont le bilan européen reste en demi-teinte et à l'aube de la présidence française de l'Union qui fera de la défense un thème majeur, Paris espère obtenir au plus vite une feuille de route de Berlin en écho au discours de la Sorbonne du président français en 2017. Un signal fort du nouveau chancelier donnerait également du souffle au traité franco-allemand d'Aix-la-Chapelle signé en 2019. D'autant qu'une relation bilatérale à l'encéphalogramme plat reste une menace pour l'architecture de l'espace communautaire.

** Gilbert Casasus, professeur d'études européennes à l'université de Fribourg en Suisse, a notamment publié « Mieux comprendre l'Allemagne » (Presse du Belvédère, 2006). Sylvie Lemasson, maître de conférences à Sciences Po Grenoble, est l'auteur de « Rosa et Léo - La Révolution ou rien » (Éditions Saint-Honoré, 2019), roman consacré à Rosa Luxemburg.*

Le Figaro, no. 23984

Le Figaro, jeudi 30 septembre 2021 1107 mots, p. 18

Débats

Fake news :

« Toute intervention de l'État en matière de liberté d'expression est délicate »

Bastie, Eugénie

Emmanuel Macron vient d'installer une commission, présidée par le sociologue Gérard Bronner, chargée de formuler des propositions pour lutter contre fausses informations et complotisme. Le maître de conférences en sciences politiques à l'IEP de Grenoble s'interroge sur l'opportunité de l'initiative des pouvoirs publics.

LE FIGARO. - Le chef de l'État a constitué une commission chargée de lutter contre le conspirationnisme et les fake news sur internet. A-t-il raison?

Vincent TOURNIER. - Les personnalités qui composent cette commission ne sont pas en cause, mais on peut se douter que le président de la République cherche à imposer son agenda. Avancer le thème du complotisme à sept mois de la présidentielle, en sachant que le rapport sera remis en décembre, conduit à présumer qu'Emmanuel Macron entend jouer la carte du candidat raisonnable face à des candidats irrationnels ou extrémistes.

La menace du complotisme est-elle pour autant réelle ? Il ne faut pas prendre ce sujet à la légère. Il existe, en particulier, une dimension géopolitique : manifestement, plusieurs États étrangers cherchent à déstabiliser les régimes démocratiques en jouant sur leurs points faibles. Mais le complotisme est un phénomène en grande partie inhérent à toute vie politique. Chaque camp a tendance à sécréter sa propre vision du monde et à accuser le camp adverse de manigancer contre lui ou de privilégier en cachette ses propres intérêts. Bien sûr, certaines théories complotistes sont particulièrement délirantes (songeons au tristement célèbre protocole des sages de Sion, ou aux contestations du 11 Septembre) mais il n'est pas toujours évident de tracer une ligne claire entre les théories totalement fumeuses et les théories partiellement fumeuses, lesquelles prennent souvent appui sur des éléments de réalité, comme le marxisme hier ou l'indigénisme aujourd'hui. Ni entre le mensonge factuel et la libre appréciation sur des faits.

De quoi le complotisme est-il le symptôme ?

Comme les rumeurs, il est le résultat d'un dysfonctionnement dans les relations entre la population et ses dirigeants. Il se produit dans des sociétés très clivées, lorsque des groupes ont le sentiment d'être marginalisés ou dénigrés. Les théories complotistes viennent combler un manque, elles donnent du sens, mettent une cohérence apparente là où il y a de l'incohérence.

Est-ce à l'État de lutter contre les fake news ?

Il y a deux manières de voir les choses : soit on considère que le débat public doit être rationnellement organisé et encadré, ce qui implique qu'une autorité supérieure fixe règles et limites, éventuellement en excluant certains participants ou certaines idées ; soit on estime que le débat est en lui-même producteur de rationalité, donc qu'il doit bénéficier de la plus grande liberté possible. Cette seconde approche appartient plutôt à la tradition libérale. Elle soutient que c'est la libre confrontation des idées qui va permettre de faire le tri entre bons et mauvais arguments. Aux États-Unis, cette vision imprègne toute la culture politique, jusque dans son système juridique, puisque le juge est idéalement chargé d'organiser une confrontation entre les parties dans l'espoir de faire jaillir la vérité une fois que chacun aura exposé ses arguments.

En France, nous voyons les choses différemment parce que notre culture valorise la verticalité et les institutions. De nombreuses lois sont ainsi chargées de restreindre la liberté d'expression. La loi de décembre 2018, qui entend lutter contre la

manipulation de l'information, fait écho à la loi sur la presse de 1881 qui réprime la diffusion de fausses nouvelles. Ces deux modèles ont chacun leurs avantages et leurs inconvénients. Aux États-Unis, la valorisation maximale de la liberté n'a pas empêché (voire a favorisé par contrecoup) le développement d'une redoutable censure qui émane de la société civile et des campus à travers la « cancel culture ». En France, notre modèle régulateur parvient paradoxalement à mieux préserver des espaces de liberté, par exemple sur la critique des religions ou sur la protection des universitaires.

Mais l'État français fait aujourd'hui face à deux grands défis : d'abord un déficit de légitimité, ce qui rend délicate toute intervention de sa part dans le domaine des libertés, en particulier en matière de liberté d'expression, car cela peut avoir pour effet contre-productif de nourrir le complotisme, comme on le voit dans le cas du passe sanitaire ; d'autre part, un accroissement des demandes de censure en provenance de différents groupes, lesquels jouent sur la faiblesse de l'État pour tenter d'imposer leurs intérêts au nom de la protection d'une sensibilité prétendument offensée. Jusqu'à présent, l'État a plutôt cherché à satisfaire ces diverses demandes, mais ce faisant il a enclenché une spirale inflationniste qui vient à son tour nourrir le complotisme car chacun peut avoir l'impression que l'État est accaparé par un groupe rival. Sortir d'une telle situation ne va pas être aisé.

Est-ce à dire qu'on ne peut rien faire contre le complotisme ?

Il ne faut pas s'attendre à des miracles. La politique restera toujours assez éloignée de l'idéal du débat rationnel, lequel n'a de sens que pour les universitaires qui ont l'habitude d'échanger courtoisement des arguments sophistiqués dans des colloques savants. De plus, nos démocraties modernes sont assez démunies en raison de leurs propres principes : même en France, les contraintes juridiques interdisent d'aller trop loin dans la censure. La loi de 2018 sur les fake news comme la loi Avia de 2020 sur les « contenus haineux » ont été en grande partie neutralisées par le Conseil constitutionnel. Par ailleurs, la quête d'un débat politique qui serait épuré de toutes ses bassesses ne doit pas remplacer un questionnement sur les causes du développement des fausses croyances, lesquelles sont souvent structurelles et profondes. Il est clair, par exemple, que le renouveau de l'antisémitisme auquel on assiste depuis les années 2000 prospère en grande partie sur les renoncements de l'État en matière d'immigration et d'intégration. De même, les accusations complotistes sur le « racisme de la police » prospèrent parce que l'État préfère laisser s'exprimer des discours extrêmes pour ne pas avoir à entrer en conflit ouvert avec certains activistes et les groupes qu'ils représentent. Nous souffrons de deux maux différents : le premier est le manque de culture scientifique et de positivisme là où il en faudrait bien davantage, ce qui a permis de laisser prospérer un nombre impressionnant de fantasmes et de délires (sur l'histoire de la France notamment) ; le second est la dépolitisation, qui a conduit à transférer la politique vers le droit ou l'économie. Or, on ne se débarrasse pas du politique aussi facilement, et d'une certaine façon, celui-ci revient maintenant en force via le complotisme et l'idéologie.

Uniquement de la viande halal dans la cafétéria de Sciences Po Grenoble : "Des dizaines d'incidents isolés dessinent un phénomène" selon Élisabeth Lévy

mercredi 20 octobre 2021 à 12:07

Dans la cafétéria de Sciences Po, il n'y aura plus que la viande halal pour les étudiants. Une polémique expliquée par Élisabeth Lévy.

Nouvelle polémique à Sciences Po Grenoble où la cafétéria ne servira plus que de la viande halal. L'UNI a lancé une pétition.

La semaine dernière, Frédérique Vidal estimait sur *France Info* avoir réglé le problème de l'islamo-gauchisme à l'université. Vous lui poserez la question vendredi mais cette nouvelle affaire, sortie par *l'Incorrect* qui a interviewé Yvenn Le Coz, étudiant à Sciences PO et responsable de l'UNI Grenoble, lui oppose un démenti cinglant.

La Cafét est gérée par l'association *Cafet en Kit*. Elle permet aux étudiants de manger pas cher et sur place au lieu d'aller faire une heure de queue au restau U (Crous).

Elle a annoncé sur Instagram qu'elle ne servirait plus que de la viande halal et des plats végétariens. La publication a été supprimée depuis mais aucun démenti. L'UNI a lancé une pétition : "La viande halal ne doit pas être imposée aux étudiants de Science Po".

Je rappelle que les professeurs menacés l'an dernier pour avoir refusé de parler d'islamophobie "ne reçoivent toujours aucun soutien de la part de l'administration" alors que "l'écriture inclusive est la règle en cours" et que les thèses accusant "la France, l'Europe et leurs peuples de tous les maux du monde" sont abondamment diffusées.

Plus que de la viande halal à Sciences Po Grenoble : "C'est fâcheux mais n'est-ce pas un micro-incident isolé ?".

Sauf que plusieurs points, ça fait une ligne : des dizaines d'incidents isolés dessinent un phénomène. L'UNI observe que les étudiants musulmans sont ultra-minoritaires et qu'il n'y a jamais de revendication concernant des repas cashers ou du poisson le vendredi. La plupart des étudiants s'en fichent ou se taisent de peur d'être accusés d'islamophobie, car selon *Le Coz*, les associations (reconnues par l'établissement) sont essentiellement contrôlées par des militants extrême gauchistes, tendance islamiste.

"Cafét en kit" ne propose pas du porc pour les uns et du halal pour les autres, à Science Po Grenoble c'est de la viande halal pour tout le monde dans cette cafet'. Rien à voir avec la coexistence harmonieuse des cultures et tout avec un désir d'effacement des mœurs majoritaires. C'est le vivre-ensemble version ôte-toi-de-là-que-je-m'y-mette. Mais n'en parlez pas, vous feriez le jeu de qui vous savez.

DEUTSCHE BUNDESBANK:

Weidmanns Rückzug

- EIN KOMMENTAR VON GERALD BRAUNBERGER
- -AKTUALISIERT AM 20.10.2021-11:12



Wer Weidmann kennt, weiß, dass seine Entscheidung nicht als Fahnenflucht zu interpretieren ist. Sondern als ein Signal der Frustration über die Entwicklung der Geldpolitik.

Der Rückzug Jens Weidmanns von der Präsidentschaft der Deutschen Bundesbank und damit auch aus dem Zentralbankrat der Europäischen Zentralbank ist schon für sich genommen eine ernüchternde Nachricht. In einer Zeit, in der erstmals seit vielen Jahren Inflation wieder zu einem ernsthaften und möglicherweise dauerhafteren Problem wird als bisher angenommen, wirkt die Nachricht von seinem Rückzug indes geradezu verstörend.

Wer Weidmann kennt, weiß, dass seine Entscheidung nicht als Fahnenflucht zu interpretieren ist – sondern als ein Signal der Frustration über die Entwicklung der Geldpolitik. Und als Ausdruck der Sorge, dass sich die EZB auf ihrem Weg in eine abschüssige Geldpolitik nicht mehr wird bremsen lassen.

Wenn in einer Situation, in der die Inflationsrate in Deutschland in diesem Jahr die Marke von 5 Prozent erreichen dürfte, aus der EZB die Einschätzung kommt, das wahre Problem bestehe darin, dass die Inflationsrate im kommenden Jahr zu niedrig ausfallen könnte, erweckt die Institution aus dem Frankfurter Ostend den Eindruck, von den Sorgen der Menschen weit entfernt zu sein. Wenn der Chef-Volkswirt der EZB äußert, selbst ein Lohnanstieg als Folge der jetzigen Steigerung des Preisniveaus werde keine Änderung des geldpolitischen Kurses erfordern, stellt sich die Frage, ob die EZB das Thema Inflation überhaupt noch einmal ernst nehmen will.

Ernüchterung über Berlin

Äußerungen anderer Mitglieder des Zentralbankrats legen die Vermutung nahe, sie interessierten sich vor allem für eine Fortsetzung umfangreicher Käufe von Staatsanleihen auch nach dem Ende der Pandemie. Weidmann steht mit seinen Warnungen vor einer zu engen Verflechtung von Geld- und Finanzpolitik im Zentralbankrat nicht alleine, aber er vertritt nur eine Minderheit in dem Gremium.

Wer in Weidmanns Rückzug zudem eine Ernüchterung über eine mangelnde Unterstützung durch die Politik in Berlin vermutet, wird nicht falsch liegen. In der Vergangenheit war es der noch amtierenden Regierung nicht unlieb, dass die EZB in der Bekämpfung der Krisen eine immer aktivere Rolle übernahm und ihr Mandat damit zumindest gedehnt hat.

Wer die aktuellen Debatten um eine Aufweichung der finanzpolitischen Stabilitätskriterien in der Europäischen Union und um Möglichkeiten einer kreativen Umgehung der Schuldenbremse verfolgt, ahnt,

dass die EZB auch in Zukunft bereit stehen muss, bei Bedarf umfangreiche Bestände an Staatsanleihen anzukaufen. Man könnte mit Blick auf die internationale Lage sagen, dass eine solche Verschränkung von Geld- und Finanzpolitik im Zug der Zeit liegt. Aber sie passt – nicht nur aus verfassungsrechtlichen Gründen – nicht zu einer Bundesbanktradition, der sich Weidmann verpflichtet fühlt.

Die nächste Bundesregierung wird die Möglichkeit haben, die Präsidentschaft der Deutschen Bundesbank mit einer Person zu besetzen, die sich der alten Bundesbanktradition weniger, der modernen Praxis der internationalen Geldpolitik aber stärker verpflichtet fühlt. Das kann sich als eine schlechte Nachricht herausstellen.

DOPPELSCHAU EMIL NOLDE HAMBURG:

Auch fehlerhafte Menschen malen makellose Bilder

- VON WOLFGANG KRISCHKE
- -AKTUALISIERT AM 21.10.2021-07:02



Germanisch-gotisch ist daran gar nichts, eher goghisch: Emil Noldes „Melkmädchen“ aus dem Jahr 1903. Bild: Bucerius Forum

Zwei Ausstellungen in Hamburg zeigen, dass Emil Nolde weitaus mehr von dänischer Malerei und weit weniger nazistisch geprägt war als gedacht.

Wie tief Hans Emil Hansen in der norddeutsch-dänischen Landschaft verwurzelt war, zeigen nicht nur seine Bilder. Ausdruck dieser Bindung ist auch, dass er 1902 seinen Familiennamen ablegte und gegen den seines nordschleswigschen Heimatdorfes Nolde eintauschte. Wie dieser **Emil Nolde** zum „nordisch deutschen“ Künstler wurde, als den er sich selbst sah, zeigt das Hamburger Bucerius Kunst Forum in Kooperation mit der Nolde-Stiftung Seebüll unter dem Titel „Nolde und der Norden“. Der Künstler, der sich Deutschland und Dänemark gleichermaßen verbunden fühlte, musste sich seiner Wurzeln allerdings erst bewusst werden.

Das geschah weniger durch das unmittelbare Erlebnis der heimatlichen Landschaft als auf dem Umweg über die dänische Malerei, die er wiederum nicht an ihrem Ursprungsort entdeckte, sondern auf der Pariser Weltausstellung im Jahr 1900. Motiviert durch die dort empfangenen Eindrücke, verbrachte Nolde die folgenden zwei Jahre in Dänemark. Dort nahm er, der schon Kunstschulen in München und Paris absolviert hatte, Malunterricht bei dem erfolgreichen Historienmaler Kristian Zahrtmann, besuchte Ausstellungen einheimischer Künstler und traf sich mit einigen von ihnen wie Vilhelm Hammershøi und Viggo Johansen privat oder in ihren Ateliers. Auf den Arbeiten, die in dieser Zeit des Suchens und Experimentierens entstanden, liegt der Fokus der Ausstellung, die sich auf vier thematische Räume verteilt: Menschenbilder, Interieur, Landschaft und Fantastik. Den achtzig Werken Noldes stehen fünfundzwanzig Gemälde dänischer Künstler gegenüber, die Nolde nachweislich kannte und die den Einfluss dieser Malerei auf seine Motivwahl und Stilistik augenfällig machen.

Seine romantisch-blaue Tonalität

Der „dänische“ Nolde, dem man in Hamburg begegnet, weist nur in Spuren auf den farbgewaltigen Expressionisten späterer Jahre voraus. Gedämpfte Farben dominieren: Ein Selbstbildnis, das die Ausstellung eröffnet, ist in verschatteten Brauntönen gehalten, blaugrau-verwaschene Meerlandschaften erinnern an

einen unvollendeten [William Turner](#), manche Hafengebäude könnten aus der Werkstatt Monets stammen. Überhaupt ist in dieser Phase der Impressionismus ein beherrschendes Stilmuster in Noldes Bildern. Dreißig Jahre später passt das nicht mehr zu seinem künstlerischen Selbstverständnis: Nun schmäh er den Impressionismus als „süßlich“, um sich selbst als nordisch-herben Expressionisten davon abzuheben. Den künstlerischen Weg in den Expressionismus zeigen besonders eindrücklich drei sturmumtoste „Melkmädchen“, die Nolde 1903 und dann noch einmal 1939 malte. In der zweiten Version ist das Flirren der nebeneinander gesetzten Pinselstriche einem leuchtend-flächigen Farbauftrag gewichen – der „typische Nolde“ hat Gestalt angenommen.

Was Nolde von seinen dänischen Kollegen lernt, sind neben der Bildsprache des Symbolismus vor allem die Lichtführung, der Blick für Stimmungen und eine romantisch-blaue Tonalität. Die Gegenüberstellung seines 1903 gemalten Bildes „Zwei am Meeresstrand“ mit dem zehn Jahre früher entstandenen „Sommerabend am Südstrand von Skagen“ von Peder Severin Krøyer führt diese Anverwandlungen überzeugend vor Augen. In dieser Zeit malt Nolde auch Interieurs mit weiblichen Figuren, ein typisches Thema der dänischen Malerei, das in seinem späteren Werk nicht mehr vorkommt. Doch gerade bei diesem stillen, undramatischen Sujet lässt er die spätere Farbkraft erahnen: Die leuchtenden Rosatöne, die Nolde in einem Bergmotiv seines Lehrers Kristian Zahrtmann gesehen hat, übernimmt er für sein „Mädchen in der Küche“.

„Sommertag“ mit einer hypnotisch wirkenden Atmosphäre

Der einzige thematische Bereich der Ausstellung ohne dänische Pendant ist die „Fantastik“. Die Sagenwelt des skandinavischen Nordens, die sich in mehreren Wikingerdarstellungen niederschlägt, hat Nolde vornehmlich über die Literatur aufgenommen. Seine Ehefrau Ada las ihm die „Heimskringla“ vor, eine Sammlung von Geschichten über die norwegischen Könige aus dem dreizehnten Jahrhundert, die dem isländischen Skalden und Historiker Snorre Sturlason zugeschrieben wird. Doch die Verbindungen zwischen Mythologie und Werk sind nur lose. Die meisten der Fabelwesen und Märchenszenen in Noldes Bildern – fliegende Lindwürmer, Bergriesen, Dünengespenster und Räuberhöhlen – sind Ausgeburten der eigenen Fantasie, eher mystisch bevölkerte Seelenlandschaften als Illustrationen überlieferter Mythen.



Sein Auge spiegelt vergrößert das Meer: „Herr und Dame im roten Saal“. :Bild: Hamburger Kunsthalle

Die dänischen Bilder in der Ausstellung verdienen nicht nur als Bezugspunkte zu Noldes Werk Interesse. Ein besonderer Blickfang ist ein Triptychon des von Nolde hochgeschätzten Symbolisten Jens Ferdinand Willumsen. Das Gemälde, gerahmt von Reliefs aus Kupfer, Zink und Emaille, zeigt im Stil eines japanischen Farbholzschnitts das Gebirge Jotunheim, einen sagenhaften Wohnort der Riesen, dessen schneebedeckte Flanken sich geometrisch zersplittert im Wasser spiegeln. Meisterhaft auch der Hyperrealismus des Gemäldes „Sommertag“ von Laurits Andersen Ring, der die dargestellte Fjordlandschaft in eine hypnotisch wirkende Atmosphäre taucht.

Man muss kein guter Mensch sein, um gute Bilder zu malen

Parallel zur Schau im Bucerius Kunst Forum widmet sich in der Hamburger Kunsthalle eine kleine, aber gleichfalls sehenswerte Ausstellung Noldes Maltechnik. Anhand von elf Gemälden werden Erkenntnisse zu

den verwendeten Farben und Leinwänden, zur Pinselführung, den Grundierungen und Unterzeichnungen präsentiert. Die Exponate bilden eine Auswahl aus 45 Bildern, an denen in den vergangenen Jahren im Rahmen eines Forschungsprojekts unter Beteiligung der Bayerischen Staatsgemäldesammlungen und der Nolde-Stiftung naturwissenschaftliche Materialanalysen vorgenommen wurden. Mittels einer App kann sich der Betrachter Details der Bilder als Röntgen-, Streiflicht- oder Infrarotaufnahmen zeigen lassen und so Einblicke in die maltechnische Grammatik von Noldes Bildsprache gewinnen.

Es ist zur Zeit allerdings eher die politische Grammatik, die viele Kunstinteressierte unter der Oberfläche seiner Bilder aufdecken möchten. Dass Nolde nicht nur Mitläufer, sondern überzeugter Anhänger des nationalsozialistischen Regimes war, von dem er zugleich als „entarteter“ Künstler stigmatisiert wurde, ist in den vergangenen Jahren durch Ausstellungen und Publikationen in das öffentliche Bewusstsein gedrungen. Die-ses Wissen überschattet seitdem die Nolde-Rezeption. Auch die beiden Hamburger Ausstellungen werden begleitet von Fragen der Journalisten und des Publikums nach den Spuren, die die Ideologie im Werk des Malers hinterlassen haben mag. Doch wer unvoreingenommen nach einer nazistischen Grundierung in Noldes Bildern sucht, wird auf nichts stoßen außer die alte Erkenntnis, dass man kein guter Mensch sein muss, um gute Bilder zu malen.

Nolde und der Norden. Im Bucerius Kunst Forum, Hamburg, bis 23. Januar 2022. Der Katalog kostet 29,90 Euro.

Meistens grundiere ich mit Kreide. Emil Noldes Maltechnik. In der Hamburger Kunsthalle, bis 18. April 2022. Katalog folgt.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/ezb-nach-jens-weidmann-geldpolitik-naehert-sich-us-vorstellung-17594313.html?premium>

EUROPAS GELDPOLITIK:

Das Ende einer Ära

- EIN KOMMENTAR VON GERALD BRAUNBERGER
- -AKTUALISIERT AM 20.10.2021-18:40



Zieht sich vorzeitig von der Bundesbank-Spitze zurück: Jens Weidmann Bild: Reuters

Mit dem Abschied Jens Weidmanns findet die Tradition der Bundesbank in der europäischen Geldpolitik sichtbar einen Abschluss. Künftig dürfte sich die EZB noch mehr der amerikanischen Vorstellung auf diesem Feld annähern.

Die bisherige Geschichte der Europäischen Zentralbank (EZB) lässt sich grob in zwei Epochen unterscheiden. In der ersten, von ihrer Gründung im Jahre 1998 bis zum Jahre 2011 reichenden Epoche befand sich die EZB sichtbar in der Tradition der Deutschen Bundesbank. Verkörpert wurde diese Tradition durch ihre deutschen Chef-Volkswirte Otmar Issing und Jürgen Stark.

Mit dem Ausbruch der Eurokrise und den Rücktritten Starks und des damaligen Präsidenten der Deutschen Bundesbank, Axel Weber, endete diese Epoche. Die Berufung Jens Weidmanns zum Nachfolger Webers sorgte zumindest dafür, dass die Tradition der Bundesbank in der Führung der EZB auch nach 2011 noch eine vernehmbare Stimme besaß. Die Mehrheit im Zentralbankrat entfernte sich jedoch immer mehr von der Bundesbanktradition. Sie näherte sich, getrieben von den Interessen anderer Mitgliedstaaten der Währungsunion, einem amerikanischen Verständnis von Geldpolitik an.

Wie viel Inflation ist in Ordnung?

Der wesentliche Unterschied zwischen dem traditionellen deutschen und dem amerikanischen Verständnis von Geldpolitik betrifft die Interpretation der Unabhängigkeit der Zentralbank und die Frage, inwieweit Inflation im Interesse des Wirtschaftswachstums vorübergehend hinzunehmen ist. **Das traditionelle deutsche Verständnis versucht vor allem, Geldpolitik und Finanzpolitik scharf zu trennen und die Geldpolitik nicht von der Finanzpolitik vereinnahmen zu lassen. Diese Vorstellung ist in Gestalt des Verbots monetärer Staatsfinanzierung in das Gesetz über die Währungsunion übernommen worden.**

Die amerikanische Vorstellung von Geldpolitik hält den Versuch einer strengen Trennung von Geld- und Finanzpolitik für künstlich; diese Vorstellung wurde in der Währungsunion vor allem in Ländern aufgenommen, die daran interessiert sind, dass die Zentralbank ihre Anleihen kauft. **Versuchen aus Deutschland, die Beteiligung der Bundesbank an Anleihekäufen der EZB durch das Bundesverfassungsgericht verbieten zu lassen, ist zumindest bisher kein durchschlagender Erfolg beschieden gewesen.**

Weidmann hat Anleihekäufe als geldpolitisches Instrument in Notzeiten für vertretbar gehalten. Damit stand er auf der Seite der Mehrheit der Ökonomen. **Aber mit seinen Warnungen vor einem schleichenden Verlust**

der Unabhängigkeit der Geldpolitik gegenüber Regierungen und Finanzmärkten im Fall einer Ausdehnung der Anleihekäufe über Notzeiten hinaus fand er sich im Zentralbankrat der EZB in einer Minderheit wieder.

Wer wird Nachfolger?

Die Sorge, dass sich eine Zentralbank, die nicht rechtzeitig aus dem Kauf von Staatsanleihen herausfindet, in eine wachsende Abhängigkeit von Regierungen und Finanzmärkten begibt, hat sich eine Mehrheit des Zentralbankrats bis heute nicht zu eigen gemacht. **Die EZB hat so ihr Mandat zumindest gedehnt, unterstützt von Regierungen, denen die sehr aktive Geldpolitik der EZB sehr recht war und ist. Dies gilt auch für die noch amtierende Bundesregierung.**

Weidmanns Rückzug verändert nicht die Machtverhältnisse im Zentralbankrat der EZB. Deshalb haben die internationalen Finanzmärkte auch kaum auf die Nachricht reagiert. **Dennoch bedeutet der Rückzug das Ende einer Ära, weil die von der SPD geführte Bundesregierung fraglos die Gelegenheit nutzen und eine Person für die Nachfolge suchen wird, die gegen eine enge Verschränkung von Geld- und Finanzpolitik weniger Bedenken erheben dürfte als Weidmann.**

In einer Zeit, in der die europäischen Fiskalregeln wieder einmal überprüft werden und in Deutschland die Suche nach einer kreativen Umgehung der Schuldenbremse in der SPD und bei den Grünen in vollem Gange ist, erfüllt eine zu Anleihekäufen stets bereite Zentralbank die Hoffnungen derjenigen, die eine expansive Finanzpolitik betreiben wollen. **Mit Weidmanns Abschied findet die Tradition der Bundesbank in der europäischen Geldpolitik sichtbar einen Abschluss.**

Dass dies ausgerechnet in einer Zeit steigender Inflationsraten geschieht, ist alles andere als eine gute Nachricht. Die Befürworter der seit zehn Jahren betriebenen Geldpolitik hatten immer das Argument parat, entgegen den vor allem in Deutschland gehegten Befürchtungen spielten hohe Inflationsraten keine Rolle. **Nunmehr aber besteht die Gefahr einer Unterschätzung der Inflationsgefahren durch die Europäische Zentralbank.** Wer die aktuelle Rhetorik führender EZB-Vertreter mit der Rhetorik anderer Zentralbanken vergleicht, erhält den Eindruck, dass sich die EZB deutlich hinter der Kurve befindet.

Gleichzeitig sucht die Europäische Zentralbank Wege, wie sie auch nach der Pandemie Staatsanleihen in großem Umfang kaufen kann. Man benötigt keine Kristallkugel, um weitere Auseinandersetzungen über die Rolle der Bundesbank in diesem Geschehen vor dem Bundesverfassungsgericht vorauszusehen. Der Rückzug Jens Weidmanns mag offiziell persönliche Gründe haben, die natürlich zu respektieren sind. **Tatsächlich ist der Rückzug ein Alarmsignal für alle Anhänger einer stabilitätsorientierten Geldpolitik.**

Le Figaro (site web)

mercredi 20 octobre 2021 - 18:59 UTC +02:00 1564 mots

Actualité ; Société

L'immigration compte-t-elle pour la moitié de la croissance démographique de la France ?

LA VÉRIFICATION - C'est ce qu'a affirmé le politologue Dominique Reynié sur France Inter. Est-ce exact ?

LA QUESTION. Depuis plusieurs décennies, l'immigration figure parmi les thèmes récurrents des campagnes présidentielles, l'enjeu étant à chaque fois de savoir si la France doit accueillir plus ou moins d'immigrés. Celle de 2022 n'échappe pas à la règle, mais ajoute aux débats habituels sur les flux migratoires une dimension démographique. La formule très clivante de « *grand remplacement* » reprise par le possible voire très probable candidat Éric Zemmour en est l'illustration la plus manifeste. Dans ce contexte marqué par des polémiques à répétition, les données démographiques sont souvent inaudibles ou passent par pertes et profits.

Mais pas toujours non plus. « *J'ai fait une erreur de données sur une chaîne, LCI, en disant qu'en France le solde naturel était négatif (...)* Ce n'est pas encore le cas, a confessé sur France Inter le 14 octobre le politologue Dominique Reynié sur France Inter. *Depuis 2016, pour la sixième année consécutive, il y a de moins en moins de naissances en France et on voit bien qu'on va aller vers le solde négatif, ce qui est le cas dans l'ensemble de l'Europe* ». Et le directeur général du think tank Fondapol d'ajouter: « *L'INSEE nous dit: les naissances en France comptent pour la moitié de la croissance démographique. C'est-à-dire que, si je comprends bien l'INSEE, la population croît démographiquement pour moitié par l'immigration* ». Cette dernière affirmation est-elle exacte?

VÉRIFICATIONS. L'universitaire fait référence à une étude de l'INSEE publiée en avril 2021 dont le titre donne une idée de la réponse à la question posée: « *En 2017, 44 % de la hausse de la population provient des immigrés* ». À six pourcents près, Dominique Reynié a donc raison. Étant donné par ailleurs que ces données sont celles d'il y a quatre ans, il est possible - sans que cela soit démontrable - que le professeur de Sciences Po ait même raison tout court, sachant que ce pourcentage augmente chaque année. « *En douze ans, la contribution des immigrés à l'accroissement démographique a fortement augmenté: elle était de 28 % en 2006* », précise l'institut statistique. Soit une augmentation d'un peu plus d'1,6 points par an sur cette période.

Quels sont les grands enseignements de cette récente étude? Il faut déjà comprendre comment se décompose la population et quelles sont les variables à prendre en compte. Le point de départ, c'est de comprendre que la population se décompose en deux parties, la population immigrée et la population non immigrée. Étant donné que la définition de l'INSEE d'une personne immigrée est la suivante: « *Un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France* ».

Soldes naturels et soldes migratoires

La « *croissance démographique* » est l'augmentation de la population d'une année sur l'autre. Par exemple, « *entre les 1er janvier 2017 et 2018, la population s'est accrue de 317.000 personnes* »: cette valeur est tout simplement la différence de population entre ces deux dates.

Maintenant, pour déterminer le poids de l'immigration dans cette croissance, il faut tenir compte de plusieurs éléments:

Chaque année, des personnes naissent en France: étant donné la définition de l'immigration de l'INSEE, elles viennent grossir la population non immigrée ;Chaque année, des personnes décèdent en France: elles viennent logiquement réduire la population globale. Parmi elles, figurent autant des personnes immigrées que non immigrées.

Ces deux phénomènes permettent de calculer la différence entre le nombre des naissances et celui des décès, ce que l'on appelle le solde naturel. Précisons qu'il existe un solde naturel des non immigrés, mais aussi un solde naturel des immigrés, par définition négatif puisque n'entrent en compte que les immigrés décédés (on ne peut pas naître immigré en France, NDLR). Le solde naturel général diminue ces dernières années en raison de l'augmentation des décès (en cause, le vieillissement des générations du baby-boom) et de la baisse des naissances. Il était de 163.000 en 2017 contre 276.000 en 2009, selon une autre note de l'INSEE.

Concernant le solde naturel de la population non immigrée, «en 2017, [celui-ci] atteint son niveau le plus bas depuis 2006, passant de +350.000 personnes à +222.000», précise l'étude de 2021, raison principale pour laquelle «la population non-immigrée croît plus lentement» depuis cette date. Quant au solde naturel des immigrés, dont on a dit qu'il était par définition négatif, il se définit par le seul nombre de décès en France d'immigrés, qui a légèrement augmenté entre 2006 et 2017. En conséquence, le solde naturel de la population immigrée a diminué (de -48.000 en 2006 à -59.000 en 2017).

Notons au passage qu'en sommant ces deux soldes naturels, l'on obtient bien le solde naturel de l'ensemble de la population.

Mais le solde naturel ne mesure pas tout car, par ailleurs, chaque année, des personnes entrent sur le territoire national quand d'autres en sortent. C'est ce que l'on appelle le « *solde migratoire* ». Là encore, parmi ces personnes qui entrent ou qui sortent, certaines sont immigrées quand d'autres ne le sont pas. Il y a donc un solde migratoire de la population immigrée et un solde migratoire de la population non immigrée, ce qui peut certes paraître paradoxal à première vue.

«Chaque année depuis 2006, le solde migratoire de la population non-immigrée est négatif et a tendance à se creuser, ce qui contribue à modérer la croissance de la population non-immigrée», écrit l'INSEE. Dans le détail, «entre 2006 et 2016, les entrées de personnes non-immigrées, c'est-à-dire les retours de l'étranger, passent de 80.000 à 118.000 personnes» tandis que «leurs sorties ont doublé, de 131.000 à 275.000». Il est donc passé de -51.000 à -157.000. Inversement, le solde migratoire des personnes immigrées augmente puisqu'il est passé de 163.000 personnes en 2006 à 222.000 en 2016.

On obtient ainsi un solde migratoire global positif qui a tendance à diminuer entre 2006 et 2016 puisqu'il est passé de 112.000 à 67.000 entre ces deux dates. Mais cela ne traduit pas une diminution de l'immigration puisque cette baisse provient de la diminution du solde migratoire des non immigrés. Celui des immigrés est bien en augmentation.

En combinant les deux soldes naturels et les deux soldes migratoires, l'on peut calculer comment évoluent la population immigrée et la population non immigrée d'une année sur l'autre. L'on obtient alors le graphique suivant:

Par où l'on voit qu'en 2017, la population française s'est accrue de 317.000 personnes. Parmi elles, 139.000 personnes immigrées et 178.000 non immigrées, soit respectivement 43,8% et 56,2%.

Immigrés et descendants d'immigrés

Un dernier point doit être mentionné. Dans sa définition de l'immigration, l'INSEE ne tient compte que de la « *première génération d'immigrés* », c'est-à-dire les personnes nées étrangères à l'étranger et résidant sur le sol français. Hors de l'immigration elle-même, l'INSEE répertorie par ailleurs le nombre d'« *enfants d'immigrés nés en France* » [logiquement, un enfant d'immigrés né hors de France est quant à lui immigré, NDLR]. **Pour mieux mesurer le phénomène migratoire en France, certains démographes, dont Michèle Tribalat, appellent à mieux prendre en compte dans les études statistiques la deuxième voire la troisième génération d'immigrés. Pour le coup, nous ne disposons pas de la donnée suivante: parmi les non immigrés qui comptent pour 56,2% de la croissance démographique française, quelle proportion d'entre eux est composée de descendants directs d'immigrés?**

Ce chiffre, inconnu, augmente probablement au fil des ans. Dans un précédent article sur « *les chiffres de l'immigration en France* », nous écrivions en effet: « *Dans une étude de 2019, trois chercheurs de l'INED se sont également intéressés à l'indicateur conjoncturel de fécondité des femmes selon leur pays de naissance. Il montre que l'immigration dans son ensemble participe à la progression démographique puisque l'indicateur global pour les femmes immigrées (2,60) est largement supérieur à celui des femmes de l'ensemble de la population française (1,88) et à celui des femmes non immigrées (1,77) pour l'année 2017. Dans le détail, cet indicateur est très supérieur pour les femmes nées en Algérie (3,69), en Tunisie (3,50), au Maroc (3,47) ou dans le reste de l'Afrique (2,91) ou en Turquie (3,12)* ».

En résumé, Dominique Reynié a raison de dire que l'immigration compte pour la moitié de la croissance démographique française. Sa part était de 44% en 2017, mais cette valeur a par ailleurs augmenté d'1,6 points par an de 2006 à 2016. Par ailleurs, même si l'on ne dispose pas de données précises en la matière, la part des descendants directs d'immigrés augmente aussi forcément au

sein de la part des non immigrés qui participent à la croissance démographique française. En tenant compte de ces deux générations, la part de l'immigration est mécaniquement bien supérieure à 50% de cette croissance. Contacté par *Le Figaro*, Dominique Reynié ne reprend pas l'expression de « **grand remplacement** », mais évoque, au vu de cette dynamique, une « **recomposition ethnoculturelle** » du pays, également bien documentée par Jérôme Fourquet dans son livre *L'Archipel français* (Seuil, 2019).

Le Figaro, no. 24002

Le Figaro, jeudi 21 octobre 2021 1791 mots, p. 16

Enquête

Les médias de gauche face à une fracture idéologique générationnelle

Cohen, Claudia

Dans des rédactions comme « L'Obs », « Libération » et « Le Monde », engagées dans la protection des droits des minorités, une partie des journalistes pointent un fossé idéologique autour de sujets comme la laïcité, le genre ou l'école.

En plein été, il a claqué la porte. Après trois années passées comme administrateur du *Monde* et de *L'Obs*, Édouard Tétreau, conseiller de dirigeants et essayiste, s'en est allé avec fracas. Alors que son mandat d'administrateur, représentant les intérêts de l'actionnaire sortant, le Groupe Prisa, venait de toucher à sa fin, on lui propose de siéger à nouveau au conseil à titre personnel. Après quelques secondes de réflexion, Édouard Tétreau décide de décliner l'offre. Pour justifier son refus, il brandit alors la couverture d'un des hors-séries de *L'Obs*, posé sur la table devant lui : « L'Esclavage, une histoire française ».

À travers cet exemple, il signifie qu'une ligne jaune a été franchie. Selon lui, un journalisme militant et une idéologie d'une gauche de la déconstruction commencent dangereusement à gagner la ligne éditoriale du journal, remplaçant la gauche de Jaurès, Clemenceau, Camus ou Jean Daniel, le fondateur du *Nouvel Observateur*. Dans la salle, où étaient présents le président du directoire du groupe Le Monde, Louis Dreyfus, le directeur général de *L'Obs*, Grégoire de Vaissière, la directrice de la rédaction de *L'Obs*, Cécile Prieur, la présidente de *Télérama*, Catherine Sueur, et la journaliste Ursula Gauthier, entre autres, l'incompréhension laisse place à l'indignation face au jugement d'Édouard Tétreau. Certains participants lui reprochent durant de longues minutes d'« utiliser des arguments de la fachosphère ». L'interminable réunion s'achève, et les membres du conseil d'administration s'efforcent, au plus vite, d'oublier cet épisode fâcheux.

Pourtant, l'ancien membre du conseil du magazine de gauche, héritier du *Nouvel Observateur*, n'est pas le seul à faire entendre sa voix. Sur fond de désaccords idéologiques autour de sujets aussi structurants que la laïcité, les minorités, le genre ou l'école, plusieurs journalistes en poste depuis de nombreuses années estiment qu'un clivage s'est installé dans les équipes rédactionnelles. « On peut aujourd'hui parler de fracture idéologique et générationnelle au sein de la rédaction », confie une journaliste historique de *L'Obs*.

« On ne rit plus des mêmes choses »

Dans des rédactions comme *L'Obs*, *Libération* et *Le Monde*, engagées dans la protection des droits des minorités, une partie des journalistes s'inquiètent du conflit latent entre le courant multiculturaliste et la notion d'universalisme républicain. Ce dernier incarnant une conception de la citoyenneté centrée sur l'individu en tant que membre de la collectivité nationale, indépendamment de toute communauté d'appartenance. « On ne rit et on ne s'indigne plus des mêmes choses », lance un journaliste de *L'Obs*. La nouvelle génération issue du web et des réseaux sociaux est jugée plus décomplexée sur ses engagements politiques et sociétaux. « Ils ont une tendance à prôner le politiquement correct, avec en tête cette peur de banaliser des idées dangereuses », abonde le journaliste.

Sans craindre pour leur place, plusieurs journalistes confient leur « lassitude » face aux transformations de ces lignes éditoriales. Ils pointent un fossé générationnel qui se creuse avec l'arrivée, en novembre 2020, à la direction de la rédaction de Cécile Prieur, ancienne directrice adjointe de la rédaction au *Monde*. « Sa prédécesseur, Dominique Nora, était la dernière gardienne du temple, juge une journaliste. Elle incarnait la stabilité d'une ligne éditoriale de gauche universaliste. » Durant l'été 2020, quelques mois avant que Dominique Nora ne décide de quitter son poste de directrice de la rédaction, son édito - « Ce désastre radical qui jette le discrédit sur le féminisme » - critiquant la militante féministe Alice Coffin avait reçu les foudres d'une partie de la rédaction

web. **Plusieurs plumes du magazine redoutent aujourd'hui l'érosion de leur lectorat historique.** De leur côté, les jeunes journalistes du titre jugent exagéré ce constat dressé par les anciens. « *Il y a certains clivages*, concède une rédactrice web. *Mais sur des sujets qui sont devenus sensibles au sein de la société française. Sur les valeurs fondamentales de la gauche et du progressisme, on se retrouve.* »

Au *Monde*, également, le traitement des questions autour de la laïcité hérisse certains journalistes. « *Il y a toujours eu un pluralisme d'idées, mais on le ressent plus ces dernières années. C'est sur les questions du foulard islamique, du voile et de la présence de la religion dans l'espace public que les divergences sont perceptibles* », explique un rédacteur en chef du journal. Pour rassembler les équipes, la direction a créé un **comité de rédaction dédié à l'écriture inclusive**, en proposant un lexique sur les « *nouveaux mots de l'antiracisme* ». À l'instar du terme « racisé », à utiliser avec « parcimonie ». « *Chez les plus jeunes, il y a une influence des courants universitaires nouveaux sur la laïcité ou l'histoire de la colonisation. Nous ne partageons plus les mêmes références, analyse un chef de rubrique. Ces apprentissages dépassent la frontière des écoles de journalisme.* » Dans le journal, le sujet des réunions non mixtes organisées par le syndicat étudiant Unef, réservées aux victimes de racisme ou de sexisme, a posé problème à une période. « *Certains disaient que nous n'étions pas allés assez loin dans notre façon de les dénoncer. D'autres trouvaient au contraire que nous avons été intolérants face au phénomène* », abonde le journaliste.

Il y a quelques mois, un malaise d'un autre genre a éclaté au *Monde*, après la polémique autour des manchots du dessinateur de presse Xavier Gorce. Les excuses publiques de la direction pour désavouer son dessin après les critiques sur les réseaux sociaux sont mal passées. Elles ont même inquiété les anciens très accrochés à l'esprit *Charlie*. « *À l'inverse, quelques jeunes poussaient à la censure*, explique un journaliste. *Heureusement, Le Monde n'a jamais retiré le dessin du site.* » D'autres plumes du *Monde* se rappellent le scandale de 2018, provoqué par la tribune de cent femmes signée par Catherine Deneuve ou l'écrivaine Abnousse Shalmani - « *Nous défendons une liberté d'importuner, indispensable à la liberté sexuelle* » - , quelques mois après l'arrivée du mouvement #MeToo en France. Sa publication avait provoqué tensions et menaces de démission.

Du côté du journal *Libération*, les questions autour de l'islam, de la présence de la religion dans l'espace public et du féminisme divisent aussi certains services. « *Les jeunes qui arrivent à Libé pensent toujours qu'ils rejoignent un journal d'extrême gauche, juge un rédacteur de Libération. Alors on s'efforce de rappeler les fondamentaux de la charte du journal : le pluralisme d'expression entre la gauche radicale, la tendance écolo et la social-démocratie.* » L'arrivée récente dans les pages de *Libé* de la dessinatrice **Corinne Rey**, dite Coco (rescapée de l'attentat terroriste contre *Charlie Hebdo* le 7 janvier 2015), divise la rédaction. **La dessinatrice s'affiche comme « anti-woke » sur les réseaux sociaux.** Et ses dessins, parfois qualifiés de sexistes et islamophobes, sont critiqués. « *Certains ont du mal à accepter qu'elle puisse rire des minorités*, explique une journaliste. *Pour l'instant, la direction soutient Coco, elle veut relancer ce qui a fait l'ADN du journal : la provocation tout en subtilité.* »

Influence des modèles anglo-saxons

Pour Laurent Joffrin, rédacteur en chef de *Libé* de 2014 à 2020, ces conflits générationnels au sein des rédactions ne sont pas nouveaux. « *Je dirais même qu'ils étaient plus exacerbés dans les années 1968*, analyse le fondateur du mouvement des Engagées. *À l'époque, il y eut un rejet des baby-boomers, accusés de dominer la vie culturelle et médiatique pour perpétuer leur système d'intérêts. Ce qui avait progressivement poussé les plus vieux vers la sortie et donné lieu à la création de nouveaux organes de presse.* »

Si l'histoire se répète au fil des décennies, l'arrivée des réseaux sociaux ces dernières années a indéniablement transformé le métier. Et creusé un peu plus le fossé générationnel entre journalistes. « *Les réseaux sociaux sont devenus rois. Ils rythment le temps de l'information, avec une logique de réaction à chaud qui heurte la profession. La problématique se ressent dans toutes les rédactions, indépendamment de leurs affinités politiques* », analyse le journaliste Samuel Laurent, auteur du livre *J'ai vu naître le monstre. Twitter va-t-il tuer la démocratie ?*. **En quelques années, Twitter s'est érigé comme l'agora centrale des débats.** « *Il est devenu à la fois notre source et notre éditeur ultime* », écrivait la journaliste **Bari Weiss** dans sa lettre de démission au *New York Times*, trois ans après avoir été recrutée pour élargir le spectre idéologique du journal à des points de vue conservateurs. La multiplication de l'expression des opinions des journalistes fait débat au sein des rédactions. « *Les jeunes ont tendance à être plus influencés par l'hystérisation du débat sur Twitter*, analyse un rédacteur en chef. **Il y a aussi cette tentation d'être plus radical pour faire grandir sa communauté d'abonnés.** » Il y a quelques années, par exemple, des journalistes de *Libé* s'étaient écharpés avec des membres du Printemps républicain, une association expliquant « *promouvoir le commun et la laïcité dans le paysage politique* ». « *On s'est retrouvés catalogués comme des ennemis du mouvement, cela a créé deux camps artificiels. La direction a dû leur dire d'arrêter de s'exprimer de la sorte* », se rappelle le journaliste. Cet épisode avait donné lieu à la création d'une charte sur les réseaux sociaux.

Face à ces nouvelles mentalités, certaines plumes des médias de gauche redoutent les effets de la « **cancel culture** » : la volonté d'effacer une parole jugée non conforme à la défense d'une cause. Et de pointer du doigt, en particulier sur les réseaux sociaux, une personne qui aurait **des propos jugés inappropriés**. Des méthodes qui gagnent une partie de la presse progressiste américaine, influencée par une approche identitaire des questions de société. « *En France, il y a toujours eu un esprit de la presse de gauche qui s'inspire des modèles anglo-saxons*, note l'historien des médias Alexis Lévrier. *Mais nous sommes très loin idéologiquement de ce qui se passe outre-Atlantique.* » *Le Monde*, par exemple, s'est clairement positionné contre les dérives du « **woke** » : un mouvement qui désigne un état d'éveil et d'alerte face aux injustices et au système d'oppression qui pèsent sur les personnes issues de minorités ethniques, sexuelles ou religieuses.

Au-delà des motivations idéologiques, certains considèrent que s'afficher dans le « *camp du bien* » sur des thématiques sociétales répond à une logique commerciale. « *Les actionnaires se laissent séduire par les idées de cette nouvelle génération, qui s'inspire des codes progressistes américains* », juge un journaliste. L'objectif étant pour les médias d'obtenir de bons référencement auprès de ceux qui sont devenus, au fil des années, les meilleurs kiosquiers numériques : Google et Facebook. Avec pour modèle le *New York Times*, passé de 3 millions d'abonnés en 2016 à plus de 8 millions en 2021 (dont 90 % aux offres numériques). Sous la présidence de Donald Trump, s'abonner au quotidien était devenu un acte militant pour tous les anti-Trump.

[Oct 16th 2021 edition](#)

Two plus two make four

Academic freedom in British universities is under threat

A campaign of harassment against Kathleen Stock, a philosophy professor, highlights a stifling orthodoxy



Oct 13th 2021

-
-
-
-

Give this article

Study philosophy at Sussex University and, in your first year, you may read John Locke. The Enlightenment thinker is celebrated today for his “Letter Concerning Toleration”, in which he argued that to compel men “by fire and sword to profess certain doctrines” was not only immoral but pointless: the only true persuasion is the “inward persuasion of the mind”. If the students and staff denouncing Kathleen Stock, a professor in the philosophy department, are familiar with Locke’s argument, they seem unmoved by it.

Listen to this story

Enjoy more audio and podcasts on [iOS](#) or [Android](#).

Since term began protesters in balaclavas and masks have been denouncing Professor Stock’s “transphobia”. They have let off flares next to signs saying “Stock Out” and put up posters reading “We’re not paying £9,250 [\$12,600] a year for transphobia—fire Kathleen Stock”. One group stated that: “Our demand is simple: fire Kathleen Stock. Until then, you’ll see us around.” Police have advised her to install cctv cameras at home and implied that she may need security guards to return to campus.

For years, a debate has rumbled over whether there is a problem with free speech in British universities. Those who say there is not deny that “cancel culture” is a real thing and regard those who disagree with them, wherever they sit on the political spectrum, as reactionaries borrowing talking points from the American right. Their opponents point out that silencing is by its nature hard to detect: silence doesn’t make much noise. For them Professor Stock is not merely a persecuted woman. She is proof, personified.

As any good academic would point out, one is a poor sample size. But there is other evidence that free speech is at risk in British universities. A report by the University and College Union (ucu) in 2017 ranked Britain 27th out of the (then) 28 members of the European Union for the legal protection of academic freedom. A study from Policy Exchange, a right-leaning think-tank, found that 32% of academics who identified as politically right-leaning, and 15% of those who identified as centrist, practised self-censorship. Speak to academics and many will tell you that there is a problem—and tell you not to quote them.

Few academics (generally a leftie lot) will shed many tears over the silencing of more right-wing colleagues. What makes Professor Stock’s case so illustrative, then, is that her credentials (liberal, lesbian, feminist, obe) are so impeccable and her claims so vanilla. She is being vilified because she has said, and written in a recent book, “Material Girls”, that biological sex exists and should in some circumstances take precedence over self-declared gender identity, and that therefore some female-only spaces (women’s changing rooms, sports, prisons) should be off-limits to trans women, that is, males who identify as women. That accords closely with most Britons’ opinions, and with British law.

But activists who oppose her argue that such views should not be taught uncritically in universities. Lecturers might teach biological sex as a historical artefact, says one, just as they would teach that people used to believe “toxic things about the priority of white people”. But just as universities would not teach eugenics, so the immutable, binary nature of sex should not be promoted “as an ideology that is real”.

To believe that biology is bunkum may be novel, but students have always been a rum bunch. In the 19th century they set fire to effigies to protest against degrees for women. In the 20th, they embraced communism. But when students turned Trot, vice-chancellors did not don boilersuits and salute their comrades. Modern academia has been less stalwart.

In January more than 600 academics signed an open letter protesting against Professor Stock being awarded an obe. Rather than condemning the attacks against her, the Sussex branch of the ucu urged a university-wide investigation into “institutional transphobia” and warned that “appeals to both employment rights and academic freedom are often instrumentlised” (in other words, used as cover for bigotry). Shereen Benjamin, a sociologist at Edinburgh University, has long suffered harassment for similar views. In 2019, when students who agree with her put up stickers around campus saying that “Female is a biological reality”, the principal called them “offensive” and said those responsible would be disciplined.

Just how much dissenting views are being stifled on campus was thrown into sharp relief last year when Cambridge University tried to change its policy on freedom of speech to demand that staff “be respectful of the differing opinions of others”. Arif Ahmed, a philosophy lecturer, objected, saying that “not all views are equally deserving of respect”. He wanted “respect” amended to “tolerate”. To have his amendment voted upon, he needed 25 academics’ signatures. He struggled to get them, despite approaching more than 100 people. Many said they backed him privately but would not do so publicly: they feared for jobs, promotions and contracts. Eventually, he succeeded, and when votes were cast in late 2020, 86.9% were in favour of changing “respect” to “tolerate”.

With hindsight, that may have been the moment when the tide turned against campus silencing. After the Sussex row started to make the headlines Lady Falkner, a cross-bench peer who is head of the Equality and Human Rights Commission, an official watchdog, and is married to an academic, wrote a letter to the *Times* saying that “university is a place where we are exposed to ideas and learn to debate with each other”. Students, she says, “do not have a right not to be made uncomfortable. They can’t say that because they feel uncomfortable, someone should be fired.”

The leadership of Sussex University, too, is finding its voice. In recent days Adam Tickell, its vice-chancellor, wrote to all staff saying that “we cannot and will not tolerate threats to cherished academic freedoms”. The stir that provoked alarmed him, he says. “The degree of interest in me speaking out in support of academic freedom...is a concern to me, because it should be no more news than [saying] the Pope is Catholic.” Universities might admit the pope’s catholicity. They have been less willing to celebrate their own.

[Oct 16th 2021 edition](#)

Two plus two make four Academic freedom in British universities is under threat

A campaign of harassment against Kathleen Stock, a philosophy professor, highlights a stifling orthodoxy



Oct 13th 2021

-
-
-
-

Give this article

Study philosophy at Sussex University and, in your first year, you may read John Locke. The Enlightenment thinker is celebrated today for his “Letter Concerning Toleration”, in which he argued that to compel men “by fire and sword to profess certain doctrines” was not only immoral but pointless: the only true persuasion

is the “inward persuasion of the mind”. If the students and staff denouncing Kathleen Stock, a professor in the philosophy department, are familiar with Locke’s argument, they seem unmoved by it.

Listen to this story

Enjoy more audio and podcasts on [iOS](#) or [Android](#).

Since term began protesters in balaclavas and masks have been denouncing Professor Stock’s “transphobia”. They have let off flares next to signs saying “Stock Out” and put up posters reading “We’re not paying £9,250 [\$12,600] a year for transphobia—fire Kathleen Stock”. One group stated that: “Our demand is simple: fire Kathleen Stock. Until then, you’ll see us around.” Police have advised her to install cctv cameras at home and implied that she may need security guards to return to campus.

For years, a debate has rumbled over whether there is a problem with free speech in British universities. Those who say there is not deny that “cancel culture” is a real thing and regard those who disagree with them, wherever they sit on the political spectrum, as reactionaries borrowing talking points from the American right. Their opponents point out that silencing is by its nature hard to detect: silence doesn’t make much noise. For them Professor Stock is not merely a persecuted woman. She is proof, personified.

As any good academic would point out, one is a poor sample size. But there is other evidence that free speech is at risk in British universities. A report by the University and College Union (ucu) in 2017 ranked Britain 27th out of the (then) 28 members of the European Union for the legal protection of academic freedom. A study from Policy Exchange, a right-leaning think-tank, found that 32% of academics who identified as politically right-leaning, and 15% of those who identified as centrist, practised self-censorship. Speak to academics and many will tell you that there is a problem—and tell you not to quote them.

Few academics (generally a leftie lot) will shed many tears over the silencing of more right-wing colleagues. What makes Professor Stock’s case so illustrative, then, is that her credentials (liberal, lesbian, feminist, obe) are so impeccable and her claims so vanilla. She is being vilified because she has said, and written in a recent book, “Material Girls”, that biological sex exists and should in some circumstances take precedence over self-declared gender identity, and that therefore some female-only spaces (women’s changing rooms, sports, prisons) should be off-limits to trans women, that is, males who identify as women. That accords closely with most Britons’ opinions, and with British law.

But activists who oppose her argue that such views should not be taught uncritically in universities. Lecturers might teach biological sex as a historical artefact, says one, just as they would teach that people used to believe “toxic things about the priority of white people”. But just as universities would not teach eugenics, so the immutable, binary nature of sex should not be promoted “as an ideology that is real”.

To believe that biology is bunkum may be novel, but students have always been a rum bunch. In the 19th century they set fire to effigies to protest against degrees for women. In the 20th, they embraced communism. But when students turned Trot, vice-chancellors did not don boilersuits and salute their comrades. Modern academia has been less stalwart.

In January more than 600 academics signed an open letter protesting against Professor Stock being awarded an obe. Rather than condemning the attacks against her, the Sussex branch of the ucu urged a university-wide investigation into “institutional transphobia” and warned that “appeals to both employment rights and academic freedom are often instrumentlised” (in other words, used as cover for bigotry). Shereen Benjamin, a sociologist at Edinburgh University, has long suffered harassment for similar views. In 2019, when students who agree with her put up stickers around campus saying that “Female is a biological reality”, the principal called them “offensive” and said those responsible would be disciplined.

Just how much dissenting views are being stifled on campus was thrown into sharp relief last year when Cambridge University tried to change its policy on freedom of speech to demand that staff “be respectful of the differing opinions of others”. Arif Ahmed, a philosophy lecturer, objected, saying that “not all views are equally deserving of respect”. He wanted “respect” amended to “tolerate”. To have his amendment voted

upon, he needed 25 academics' signatures. He struggled to get them, despite approaching more than 100 people. Many said they backed him privately but would not do so publicly: they feared for jobs, promotions and contracts. Eventually, he succeeded, and when votes were cast in late 2020, 86.9% were in favour of changing "respect" to "tolerate".

With hindsight, that may have been the moment when the tide turned against campus silencing. After the Sussex row started to make the headlines Lady Falkner, a cross-bench peer who is head of the Equality and Human Rights Commission, an official watchdog, and is married to an academic, wrote a letter to the *Times* saying that "university is a place where we are exposed to ideas and learn to debate with each other". Students, she says, "do not have a right not to be made uncomfortable. They can't say that because they feel uncomfortable, someone should be fired."

The leadership of Sussex University, too, is finding its voice. In recent days Adam Tickell, its vice-chancellor, wrote to all staff saying that "we cannot and will not tolerate threats to cherished academic freedoms". The stir that provoked alarmed him, he says. "The degree of interest in me speaking out in support of academic freedom...is a concern to me, because it should be no more news than [saying] the Pope is Catholic." Universities might admit the pope's catholicity. They have been less willing to celebrate their own.

[Oct 16th 2021 edition](#)

Two plus two make four Academic freedom in British universities is under threat

A campaign of harassment against Kathleen Stock, a philosophy professor, highlights a stifling orthodoxy



Oct 13th 2021

-
-
-
-

Give this article

Study philosophy at Sussex University and, in your first year, you may read John Locke. The Enlightenment thinker is celebrated today for his “Letter Concerning Toleration”, in which he argued that to compel men “by fire and sword to profess certain doctrines” was not only immoral but pointless: the only true persuasion

is the “inward persuasion of the mind”. If the students and staff denouncing Kathleen Stock, a professor in the philosophy department, are familiar with Locke’s argument, they seem unmoved by it.

Listen to this story

Enjoy more audio and podcasts on [iOS](#) or [Android](#).

Since term began protesters in balaclavas and masks have been denouncing Professor Stock’s “transphobia”. They have let off flares next to signs saying “Stock Out” and put up posters reading “We’re not paying £9,250 [\$12,600] a year for transphobia—fire Kathleen Stock”. One group stated that: “Our demand is simple: fire Kathleen Stock. Until then, you’ll see us around.” Police have advised her to install cctv cameras at home and implied that she may need security guards to return to campus.

For years, a debate has rumbled over whether there is a problem with free speech in British universities. Those who say there is not deny that “cancel culture” is a real thing and regard those who disagree with them, wherever they sit on the political spectrum, as reactionaries borrowing talking points from the American right. Their opponents point out that silencing is by its nature hard to detect: silence doesn’t make much noise. For them Professor Stock is not merely a persecuted woman. She is proof, personified.

As any good academic would point out, one is a poor sample size. But there is other evidence that free speech is at risk in British universities. A report by the University and College Union (ucu) in 2017 ranked Britain 27th out of the (then) 28 members of the European Union for the legal protection of academic freedom. A study from Policy Exchange, a right-leaning think-tank, found that 32% of academics who identified as politically right-leaning, and 15% of those who identified as centrist, practised self-censorship. Speak to academics and many will tell you that there is a problem—and tell you not to quote them.

Few academics (generally a leftie lot) will shed many tears over the silencing of more right-wing colleagues. What makes Professor Stock’s case so illustrative, then, is that her credentials (liberal, lesbian, feminist, obe) are so impeccable and her claims so vanilla. She is being vilified because she has said, and written in a recent book, “Material Girls”, that biological sex exists and should in some circumstances take precedence over self-declared gender identity, and that therefore some female-only spaces (women’s changing rooms, sports, prisons) should be off-limits to trans women, that is, males who identify as women. That accords closely with most Britons’ opinions, and with British law.

But activists who oppose her argue that such views should not be taught uncritically in universities. Lecturers might teach biological sex as a historical artefact, says one, just as they would teach that people used to believe “toxic things about the priority of white people”. But just as universities would not teach eugenics, so the immutable, binary nature of sex should not be promoted “as an ideology that is real”.

To believe that biology is bunkum may be novel, but students have always been a rum bunch. In the 19th century they set fire to effigies to protest against degrees for women. In the 20th, they embraced communism. But when students turned Trot, vice-chancellors did not don boilersuits and salute their comrades. Modern academia has been less stalwart.

In January more than 600 academics signed an open letter protesting against Professor Stock being awarded an obe. Rather than condemning the attacks against her, the Sussex branch of the ucu urged a university-wide investigation into “institutional transphobia” and warned that “appeals to both employment rights and academic freedom are often instrumentlised” (in other words, used as cover for bigotry). Shereen Benjamin, a sociologist at Edinburgh University, has long suffered harassment for similar views. In 2019, when students who agree with her put up stickers around campus saying that “Female is a biological reality”, the principal called them “offensive” and said those responsible would be disciplined.

Just how much dissenting views are being stifled on campus was thrown into sharp relief last year when Cambridge University tried to change its policy on freedom of speech to demand that staff “be respectful of the differing opinions of others”. Arif Ahmed, a philosophy lecturer, objected, saying that “not all views are equally deserving of respect”. He wanted “respect” amended to “tolerate”. To have his amendment voted

upon, he needed 25 academics' signatures. He struggled to get them, despite approaching more than 100 people. Many said they backed him privately but would not do so publicly: they feared for jobs, promotions and contracts. Eventually, he succeeded, and when votes were cast in late 2020, 86.9% were in favour of changing "respect" to "tolerate".

With hindsight, that may have been the moment when the tide turned against campus silencing. After the Sussex row started to make the headlines Lady Falkner, a cross-bench peer who is head of the Equality and Human Rights Commission, an official watchdog, and is married to an academic, wrote a letter to the *Times* saying that "university is a place where we are exposed to ideas and learn to debate with each other". Students, she says, "do not have a right not to be made uncomfortable. They can't say that because they feel uncomfortable, someone should be fired."

The leadership of Sussex University, too, is finding its voice. In recent days Adam Tickell, its vice-chancellor, wrote to all staff saying that "we cannot and will not tolerate threats to cherished academic freedoms". The stir that provoked alarmed him, he says. "The degree of interest in me speaking out in support of academic freedom...is a concern to me, because it should be no more news than [saying] the Pope is Catholic." Universities might admit the pope's catholicity. They have been less willing to celebrate their own.

[Oct 16th 2021 edition](#)

Two plus two make four Academic freedom in British universities is under threat

A campaign of harassment against Kathleen Stock, a philosophy professor, highlights a stifling orthodoxy



Oct 13th 2021

-
-
-
-

Give this article

Study philosophy at Sussex University and, in your first year, you may read John Locke. The Enlightenment thinker is celebrated today for his “Letter Concerning Toleration”, in which he argued that to compel men “by fire and sword to profess certain doctrines” was not only immoral but pointless: the only true persuasion

is the “inward persuasion of the mind”. If the students and staff denouncing Kathleen Stock, a professor in the philosophy department, are familiar with Locke’s argument, they seem unmoved by it.

Listen to this story

Enjoy more audio and podcasts on [iOS](#) or [Android](#).

Since term began protesters in balaclavas and masks have been denouncing Professor Stock’s “transphobia”. They have let off flares next to signs saying “Stock Out” and put up posters reading “We’re not paying £9,250 [\$12,600] a year for transphobia—fire Kathleen Stock”. One group stated that: “Our demand is simple: fire Kathleen Stock. Until then, you’ll see us around.” Police have advised her to install cctv cameras at home and implied that she may need security guards to return to campus.

For years, a debate has rumbled over whether there is a problem with free speech in British universities. Those who say there is not deny that “cancel culture” is a real thing and regard those who disagree with them, wherever they sit on the political spectrum, as reactionaries borrowing talking points from the American right. Their opponents point out that silencing is by its nature hard to detect: silence doesn’t make much noise. For them Professor Stock is not merely a persecuted woman. She is proof, personified.

As any good academic would point out, one is a poor sample size. But there is other evidence that free speech is at risk in British universities. A report by the University and College Union (ucu) in 2017 ranked Britain 27th out of the (then) 28 members of the European Union for the legal protection of academic freedom. A study from Policy Exchange, a right-leaning think-tank, found that 32% of academics who identified as politically right-leaning, and 15% of those who identified as centrist, practised self-censorship. Speak to academics and many will tell you that there is a problem—and tell you not to quote them.

Few academics (generally a leftie lot) will shed many tears over the silencing of more right-wing colleagues. What makes Professor Stock’s case so illustrative, then, is that her credentials (liberal, lesbian, feminist, obe) are so impeccable and her claims so vanilla. She is being vilified because she has said, and written in a recent book, “Material Girls”, that biological sex exists and should in some circumstances take precedence over self-declared gender identity, and that therefore some female-only spaces (women’s changing rooms, sports, prisons) should be off-limits to trans women, that is, males who identify as women. That accords closely with most Britons’ opinions, and with British law.

But activists who oppose her argue that such views should not be taught uncritically in universities. Lecturers might teach biological sex as a historical artefact, says one, just as they would teach that people used to believe “toxic things about the priority of white people”. But just as universities would not teach eugenics, so the immutable, binary nature of sex should not be promoted “as an ideology that is real”.

To believe that biology is bunkum may be novel, but students have always been a rum bunch. In the 19th century they set fire to effigies to protest against degrees for women. In the 20th, they embraced communism. But when students turned Trot, vice-chancellors did not don boilersuits and salute their comrades. Modern academia has been less stalwart.

In January more than 600 academics signed an open letter protesting against Professor Stock being awarded an obe. Rather than condemning the attacks against her, the Sussex branch of the ucu urged a university-wide investigation into “institutional transphobia” and warned that “appeals to both employment rights and academic freedom are often instrumentlised” (in other words, used as cover for bigotry). Shereen Benjamin, a sociologist at Edinburgh University, has long suffered harassment for similar views. In 2019, when students who agree with her put up stickers around campus saying that “Female is a biological reality”, the principal called them “offensive” and said those responsible would be disciplined.

Just how much dissenting views are being stifled on campus was thrown into sharp relief last year when Cambridge University tried to change its policy on freedom of speech to demand that staff “be respectful of the differing opinions of others”. Arif Ahmed, a philosophy lecturer, objected, saying that “not all views are equally deserving of respect”. He wanted “respect” amended to “tolerate”. To have his amendment voted

upon, he needed 25 academics' signatures. He struggled to get them, despite approaching more than 100 people. Many said they backed him privately but would not do so publicly: they feared for jobs, promotions and contracts. Eventually, he succeeded, and when votes were cast in late 2020, 86.9% were in favour of changing "respect" to "tolerate".

With hindsight, that may have been the moment when the tide turned against campus silencing. After the Sussex row started to make the headlines Lady Falkner, a cross-bench peer who is head of the Equality and Human Rights Commission, an official watchdog, and is married to an academic, wrote a letter to the *Times* saying that "university is a place where we are exposed to ideas and learn to debate with each other". Students, she says, "do not have a right not to be made uncomfortable. They can't say that because they feel uncomfortable, someone should be fired."

The leadership of Sussex University, too, is finding its voice. In recent days Adam Tickell, its vice-chancellor, wrote to all staff saying that "we cannot and will not tolerate threats to cherished academic freedoms". The stir that provoked alarmed him, he says. "The degree of interest in me speaking out in support of academic freedom... is a concern to me, because it should be no more news than [saying] the Pope is Catholic." Universities might admit the pope's catholicity. They have been less willing to celebrate their own.

[Oct 16th 2021 edition](#)

Two plus two make four

Academic freedom in British universities is under threat

A campaign of harassment against Kathleen Stock, a philosophy professor, highlights a stifling orthodoxy



Oct 13th 2021

Study philosophy at Sussex University and, in your first year, you may read John Locke. The Enlightenment thinker is celebrated today for his "Letter Concerning Toleration", in which he argued that to compel men "by fire and sword to profess certain doctrines" was not only immoral but pointless: the only true persuasion is the "inward persuasion of the mind". If the students and staff denouncing Kathleen Stock, a professor in the philosophy department, are familiar with Locke's argument, they seem unmoved by it.

Since term began protesters in balaclavas and masks have been denouncing Professor Stock's "transphobia". They have let off flares next to signs saying "Stock Out" and put up posters reading "We're not paying £9,250 [\$12,600] a year for transphobia—fire Kathleen Stock". One group stated that: "Our demand is

simple: fire Kathleen Stock. Until then, you'll see us around." Police have advised her to install cctv cameras at home and implied that she may need security guards to return to campus.

For years, a debate has rumbled over whether there is a problem with free speech in British universities. Those who say there is not deny that "cancel culture" is a real thing and regard those who disagree with them, wherever they sit on the political spectrum, as reactionaries borrowing talking points from the American right. Their opponents point out that silencing is by its nature hard to detect: silence doesn't make much noise. For them Professor Stock is not merely a persecuted woman. She is proof, personified.

As any good academic would point out, one is a poor sample size. But there is other evidence that free speech is at risk in British universities. A report by the University and College Union (ucu) in 2017 ranked Britain 27th out of the (then) 28 members of the European Union for the legal protection of academic freedom. A study from Policy Exchange, a right-leaning think-tank, found that 32% of academics who identified as politically right-leaning, and 15% of those who identified as centrist, practised self-censorship. Speak to academics and many will tell you that there is a problem—and tell you not to quote them.

Few academics (generally a leftie lot) will shed many tears over the silencing of more right-wing colleagues. What makes Professor Stock's case so illustrative, then, is that her credentials (liberal, lesbian, feminist, obe) are so impeccable and her claims so vanilla. She is being vilified because she has said, and written in a recent book, "Material Girls", that biological sex exists and should in some circumstances take precedence over self-declared gender identity, and that therefore some female-only spaces (women's changing rooms, sports, prisons) should be off-limits to trans women, that is, males who identify as women. That accords closely with most Britons' opinions, and with British law.

But activists who oppose her argue that such views should not be taught uncritically in universities. Lecturers might teach biological sex as a historical artefact, says one, just as they would teach that people used to believe "toxic things about the priority of white people". But just as universities would not teach eugenics, so the immutable, binary nature of sex should not be promoted "as an ideology that is real".

To believe that biology is bunkum may be novel, but students have always been a rum bunch. In the 19th century they set fire to effigies to protest against degrees for women. In the 20th, they embraced communism. But when students turned Trot, vice-chancellors did not don boilersuits and salute their comrades. Modern academia has been less stalwart.

In January more than 600 academics signed an open letter protesting against Professor Stock being awarded an obe. Rather than condemning the attacks against her, the Sussex branch of the ucu urged a university-wide investigation into "institutional transphobia" and warned that "appeals to both employment rights and academic freedom are often instrumentlised" (in other words, used as cover for bigotry). Shereen Benjamin, a sociologist at Edinburgh University, has long suffered harassment for similar views. In 2019, when students who agree with her put up stickers around campus saying that "Female is a biological reality", the principal called them "offensive" and said those responsible would be disciplined.

Just how much dissenting views are being stifled on campus was thrown into sharp relief last year when Cambridge University tried to change its policy on freedom of speech to demand that staff "be respectful of the differing opinions of others". Arif Ahmed, a philosophy lecturer, objected, saying that "not all views are equally deserving of respect". He wanted "respect" amended to "tolerate". To have his amendment voted upon, he needed 25 academics' signatures. He struggled to get them, despite approaching more than 100 people. Many said they backed him privately but would not do so publicly: they feared for jobs, promotions and contracts. Eventually, he succeeded, and when votes were cast in late 2020, 86.9% were in favour of changing "respect" to "tolerate".

With hindsight, that may have been the moment when the tide turned against campus silencing. After the Sussex row started to make the headlines Lady Falkner, a cross-bench peer who is head of the Equality and Human Rights Commission, an official watchdog, and is married to an academic, wrote a letter to the *Times* saying that "university is a place where we are exposed to ideas and learn to debate with each

other”. Students, she says, “do not have a right not to be made uncomfortable. They can’t say that because they feel uncomfortable, someone should be fired.”

The leadership of Sussex University, too, is finding its voice. In recent days Adam Tickell, its vice-chancellor, wrote to all staff saying that “we cannot and will not tolerate threats to cherished academic freedoms”. The stir that provoked alarmed him, he says. “The degree of interest in me speaking out in support of academic freedom...is a concern to me, because it should be no more news than [saying] the Pope is Catholic.” Universities might admit the pope’s catholicity. They have been less willing to celebrate their own.

GASTKOMMENTAR

Die Idee vom «richtigen» Sozialismus ist ein Irrglaube, der niemals stirbt

Unsere Zeit verzeichnet ein gedankliches Comeback des Sozialismus. Weshalb wollen so viele Intellektuelle aus den mannigfachen Beispielen, wo mehr Kapitalismus zu mehr Wohlstand führte, keine Lehre ziehen?

Rainer Zitelmann

17 Kommentare 21.10.2021, 05.30 Uhr



Die Parole vom Experiment eines «Sozialismus im 21. Jahrhundert» von Venezuelas einstigem Staatspräsidenten Hugo Chávez (Porträt im Hintergrund) verückte so manchen.

Ueslei Marcelino / Reuters

Nachdem ausnahmslos alle sozialistischen Experimente in den vergangenen hundert Jahren gescheitert sind, sollte klar sein, dass wir keine neuen brauchen. Aber mit zunehmendem Abstand vom Zusammenbruch des real existierenden Sozialismus in der Sowjetunion und Osteuropa erfährt sozialistisches Denken eine erneute Renaissance. Einer der angesehensten zeitgenössischen linken Philosophen, der Slowene Slavoj Žižek, plädiert unverdrossen für einen «neuen Kommunismus». Er fordert, die gesamte Linie antiliberaler Denker einer geschlossenen Gesellschaft, angefangen mit Platon, zu rehabilitieren. «Was wir heute brauchen», so schreibt er in seinem neuen Buch, «ist eine Linke, die ihren Namen zu nennen wagt, keine Linke, die ihren Kern schamhaft mit einem kulturellen Feigenblatt verhüllt. Und dieser Name lautet *Kommunismus*.» Die Linke solle endlich den sozialistischen Traum eines «gerechten» Kapitalismus aufgeben und radikalere, «kommunistische» Massnahmen ergreifen. Ziel: «Die gegnerische Klasse muss zerstört werden.»

Žižek feiert «Lenins Grösse», die darin gelegen habe, dass er nach der Machtergreifung der Bolschewiki am Sozialismus festhielt, obwohl die Voraussetzungen dafür nicht gegeben waren. Den «Grossen Sprung nach vorne» unter Mao Ende der fünfziger Jahre solle man als «schlummernde Möglichkeit zur Kenntnis nehmen», direkt den Kommunismus anzustreben. Offenbar setzt der Philosoph darauf, dass seine Leser nicht wissen, dass bei diesem grössten sozialistisch-kommunistischen Experiment in der Menschheitsgeschichte 45 Millionen Menschen umgekommen sind.

Einhegung des Kapitalismus?

So radikal und offen wie Zizek formulieren es nur wenige. Manche Gegner des Kapitalismus sprechen heute nicht mehr davon, dass der Kapitalismus abgeschafft werden müsse, sondern fordern seine «Einhegung», «Korrektur» oder «Verbesserung». Der Kapitalismus wird zum wilden Tier («Raubtierkapitalismus»), das gezähmt werden müsse. Intellektuelle denken sich ständig neue Konzepte für eine «Verbesserung» des Wirtschaftssystems oder die Begrenzung seiner «Übel» aus.

Die Intellektuellen, die glauben, ein Wirtschaftssystem am Reissbrett konzipieren zu können, unterliegen dem gleichen Irrglauben wie jene, die meinen, man könne eine Sprache künstlich konstruieren – all dies erfolgt stets unter der Überschrift der Gerechtigkeit oder Gleichheit.

Das jüngste Beispiel dafür ist Thomas Piketty. In seinem vielbeachteten Werk «Das Kapital im 21. Jahrhundert» hatte er noch betont: «Ich gehöre zu dieser Generation, die erwachsen wurde, als sie im Radio vom Zusammenbruch der kommunistischen Diktaturen hörte, und die nicht das Geringste für diese Regime und das Sowjetsystem übrig hatte oder ihnen nachtrauerte. Ich bin immun gegen die herkömmlichen und wohlfeilen antikapitalistischen Diskurse, die zuweilen dieses gewaltige historische Scheitern ignorieren und sich nicht die intellektuelle Mühe geben, diese Diskurse zu überwinden.»

Das klingt auf den ersten Blick harmlos. Tatsächlich ist Piketty jedoch ein radikaler Antikapitalist und Verfechter des Sozialismus. In typisch konstruktivistischer Manier denkt er sich ein ideales Gesellschafts- und Wirtschaftssystem aus, das er als «partizipativen Sozialismus» bezeichnet. Im Kern geht es ihm darum, das «gegenwärtige System des Privateigentums» zu überwinden.

Privateigentum abschaffen

Konkret soll das so aussehen: Jeder junge Erwachsene soll im Alter von 25 Jahren vom Staat einen hohen Geldbetrag geschenkt bekommen. Finanziert werden soll das durch eine Vermögenssteuer, die in der Spitze 90 Prozent für die höchsten Vermögen beträgt. Auch Erbschaften werden mit bis zu 90 Prozent besteuert. Natürlich soll es auch eine entsprechend hohe Steuer auf die laufenden Einkünfte geben, die ebenfalls in der Spitze bis zu 90 Prozent betragen soll. Dieser Steuersatz wird auf sämtliche Arbeitseinkommen angewendet, aber auch auf Dividenden, Zinsen, Mieten, Gewinne usw.

Um das Privateigentum abzuschaffen, will Piketty bei den Aktiengesellschaften eine Regelung einführen, die auf den ersten Blick an die deutsche Mitbestimmung mit paritätischer Besetzung des Aufsichtsrates erinnert. Diese Regelung habe jedoch, so Piketty, den Nachteil, dass bei Stimmgleichheit die Stimmen der Aktionäre den Ausschlag geben. Dieser «Nachteil» (dass also der Eigentümer eine Restkontrolle über sein Eigentum erhält) soll dadurch beseitigt werden, dass die Stimmrechte eines Aktionärs nicht mehr an die Höhe seiner Kapitaleinlage gekoppelt sein sollen. Bei Einlagen von mehr als 10 Prozent des Kapitals wäre nur ein Drittel der Einlagen oberhalb dieser Schwelle mit Stimmrechten versehen.

Piketty ist klar, dass die Eigentümer ein solches Land schleunigst verlassen würden. Um das zu vermeiden, müsste der Staat eine «exit tax» (zum Beispiel von 40 Prozent) einführen. Faktisch handelt es sich um eine «fiskalische Mauer», die Unternehmer und andere vermögende Personen,

die keine Lust haben, in Pikettys «partizipativem Sozialismus» zu leben, daran hindert, das Land zu verlassen.

Pikettys Beispiel belegt: Versuche, die zunächst scheinbar harmlos mit der Absicht daherkommen, den Kapitalismus zu «verbessern», zu «korrigieren» oder zu «reformieren», enden immer wieder im lupenreinen Sozialismus und in der Unfreiheit.

Der Unterschied zum herkömmlichen Sozialismus besteht lediglich darin, dass das Privateigentum nicht mit einem Schlag durch Anordnung einer Partei verstaatlicht wird, sondern dass das gleiche Ziel über den Lauf einiger Jahre mit den Mitteln des Steuerrechts und des Gesellschaftsrechts erreicht wird.

Eine gescheiterte Idee, die niemals stirbt

Der deutsch-britische Ökonom Kristian Niemietz zählt insgesamt 24 sozialistische Experimente, die alle ausnahmslos gescheitert sind («Sozialismus. Die gescheiterte Idee, die niemals stirbt»). Hegel meinte in seinen Vorlesungen über die Philosophie der Geschichte: «Was die Erfahrung aber und die Geschichte lehren, ist dies, dass Völker und Regierungen niemals etwas aus der Geschichte gelernt und nach Lehren, die aus derselben zu ziehen gewesen wären, gehandelt haben.»

Vielleicht ist dieses Urteil zu streng. Aber in der Tat sind die meisten Menschen nicht in der Lage, bestimmte historische Erfahrungen zu verallgemeinern.

Bevor der Kapitalismus entstand, lebten die meisten Menschen auf der Welt in extremer Armut – 1820 betrug die Quote noch 90 Prozent. Heute ist sie unter 10 Prozent gesunken.

Das Bemerkenswerte: In den letzten Jahrzehnten, seit dem Ende des Kommunismus in China und anderen Ländern, hat sich der Rückgang der Armut so stark beschleunigt wie in keiner Phase der Menschheitsgeschichte zuvor. 1981 lag die Quote noch bei 42,7 Prozent, im Jahr 2000 war sie bereits auf 27,8 Prozent gesunken, und 2021 lag sie bei nur noch 9,3 Prozent.

Aus den mannigfachen Beispielen, wo mehr Kapitalismus zu mehr Wohlstand führte, wollen viele Menschen nicht die naheliegenden Lehren ziehen, ebenso wenig wie aus dem Scheitern *aller* jemals auf der Welt probierten Varianten des Sozialismus.

Auch nach dem Zusammenbruch der meisten sozialistischen Systeme Anfang der neunziger Jahre wird regelmässig erneut irgendwo auf der Welt versucht, die sozialistischen Ideale umzusetzen.

Venezuela zum Beispiel

Dieses Mal soll es besser gemacht werden. Zuletzt geschah das in Venezuela, und wieder einmal waren viele Intellektuelle in den westlichen Ländern wie den USA oder Deutschland verzückt von dem Experiment, den «Sozialismus im 21. Jahrhundert» zu verwirklichen.

Sahra Wagenknecht pries Hugo Chávez als «grossen Präsidenten», der mit seinem ganzen Leben für den «Kampf um Gerechtigkeit und Würde» gestanden habe. Chávez habe bewiesen, dass «ein anderes Wirtschaftsmodell möglich sei», so schwärmte Wagenknecht.

Auch in den USA hatte Chávez unter den Linksintellektuellen viele Bewunderer. Einer ihrer prominentesten Köpfe, der 2016 verstorbene Tom Hayden, erklärte: «Ich sage voraus, dass der Name von Hugo Chávez von Millionen verehrt werden wird, je mehr Zeit vergeht.» Ein anderer tonangebender Linksintellektueller, der Princeton-Professor Cornell West, bekannte: «Ich liebe es, dass Hugo Chávez die Armut zur obersten Priorität gemacht hat. Ich wünschte mir, Amerika würde die Armut zur Priorität machen.»

Die Folgen des Experiments waren – so wie bei anderen, vorangegangenen sozialistischen Grossversuchen – katastrophal. Und die Linksintellektuellen sagen uns, was sie seit hundert Jahren nach jedem Ende eines gescheiterten sozialistischen Experimentes sagen: «Das war nicht der richtige Sozialismus.» Beim nächsten Mal soll es dann klappen.

Rainer Zitelmann ist Historiker, Soziologe und Buchautor.

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/von-japan-nach-nordkorea-die-auswanderung-einer-jungen-frau-17587253.html?premium>

ÜBERSIEDLUNG NACH NORDKOREA:

Gefangen in der sozialistischen Hölle

- VON PATRICK WELTER, TOKIO
- -AKTUALISIERT AM 20.10.2021-12:14



Eizo Kawasaki Bild: Patrick Welter

Als junge Frau wanderte Eizo Kawasaki von Japan nach Nordkorea aus, ins Land ihrer Vorfahren. Wie Zehntausenden anderen „Heimkehrern“ erging es ihr schlecht im Sozialismus der Kims. Erst

„Steigt nicht aus, fahrt wieder zurück!“ Der Zuruf des Manns am Kai klang beschwörend und eindringlich. Doch für die rund 1000 Passagiere war es zu spät. „Manche weigerten sich, das Schiff zu verlassen“, sagt Eiko Kawasaki. Sie wurden irgendwohin verschleppt. Das war das Willkommen, das Nordkorea in den frühen Sechzigerjahren den Einwanderern im Hafen von Chongjin bot.

Kurz zuvor war die Stimmung an Bord noch hervorragend gewesen. Am Morgen des dritten Tages auf See hatten die Passagiere die Küste des verheißenen Landes gesichtet. Sie winkten mit Fahnen und riefen Bansai, einen japanischen Gruß, der „auf tausend Jahr“ bedeutet. Sie jubelten und tanzten. Sie sangen das Lied der Vaterlandsliebe und des Generals Kim Il-sung. „Doch als wir näherkamen, veränderten sich die Gesichter, und die Freude schwand“, erinnert sich die heute 78 Jahre alte Kawasaki.

Der Hafen und die Gebäude waren schwarz vom Schmutz der Stahlindustrie. Lagerhäuser habe es nicht gegeben, obwohl Chongjin doch der drittgrößte Handelshafen Nordkoreas war, sagt Kawasaki. Der kleine Fischerhafen in Niigata an Japans Westküste, von dem das Schiff aus in See gestochen war, sei größer gewesen. Noch mehr wunderte sie sich über die Nordkoreaner, die zur Begrüßung aufmarschiert waren. Vielleicht tausend Menschen standen am Hafen, Blumen in der Hand und ein Empfangslied auf den Lippen. Die Menschen waren abgemagert und ausgemergelt, die Haut trocken und von der Sonne verbrannt. „Alle trugen graue Kleider aus einem billigen dünnen Stoff, der in Japan noch nicht mal als Arbeitskleidung gut genug gewesen wäre.“

„Man hatte uns betrogen“

Mit dieser Ankunft in Nordkorea begann das lange Leiden Kawasakis, das erst 43 Jahre später mit ihrer Flucht über China nach Japan enden sollte. Kawasaki verschweigt ihren koreanischen Namen, um Angehörige in Nordkorea nicht zu gefährden. Sie wurde in Kioto als Tochter von Koreanern geboren. Ihre Eltern waren schon vor dem Zweiten Weltkrieg während der Kolonialzeit nach Japan gekommen. Der Vater arbeitete auf Baustellen an Bahnhöfen oder Häfen. An der koreanischen Oberschule in Kioto ließ Kawasaki sich von nordkoreanischer Propaganda einwickeln. Obwohl sie nach eigener Aussage von Diktatoren wie

Hitler und Mussolini wusste und dem Personenkult um Kim Il-sung misstraute, folgte sie mit 17 Jahren dem Ruf Nordkoreas zur „Heimkehr ins Heimatland“.

Ihre Eltern waren dagegen, doch Kawasaki ließ nicht locker und überzeugte sie. „Ich wollte den Sozialismus kennenlernen, um nach der Wiedervereinigung die Südkoreaner davon zu überzeugen“, erzählt sie. Doch schon im Hafen von Chongjin waren die Illusionen dahin. „Man hatte uns das Paradies auf Erden versprochen“, sagt Kawasaki. „Bei der Ankunft merkten wir, dass man uns betrogen hatte. Doch es war zu spät.“

Die resolute Frau ist eine von 93.340 Koreanern, die in einem Programm der Rückführung zwischen 1959 und 1984 von Japan nach Nordkorea übersiedelten. Darunter waren etwa 6800 japanische Ehefrauen und in Japan geborene Minderjährige. Sie waren von da an eingesperrt im Sozialismus. Manchen gelang viel später die Flucht.



Letzte Nacht in Japan: Übersiedler nach Nordkorea im Mai 1971 in einer Unterkunft des Roten Kreuzes in Niigata :Bild: The Asahi Shimbun via Getty Imag

Mitte Oktober begann vor dem Bezirksgericht in Tokio eine juristische Aufarbeitung des Repatriierungsprogramms. Kawasaki und vier Mitkläger, die gleichfalls nach Nordkorea emigriert und Jahrzehnte später geflohen waren, wurden angehört. Schon 2018 hatten sie Klage gegen das Land mit Machthaber [Kim Jong-un](#) an der Spitze eingereicht. Nordkorea habe gegen die Menschenrechte verstoßen, weil es die „Heimkehrer“ aus Japan und ihre Familien nicht wieder gehen ließ und lässt. Die Kläger fordern 100 Millionen Yen (763.000 Euro) Entschädigung für jeden. Im Kern aber wollen sie das Unrecht öffentlich machen und Druck aufbauen, bis alle der Repatriierten nach Japan zurückkehren können.

Es sei seines Wissens das erste Mal, dass die nordkoreanische Regierung von einem japanischen Gericht vorgeladen wurde, sagt der Klägeranwalt Kenji Fukuda. Japan erkenne Nordkorea nicht als Staat an. Damit greife das Prinzip der Staatenimmunität nicht, und Nordkorea könne verklagt werden, erklärt der Anwalt. Die Anklageschrift wurde dem Land durch Veröffentlichung zugestellt, weil ohne diplomatische Beziehungen eine direkte Zustellung nicht möglich war. Nordkorea erschien am Donnerstag nicht vor Gericht. Ein Urteil wird für März erwartet.

Der Fall wirft ein Licht auf eine der erschreckendsten Episoden der koreanisch-japanischen Beziehungen nach dem Zweiten Weltkrieg. Am Kriegsende lebten rund zwei Millionen Koreaner in Japan, bedingt durch die – je nach Sichtweise – jahrzehntelange Kolonialisierung oder Besetzung des Nachbarlandes durch Japan.

Fast alle kamen, wie auch die Eltern Kawasakis, aus dem Süden Koreas. Ein Großteil der Koreaner kehrte nach der Befreiung in die Heimat zurück. Dann unterbrach der Koreakrieg weitere Rückführungen.

Nordkorea wurde in schönen Farben gemalt

Ende der 1950er-Jahre aber entstand in Japan eine landesweite Bewegung, in der Koreaner ihre Rückkehr nach Nordkorea verlangten. Zeitungen und das NHK-Fernsehen hießen die Heimführung gut und zeichneten das Leben in Nordkorea in den schönsten Farben, erzählt Kawasaki. Federführend für die Kampagne war der von Nordkorea dominierte Chongryon-Verband von Koreanern in Japan, der für die Massenübersiedlung warb. Eine politische Debatte über die Rückführung der Koreaner habe es in Japan nicht gegeben, man sei sich einig gewesen, sagt Kawasaki. Japan habe Sonderzüge bereitgestellt, um die Koreaner zum Hafen in Niigata zu bringen.

Die Linke in Japan feierte Nordkorea damals als gelobtes Land der Werktätigen und des aufblühenden Sozialismus. Den national-konservativen Rechten war es durchaus recht, Koreaner nach Nordkorea abzuschicken. Studien wie die der australischen Historikerin Tessa Morris-Suzuki deuten darauf hin, dass zumindest Teile der Regierung in Tokio die „Heimführung“ der Koreaner nach Nordkorea bewusst förderten. Dabei kamen diese Menschen aus dem Süden und hatten mit dem Norden Koreas nichts zu tun. Darunter litten die Beziehungen zu Südkorea. Präsident Rhee Syng-man wollte aus wirtschaftlichen Gründen keine Übersiedler aufnehmen, lehnte aber die Rückführung nach Nordkorea strikt ab. Koreaner, deren Herz für den Süden schlug, legten sich in Japan auf die Schienen, um die Transporte nach Niigata zu blockieren.



Ein Schiff mit „Heimkehrern“ 1959 im Hafen von Niigata :Bild: Getty

Die Koreaner in Japan gehörten zu den Menschen niederer Klasse. Ihnen blieb nur die schwere und schmutzige Arbeit. Nach dem Zweiten Weltkrieg verloren sie die japanische Staatsangehörigkeit und damit den Anspruch auf die meisten Sozialleistungen. Die Diskriminierung erklärt zum Teil, warum die Menschen Japan verließen und warum manche Japaner die Koreaner loswerden wollten. Es gab unter konservativen Politikern auch die Sorge, dass die Koreaner im Land zur roten Kolonne Pjōngjangs werden könnten.

Nordkorea finanzierte koreanische Schulen und eine Universität in Japan und nutzte diese zur Indoktrination, auch heute noch. Den Ausreisenden sei Steuerfreiheit, kostenlose Ausbildung und Gesundheitsversorgung, eine freie Berufs- und Ortswahl und eine fast kostenlose Unterkunft versprochen worden, sagt Kawasaki. Han Duk-su, der Gründer von Chongryon, sprach vom „Paradies auf Erden“. Der

Verband wirkte in den Schulen und organisierte die Aussiedlung, die von den Rote-Kreuz-Verbänden Japans und Nordkoreas getragen wurde. Vor der Einschiffung in Niigata fragten Vertreter des Internationalen Roten Kreuzes, ob man freiwillig nach Nordkorea reise. Nur dann durften die Menschen auf das Schiff. Die minderjährige Kawasaki hatte eine Einwilligungserklärung ihrer Eltern.

Der Pjôngjang-hörige Chongryon-Verband in Tokio verweigert jeden Kommentar zu dem Gerichtsverfahren oder zu den Vorwürfen. „Damit haben wir nichts zu tun“, weist der Hauptsitz in Tokio eine telefonische Anfrage brüsk zurück. Vor vielen Jahren gab es in Japan Versuche, Chongryon wegen des Repatriierungsprogramms zu verklagen. Die Verfahren scheiterten aber daran, dass die Beteiligung des Verbands an der Anwerbung der „Heimkehrer“ schon verjährt war.

Einer ihrer Freunde wurde erschossen

Nordkorea ging es bei der Rückführung der Koreaner nicht nur um Arbeitskräfte. Die Schiffe transportierten Menschen, als Reisegepäck gerade in den späteren Jahren aber auch Maschinen, Werkzeuge oder Autos. Dabei predigte der sozialistische Norden doch seine wirtschaftliche Selbstversorgung. Während Nordkorea anfänglich alle Koreaner aus Japan ins Land ließ, sorgte Chongryon später dafür, dass Ingenieure und andere gut Ausgebildete kamen, die beim Aufbau benötigt wurden. In den Jahrzehnten danach profitierte Nordkorea von Geldüberweisungen und Hilfspaketen, die Angehörige in Japan den Ausgewanderten schickten. Nicht zuletzt kassierte das Regime, indem es Besuche von Verwandten aus Japan erlaubte. Nordkorea handelte wie eine Geiselnahmerwirtschaft, sagt der südkoreanische Politologe Nam Keun-woo.

Kawasaki kann aus ihrer Zeit in Nordkorea davon berichten. Ein befreundeter Koreaner habe über reiche Verwandte aus Japan zwanzig Lastwagen bekommen, mit denen er ein Transportunternehmen aufbaute. Doch das brachte ihm kein Glück. Der Mann wurde gezwungen, den Gewinn an die Sechste Armee abzuführen. Während der Hungersnot in den Neunzigerjahren wurde die Sechste Armee vom Regime der Revolte beschuldigt und brutal bestraft. Der Freund, seine Frau und die Kinder seien erschossen worden, berichtet Kawasaki, weil er Geld an die Armee gezahlt hatte. Zwölf Verwandte des Mannes wurden in Arbeitslager abtransportiert.

Kawasaki selbst war nach ihrer Ankunft und der Ernüchterung vor allem besorgt, dass ihre Familie nach einem Jahr nachkommen wollte. Das musste verhindert werden. Die Eltern verstanden einen immer wiederholten versteckten Hinweis in den Briefen der Tochter und blieben in Japan. An Flucht habe sie damals nicht gedacht, sagt Kawasaki, eher an Selbstmord. Sie arrangierte sich dann mit dem Leben im Sozialismus, nicht aber mit dem politischen Regime. „Ich habe 43 Jahre in Nordkorea ohne Arbeitslager überlebt, weil ich den Mund gehalten habe.“

Im sozialistischen Klassenstaat standen die aus Japan Heimgekehrten auf der untersten Stufe, sagt Kawasaki. Man sei deshalb viel unter sich gewesen. Die selbstbewusste Frau durfte, im Gegensatz zu vielen anderen, Maschinenbau studieren. Doch an die beste, die prestigeträchtige Kim-Il-sung-Universität in Pjôngjang durfte sie nicht. Dort nahm zur gleichen Zeit der Sohn des Diktators, Kim Jong-il, sein Studium auf. Er sollte keinen Kontakt zu den Koreanern aus Japan haben. Kawasaki erfuhr den Grund für die Absage erst Jahre später. „Ich war das erste Opfer von Kim Jong-il“, lacht sie.

Nach dem Studium arbeitete sie in einem Unternehmen und lernte ihren Mann kennen. Erst nach langem Zögern stimmte sie der Heirat zu, weil der Ehemann durch die Hochzeit mit ihr im sozialen Gefüge nach unten fiel. Die Überwachung in Nordkorea sei perfekt gewesen, und die wenigen Freiheiten seien immer weiter eingeschränkt worden, erzählt Kawasaki. Höchstens drei Personen hätten sich treffen dürfen. Danach seien alle befragt worden, was die anderen gesagt hätten. „Ich hatte alle Rechte und Freiheiten verloren.“

Dann kamen die Neunzigerjahre und die große Hungersnot, die Hunderttausende Nordkoreaner das Leben kostete. Kim Il-sung starb 1994. Kawasaki hoffte, dass es mit dem Zusammenbruch des Sozialismus in Europa auch in Nordkorea zu Änderungen käme. Stattdessen aber habe der Nachfolger, Kim Jong-il, die Not der Bevölkerung ignoriert und begonnen, den Sonnenpalast zum Mausoleum für seinen Vater umzubauen. „Da dachte ich, ich muss fliehen.“

Ihr Mann war schon 1987 gestorben. Sie betrieb eine Kantine, um alleinerziehend mit den fünf Kindern zu überleben. Kawasaki wartete noch neun Jahre, bis alle Kinder verheiratet waren und sie nach koreanischem Brauch ihre Elternpflicht erfüllt hatte. Dann fuhr sie allein und ohne Wissen der Kinder nach Hyesan an die chinesische Grenze. Früher schon hatte ihre Mutter aus Japan ihr japanische Kleidung und eine Chanel-Handtasche geschickt. Damit promenierte Kawasaki in Hyesan herum, um Schleuser auf sich aufmerksam zu machen.

Sie hüpfte von Stein zu Stein in die Freiheit

Eine Million Yen (7630 Euro) zahlte sie einem Mittler voller Sorge, dass er sie betrüge könnte. Heute sei das sehr viel teurer, sagt Kawasaki. Ein Teil des Geldes ging an die nordkoreanischen Grenzsoldaten. Dann brachte der Mittler sie tiefer in den Bergen an den Yalu. Es war Trockenzeit, und der Grenzfluss habe wenig Wasser geführt, erinnert sich Kawasaki. Am helllichten Tag hüpfte sie trockenen Fußes von Stein zu Stein in die Freiheit. „Ich hatte Opium dabei, um mich umzubringen, falls etwas schiefgeht“, sagt Kawasaki. Erst in Japan habe sie es weggeworfen.

In China blieb Kawasaki anderthalb Jahre, verlor viel Geld an einen betrügerischen Schleuser und wandte sich schließlich an das japanische Konsulat, das ihr 2004 zur Einreise nach Japan verhalf. Drei Jahre später flüchtete eine Tochter mit ihren zwei Kindern gleichfalls nach China und lebt nun auch in Tokio. Sie ließ ihren Mann in Nordkorea zurück und weiß nicht, wie es ihm geht.

Kawasaki selbst sorgt sich um ihre vier Kinder und fünf Enkelkinder, die noch in Nordkorea leben. Ihren Sohn sah sie zuletzt vor fast zwanzig Jahren, mehrere Monate nach der Flucht, als sie noch in China war. Die beiden trafen sich am Grenzfluss. Der Sohn hatte die nordkoreanischen Grenzer bezahlt, damit sie wegschauten. „Du hast uns großgezogen, bis wir heirateten. Jetzt ist es richtig, dass du zu deiner Familie gehst“, sagte der Sohn. „Ich war sehr dankbar“, sagt Kawasaki.

Danach gab es nur noch gelegentliche Telefongespräche mit den Töchtern in Nordkorea. Den letzten Kontakt hatte Kawasaki mit ihrer jüngsten Tochter. Wie immer reiste die Tochter in Nordkorea an die chinesische Grenze. Dort mietete sie auf dem Schwarzmarkt ein Handy, um über das chinesische Mobiltelefonnetz mit der Mutter in Tokio zu telefonieren. Das war im November 2019. Dann kam die Covid-Pandemie. Das Regime in Pjöngjang machte die Grenzen rigoros dicht und unterband auch den Reiseverkehr im Innern. Pakete von Kawasaki an ihre Kinder kommen nicht mehr an. „Ich weiß noch nicht mal, ob meine Kinder und Enkelkinder noch leben.“

Le Figaro (site web)

jeudi 21 octobre 2021 - 19:41 UTC +02:00 1526 mots

Vox ; Vox Société

«La France n'a pas dit son dernier mot: un livre d'amour et de fierté»

Redeker, Robert

TRIBUNE - La vision de la France que le candidat présumé à l'Élysée, Éric Zemmour, expose dans son ouvrage permet de comprendre son succès, argumente le philosophe.

Robert Redeker est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages. Dernier livre paru: «Les Sentinelles d'humanité. Philosophie de l'héroïsme et de la sainteté» (Desclée de Brouwer, 2020).

Le chœur des bien-pensants et des vigilants sonne l'alarme. Le Diable aurait ajouté un nouvel opus à sa bibliographie. Pour cette sinistre besogne, il se serait servi d'Éric Zemmour comme un ventriloque use de sa marionnette, afin de contaminer de son poison le débat public. La plupart de ces choristes n'ont lu de La France n'a pas dit son dernier mot que deux ou trois paragraphes jetés en pâture à l'opinion publique afin d'exciter sa colère-réflexe. Plus: ils ne lisent même pas ces paragraphes, se satisfaisant de les survoler en s'indignant. «Un livre existe contre son auteur», a justement écrit Sartre. Hurler avec les loups n'est pas lire. La probité intellectuelle exige autre chose: tenter de lire Zemmour de façon dépassionnée. L'on s'aperçoit alors que la vérité est plus complexe, que ce livre est tissé d'ombre et de lumière, qu'il appelle, pour peu qu'on consente à le prendre avec le sérieux qu'exige son succès, à des débats sur le fond.

Zemmour porte des coups de boutoir à ce mur du silence qui sépare ce que l'on dit aux Français d'avec ce qu'ils voient et vivent chaque jour. Le mur du mensonge, cimenté par le politiquement correct, édifié devant eux pour les priver des mots aptes à exprimer ce qu'ils brûlent de dire, et pour délégitimer leur parole quand, par chance, elle parvient à s'infiltrer sur la scène publique. Les «obstacles épistémologiques» sont, selon Bachelard, des structures verbales et des images qui empêchent de voir le réel. Qui font que l'on voit ce que l'on souhaite voir, et non ce qui est. A partir des années 80 les élites, en voie de sécession d'avec les peuples, ont reconfiguré le langage afin qu'il devienne un pareil obstacle épistémologique. Le langage devait remplacer la réalité. Celle-ci devait se soumettre à lui, ou disparaître. Cette dissolution de la réalité dans le langage est la condition de possibilité de toutes les réformes anthropologiques en cours: PMA, GPA, et celles exigées par les associations LGBT. Le néo-antiracisme, le néo-féminisme, l'antifascisme de confort et ses réflexes, les clichés issus des philosophies de la déconstruction, les revendications extravagantes de certains militants, peuplent ce langage-obstacle. Excluant la réalité, le langage a été transformé en une prison verbale dans laquelle l'on a enfermé les esprits. La France n'a pas dit son dernier mot, malgré certaines pages irritantes, dissout ces obstacles. À ce niveau apparaît l'action philosophique du discours d'Eric Zemmour.

«La France est une flamboyante tapisserie pluriséculaire»

C'est un livre d'amour et de fierté. La crise de la fierté qui transit la France depuis trois décennies est le cœur de la maladie à la mort qui la menace. Quand la fierté s'étirole, l'automne d'une civilisation s'avance. La fierté - qui s'écarte de la vanité, autant que de la suffisance - est la sève qui maintient vivantes les civilisations. Avant tout le monde, en 1997, Jean-Claude Barreau posait déjà la question, dans un livre remarquable: La France va-t-elle disparaître? Non si elle redevient politique. Le rétablissement de la fierté est le socle du retour de la politique. L'État doit reformuler ceci: la France est un destin, les Français forment un peuple quand ils s'unissent pour faire l'histoire. Médecin de la crise de la fierté, Zemmour réveille les Français en ceci: s'ils peuvent encore faire l'histoire, comme ils le firent pendant 10 siècles, la France perdurera. Dommage qu'il le fasse avec trop de complaisance pour le régime de Pétain, dont il atténue l'antisémitisme, en faisant passer DSK et Tarik Ramadan pour des victimes, en reprenant l'ignoble formule «religion de la Shoah», en se crispant sur la polémique ridicule des prénoms, en redonnant un bol d'oxygène aux partisans de la peine de mort.

Zemmour est un assimilationniste. Cette option politique explique la page la plus dérangeante de son livre, celle où il rapproche l'assassin Mohamed Merah des parents de ses victimes juives de l'école toulousaine Ozar Hatorah. Ces dernières ont été inhumées en Israël. La famille du premier, pour sa part, voulait qu'il le fût en Algérie. Zemmour analyse la décision de l'enterrement à l'étranger comme un refus d'assimilation. Or, rien de plus choquant que cet amalgame, et rien de plus opposé que ces deux attitudes devant la mort. Les Juifs sont assimilés depuis longtemps à la France et à sa culture. Loin d'être un geste politique de divorce avec la France, choisir de se faire enterrer à Jérusalem est un geste spirituel. Au contraire, la famille de Merah ainsi que leurs complices ne se sont assimilés à notre nation. Désirer se faire enterrer en Algérie est dans ce cas un geste d'hostilité à la France, vue comme une terre sinon à conquérir, du moins à convertir, que l'on traite en ennemie. N'oublions pas en outre que la mort réintègre l'individu dans l'humanité globale, et délie chacun de ses appartenances. Elle rétablit l'indifférenciation - Bossuet disait l'égalité - des hommes: un cadavre, «ce je-ne-sais-quoi qui n'a plus de nom dans aucune langue», selon l'évêque de Meaux, appartient à l'humanité, à Dieu, plus qu'à une nation.

«La France se nomme diversité», affirme Fernand Braudel dans L'Identité française, avant de continuer, «cent, mille Frances sont en place, jadis, hier, aujourd'hui». L'assimilationnisme de Zemmour fait bon marché de cette réalité. C'est l'enracinement que quête Zemmour, c'est de l'enracinement, ce besoin anthropologique, qu'il a la nostalgie ; et il a mille fois raison. C'est aussi l'enracinement dans leur pays que les Français souhaitent retrouver. Leur pays est tout autant la France comme entité qui surplombe sa propre histoire, comme personne unifiée, que leur «petite patrie», selon le mot de Jaurès, différence incluse dans la totalité comme un motif particulier concourant à l'harmonie d'un tableau. Mais l'assimilationnisme zemmourien est une impasse, et une injustice faite à l'histoire du pays. Il déracine les Français de leur proximité. Quid de l'occitan, l'autre langue nationale de notre pays, langué littéraire de culture européenne alors que le français était encore dans les langes, qu'il faut revivifier plutôt que laisser disparaître? Assimiler en déracinant les Français de leurs ancrages «régionaux», ou, pour les Juifs, «culturel», en réduisant ces ancrages à deux ou trois traits folklorisants, revient à les changer en abstractions creuses.

Zemmour est un éclaircur

Reste que La France n'a pas dit son dernier mot, est un col, du sommet duquel l'on peut distinguer un paysage intellectuel, politique, et moral, fort différent de celui qui primait depuis quelques lustres, et dont Mai 68 a été l'épiphanie. La France n'a pas dit son dernier mot est l'épiphanie, encore un peu brumeuse, des prochaines décennies. Zemmour est, que l'on prise ou pas ses idées, qu'on le veuille ou non, un éclaircur. Ce livre se situe au partage des temps politico-culturels, donnant une vue sur leurs deux versants: l'avant et l'après.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/klima-nachhaltigkeit/energiewende-unter-ampel-koalition-die-atom-diskussion-wagen-17594411.html?premium>

ENERGIEWENDE UNTER DER AMPEL:

Die Atom-Diskussion wagen

- EIN KOMMENTAR VON CHRISTIAN GEINITZ
- -AKTUALISIERT AM 21.10.2021-21:41



Atomkraft: Zu Unrecht undiskutabel? Bild: dpa

Die Energiewende ist kein einfaches Unterfangen. Die Ampel möchte vermehrt auf erneuerbare Energien setzen, aus Gründen des Klimaschutzes. Eine andere Energiequelle fällt aus der Diskussion.

Das Wettrennen gegen den Klimawandel wird eng. Lange schien das Thema zeitlich und räumlich weit weg, man hörte von schmelzenden Gletschern, schwitzenden Eisbären oder überflutungsgefährdeten Südseeinseln. Doch seit es immer mehr Hitzesommer und Hochwasser auch hierzulande gibt, hat das Gefahrenbewusstsein zugenommen und damit die Bereitschaft, etwas gegen den Klimawandel zu tun. Sei es durch Schulschwänzen oder durch die Wahl alter und neuer Ökoparteien: Die „Ampel“ will die erneuerbaren Energieträger massiv ausbauen und den Kohleausstieg vorziehen.

Neben das Klimabewusstsein tritt in der Öffentlichkeit jetzt aber eine zweite, ziemlich bittere Erkenntnis: Dass nämlich der Umstieg auf Ökoenergien seinen Preis hat. Die Strom- und Gaspreise klettern in der Sonderkonjunktur „nach Corona“ überall. Aber in Deutschland sind sie besonders hoch, nicht zuletzt wegen der EEG-Umlage und der neuen CO₂-Abgabe. Der Strom wird ausgerechnet in einer Zeit teurer, in der Industrie, Verkehr und Gebäudewärme auf Elektrizität umgestellt werden sollen.

Ökologische Elektrifizierung Deutschlands

Hinzu kommt, dass die Leitungen vom windreichen Norden in die Industrieregionen unzureichend sind und die städtischen Netze die geplanten Wärmepumpen und Ladestationen möglicherweise nicht aushalten. Auf zwei Prozent der Landfläche müssen künftig Windräder stehen, dabei führen schon die vorhandenen zu Widerständen. Wie realitätsfern das Sondierungspapier ist, zeigt sich in der Formulierung, die Solarvorschriften für Neubauten dienen als Konjunkturprogramm für das Handwerk. Das aber hat ohnehin mehr als genug zu tun und kann daher, ganz ohne Staatshilfe, fast jeden Preis fordern.

Selbst wenn die nächste Regierung es schafft, die Energiewende zu beschleunigen, wird die ökologische Elektrifizierung Deutschlands einschließlich „grüner“ Wasserstoffherzeugung nicht gelingen. Jedenfalls nicht innerhalb von nur acht Jahren bis zum geplanten Ausstieg aus der Kohle, die ein Drittel zur Stromproduktion beiträgt. Weitere elf Prozent liefert die Atomkraft, trotzdem ist es damit kommendes Jahr vorbei.

Vorteile der Kernenergie gegenüber Nachteilen abwägen

SPD, Grüne und FDP geben inzwischen zu, dass es ohne konventionelle Erzeugung selbst dann nicht geht, wenn alles optimal läuft für den Ökostrom. Im Sondierungspapier kündigen sie den Bau neuer

Gaskraftwerke an. Spätestens da zeigen sich die absurden Pläne der „Fortschrittskoalition“: Sie will etablierte fossile Kraftwerke abschalten, die großteils mit heimischer Braunkohle laufen, um neue fossile Kraftwerke zu eröffnen, welche die Abhängigkeit vom Ausland noch vergrößern, insbesondere von Russland. Wie volatil die Gaspreise sind und wie groß jetzt schon Moskaus Energiemacht, auch das zeigt sich in diesen Wochen.

Dabei gibt es eine geeignetere „Übergangstechnik“ als das Gas, die lange vorher schon so hieß: die Kernenergie. Ihre Energieeffizienz, der „Erntefaktor“, ist viel höher als die der Erneuerbaren, ihre Klimabilanz viel besser als die von Kohle und Gas. Kernkraftwerke laufen auch in „Dunkelflauten“, können dort stehen, wo der Bedarf herrscht, und sie wären in der Lage, CO₂-frei Unmengen an Wasserstoff zu produzieren. Natürlich hat die Atomkraft ihre Tücken, vor allem das Strahlenrisiko und die Abfallentsorgung. Aber diese gilt es, wie bei allen modernen Errungenschaften, gegen die Vorteile abzuwägen.

Unterschätzte Gefahr Chemieerzeugung

Dem ehemaligen BASF-Chef Jürgen Hambrecht ist darin zuzustimmen, dass die Gefahren, die vom Klimawandel ausgehen, viel größer sind als die der Kernkraft. Niemand käme auf die Idee, die Chemieerzeugung zu verbieten, weil dabei Gifte entstehen. Die weltgrößte Untertagedeponie für gefährliche Abfälle, Herfa-Neurode, liegt mitten in Hessen, ist aber weit weniger bekannt und umstritten als Gorleben. Die schlimmste Chemiekatastrophe – viel gravierender als die Kernschmelze in Fukushima – ereignete sich 1984 im indischen Bhopal mit bis zu 25.000 Toten.

Die Kernkraft ist noch lange nicht passé. Gerade erst haben Großbritannien und Frankreich den Bau neuer Meiler angekündigt, mit dem stichhaltigen Verweis auf den Klimaschutz und die Versorgungssicherheit. Deutschland sonnt sich indes in dem zweifelhaften Ruf, das einzige Industrieland zu sein, das zugleich aus der Nuklear- und der Kohleenergie aussteigt. Diesen Weg haben schon die bisherigen Regierungen nicht zu Ende gedacht. Wäre der künftigen Koalition wirklich am Klimaschutz in Verbindung mit Wohlstandswahrung, Wettbewerbsfähigkeit und einer verlässlichen Energieversorgung gelegen, dann würde sie von sich aus in die Diskussion um die Atomkraft einsteigen.

Le Figaro (site web)

vendredi 22 octobre 2021 - 06:02 UTC +02:00 3004 mots

Économie ; Médias & Publicité

À gauche toute: enquête sur la mainmise culturelle de l'audiovisuel public

de Montjou, Guyonne, Waintraub, Judith, de Boishue, Pierre

ENQUÊTE - Une propagande insidieuse se déverse, au fil des programmes de France Inter, Info, Culture et des émissions politiques de France Télévisions, sur les électeurs français. Aux frais du contribuable.

Il est 7 h, le 8 octobre. La Pologne vient de défier l'Union européenne et le sommet Afrique-France commence, mais le journal de France Inter ouvre sur une information «*édifiante*» et «*exclusive*» : une agence d'intérim sur deux accepterait les demandes des entrepreneurs du BTP de leur fournir de la main-d'œuvre «*de type européen*». Le testing «*inédit*» réalisé par SOS-Racisme - via seulement 69 appels téléphoniques - est présenté sans contradicteur, ni mise en perspective. La journée commence bien.

Vient ensuite le catéchisme de Thomas Legrand sur la lutte contre le dérèglement climatique, domaine dans lequel France Inter rivalise parfois d'intransigeance avec Greta Thunberg. Le chroniqueur politique dresse la liste des 11 arguments «*qui fleurent bon ce poison de la pensée*» qu'est, selon lui, «*le bon sens*»: «*Ils ont tous un petit morceau de pertinence*», mais viseraient surtout à «*nous autoconvaincre que ce serait mieux de ne rien faire*». Ne pas dire, donc, que l'empreinte carbone de la France est «*ridicule*» comparée à celle de l'Inde, de la Chine et des États-Unis. Ni que «*la technologie nous sauvera*» et que la décroissance serait économiquement et socialement insoutenable, surtout pour les plus pauvres. Ne jamais parler d'«*écologie punitive*» car ce qui est bon pour la planète ne saurait être une punition. Dans l'audiovisuel public, on adore dresser des listes mais là, l'éditorialiste a simplement repris celle établie par la revue scientifique de l'université de Cambridge et adoubee par le Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). Amen!

Campagne oblige, en cette rentrée, sur les cent vingt minutes de matinale quotidienne, trois minutes de chronique ont été accordées à nos confrères Alexandre Devecchio (*Le Figaro* et *Le Figaro Magazine*), Natacha Polony (*Marianne* et BFMTV) ou Étienne Gernelle (*Le Point*) . Trois fois trois minutes par semaine, tout au plus, pour écouter autre chose que la pensée dominante: cela équivaut à moins de 2 % du temps d'antenne hebdomadaire entre 7 h et 9 h. La séquence où ils interviennent est intitulée «*en toute subjectivité*», pour rassurer la Société des journalistes de France Inter, qui s'est émue du choc culturel infligé!

Réunissant près de 15 millions d'auditeurs chaque jour, en audience cumulée, les radios du service public teintent le débat national. Elles le font avec le budget colossal de 600 millions d'euros, le déploiement d'une quantité inégalée d'émetteurs sur tout le territoire et presque sans publicité, ce qui garantit un confort d'écoute que la concurrence leur envie.

Histoires édifiantes

En charge de la revue de presse matinale de France Inter, du lundi au vendredi, suivie par près de 2 millions d'auditeurs depuis 2017, Claude Askolovitch officie sur l'antenne publique Arte. Le soir, dans «*28 Minutes*», il raconte des histoires édifiantes, comme celle, le 8 octobre, du boulanger Makram Akrouit, lauréat du grand prix de la baguette de tradition française. La récompense: 4000 euros et le titre de fournisseur officiel de l'Élysée, pour un an. Ce gagnant a tout pour plaire à l'auteur de *Nos mal-aimés, ces musulmans dont la France ne veut pas* . Pensez, «*un boulanger, fils de boulanger, venu de Tunisie, clandestinement d'abord, pour gagner son pain et qui avait conquis sa citoyenneté et nos palais*» !

Las, des internautes arabophones déterrent sur le compte Facebook du gentil boulanger des partages de messages au fort relent islamiste. L'Élysée ne veut plus de son pain, au grand dam du chroniqueur de France Inter. «*Makram, c'est vrai, relayait parfois des*

messages assez idiots, énervés, venus d'autres profils» reconnaît-il, mais puisqu'il n'y avait «pas d'appel au djihad ou au meurtre» pourquoi s'émouvoir de ce qu'il considère comme de simples manifestations de «mauvaise humeur» ? Morale de l'histoire, selon Claude Askolovitch: *«L'idée que nos passés électroniques nous assiègent [...] est une malédiction commune, mais quand l'islam est la grande peur, certaines fâcheries vous font plus vite tomber.»*

« Nos journalistes font de l'info , se défend la directrice de l'information de France Inter Catherine Nayl. On n'est pas une radio d'opinion, on a des lignes éditoriales - ce qui est très différent. On n'a pas une unique sensibilité sur toute l'antenne qui déplairait ou plairait à nos auditeurs. Notre objectif consiste à transmettre une information fiable, plurielle, indépendante afin de permettre au public de disposer d'outils pour comprendre les différents enjeux. De nombreux débats ont lieu sur nos antennes, à l'image du récent face-à-face entre Dominique Reynié et Pascal Blanchard sur l'identité nationale. Si sensibilisés il y a, ce ne sont pas celles des journalistes qui composent la rédaction de France Inter et de nos autres antennes. On se pose des questions, entre nous, dans les rédactions pour essayer d'avoir la couverture la plus juste des sujets. On peut parfois se tromper, mais il y a toujours une honnêteté intellectuelle de notre part.»

«Jésus est pédé»

Au rayon «humour», le parti pris est assumé depuis longtemps. Les catholiques y constituent une cible de prédilection. La journaliste de *Valeurs Actuelles* Charlotte d'Ornellas se souvient encore du numéro particulièrement gratiné de «l'humoriste» Daniel Morin en septembre 2018. Il y fantasmait sa relation avec elle, en susurrant: *«Les petites cathos d'extrême droite, ça me plaît, ça me fait chavirer, ça me transporte, ça m'excite.»* Rires gras dans le studio quand il décrit une pénible séquence sadomaso avant de conclure: *«Nous ferons l'amour comme deux bergers allemands.»*

En janvier 2020, le «chanteur récréatif» Frédéric Fromet a, lui, gratifié les auditeurs d'Inter d'une variation sur le thème *Jésus est pédé*. Devant l'abondance des courriers de protestation, Frédéric Fromet s'est excusé... d'avoir pu paraître insultant à l'égard des homosexuels en utilisant le terme «pédé»: *«Je constate que ma chronique est ratée. Elle n'avait pour but que de dénoncer l'homophobie. J'ai été si mal compris que j'ai même heurté une association LGBT.»*

«Ludovine de la malbaise»

En 2015, dans «Le 7/9», Sophia Aram, féministe revendiquée, trouve spirituel de rebaptiser Ludovine de La Rochère, porte-parole de la Manif pour tous, «Ludovine de la Malbaise». *«Ça, je l'ai mis de côté, nous explique cette dernière. Le plus grave, c'est qu'au moment où ces débats donnaient lieu à des manifestations importantes dans la rue, aucun représentant de notre courant n'était invité dans les studios des radios publiques, à de rares exceptions près.»*

Ludovine de La Rochère a fait les comptes: *«En 2017, nous avons eu trois interventions, réduites à quelques secondes, qui ont été diffusées dans les journaux aux alentours de 6 h du matin. J'ai également pu me rendre une fois dans l'émission du soir, «Le téléphone sonne» . Je me suis alors retrouvée seule face à trois intervenants pro-PMA sans père, avec un temps de parole réduit à la portion congrue, les appels des auditeurs filtrés selon leur idéologie. Bref, le débat était inexistant ou truqué, dans la caricature permanente, quand ce n'était pas du mépris ou de la condescendance.»* À croire que les deux ans de discussions parlementaires, de commissions, de votes sur la révision des lois bioéthiques n'avaient pas vocation à intéresser le citoyen auditeur.

«Merci les fachos»

Pas découragée, la Manif pour tous vient de saisir le CSA pour contester l'apologie de la GPA faite par le journaliste Christophe Beaugrand pendant douze minutes sur France 2, face à une animatrice émue. Pour le collectif, *«le service public n'a pas à présenter de manière angélique une pratique interdite et constitutive d'un délit en France parce qu'elle est une aliénation des femmes. En militant ouvertement pour l'exploitation reproductive des femmes, le service public s'engage dans une voie dangereuse.»*

Le rire est un vecteur d'idéologie. L'émission de l'après-midi, «Par Jupiter!», animée par Charline Vanhoenacker et Alex Vizorek, deux ressortissants belges truculents, en est la preuve. La productrice de l'émission s'est filmée le 16 septembre devant une affiche d'Éric Zemmour qu'elle a affublé d'une moustache rouge hitlérienne. Elle y griffonne un «Zob» et encourage ses 312.000 abonnés sur Twitter à faire de même. *«#ParJupiter lance un mouvement national de LOL activism: toi aussi, poste ton Zob!»*, écrit-elle. Dans la même veine, Aymeric Lompret, chroniqueur de l'émission, a salué mi-octobre le prélèvement de la redevance télé par un sonore *«Merci les fachos d'avoir payé pour qu'on dise que vous êtes des gros cons!»* Ces «soldats de la blague», «ouvriers de la rigolade», «les têtes à claques», comme ils s'appellent eux-mêmes, sont des

virtuoses et leur agilité impressionne, mais le rendez-vous faussement déjanté des après-midi de France Inter répond aux mêmes tropismes et vise toujours les mêmes cibles, sans surprise.

«Subjectivités»

Un sketch de Guillaume Meurice, chroniqueur régulier de l'émission, entendu début septembre, résume «l'esprit maison»: l'humoriste s'y moque de la «*droite du panache*» des jeunes adhérents LR qu'il a rencontrés au Parc floral. Le studio s'esclaffe au simple énoncé de la séquence: «*J'ai passé un dimanche après-midi avec Léopold, Marie-Charlotte et Charles-Henri.*»

«*Il y a des sensibilités diverses. On ne les a pas pesées sur une balance pour trouver le point d'équilibre parfait à tout instant, se défend encore Catherine Nayl. Chaque chronique ne peut pas plaire à tout le monde.* » «*Nous ne sommes pas dans l'arrogance, renchérit Dana Hastier, directrice des antennes et de la stratégie éditoriale de Radio France. Il nous arrive de commettre des erreurs dans tous les domaines, l'info ou l'humour. Et puis Radio France, ce n'est pas que Guillaume Meurice ou Charline Vanhoenacker! On pèse lourd dans la vie culturelle et intellectuelle du pays au-delà des deux "blagounettes" du mois qui ont agacé quelques personnes et parfois nous-mêmes. Nous faisons travailler des talents, donc des subjectivités qui n'engagent qu'elles-mêmes. Sur le terrain des humoristes, nous en comptons 24 sur nos antennes, extrêmement différents. Qu'ont en commun Daniel Morin et Tanguy Pastureau? Nous avons aussi François Morel, dans un registre poétique, beaucoup de jeunes... Il y a un équilibre dans la diversité. Je ne pense pas que telle ou telle chronique engage la totalité du groupe Radio France.* »

Dana Hastier réfute en bloc les accusations de partialité: «*Je ne peux pas manquer de m'interroger sur le fait que nos résultats d'audience doivent déranger! On représente un service public puissant, avec 15 millions d'auditeurs chaque jour, et France Inter y contribue à hauteur de 6,6 millions de personnes. Et parmi eux, il y a de plus en plus de jeunes, et toutes les catégories de la population, dont les classes populaires.* »

Polémique monstre

Le traitement du «cas» Zemmour est à part. À France Télévisions, on a fait assaut de virulence envers le «journaliste-pas-encore-candidat». Laurent Ruquier a suscité une polémique monstre dans l'édition du 11 septembre de «On est en direct», la seule émission du service public où l'ex-journaliste du *Figaro Magazine* a été reçu depuis 2016, en ne se donnant même pas la peine de respecter les apparences de la neutralité. «*Vous avez une image fausse sur tout*», a lancé l'animateur de France 2 à son invité. Les audiences du chroniqueur de CNews? Pas un «*triomphe*», selon Laurent Ruquier. «*Les chevilles, ça va?*», l'a-t-il interrogé comme un prof sermonne son élève. Oubliait-il que la case de «Face à l'info», autrefois sinistrée avec 100.000 téléspectateurs atteignait sous l'impulsion de Zemmour entre 800.000 et 1 million de téléspectateurs à l'horaire éminemment stratégique de l'access prime time sur CNews?

Le 3 octobre dernier, Laurent Ruquier s'est fendu d'un éditto à charge intitulé «*Zemmour, comme un virus qui progresse*» qui se terminait ainsi: «*Je l'ai eu dans mon laboratoire pendant presque cinq ans et j'ai l'impression que je l'ai laissé s'échapper.*» Sollicité, l'animateur n'a pas souhaité répondre aux questions du *Figaro Magazine*.

Consigne claire

Son passage à «On est en direct» mis à part, l'ensemble de l'audiovisuel public a reçu une consigne claire sur Éric Zemmour: il ne sera pas convié dans une émission politique tant qu'il n'aura pas déclaré sa candidature. France 2 a bien annoncé le 11 octobre que l'ancien chroniqueur du *Figaro Magazine* serait le prochain invité d'«Élysée 2022», mais «*l'émission sera programmée alors qu'il sera candidat*», nous a précisé Laurent Guimier, directeur de l'information de France Télévisions. À quelle date? Mystère, mais c'est déjà trop pour l'humoriste Aymeric Lompret, qui a regretté, toujours dans son sketch sur la redevance, que «*le service public se mette à genoux*» devant Éric Zemmour, qu'il «*baisse le pantalon d'Éric et...*». On épargnera la suite à nos lecteurs.

En fait, l'annonce de France 2 ne vise qu'à éteindre l'incendie allumé bien malgré lui par le journaliste politique Gilles Bornstein le 7 octobre sur France Info TV.

«Pas le droit de venir ici»

Comme l'élu communiste parisien Ian Brossat, son invité du jour, reprochait aux médias d'«*avoir promu depuis des années Éric Zemmour*», Gilles Bornstein s'est défendu en affirmant: «*Pas ici, Éric Zemmour n'a pas le droit de venir d'ici.*» Devant le tollé,

il a expliqué sur les réseaux sociaux s'être «*mal exprimé*» : il voulait juste rappeler la consigne édictée par sa direction. Laquelle parle de «*déravage*» et «*instruit actuellement la mesure de sanction qui sera prise à l'encontre de son auteur*». Le premier qui dit la vérité...

Donner du temps d'antenne à un candidat déclaré n'est pas une preuve d'impartialité, mais une obligation inscrite dans le cahier des charges de tous les médias audiovisuels, publics ou privés. Le CSA veille! Par ailleurs, pléthore de responsables politiques sont invités tous les jours par les chaînes et les radios publiques sans être candidats ni avoir la moindre intention de le devenir. Et comment couvrir la campagne présidentielle en s'interdisant d'interroger celui qui, même non déclaré, en est l'épicentre depuis plusieurs semaines? «*Regardez nos antennes!*, riposte Laurent Guimier. *Nous couvrons ses déplacements - le lancement de sa tournée dans le Sud, par exemple -, nous avons fait de nombreux sujets dans nos journaux, des duplex et des débats sur sa candidature.*» Quant à l'absence de l'écrivain Zemmour des émissions littéraires du service public, «*ce n'est pas le sujet*» d'après le directeur de l'info de France Télévisions. *La France n'a pas dit son dernier mot*, il est vrai, ne s'était écoulé qu'à 200.000 exemplaires un mois après sa parution!

Laurent Ruquier a ses bêtes noires, mais aussi ses chouchous, qu'il présente à ses quelque 800.000 téléspectateurs et accessoirement contribuables. Dans «*On est en direct*», nouveau talk-show de seconde partie de soirée sur France 2 coanimé avec Léa Salamé, le présentateur vedette a poussé un «*cri*» du cœur, le 2 octobre, face au leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, pour qui il dit avoir voté au premier tour de l'élection présidentielle de 2017. Cette fois, «*je vais peut-être voter Macron au premier tour, puisque je n'ai pas envie de me retrouver avec un deuxième tour Marine Le Pen avec Éric Zemmour ou Éric Zemmour avec je-ne-sais-qui*», confie-t-il avant de l'apostropher avec gravité: «*J'ai fait les comptes. Jadot: 9 ; Mélenchon: 9 ; Roussel: 1,5 ; Hidalgo: 5,5 ; Montebourg: 1,5. 26 %, vous faites! Là, vous y serez, au deuxième tour! Vous ou un autre*» .

Pensée dominante

Et l'animateur de se lancer dans un discours digne d'un meeting politique: «*Si vous voulez à ce point le bien des gens, pourquoi bon sang vous n'arrivez pas à vous mettre à 4 ou à 5 autour d'une table et à avoir un programme commun? [...] Si on veut le bien des gens, on met chacun ses quatre ego sous un mouchoir. [...]*» Imagine-t-on un instant les foudres qui s'abattraient sur un présentateur du service public s'adressant ainsi à un candidat de droite?

Dans un milieu professionnel, public et privé confondus, majoritairement à gauche ceux qui travaillent pour les antennes d'État donnent le sentiment d'avoir décroché le graal. C'est en tout cas ce qu'on leur a appris dans les écoles de journalisme... dont beaucoup d'enseignants exercent justement sur le service public. Sur ceux qui voudraient s'extraire de la pensée dominante, la pression est telle qu'ils y renoncent. Selon Frédéric Taddeï, animateur durant dix ans d'une émission culturelle de grande écoute sur France 3 et France 2 avant de rejoindre RT et Europe 1, «*les journalistes du service public ont souvent une mentalité d'assiégés. Ils sont obsédés par les chaînes d'info qui leur apparaissent populistes, par les antennes privées ou internationales qu'ils jugent évidemment propagandistes et par les sites d'information sur internet forcément complotistes. Ils s'estiment être les seuls journalistes objectifs*».

On assiste à «*une privatisation idéologique du service public par la gauche*», résume un haut fonctionnaire qui a exercé des responsabilités éminentes à France Télévisions. Reste que tous les Français, de gauche ou pas, sont soumis à la redevance télé: 138 euros en France métropolitaine et 88 euros dans le reste du territoire cette année. Pour ce prix, les contributeurs forcés que nous sommes devraient avoir droit, sinon à la neutralité - qui n'existe pas -, du moins au pluralisme.

Mit Denunziantentum und Feindbildern an die Macht: Die alte Linke gewinnt die Wahl, die neue Linke den Kulturkampf

Gerade hat ein weisser Mann, ein typischer Vertreter der alten Linken, die Bundestagswahl für sich entschieden. Doch die neue Linke dominiert mit radikalen Parolen im Internet. Die bürgerliche Mitte ist so schwach, dass sie die rot-grünen Kulturkrieger kopiert.

Eric Gujer

0 Kommentare 22.10.2021, 05.30 Uhr



Olaf Scholz ist ein Vertreter der alten Linken, der mit den jungen Linken in seiner Partei nicht sonderlich viel gemein hat.

Sean Gallup / Getty

«Wer mit 20 Jahren kein Sozialist ist, hat kein Herz. Wer mit 30 Jahren noch Sozialist ist, hat keinen Verstand.» Der Ausspruch wird vielen Autoren zugeschrieben, auch Winston Churchill. Dies legt den Schluss nahe, dass schon vor Erfindung der sozialen Netzwerke Emotionen über den Verstand siegten. Daher soll es nicht um die grüne Jungpolitikerin Sarah-Lee Heinrich gehen, die als Teenager Gewaltphantasien bei Twitter postete. Pubertäre Entgleisungen gab es zu allen Zeiten. Neu ist der Umgang mit ihnen.

[Linke Kreise haben im Internet den Pranger wieder salonfähig gemacht.](#) Wer immer eine vom rot-grünen Mainstream abweichende Meinung kundtut, sieht sich zuverlässig dem Vorwurf ausgesetzt, er sei rechts. Das meint in aller Regel: rechtsextrem oder mindestens rechtspopulistisch. Die Schriftsteller [Uwe Tellkamp](#) und [Monika Maron](#) können ein Lied davon singen. Das Denunziantentum griff die AfD begierig auf. Inzwischen ist der neue Kulturkampf allerdings bis in die bürgerliche Mitte vorgedrungen. Diese Umgangsformen haben sich durchgesetzt, und das ist eine Niederlage für alle, welche die von links und rechts im Internet inszenierten Saalschlachten ablehnen.

Der Kulturkrieg frisst seine Krieger

Statt geistige Verwirrungen wie «Ich werde dich finden, und anspucken, dann aufhängen mit einem Messer anstupsen und bluten lassen» auf sich beruhen zu lassen, wurde der Twitter-Post der damals 14-jährigen Heinrich wieder ausgegraben, als diese Vorsitzende des grünen Jugendverbandes wurde.

Dass Heranwachsende Anspruch auf einen Schutzraum haben, dass es zur Adoleszenz gehört, auch extreme Ansichten auszuprobieren – das ging im Empörungsturm unter, gerne begründet mit dem dümmsten aller Argumente. So hiess es, wenn man ähnliche Posts eines konservativen Jungpolitiklers entdeckt hätte, wäre die Meute mit Gusto über ihn hergefallen. Das stimmt, aber mit der Argumentation sind in der Geschichte schon viele Perversionen gerechtfertigt worden. Daher verbietet sich auch Schadenfreude, weil der inquisitorische Stil des Kulturkrieges diesmal auf eine seiner Kriegerinnen zurückfällt.

Auge um Auge, Zahn um Zahn. Diese Diskussionskultur kommt den politischen Rändern zupass, der AfD natürlich, aber auch der Linkspartei, woken Sozialdemokraten und linken Grünen. Immerhin nannte Heinrichs Co-Vorsitzender Timon Dzienus den FDP-Chef Christian Lindner auf Twitter einen «rechten Kotzbrocken» und eine «gelbe Null» – und das nicht als Pubertierender, sondern in einem Alter, in dem Gleichaltrige mit Lehrabschluss oft schon eine Familie gegründet haben.

Wenn die Heinrich-Affäre überhaupt zu etwas nütze ist, dann ausschliesslich dazu, um daran zu erinnern, dass die künftige Regierungspartei seit ihrer Gründung radikale Strömungen duldet. Winfried Kretschmann und Jürgen Trittin, ein Ministerpräsident und ein früherer Bundesminister, sind die letzten Relikte der bei den Grünen ehemals mächtigen kommunistischen Sekten. Pol Pot, Mao oder Stalin: Damals wurde jeder Schlächter verehrt, solange er sich ein marxistisches Mäntelchen umhängte.

Heute flirten die Grünen auch mit dem Teil der Umweltschutzbewegung, der Gewalt (als «Gewalt gegen Sachen» verharmlost) ebenso gutheisst wie den Sturz der liberalen Wirtschaftsordnung. Die Verhöhnung der «Altparteien» hat nicht die AfD erfunden, sondern diente den Grünen einst zur Verächtlichmachung der parlamentarischen Demokratie.

Der Machtanspruch ist nicht zu überhören

Die radikale Rede nutzt den Radikalen. Die permanente Empörung ist damals wie heute das bevorzugte Mittel, um die etablierte Ordnung zu bekämpfen. Vorgetragen wird sie meist mit einem hochmoralischen Gestus, der nur ein einziges Ziel hat: Feindbilder zu schaffen.

Linke Kulturkämpfer und ihre rechtspopulistischen Brüder im Geiste kultivieren das Freund-Feind-Denken Carl Schmitts. Gedacht war diese Unterscheidung als Kritik am Liberalismus, weil dieser in der Politik nicht den Kampf bis zum Äussersten sieht. Liberale pochen darauf, dass die Menschen genügend gemeinsame Interessen haben, um diese durch Märkte und Verträge, also durch Instrumente des Ausgleichs, zu verfolgen.

Schmitt hielt das für apolitisch, weil für ihn das Entweder-oder und nicht der Kompromiss das Wesensmerkmal der Politik war. Im Parlament behalten noch die Liberalen aller Couleur die Oberhand. Im Internet dominieren hingegen die Anhänger der Maximalforderung, späte Epigonen des preussischen Staatsrates Schmitt und zugleich moderne Kulturkrieger. Sie befinden sich im Aufwind, und sie sind meist rot, grün und jung.

Ein Viertel der neuen SPD-Bundestagsfraktion besteht aus Jusos. [Sie liessen schon einmal Wolfgang Thierse spüren, was sie von ihm halten](#), als er es wagte, gegen die Identitätspolitik das Vermächtnis der Aufklärung anzuführen. Thierse ist kein verrückter Populist, sondern verdienter Sozialdemokrat. Die Attacken auf ihn umwehte ein Hauch von Kulturrevolution, als Genossen Genossen zu Geständnissen und Widerrufern zwangen.

«Dass die Jusos mit 49 Mitgliedern im Bundestag bei den Koalitionsverhandlungen mit am Tisch sitzen, ist doch selbstverständlich», sagt die Jusos-Chefin Jessica Rosenthal im «Spiegel». Das ist mehr Wunsch als Wirklichkeit, weil in den Gesprächen die Moderaten aller Parteien den Ton angeben.

Aber der Machtanspruch lässt sich nicht überhören und findet nun im Bundestag eine Bühne. Gerade hat [Olaf Scholz, ein Vertreter der alten Linken](#), konsensorientiert und jeder Empörung abgeneigt, an den Wahlurnen gesiegt. Doch die neue Linke wirkt vitaler und dynamischer. Die alte Linke gewinnt Wahlen, die neue Linke aber gewinnt die Deutungshoheit. Und sie hat intellektuelle Verbündete, [etwa in der Friedrich-Ebert-Stiftung](#).

Diese unterstellt den traditionellen Wählern der Sozialdemokratie «gruppenbezogene Menschenfeindlichkeit», weil diese für «Heterosexismus» eintreten und darauf beharren, dass sie als Deutsche Vorrechte gegenüber Asylbewerbern genießen.

Wer den in der arabischen Gemeinschaft grassierenden Antisemitismus bekämpft (und nicht nur den genauso widerlichen Antisemitismus von Deutschen), sieht sich rasch mit dem Vorwurf der Islamfeindlichkeit und des Rassismus konfrontiert.

Die Kopie ist nicht glaubwürdiger als das Original

Identitätspolitik, überzogene Anti-Rassismus-Rhetorik und andere Hervorbringungen einer von den meisten existenziellen Sorgen ziemlich freien Wohlstandsgesellschaft werden im Parlament ihren Niederschlag finden. Zwar vollzieht der Bundestag gerade in der Gesellschaftspolitik nur das nach, was sich andernorts längst vorbereitete.

Deshalb ist es für die Kulturkämpfer so wichtig, dass sich ihre Botschaften und ihr Stil im vorpolitischen Raum, in den sozialen Netzwerken und einigen traditionellen Medien durchgesetzt haben. Sie haben die kulturelle Hegemonie errungen und werden versuchen, Kritiker der neu-linken Ideologie weiter zu delegitimieren.

Warum aber findet die Dauerempörung, der selbst Tweets einer Pubertierenden nicht zu unbedeutend sind, immer mehr Anhänger unter liberalen und liberal-konservativen Kräften?

Vermutlich ist das genauso ein Indiz dafür, wie sehr sich bürgerliche Politik in der Defensive befindet, [wie der lamentable Zustand von CDU und CSU](#). Es handelt sich also um ein Krisensymptom.

Die Werte und Haltungen einer unaufgeregten Bürgerlichkeit sind auf dem Rückzug, so dass sich deren Vertreter der Sprache ihrer Gegner glauben bedienen zu müssen, um noch Gehör zu finden. Mit ähnlicher Verbissenheit wie auf der Gegenseite werden dann alte Twitter-Einträge durchforstet und Likes auf zweifelhafte Sympathiebekundungen abgeklopft. Doch die Kopie ist selten glaubwürdiger als das Original. Wer die eigenen Überzeugungen und den eigenen Stil aufgibt, schwächt sich selbst.

«When they go low, we go high.» An dieses Zitat von Michelle Obama haben sich zwar die US-Demokraten nie gehalten, und doch ist es die beste Strategie, um den politischen Rändern Paroli zu bieten: sich nicht auf den abschüssigen Pfad bis zur Hassrede zu begeben, sondern im Gegenteil der verbalen Verrohung Mass und Mitte entgegenzusetzen. Das gilt auch dann, wenn man sich einer Übermacht erwehren muss.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/klima-nachhaltigkeit/zement-als-baustoff-gibt-es-eine-nachhaltigere-loesung-17592494.html?premium>

KLIMAKILLER ZEMENT:

Das Fundament der Welt wird zum Feindbild

- EIN KOMMENTAR VON BERND FREYTAG
- -AKTUALISIERT AM 21.10.2021-14:24



Im Steinbruch des Baustoffkonzerns HeidelbergCement Bild: dpa

Die Zementindustrie verursacht sieben bis acht Prozent aller Treibhausgase: HeidelbergCement stößt so viel aus wie ganz Österreich. Der Emissionshandel stößt hier an seine Grenzen, das Bauen wird sicher teurer. Gibt es eine Lösung?

Die Welt wäre eine andere ohne Zement. Mit ihrem „Opus Caementitium“, einem Gemisch aus Bruchstein, Ton, Vulkanasche, Sand und Kalk, haben die Römer schon vor zweitausend Jahren Bauwerke von bleibender Größe geschaffen: Die „Zement“-Kuppel des Pantheons galt bis Anfang des zwanzigsten Jahrhunderts als größte freitragende Dachkonstruktion überhaupt.

Aus Zement und seinem wässrigen Bruder Beton werden bis heute die Fundamente der modernen Welt gegossen. Das hat bis zum Klimawandel nur kaum jemanden interessiert. Jetzt aber ist Zement zum Feindbild geworden, zum Klimakiller. Tatsächlich verursacht die Zementindustrie zwischen sieben und acht Prozent aller Treibhausgase. Allein HeidelbergCement stößt so viel aus wie Österreich. Zement soll deshalb im Kampf gegen den Klimawandel eine wichtige Rolle spielen. Welche das ist, ist allerdings ganz und gar nicht klar. Denn ohne Zement geht es nicht.

Eine klimaschonende Produktion ist nicht möglich

Was das in der Realität bedeutet, kann man derzeit in Schweden beobachten. Dort gibt es gerade mal zwei Zementwerke, beide gehören HeidelbergCement. Das größere, auf Gotland, deckt zwei Drittel des Zementbedarfs. Umweltverbände fordern, dem Werk die Zulassung zu entziehen. Nicht wegen seiner Treibhausgase, sondern weil der Kalksteinabbau das Grundwasser gefährdet.

Das Unternehmen hat wegen des unsicheren Weiterbetriebs zwar Produktionskürzungen angekündigt. Ein Produktionsstopp hätte allerdings gravierende Folgen bis hin zu einer Wirtschaftskrise. Trotz gegenteiliger Gerichtsurteile dürfte die Regierung den Betrieb deshalb weiter genehmigen.

Für Zement gibt es nicht nur keine Alternative. Man kann ihn auch nicht produzieren, ohne Kohlendioxid freizusetzen. Einer klimaschonenden Produktion wie beim Stahl steht beim Zement die Chemie entgegen. Beim Verbrennen von Kalk wird das darin gebundene Kohlendioxid freigesetzt. Diese „nicht vermeidbaren prozessbedingten Emissionen“ machen bei Zement zwei Drittel aller Emissionen aus – weit mehr als bei jedem anderen Industrieprodukt.

An den einfachen Stellschrauben hat die Industrie gedreht. Die Befeuerung der Öfen wurde umgestellt, der Klinkeranteil im Zement reduziert, stattdessen Ton oder Hüttensand zugesetzt. Von 100 Prozent im Urprodukt Portlandzement ist der Klinkeranteil teilweise auf 50 Prozent gefallen. Viel weniger geht nicht. Die Prozesse sind ausgereizt.

Letzter Rettungsanker CCS?

Um klimaneutral zu werden, bleibt der Zementindustrie nur CCS – das Abscheiden, Einlagern oder Weiterverarbeiten von Kohlendioxid. Die Technik gilt ungeachtet der enormen Investitionen für viele energieintensive Industrien als letzter Rettungsanker. Doch obwohl selbst der Weltklimarat auf CCS dringt, gibt es noch immer Vorbehalte. Selbst im Energiewende-Eldorado Deutschland ist die Speicherung de facto verboten. Die scheidende Bundesregierung hat kaum mehr als ein Forschungsprojekt zustande gebracht. Wie und wohin zehn Millionen Tonnen Kohlendioxid aus deutschen Zementwerken von 2050 an transportiert werden sollen, weiß heute niemand.

Der Status quo lässt nichts Gutes erwarten. Die Unternehmen überbieten sich in Ankündigungsoffensiven, tatsächlich spielen sie auf Zeit. Man kann es ihnen nicht mal verdenken. Eine Industrie allein kann dieses Problem nicht lösen. Heidelberg hat für seine CCS-Projekte in den nächsten zehn Jahren gerade mal 500 Millionen Euro eingeplant. Das ist weniger als das Wartungsbudget eines Jahres. Das erste CO₂-freie Zementwerk der Welt will der Konzern ausgerechnet in Gotland bauen. Mit Unterstützung der schwedischen Regierung, versteht sich. Dieser Regierung also, die jetzt Mühe hat, die Bedenken der Bevölkerung zu zerstreuen. Zehn Jahre für Genehmigung und Bau haben die Beteiligten eingeplant. Zehn Jahre!

Der Handel mit Emissionsrechten hat bislang seine Ziele verfehlt, auch das ist Teil dieser tristen Realität. Statt Druck aufzubauen, haben die geschenkten Zertifikate für Zusatzgewinne der Unternehmen gesorgt. Seit 2005 ist der CO₂-Ausstoß der deutschen Zementindustrie nicht mehr gesunken.

Ein Ausweg aus dem Dilemma ist nicht in Sicht. Die Wundertechnik CCS ist heute kaum mehr als ein Planspiel auf Papier. Und der Emissionshandel, so er denn endlich funktioniert, wird bei Zement bald an Grenzen stoßen. Er wird schon deshalb nicht zu einer weiteren Reduktion der Treibhausgase führen, weil die Naturgesetze das nicht zulassen. Er wird aber Zement und damit das Bauen verteuern. Das muss die Gesellschaft wissen, und sie muss es wollen. Wie gesagt, die Welt wäre eine andere ohne Zement.

201,54

<https://www.lefigaro.fr/vox/economie/l-editorial-du-figaro-indemnité-inflation-au-pays-de-l-assistance-20211022>

Le Figaro (site web)

vendredi 22 octobre 2021 - 20:52 UTC +02:00 360 mots

Vox ; Vox Économie

L'éditorial du Figaro: «“Indemnité inflation”, au pays de l'assistance»

de Capèle, Gaëtan

Par Gaëtan de Capèle, directeur adjoint de la rédaction du *Figaro* .

Soyons honnêtes: quoi qu'il ait annoncé jeudi soir à la télévision, Jean Castex était condamné par avance au bûcher. Trop peu, trop cher, trop tard... L'unanimité politique sur la nécessité d'alléger la facture énergétique des Français n'a pas résisté longtemps aux petits jeux politiques. À dire vrai, s'il existait une solution miracle pour résoudre le problème de la flambée des prix de l'énergie, cela se saurait. Reconnaissons au premier ministre - maigre consolation - d'avoir sans doute choisi la moins mauvaise: un chèque simple et sans condition à 38 millions de Français plutôt qu'une baisse des taxes aux effets invisibles.

Le versement d'une «indemnité inflation» n'en marque pas moins une étape supplémentaire dans le dérèglement complet de notre politique économique. D'abord, parce qu'elle ne correspond à aucune situation d'urgence, mais plutôt à un «ressenti»: en dépit de la flambée des tarifs de l'énergie, la hausse générale des prix reste de l'ordre de 2 % à en croire l'Insee - un institut indépendant du pouvoir politique. Ensuite, parce que la dépense publique n'a plus de limite: plus de 10 milliards d'euros ont été engagés en quelques jours sur le seul sujet énergétique. Enfin, parce que ces aides ponctuelles sont autant de cautères sur une jambe de bois: elles ne résolvent en rien les problèmes de prix ou d'approvisionnement.

Plus que tout, le concept d'«indemnité inflation» consacre l'avènement d'une société sous assistance permanente. Au fur et à mesure que le parapluie de l'État se déploie disparaît la tolérance au moindre aléa de la vie. Parfois, la France, qui fut une grande puissance mondiale, s'interroge avec angoisse sur les raisons de son décrochage. Entre le funeste principe de précaution, qui corsète l'innovation, interdit toute prise de risque, et le principe d'indemnisation généralisée, qui surprotège en encourageant toutes les formes de revendications, nul besoin d'une grande introspection.

Trouble and knife

Europe is in a muddle over ritual slaughter

A patchwork of conflicting laws leaves Jews, Muslims and vegans confused

Oct 21st 2021

Europe's bureaucrats are not usually shy about prescribing how exactly to prepare and present food. Yet there is one ultra-sensitive matter they prefer not to touch: whether Jews and Muslims should be allowed to slaughter animals as their faith usually requires, with just a swipe of a super-sharp knife that causes blood to cascade from the veins. American bodies that promote religious freedom have called the legal mess disgraceful; animal-rights activists and secular-minded organisations agree, for exactly opposite reasons.

A mess there is. Most eu members allow a religious exception to the general rule that animals should be stunned before slaughter. But Denmark, Sweden and Slovenia do not. Finland says that slaughter and stunning can be simultaneous. The Dutch decree that the animal must not be sentient for more than 40 seconds after its throat being cut. In fractious Belgium, the Dutch- and French-speaking regions ban non-stun slaughter. Administratively separate Brussels, where many ethnic Moroccans live, has no such ban. This has prompted lawsuits by Jewish and Muslim groups; the latest has just been rejected by Belgium's constitutional court. Two Muslim bodies may take the matter to the European Court of Human Rights.

Jewish groups were also disappointed when, on October 5th, the European Commission laid out a strategy against anti-Semitism. While proposing ways to foster Jewish life and promote Holocaust remembrance, it ducked how to guarantee time-honoured Jewish customs, says Pinchas Goldschmidt of the Conference of European Rabbis. By refusing to spell out a right to kosher slaughter, Europe's institutions are sending an unfriendly message to Jews already fretting over their safety, says the rabbi. "This has more to do with two-legged animals than four-legged animals," he says. Bans on religious slaughter have a dark history in Europe: they were imposed in Switzerland in the 1890s to stop Jews immigrating and in Germany in the 1930s to make them leave.

In Britain, where halal food is big business, the authorities are prevaricating. Religiously slaughtered meat should at least be clearly labelled so that the non-religious, as well as the devout, can follow their consciences, says Stephen Evans of the National Secular Society.

<https://www.economist.com/europe/eric-zemmour-the-anti-immigrant-radical-who-could-supplant-marine-le-pen/21805511>

France's wannabe Trump

Eric Zemmour, the anti-immigrant radical who could supplant Marine Le Pen

He says Islam has no place in France. Many voters seem to agree



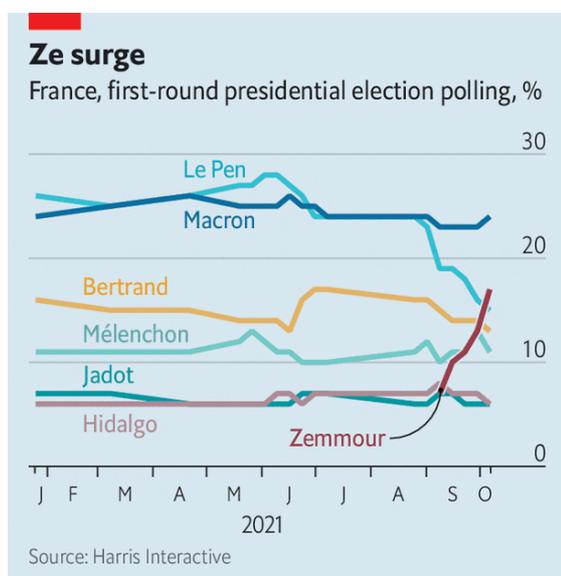
Oct 12th 2021

PARIS

“The french Trump, it’s you!” a Parisian ally of the former American president once told Eric Zemmour. Or so the outspoken anti-immigrant polemicist claims in his latest bestselling book. A few weeks ago, such an assertion appeared self-serving and fanciful. But a recent poll surge by this Vichy apologist and television personality has taken established French political parties by surprise. Mr Zemmour is seeking nothing less than to turn nationalist party politics upside down and [outflank Marine Le Pen](#), by making the hard-right leader look too soft.

Ahead of next April’s two-round presidential election, two recent first-round polls have put Mr Zemmour in second place, ahead of Ms Le Pen and behind [Emmanuel Macron, the sitting president](#). This has transformed him from a commentator on frenzied tv talk shows into the subject of them. Which is exactly where the radical nationalist, who has been convicted of inciting racial hatred, wants to be. Polls still suggest Mr Macron will lead in the first round and win in the second. But they also suggest that Mr Zemmour, who has yet to confirm he is running, could upset presidential ambitions on the left and the right.

The 63-year-old Mr Zemmour has been a controversial pundit for a quarter of a century. His *décliniste* books predict the collapse of French civilisation, with titles such as “French Melancholy” and “French Suicide”. More recently he has grabbed attention as a provocateur on CNews, a cable channel that some liken to America’s Fox News. “Zemmour *président*” posters have been pasted to lamp posts and walls. Last month Mr Zemmour was forced to quit his nightly tv show under French rules that require broadcasters to give equal airtime to political figures. The broadcast regulator judged that he was already more politician than journalist, and so his appearances would have to be counted as such.



The Economist

Whereas Ms Le Pen has tried to sanitise her party's xenophobic image and distance it from its roots, Mr Zemmour seeks to radicalise, provoke and frame the debate around his own obsessions. He is "counter-feminist", anti-woke, and blends erudition with outrage, simple sentences and rant. Of Jewish-Algerian descent, he has declared that Vichy France in fact protected French Jews, that foreign first names (such as Mohammed) should be banned, and that Islam is not compatible with France. Jean-Marie Le Pen, founder of the party his daughter now leads, said approvingly that Mr Zemmour says "things that nobody dared say, except me".

Mr Zemmour's popularity may yet prove fleeting. But the polemicist, who claims he is a Gaullist, seems to have found a potent pitch. It mixes a veneer of intellectual respectability with crude populism, in a way that links the ultra-Catholic bourgeois vote to the working-class electorate. Ms Le Pen, by contrast, appeals to those on tight budgets, from the populist right to the ex-Communist left. In 2017 Ms Le Pen scored fully 34% in the second round, against Mr Macron. But she [failed to win a single region](#) at elections this year, and her star has waned. Now she and Mr Zemmour are competing for many of the same disillusioned, hard-right voters. The provocateur, who has styled himself as a sort of French Trump with more brains, could take votes from the nationalist fringe of the mainstream right as well as from her, and threaten her place in the run-off.

Mr Zemmour's surge is further confirmation of the weakening of political parties in French presidential politics. Mr Macron showed to spectacular effect in 2017 that it is possible to seize the presidency under the fifth-republic constitution without an established party. "There will be a before and an after Macron," says a voter: "The old parties of left and the right, they don't exist anymore. People don't identify with them. They feel lost."

The Socialists, whose candidate in 2017, Benoît Hamon, scored just 6%, are not polling much better this time, even under their current hopeful, Anne Hidalgo, the mayor of Paris. The Greens' nominee, Yannick Jadot, is also struggling. A clutch of other candidates lie even further to the left. None shows any inclination to give way to any other, and even if they did this might not be enough for the left to make it to the second round.

On the centre-right, the Republicans will vote for their nominee on December 4th. The three favourites are Xavier Bertrand, head of the northern Hauts-de-France region, Valérie Pécresse, head of the Ile-de-France region around Paris, and Michel Barnier, the former EU Brexit negotiator. Mr Bertrand is preferred by the French as a whole. But the 70-year-old Mr Barnier, who is less well-known in France than in Britain and fancies himself as an elder statesman, has made a calculated pitch for the anti-immigration vote. For card-carrying members, who will vote for the nominee and tend to be on the party's right, this could be just their champion. Meanwhile, Edouard Philippe, a centre-right former prime minister, launched his own new party, Horizons, on October 9th but promises to use it to help Mr Macron in 2022.

By splitting the hard-right vote, Mr Zemmour could in fact end up helping Mr Macron's re-election prospects. No poll yet suggests that Mr Zemmour could win a run-off. "He's capturing attention as the curiosity candidate," says Emmanuel Rivière of the Kantar polling group: "It's far harder to run a real campaign than to appear on tv or attend a book-signing." All the same, the president's party is warning against complacency. "It's going to be tough," says Roland Lescure, one of Mr Macron's deputies: "It's winnable, but it's not won yet." With six months to go and France in a febrile mood, Mr Zemmour is dragging politics onto toxic ground, and contributing to what could be a nasty, divisive campaign.

Le Figaro (site web)

mardi 26 octobre 2021 - 19:24 UTC +02:00 1094 mots

Actualité ; Société

Dans les banlieues des grandes métropoles, les moins de 18 ans sont-ils à plus de 80% d'origine extra-européenne ?

LA VÉRIFICATION - C'est ce qu'a affirmé Eric Zemmour qui estime qu'on assiste dans ces territoires à la «fin du grand remplacement». Ce chiffre de 80% est-il exact ?

LA QUESTION. À chaque interview, Eric Zemmour égraine les statistiques sur l'immigration et ce qu'il considère comme le « *grand remplacement* ». Et les chiffres sont souvent chocs. Ainsi en était-il sur BFM TV le 18 octobre dernier. « *Vous avez vu l'analyse de France Stratégie d'il y a quelques mois. Dans les quartiers des banlieues parisiennes ou autres grandes métropoles, nous sommes arrivés en fait à la fin du grand remplacement. Il y a 80% des jeunes entre 0 et 18 ans qui sont issus de l'immigration extra-européenne* », a déclaré le très probable candidat de droite.

Et d'ajouter : « *80%, 85% ! C'était le mot de Jean-Pierre Chevènement : à Saint-Denis, il y a 185 nations et nationalités, il n'en manque qu'une seule : la Française* ». Une petite imprécision puisque l'ancien ministre de l'Intérieur de François Mitterrand avait parlé en 2016 de «135» nationalités. Sur le reste, l'auteur de *La France n'a pas dit son dernier mot* a-t-il raison ? Dans les banlieues des grandes métropoles, les moins de 18 ans sont-ils à plus de 80% d'origine extra-européenne ?

VÉRIFICATIONS. Eric Zemmour cite « *l'analyse de France Stratégie d'il y a quelques mois* ». Il s'agit du rapport sur la ségrégation résidentielle publié en 2020 par cet organisme rattaché au premier ministre et qui a remplacé en 2013 à la fois l'ancien Commissariat général du Plan, qui avait disparu dès 2006 et qui a été recréé depuis, et le Conseil d'analyse stratégique. Devenu une référence, ce rapport fondé sur les données de l'Insee dresse notamment un ensemble de cartes qui permettent d'observer les résultats de différents indicateurs, à la fois socio-économiques et migratoires, par commune voire par « *îlot regroupé pour l'information statistique* » (IRIS) - unité de base d'environ 2000 habitants utilisée par l'Insee.

Que disent ces cartes ? Prenons par exemple la Seine-Saint-Denis, mentionnée par Eric Zemmour.

Si l'on prend comme indicateur le taux de « *personne âgée de 0 à 18 ans, immigrée d'origine extra-européenne ou identifiée comme enfant dans un ménage dont la personne de référence et/ou son conjoint est immigrée d'origine extra-européenne* » et que l'on choisit l'échelle des « *IRIS* » (disons qu'un IRIS équivaut peu ou prou à un quartier), seules deux d'entre eux affichaient un taux supérieur ou égal à 80% en 2017 [date des données les plus récentes utilisées dans le rapport de France Stratégie] : il s'agit de deux « *IRIS* » de Clichy-sous-Bois qui affichaient respectivement des taux de 80% et de 84%. Il y en a donc deux, mais sur plusieurs dizaines. On en compte en revanche 25 dans lesquels le taux est compris entre 70 et 79%, sachant que la moyenne dans l'ensemble de la Seine-Saint-Denis est de 37,4%.

Forte augmentation depuis cinquante ans

Eric Zemmour exagère donc son propos, ce taux de 80% n'étant pas une généralité caractérisant les « *quartiers des banlieues des grandes métropoles* » dans leur ensemble, même en Seine-Saint-Denis. Le taux de 70% ou plus apparaît davantage comme un phénomène assez répandu (mais pas généralisé non plus) dans ce département. Il faut par ailleurs tenir compte de la dynamique historique puisqu'en 1968, la moyenne dans ce département était de 6,8% (contre 37,4% en 2017) et était de 22,4% en 1990. Cette année-là, ce taux était supérieur à 70% dans seulement 4 « *IRIS* » (zéro à 80% ou plus), contre 27 aujourd'hui (dont 2 à 80% ou plus). Les données prises en compte par France Stratégie datant de 2017, il est possible (et même probable) que, trois ans plus tard, ces taux aient encore légèrement augmenté, sans que l'on puisse dire de combien.

Si l'on prend l'échelle de la commune, un taux de 80% ou plus ne se retrouve dans aucune d'entre elles. Il est en revanche supérieur à 70% dans quatre d'entre elles en Seine-Saint-Denis : La Courneuve (75% en 2017 contre 47% en 1990), Villetaneuse (73% contre 45%), Clichy-sous-Bois (72% contre 51%), Aubervilliers (70% contre 39%).

Plus de 50% d'origine extra-européenne dans une soixantaine de communes

Ailleurs que la Seine-Saint-Denis, on peut citer Villiers-le-Bel (71% en 2017 contre 36% en 1990) et Garges-lès-Gonesse (72% contre 44%) dans le Val-d'Oise. Notons au passage qu'un « IRIS » à Garges-lès-Gonesse atteint 80%. Citons aussi Grigny (71% en 2017 contre 40% en 1990) dans l'Essonne, où un « IRIS » atteint aussi 80%.

À notre connaissance, aucune autre ville ne dépasse le seuil de 70%. Elles seraient donc sept au total - dont 5 en Seine-Saint-Denis - sachant qu'aucune n'atteint les 80%. Une soixantaine de communes auraient quant à elle un taux de 0-18 ans d'origine extra-européenne égal ou supérieur à 50%, l'immense majorité étant en région parisienne, mais pas toutes. En province, on peut citer les 2e (50%) et 3e (60%) arrondissements de Marseille, Vénissieux (55%), Vaulx-en-Velin (54%) et Saint-Fons (54%) au sein de la métropole de Lyon, et Bethoncourt (51%) en Haute-Saône.

Dernier point à garder à l'esprit : l'Insee ne recense que les immigrés (première génération) et les enfants d'immigrés. Les taux mentionnés dans le rapport de France Stratégie ne prennent donc pas en compte les petits-enfants d'immigrés (troisième génération). Par ailleurs, et par construction, l'immigration illégale n'est pas prise en compte dans les données de l'Insee. Or elle n'est pas anecdotique. Un rapport parlementaire de 2018 estimait par exemple que les clandestins pourraient être de 150.000 à 400.000 en Seine-Saint-Denis.

En résumé, Eric Zemmour exagère en déclarant que « *dans les quartiers des banlieues parisiennes ou d'autres grandes métropoles, il y a 80% des jeunes entre 0 et 18 ans qui sont issus de l'immigration extra-européenne* ». Le chiffre est très excessif puisque c'est le cas dans seulement quatre « IRIS », dont deux en Seine-Saint-Denis. En revanche, celui de 70%, sans être une généralité, correspond à l'état des lieux démographique dans sept communes de région parisienne et dans des dizaines de quartiers. Le seuil symbolique de 50%, dépassé dans une soixantaine de villes (dont six hors d'Île-de-France), et donc mécaniquement dans des centaines de quartiers, paraît plus représentatif. Enfin, il faut tenir compte de la dynamique historique, ce taux étant en forte et constante augmentation depuis 1968 (il a ainsi été multiplié par 5,5 entre 1968 et 2017 en Seine-Saint-Denis).

Le Figaro, no. 24006

Le Figaro Économie, mardi 26 octobre 2021 729 mots, p. 26

Économie

Atome : pourquoi l'Hexagone ne peut pas rééditer l'exploit industriel des années 1970

Guichard, Guillaume

Entre 1977 et 2002, la France a su construire un parc nucléaire à une vitesse inégalée dans le monde. En 30 ans, 58 réacteurs nucléaires ont été mis en service. Rééditer un tel exploit industriel semble hors de portée, alors que se pose la question du renouvellement du parc d'EDF. « *La proposition industrielle la plus haute de la filière consiste, à date, à atteindre un parc nucléaire d'une capacité complète de 50 gigawatts dans un scénario de relance volontariste du nucléaire* », écrit RTE dans son rapport sur les « Futurs énergétiques 2050 » de la France. À comparer aux 63 gigawatts d'aujourd'hui, en comptant l'EPR de Flamanville.

Dans un contexte de hausse de la production d'électricité, la part du nucléaire dans le mix électrique diminuera de 70 % aujourd'hui à 50 % maximum en 2050. Cette barre de 50 % « *représente un défi industriel de premier plan qui n'aurait rien d'un renoncement* », insiste RTE. « *Défi industriel* », c'est aussi l'expression d'EDF dans sa contribution au débat public organisé autour du rapport. Cela suppose en effet de prolonger jusqu'à 60 ans tous les réacteurs historiques, et même de prolonger certains au-delà de cette limite d'âge.

Il faudrait surtout ouvrir 14 réacteurs EPR 2 (dernière génération) ainsi que des petits réacteurs modulaires, dont aucun n'a encore été construit. Pour y parvenir, il faudrait « *avoir recours aux partenariats avec des homologues étrangers* », notamment « *des partenaires asiatiques* » pour produire en plus grande quantité certains éléments des centrales, évalue la fédération industrielle du secteur, le Gifen.

Consultation publique

Certains, comme l'association pronucléaire et antirenouvelable Céréme, dénoncent le manque d'ambition de RTE. L'association propose un contre-scénario aboutissant à presque 100 % de nucléaire en 2050. Pour ce faire, il suffirait de « *construire un plan de développement soutenu du nucléaire sur base d'EPR 2 en retrouvant les cadences de construction des années 1980* ». De quoi permettre, selon les auteurs, « *la mise en place d'un capacitaire nucléaire de 100 à 115 gigawatts dès 2050-2060 en fonction des besoins de consommation* ». Aiguillonnée par des nouvelles commandes, la filière pourrait certes revoir à la hausse, ces prochaines décennies, ses capacités de construction, reconnaît RTE. Mais pas de quoi doubler la capacité du futur parc.

« *Il faut être honnête : la filière ne pourrait pas faire 100 % de nucléaire en 2050* », réagit une source industrielle. *Les délais de construction se sont allongés par rapport aux années 1970-1980.* » Les réacteurs nucléaires de l'époque du plan Messmer n'ont nécessité que cinq ans de construction chacun. La filière estime qu'il faut entre huit et dix ans pour achever un EPR, sans compter la consultation publique. Pour le scénario le plus nucléarisé de RTE, le Gifen estime qu'il faut viser la mise en service d'une paire de réacteurs tous les deux ans à l'issue de la première commande de 6 EPR. Contre 3 à 4 réacteurs par an lors de la construction du parc historique français.

« *À l'époque du plan Messmer, une capacité industrielle hors norme a été mise sur pied en quelques années seulement* », rappelle le spécialiste de l'histoire nucléaire Michaël Mangeon. De plus, l'ancêtre de l'Autorité de sûreté nucléaire ne comptait que trois salariés et la réglementation était élaborée par les industriels eux-mêmes. « *C'est toujours plus rapide quand vous écrivez, appliquez et contrôlez les règles vous-mêmes* », pointe le chercheur associé au CNRS. Depuis, les règles de sûreté sont devenues draconiennes.

Il faut aussi pouvoir trouver la main-d'oeuvre nécessaire à la reconstruction d'un parc. Ce n'était pas un problème dans la France industrielle de la fin des Trente Glorieuses. C'en est devenu un. Lors du pic de construction, un chantier d'EPR fait appel à 10 000 personnes. « *La filière a un sujet autour de la main-d'oeuvre* », observe un consultant spécialisé dans l'atome. *Elle cherche des salariés dans de nombreux métiers. Cela ne sert à rien d'être trop optimiste dans ce contexte si on n'arrive pas à recruter ensuite.* »

D'autres sont encore plus sévères, comme cet ingénieur retraité, ancien du plan Messmer. « *L'essentiel, ce sont les compétences* », prévient-il. *Ce sont elles qui fixent les limites aux ambitions. Regardez l'EPR de Flamanville : l'absence de compétences a entraîné dix ans de retard à cause des malfaçons.* » Sur ce chantier maudit, EDF a dû faire appel à des travailleurs étrangers à tous les échelons, des soudeurs aux ingénieurs. Reconstruire ces compétences dans une France désindustrialisée demandera du temps.
G. G.

Le Figaro, no. 24006

Le Figaro, mardi 26 octobre 2021 959 mots, p. 20

Débats

Non, le woke n'est pas un fantasme de « réac », c'est une révolution culturelle en marche

COUTURIER, BRICE

Le journaliste et essayiste, auteur d'un ouvrage remarqué sur le sujet*, répond à ceux qui nient la réalité du militantisme woke et attribuent sa dénonciation aux seuls conservateurs. Il décrypte cette rhétorique du déni, déjà déployée pour minimiser l'existence de l'islamo-gauchisme. Dans un article qui se présente comme une mise au point sous le signe du « fact checking », Franceinfo a mis en ligne un article de Clément Viktorovitch, son spécialiste en « décryptage des discours politiques » consacré au mot « woke ». Après avoir relevé que plusieurs ministres du gouvernement actuel, ainsi que l'ancien premier ministre Édouard Philippe, avaient attaqué « la « *cancel culture* » et le *wokisme* », cet universitaire habitué des médias prétend nous expliquer l'origine de ce mot et régler leur compte à ceux qui l'emploient.

Il a raison, lorsqu'il affirme que cet adjectif, issu de l'argot noir américain, a été utilisé aux débuts du mouvement Black Lives Matter et qu'il a ensuite été retourné de manière critique par les adversaires intellectuels des « combattants de la justice sociale » qui terrorisent les campus nord-américains. On pourrait rendre au plus juste le sens du mot woke par le laborieux participe passé « conscientisé », autrefois en usage dans le vocabulaire gauchiste. Il désigne, en effet, ceux qui, parmi les minorités ethniques, sexuelles, religieuses, etc. ont pris conscience de l'oppression qu'ils sont censés subir et demeurent « en éveil », mobilisés pour les combattre. Il connote une idée de méfiance vigilante envers les institutions. Il renvoie à l'idée de « racisme systémique », ce « racisme 3.0 », comme l'a défini pour le critiquer le linguiste noir américain John McWhorter. Contrairement au « racisme 1.0 », il ne s'agit pas de préjugés, ni des comportements individuels, mais d'une focalisation sur les résultats comparés, obtenus dans tous les domaines par les membres des groupes ethniques, pris en bloc. Ainsi, par exemple, si les résultats en mathématiques des élèves noirs sont inférieurs à ceux des élèves blancs - et surtout à ceux des Américains d'origine asiatique -, il faudrait mettre en cause le « racisme » des exercices et des tests mesurant les performances des élèves dans cette matière et, par-delà le « racisme » qui persiste à structurer insidieusement la société américaine tout entière. D'où l'appel à « décoloniser les mathématiques », comme le réclament désormais un certain nombre d'universitaires, rarement mathématiciens eux-mêmes.

« *Le terme woke a été progressivement délaissé par ses défenseurs... et repris par ses adversaires, poursuit Viktorovitch, c'est-à-dire la droite conservatrice américaine, Donald Trump en tête.* » Et c'est, poursuit-il, ce qui se passe à présent en France. Le mot ne mériterait pas d'être considéré comme un authentique concept politique, il serait un simple « mot repoussoir », destiné à « faire exister » une menace imaginaire, bref « *une arme de disqualification massive utilisée contre le discours de gauche* ». C'est également le cas, ajoute Viktorovitch, de « *l'islamo-gauchisme* », qui n'aurait pas davantage de réalité. On se rappelle, comment, face aux inquiétudes exprimées par la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, elle-même, le CNRS s'est fendu d'un communiqué affirmant que « *« l'islamo-gauchisme », slogan politique utilisé dans le débat public, ne correspond à aucune réalité scientifique. Ce terme aux contours mal définis fait l'objet de nombreuses prises de position publiques, tribunes ou pétitions, souvent passionnées.* »

Le procédé est toujours le même. C'est celui du déni, drapé dans l'autorité de la science. Circulez, il n'y a rien à voir. Il a déjà servi face aux inquiétudes légitimes suscitées par l'introduction dans les écoles de la théorie du genre, durant le précédent quinquennat : le concept est erroné, il ne renvoie à aucune réalité « scientifique », c'est une invention de la pensée conservatrice, une chimère brandie afin de faire peur aux gens et d'interdire le développement de la recherche dans ces nouveaux champs d'investigation légitimes que seraient les études de genre, décoloniales et postcoloniales, indigénistes, « intersectionnelles » et, de plus en plus, l'irruption de la « question raciale » en tant que « champ d'étude légitime » ... Bref, la tendance à la « racialisation de la question sociale », comme on dit pudiquement.

Ceux qui tentent de cantonner l'usage du mot « woke » à la sphère « réactionnaire » devraient se souvenir que Barack Obama, qui ne passe pas pour un archéo-conservateur, ni pour un ethno-populiste, utilise couramment le mot. Il a plusieurs fois mis en garde les jeunes militants de gauche contre cette idéologie puritaine et exclusiviste. Ainsi, devant un public d'étudiants, venus assister, en octobre 2019, à l'Obama Foundation Summit : « *Cette idée de pureté, de ne jamais faire de compromis et d'être politiquement woke et tous ces trucs, vous devriez vous en remettre rapidement. Le monde est fait de désordre, il comporte des ambiguïtés. Certaines personnes font des choses vraiment bien - et... elles ont des défauts.* »

En réalité, le militantisme woke, qui a fait des ravages aux États-Unis en provoquant des clivages idéologiques sur des lignes de fracture identitaires (et donc non négociables) et en hystérisant le débat public, vient seulement de débarquer sur nos rivages. Ceux qui l'ont adopté voudraient nous imposer un système conceptuel qu'ils tiennent pour si évident qu'il constitue, à leurs yeux, la seule grille de lecture possible de toute conflictualité sociale. Cette Grande Révolution culturelle américaine s'acharne sur la France parce que notre culture politique comporte des anticorps qui la rendent particulièrement résistante : l'universalisme, la rationalité, la laïcité, l'antiracisme authentique. Une bataille intellectuelle de forte intensité vient de commencer. Pour la mener, il est nécessaire de connaître son adversaire et d'être en mesure de le nommer.

* « *OK, Millennials ! Puritanisme, victimisation, identitarisme, censure... L'enquête d'un baby-boomeur sur les mythes de la génération « woke »* », Éditions de L'Observatoire.

« Le procédé est toujours le même. C'est celui du déni, drapé dans l'autorité de la science. Circulez, il n'y a rien à voir. Il a déjà servi face aux inquiétudes légitimes suscitées par l'introduction dans les écoles de la théorie du genre

Le Figaro (site web)

vendredi 29 octobre 2021 - 06:00 UTC +02:00 485 mots

Économie ; Conjoncture

France- Allemagne: combien de fonctionnaires en trop?

de Montalembert, Ghislain

DÉBAT - Alors que la France peine à réduire les effectifs de la fonction publique, l'Allemagne s'est dotée d'une administration moins pléthorique mais tout aussi efficace.

Supprimer 150.000 à 200.000 postes de fonctionnaires, comme le propose la présidente de la région Île-de-France Valérie Pécresse ; voire 250.000, comme le suggère le député des Alpes-Maritimes Éric Ciotti? À l'approche de l'échéance électorale de 2022, la question de la réduction des effectifs de la fonction publique s'invite dans le discours d'une partie des candidats de l'opposition, qui dénoncent les promesses non tenues par le gouvernement en la matière. Candidat, Emmanuel Macron avait pris l'engagement de réduire de 120.000 les effectifs des fonctionnaires. Or, ils ont augmenté durant son quinquennat, selon le rapport annuel de la fonction publique, publié récemment. Vouloir dégraisser le mammoth administratif relèverait-il d'une

L'exemple allemand semble prouver le contraire. Outre-Rhin, les agents publics sont 4,6 millions pour une population de 83 millions d'habitants, soit 56 fonctionnaires pour 1000 habitants (en France, le ratio est de 85 pour 1000 habitants). On est loin des 6,7 millions de salariés que dénombrait, au lendemain de la réunification, le secteur public allemand. Depuis 1991, celui-ci a fait l'objet d'une sérieuse cure d'amaigrissement. Elle s'est soldée par la disparition de 2 millions de postes en trente ans. Une suppression forfaitaire de 1,5 % des emplois publics a été appliquée pendant plusieurs années au niveau de l'État fédéral. Surtout, la politique de privatisations menée dans les années 1990 et 2000, sur fond d'ouverture des services à la concurrence, a permis d'alléger le poids financier du secteur public.

En 1994 est née la Deutsche Bahn, société d'exploitation de droit privé issue de la fusion entre les chemins de fer de l'Allemagne de l'Est et ceux de l'Ouest. En 1996, c'était au tour de Deutsche Telekom d'être privatisée ; puis, deux ans plus tard, celui de Deutsche Post... Parallèlement, une grande partie des services hospitaliers a rejoint le secteur privé, sans que cela nuise à la qualité du système de santé allemand - huit lits d'hôpital pour mille habitants en Allemagne, contre six pour la France ; 6,02 lits de soins aigus pour mille habitants, contre 3,09 pour mille habitants pour la France (chiffres OCDE 2017).

Autre différence fondamentale avec la France: plus de 60 % des agents publics ne bénéficient pas, en Allemagne, du statut de fonctionnaire. Ils sont soumis au statut du privé, ce qui signifie notamment qu'ils ne bénéficient pas, contrairement aux fonctionnaires français, de la garantie d'un emploi à vie.

Le Figaro, no. 24009

Le Figaro, vendredi 29 octobre 2021 2589 mots, p. 17

Débats autour du monde

« Le postulat des Américains est que ce sont les Allemands qui gèrent l'Europe »

Mandeville, Laure

Dans un entretien stimulant et peu amène pour les oreilles françaises, l'historien et stratège Walter Russell Mead, professeur à Bard College dans l'État de New York, revient sur la situation politique intérieure américaine et les récents choix de politique étrangère de Biden, dressant un tableau moins inquiet que celui qui prévaut généralement. Il souligne notamment la robustesse du système judiciaire américain qui a résisté à l'ouragan Trump et ne sous-estime pas sa capacité à s'unir face à un ennemi chinois qui inquiète à droite comme à gauche de l'échiquier politique. Mead décrypte aussi la logique qui sous-tend la création de l'alliance anglo-saxonne Aukus et critique sans ménagement les contradictions d'une France qui prétend à un rôle de pays « exportateur de sécurité » dans l'Indo-Pacifique, alors qu'elle ne parvient même pas à gérer les questions de sécurité en Méditerranée. À Washington, il ne fait aucun doute que c'est l'Allemagne qui a la voix décisive en Europe, avertit-il.

LE FIGARO. - Comment analysez-vous la situation politique intérieure aux États-Unis, où la popularité de Joe Biden chute et le volcan trumpien reste actif ?

Walter RUSSELL MEAD. - Je dirais que la situation aux États-Unis est à la fois meilleure et pire que les Européens ne le pensent. Elle est meilleure parce que tout le monde s'est dit qu'on assistait à la fin de la démocratie américaine, qu'on était presque en route vers une situation à la russe, que la personnalisation triomphante du pouvoir par Trump en était le signe. Mais si Trump avait vraiment été dans une position lui permettant de nuire à la démocratie américaine, nous n'aurions pas vu ce qui s'est réellement passé en matière de justice. Oui, Trump a fait de nombreuses nominations de juges conservateurs, mais il n'a pas nommé ses sbires et ses amis. Les gens qu'il a nommés sont des juges respectés, des sommités dans leur domaine du droit. Trump n'a pas nommé son avocat Rudolph Giuliani ou sa fille Ivanka Trump. Si les normes démocratiques ne fonctionnaient plus aux États-Unis, c'est à cela qu'on aurait assisté. Même si les tribunaux sont aujourd'hui beaucoup plus conservateurs que mes amis libéraux ne l'auraient souhaité, ces personnalités sont des gens très sérieux qui prennent leurs décisions en fonction de la loi. Cela signifie fondamentalement que si les accusations de Trump concernant les élections avaient finalement atteint la Cour suprême, on aurait sans doute vu cette Cour infliger une défaite unanime aux arguments trumpiens. Le système judiciaire reste un roc.

Ce constat permet-il d'évacuer la question de l'humeur révolutionnaire qui traverse la société américaine ?

Je vous ai donné des éléments pour souligner que, sous certains aspects, la situation est meilleure qu'on ne le dit. Mais sous d'autres aspects, elle est pire. Il y a des problèmes de long terme sérieux, et la question de la loi électorale est l'un d'eux. Les gens, ici, ne comprennent pas très bien la longue histoire de fraudes qui marque notre tradition politique. Le vol des voix, les bourrages d'urnes, toutes ces choses sont l'une des plus vieilles traditions politiques américaines. En 1960, beaucoup de gens sont restés persuadés que le président Kennedy l'avait emporté sur Nixon parce que la machine politique démocrate de Chicago dans le comté de Cook avait bourré les urnes.

C'était le cas ?

Oui, mais le problème était que la machine républicaine des régions centrales de l'Illinois avait fait pareil. Alors, qui allait déterminer qui avait volé le plus de votes ? On a indéniablement eu 150 ans de démocratie américaine pendant lesquelles on volait les élections, surtout dans les grandes machines politiques urbaines corrompues. Dans certaines villes, au XIXe siècle, on pouvait lire dans les journaux quel était le prix d'une voix !

Êtes-vous en train de dire qu'il y a eu beaucoup de fraudes en 2020 ?

Je n'en sais rien, je n'étais pas sur place. Ce que je dis, c'est que l'idée de nombreux électeurs selon laquelle il y a eu fraude n'a rien de nouveau. Mais cette conviction n'a jamais mené à des violences de masse, ni à la mise en cause de nos institutions.

Aujourd'hui, la confiance a disparu ?

C'est vrai, mais à quel point la confiance existait-elle en 1880 ? D'une certaine manière, les dernières décennies du XXe siècle, où tout est transparent, sont la période inhabituelle. Dans le passé, les médias étaient corrompus et les journaux inventaient de toutes pièces des histoires. L'ère des médias intègres, professionnels, est un phénomène relativement nouveau. Pourtant, on avait eu des décennies de démocratie avant que cette professionnalisation ne se produise. Ce que j'essaie de dire, c'est que le fait de ne plus vivre comme dans les années 1990 ne signifie pas que c'est la fin de la démocratie.

Quelle peut être néanmoins la conséquence du discrédit que cette situation projette sur la capacité d'action des États-Unis dans le monde ?

Nous devons rendre à Xi Jinping ce qui lui appartient. Son agressivité nous a unis. Si vous parlez aux Américains, assez loin vers la gauche de l'échiquier politique et assez loin sur la droite, vous trouverez un consensus sur la Chine ! Lisez le discours de George Soros à Davos sur la Chine, il ressemble beaucoup à un discours de Trump ! Selon un nouveau sondage de l'Institut Pew, 52 % de la population pensent que si la Chine attaquait Taïwan, les États-Unis devraient lui venir en aide par des moyens militaires.

Cela veut dire qu'il y a une possibilité de guerre ?

Je ne suis pas sûr que la Chine attaquera Taïwan, j'espère que non. Mais on voit bien que le pivot vers l'Asie est devenu une force unificatrice de la politique étrangère américaine. Trois Administrations successives, Obama, Trump et Biden maintenant, ont mis la Chine au centre de leur attention. De plus, on a vu une amélioration spectaculaire de notre relation avec l'Inde. Tout cela pour dire que beaucoup de développements internationaux ne sont pas affectés par la polarisation politique interne. La situation serait-elle meilleure si nous n'étions pas aussi polarisés ? Bien sûr ! Mais il est important de ne pas exagérer. Regardez la guerre hispano-américaine de 1898 : nous sortions tout juste de l'acrimonie de la guerre civile, qui avait fait 650 000 morts. Mais les ex-généraux du Nord et du Sud se sont unis pour recruter des troupes et se battre ensemble. La possibilité qu'une menace extérieure unisse les Américains est réelle.

Qu'est-ce qui vous inquiète le plus sur le plan intérieur ?

Le président Biden a une théorie concernant la possibilité de restaurer une forme de normalité dans la politique américaine. Cette théorie est que les propositions sociales qu'il essaie de proposer au Congrès sur les infrastructures et la reconstruction rendront les Américains beaucoup plus heureux et assécheront la polarisation de la société américaine. Je suis sceptique. Beaucoup de ces propositions sont mal structurées, elles sont souvent conçues sous l'influence de groupes d'intérêts, comme les syndicats de professeurs, et auront pour conséquence de pomper de nouveaux fonds dans des systèmes comme l'éducation, qui fonctionnent mal. Le résultat pourrait bien accroître le scepticisme et la polarisation. Ce qui m'inquiète le plus est que ni les progressistes, ni les soutiens de Trump n'ont de vision sérieuse pour l'avenir.

Pensez-vous que Trump puisse se représenter ?

Trump paraît très bien positionné pour concourir pour la nomination républicaine en 2024. J'aimerais voir les deux partis avoir des candidats plus jeunes ! Et ce n'est pas le pire défaut de Trump ! Mais il incarne une forme de génie politique pour avoir donné à des millions d'Américains le sentiment que quelqu'un les comprenait et parlait en leur nom. À moins que quelqu'un d'autre prenne le relais, ils ne vont pas le désert. Toutefois, comme je l'ai écrit récemment, nous aurions besoin d'un politicien capable de combiner la connexion avec le peuple (d'un Clinton ou d'un Trump) avec la sophistication kissingerienne dans l'analyse globale. Trump a eu un problème constant pour mettre en place une stratégie qui aurait permis d'atteindre des résultats complexes. Sa forme de gouvernement était impulsive. Je souhaiterais voir un président qui serait un génie de l'art de gouverner, pas juste de l'art de gagner. 2024 est encore loin. C'est vrai que les républicains semblent pour l'instant en bonne position pour les élections de mi-mandat de 2022. Le fait que Biden ait dénoncé les énergies fossiles en pleine tension sur le prix de l'énergie le dessert. Le fait qu'il décide de dépenser des trillions de dollars, en pleine période inflationniste, pour des programmes que personne ne comprend ne l'aide pas non plus. Mais cela peut encore changer. Imaginez que le troisième round de vaccination mette fin à l'épidémie et que l'inflation retombe, dans ce cas vous pourriez voir les chiffres du président remonter. Ceux qui enterrent Biden vont trop vite. Pourtant, dans les tendances de long terme, il faut reconnaître que si Trump a perdu des points chez les hommes blancs éduqués

en 2020, il a en revanche gagné des positions chez les hommes noirs et latinos. Le potentiel d'un vote masculin des classes populaires basculant massivement du côté républicain est indéniable. Trump a mis fin à l'idée tellement répandue selon laquelle on allait assister à un effondrement démographique du Parti républicain lié à la montée des votes des minorités. Ceux qui disent qu'il n'a rien à mettre à son crédit au plan politique oublient cette réalité importante.

Vous parlez d'un consensus sur la Chine. Mais il semble y avoir une contradiction entre ce que prônait Biden dans les premiers mois, une compétition musclée, et la récente série de décisions sur l'Aukus, sur le découplage technologique, qui semblent installer l'Amérique dans une posture de guerre froide.

Les Américains voulaient une relation basée sur le respect des normes, une compétition non hostile sur la technologie. Mais les Chinois ne voient pas pourquoi ils devraient accepter que les Américains définissent cette relation. Voilà pourquoi on a vu cette semaine les forces navales russes et chinoises entrer dans le détroit du Japon et la Russie annoncer qu'elle soutiendrait la Chine s'il y avait un clash sur Taïwan. Harry Truman ne voulait pas de guerre froide en 1947 et avait même offert un plan Marshall pour l'Europe de l'Est. Je pense donc que les Chinois ont leur mot à dire sur la question de savoir si nous allons ou non vers la guerre froide. Ils prennent de nombreuses décisions qui accélèrent le découplage. Mais je ne pense pas que ce dernier sera total. Ce n'est l'intérêt de personne.

Que signifie ce découplage alors ?

Cela tournera autour des chaînes d'approvisionnement et de leur sécurité, particulièrement pour les produits technologiques, les communications. On ne voudra plus que les microprocesseurs passent par la Chine.

Expliquez-nous pourquoi l'Administration Biden a fait le choix de l'Allemagne et ignoré la France, alors que l'Allemagne a une relation étroite avec la Chine ?

C'est une question très française. Les Américains ne choisissent pas l'Allemagne plutôt que la France ; mais ils reconnaissent que si l'on veut influencer l'Europe, vous devez passer par l'Allemagne. La France est peut-être d'accord avec nous sur le constat, mais le fait que Paris et Washington soient d'accord ne fait pas bouger l'Europe. Le postulat de l'Amérique, c'est que ce sont les Allemands aujourd'hui qui gèrent l'Europe. Si vous voulez discuter la question de la Chine en Europe, le but doit donc être de gagner Berlin à votre cause et d'y changer la dynamique politique. C'est la vision standard des États-Unis de dire que, depuis 1990, l'Allemagne n'a cessé de gagner en puissance au sein de l'UE, tandis que la France est moins un égal qu'auparavant. Les États-Unis perçoivent cette situation comme un fait. Il y a donc beaucoup de domaines dans lesquels les États-Unis et la France partagent des vues communes. Et les Allemands diffèrent. Mais nous voyons bien que chanter des chansons à deux voix avec les Français sur la nécessité d'une plus grande flexibilité budgétaire en Europe ou d'une plus grande contribution militaire ne sert à rien si Berlin ne se joint pas à ce chœur, ou au moins Francfort. Sans eux, rien ne bouge !

Cela peut-il suffire à expliquer le comportement américain sur l'Aukus, et l'exclusion des Français de cette alliance alors que les Américains ne cessent de réclamer un engagement des Européens au plan militaire ?

Les Américains n'appellent certainement pas à un engagement européen dans l'Indo-Pacifique ! On a vu des mouvements européens en ce sens, avec les Allemands qui ont envoyé une frégate dans la mer de Chine du Sud. C'est sympathique ! Les Britanniques y ont aussi déployé un porte-avions. Mais vous aurez du mal à trouver quelqu'un au sein de l'appareil militaire américain qui vous dira que ces contributions européennes auront un impact significatif si - Dieu nous en préserve - des hostilités se déclarent en Asie. En réalité, vous envoyez une contribution que nous n'avons pas demandée, puis vous demandez pourquoi nous ne sommes pas reconnaissants.

Je crois comprendre que les Français chercheraient à offrir un partage des responsabilités pour la sécurité européenne, en Afrique et en Méditerranée.

D'accord, mais vu le retrait en cours de la France du Mali, pour y laisser la place aux Russes, puis la décision de quitter la Libye en état de désastre complet, et enfin une initiative très médiatisée au Liban qui n'a pas eu le moindre résultat, que veulent dire les Français exactement par partage des responsabilités ? Notre sentiment sur la France et l'Indo-Pacifique est le suivant : voilà un pays qui a perdu le contrôle de la Méditerranée, qui ne paraît pas capable de gérer ce dossier, et qui propose de nous aider généreusement à gérer l'Indo-Pacifique.

Il ne s'agit pas seulement de vous aider, mais de défendre nos intérêts dans cette région...

Je comprends que vous avez là-bas 2,7 millions de citoyens et une zone maritime importante, ces intérêts sont légitimes. Mais l'idée que cette présence fait de la France un « exportateur de sécurité » dans l'Indo-Pacifique est peu convaincante. Tahiti sera française tant que les Américains et les Japonais pourront contenir la Chine dans sa partie du Pacifique. Soutenir cette alliance diplomatiquement est le principal moyen de défendre Tahiti. L'instinct français sur le fait que l'Indo-Pacifique est une région clé est compréhensible. Mais les Français se sont-ils demandé ce que les autres puissances de l'Indo-Pacifique veulent de la France ?

Les Australiens voulaient quelque chose de la France, avant de changer d'avis...

Les Américains auraient probablement préféré que les Japonais obtiennent ce contrat de sous-marins, afin de solidifier l'Indo-Pacifique. Je ne suis pas certain en revanche qu'il y ait eu un seul instant durant lequel les stratèges à Washington aient pensé qu'il y avait un avantage stratégique à voir les Français obtenir le contrat australien.

Si je comprends bien ce message, vous comptez sur Berlin pour gérer la sécurité européenne. Est-ce pour cela que les Américains ont accepté Nord Stream II ?

La position de Biden sur Nord Stream a été de reconnaître que cet accord se ferait de toute manière. Pourquoi allait-il se battre pour une cause perdue ? Quant à l'idée plus générale de se désengager d'Europe et de sous-traiter aux Allemands, vous devez vous rappeler que la priorité donnée pendant la guerre froide au continent européen n'a pas empêché les États-Unis de mener deux grandes guerres dans le Pacifique, celle de Corée et celle du Vietnam. Les États-Unis ne regardent pas un seul théâtre d'opérations. Les Européens ont surinterprété le pivot vers l'Asie. Il n'y aura pas de renoncement, pas d'abdication sur le terrain européen.

KOMMENTAR

Was ist dem Westen wichtiger – die Menschenrechte in China oder der Klimaschutz? Über die Widersprüche der Klimapolitik wird nicht gerne geredet

In der Klimapolitik geben Heuchler und Phantasten den Ton an. Deutlich wird das im Umgang mit China. Man braucht Peking und schürt zugleich die Spannungen. Es ist Zeit für Ehrlichkeit – und für realistische Ziele.

Eric Gujer

205 Kommentare 29.10.2021, 05.30 Uhr



Deutschland ist der weltweit grösste Produzent von Braunkohle und will erst 2038 aus der Kohle aussteigen. Im Bild: Das Braunkohlekraftwerk Neurath bei Grevenbroich.

Jochen Tack / Imago

Es ist keine Übertreibung zu behaupten, dass die Klimapolitik das Thema mit der grössten Sprengkraft der Gegenwart ist. Hier vermischen sich Geopolitik, wirtschaftliche Interessen, nationale Egoismen und obendrein die Gesetze der Natur, die sich menschlichem Einfluss entziehen. Dieses Knäuel liesse sich vielleicht entwirren, wenn die traditionellen Instrumente der Politik nicht an eine Grenze stiessen.

Wir reden von der Weltgemeinschaft und meinen damit die internationalen Organisationen und Konferenzen, die jedes Problem so lange erörtern, bis es in unzähligen Papieren fein säuberlich portioniert ist. Tatsächlich aber gab es in der Vergangenheit auf die wenigsten Fragen wirklich globale Antworten. Selbst die Corona-Pandemie wird national bekämpft.

Die grösste Herausforderung lautet nicht, den Temperaturanstieg um ein halbes Grad mehr oder weniger zu reduzieren, sondern einen Konsens aller relevanten Akteure zu erreichen. Denn der Klimawandel kann nur begrenzt werden, wenn die Menschheit an einem Strang zieht. Bis jetzt ist von Eintracht wenig zu spüren. Zur Uno-Klimakonferenz COP26 reisen voraussichtlich weder der chinesische noch der russische Staatschef an. Xi Jinping repräsentiert den grössten Verursacher von Treibhausgasen, Wladimir Putin einen der grössten Produzenten fossiler Brennstoffe.

[Präsident Joe Biden kommt mit halbwegs leeren Händen nach Glasgow.](#) Sein Plan, Gas- und Kohlekraftwerke rasch durch erneuerbare Energien zu ersetzen, ist im Kongress gestoppt worden. Die USA sind der zweitgrösste Emittent von CO₂. Die Nummer drei, nämlich Indien, hat in [den letzten Jahren den Anteil der klimaschädlichen Kohle an der Energieerzeugung ausgebaut.](#)

Europa gefällt sich in seiner moralischen Überlegenheit

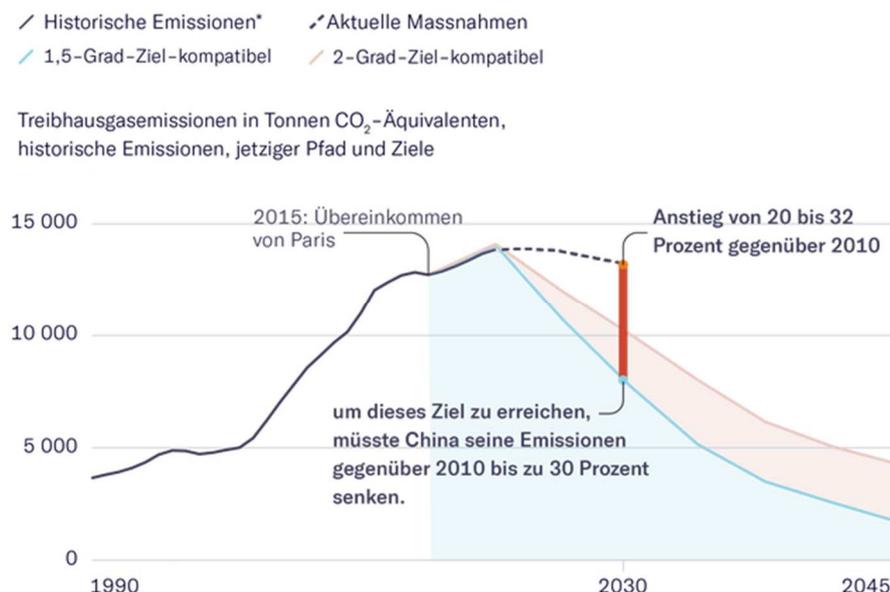
Viele Klimaforscher verlangen, dass Europa auch dann besonders ehrgeizige Ziele verfolge, wenn der Rest der Welt nicht mitmache. So viel Blauäugigkeit mag in einem Traktätchen der Zeugen Jehovas oder einem Klimaurteil des deutschen Verfassungsgerichts angehen, nicht aber in einer Überlebensfrage der Menschheit. Denn in der Politik kommt es darauf an, das Gute nicht nur gewollt, sondern auch erreicht zu haben.

Wie bringt man also die internationale Gemeinschaft dazu, sich ausnahmsweise als Gemeinschaft zu verhalten? Das gelingt nicht mit abstrakten Klimazielen, sondern durch Kooperation und Konzessionen. Die Europäer bevorzugen jedoch Symbolpolitik, die den eigenen Kontinent zum Mass aller Dinge macht. Sie blenden dabei aus, dass niemand gezwungen werden kann, ihrem Weg zu folgen: nicht mit Verboten, nicht mit Sanktionen und schon gar nicht mit Verbalradikalismus. Am Ende zählt nicht das wohlige Gefühl moralischer Überlegenheit, sondern das konkrete Ergebnis – und das weltweit.

Ein gutes Beispiel für die Widersprüche ist China. Seine CO₂-Emissionen werden bis 2030 weiter wachsen; dreissig Jahre später will das Land die Klimaneutralität erreichen. An der Ernsthaftigkeit der Absichten sollte niemand zweifeln, immerhin hat China im Gegensatz zu Amerika einen – allerdings noch rudimentären – nationalen Emissionshandel eingeführt und unterhält die weltweit grösste Flotte an E-Autos. Auch sonst steuert Peking um, indem es etwa weniger Kohlekraftwerke in Entwicklungsländern finanziert.

Um die Klimaneutralität zu erreichen, muss China seine Emissionen drastisch senken

Treibhausgasemissionen, in Milliarden Tonnen



* Historische Emissionen ohne teilweise positive Emissionen aus Landnutzung und Aufforstung, Daten bis 2019.

Quelle: [Climate Action Tracker](#)

NZZ / eck.

Zugleich kann die Kommunistische Partei den Energiehunger ihrer expandierenden Wirtschaft nur stillen, indem sie im eigenen Land neue Kohlekraftwerke errichtet. Die Leistung der chinesischen Kohlekraftwerke wuchs im Jahr 2020 um 30 Gigawatt, während sie im Rest der Welt um 17 Gigawatt sank. Mit anderen Worten: Die globalen Anstrengungen zum Rückbau der Kohle wurden durch Pekings Verhalten mehr als zunichtegemacht. Ein früherer Kohleausstieg in China bringt mehr als sämtlicher Aktionismus in Europa.

Die Aufgabe ist gigantisch, und China verdient dabei Unterstützung. Gleichzeitig nimmt der Konflikt zwischen Washington und Peking an Schärfe zu. Biden schürte die Spannungen, indem er erstmals erklärte, Amerika werde Taiwan bei einem chinesischen Angriff verteidigen. Wie soll der Westen beim Klimaschutz eine gemeinsame Linie mit China finden, wenn überall sonst die Zeichen auf Konfrontation stehen?

Natürlich hat Peking ein eigenes Interesse am Umweltschutz. Der Smog in den Grossstädten ist mitunter kaum auszuhalten. Aber die Chinesen sind ausgebuffte Diplomaten und werden das sich bietende Drohpotenzial kaum ignorieren.

Der chinesische Aussenminister warnte davor, China als Gegner zu behandeln. Er sagte: «Die USA hoffen, dass der Klimaschutz die Oase in den chinesisch-amerikanischen Beziehungen ist. Wenn die Oase aber von Wüste umgeben ist, wird sie irgendwann selbst zur Wüste.» Klimapolitik kann nicht von Geopolitik getrennt werden.

Hier wächst ein Spaltpilz

Damit steht unausgesprochen die Frage im Raum, was Amerikanern und Europäern wichtiger ist: die Verminderung der Treibhausgase oder die Menschenrechte, der Klimaschutz oder Taiwan. Die Chinesen wissen um ihre Druckmittel. Der Westen muss sich deshalb eine Strategie zurechtlegen, die gewiss nicht in Appeasement ausarten darf, aber wenigstens die Zielkonflikte klar benennt.

Die Quadratur des Kreises fiel leichter, wenn Amerikaner und Europäer wüssten, was sie eigentlich wollen. In den USA bleibt ungewiss, ob der Niedergang der Administration Biden den rudimentären Klimaschutz vollends blockiert oder ob ein allfälliger republikanischer Präsident das Steuer wieder herumreisst.

Die EU erlebt gerade, wie die Energiepolitik zum Spaltpilz heranwächst. Die Osteuropäer fürchten wohl nicht zu Unrecht, dass Ursula von der Leyens [überambitioniertes Programm «Fit for 55»](#) mit Lasten verbunden ist, welche sie ungleich schwerer zu schultern vermögen als die wohlhabenden Westeuropäer.

Ein Sozialfonds soll zwar für Ausgleich sorgen. Aber Polen, Ungarn, Slowenen und alle anderen, die gegen die fürsorgliche Bevormundung der EU aufmucken, können sich ausrechnen, was sie am Ende bekommen. Schon heute ist Geld die liebste Waffe Brüssels.

Der Klima-Weltmeister und seine Braunkohle

Aber selbst diejenigen, die sich als Kerneuropa begreifen, sind uneins. So wollen Frankreich und Italien bis 2022 und 2025 auf Kohle verzichten. Deutschland sieht sich gerne als Weltmeister bei allem, was das Wahre, Schöne und Gute betrifft, so auch beim Klimaschutz. Zugleich ist das Land der weltweit grösste Produzent von Braunkohle und will erst 2038 aus der Kohle aussteigen. Und dies aus nachvollziehbaren Gründen. In einigen strukturschwachen Gebieten Ostdeutschlands gehören Förderung und Verstromung von Braunkohle zu den wenigen intakten Industrien. Das zerstört man nicht leichtfertig.

Der Sachzwang regiert allenthalben, in Deutschland genauso wie in Frankreich. Die Gelbwesten und ihr Protest gegen die Verteuerung von Benzin brachten das Land an den Rand der Staatskrise. Angesichts der derzeit in schwindelerregende Höhen kletternden Energiepreise versucht der Wahlkämpfer Emmanuel Macron daher, den Volkszorn mit sinnlosen Einmalzahlungen zu besänftigen. [Zugleich dringt er in Brüssel auf eine Dämpfung des Preisanstiegs](#), obwohl die EU doch gerade fossile Energie verteuern will.

Wo man hinschaut, gibt es Zielkonflikte, im Umgang mit China genauso wie in der EU. Eine rationale Politik erkennt das an, statt sich in immer strengere Vorgaben hineinzusteigern, von denen völlig ungewiss ist, ob sie jemals erreicht werden. Danach gilt es, konkrete Wegmarken zu definieren. Washington würde seine Chinapolitik überdenken. Berlin zöge den Kohleausstieg vor und stoppte den Atomausstieg. Brüssel würde die Disziplinierung des widerspenstigen Ostens der Jahrhundertaufgabe Klimaschutz unterordnen.

In Washington, Berlin und Brüssel werden dann viele aufschreien und behaupten, das sei unmöglich. Aber unmöglich ist fast alles – bis man es getan hat. In der ersten, der romantischen Phase der Klimapolitik ging es darum, das Thema durch dramatische Appelle und überschäumende Emotionen auf die Tagesordnung zu setzen. Hier leistete die Klimajugend einen Beitrag, aber sie hat ihre Schuldigkeit getan. In der zweiten, der realistischen Phase müssen umsetzbare Ziele angepeilt werden. Die Zeit der grossen Gesten und der Maximalforderungen ist vorbei. Jetzt beginnen die Mühen der Ebene, und das heisst: lieber bescheidenere Vorhaben, die dafür global angepackt werden.

Wie eine Kampagne das Ländle wieder cool machen soll

- VON RÜDIGER SOLDT, STUTTGART
- -AKTUALISIERT AM 29.10.2021-19:23



Baden-Württemberg kann alles außer Hochdeutsch. Und Englisch auch nicht. Dafür soll die Kampagne „The Länd“ das Land wieder cool machen.

Kies, Kräne, Container vor dem Hintergrund herbstlich leuchtender Rebstöcke, am Kai werden alte Autos mit Verbrennermotoren zum Verschrotten verladen. Die Kampagnenmacher aus Winfried Kretschmanns Staatsministerium wählten den Neckarhafen in Stuttgart-Wangen für die Präsentation der neuen Landeswerbekampagne. Er steht für alles, wofür auch Baden-Württemberg stehen soll: Technik, Innovation, Lebensqualität, landschaftliche Schönheit – und natürlich den Abschied vom Verbrennermotor. Zur Daimler-Zentrale in Untertürkheim sind es nur wenige Kilometer. Plakate mit dem Satz „Willkommen in The Länd“ hängen schon seit einigen Tagen in vielen Orten.

Durch Oxford-Englisch sind die baden-württembergischen Ministerpräsidenten Erwin Teufel, Günther Oettinger („We are all sitting in one boat“) oder Winfried Kretschmann noch nie aufgefallen. Der grüne Regierungschef gab bei der Präsentation sogar zu, dass sein Englisch noch schlechter sei als das seiner Vorgänger. Darum geht es bei der Dachkampagne aber nicht. Ein Bundesland, das seine Provinzialität und schwäbische Verklemmtheit über Jahrzehnte geradezu kultivierte, braucht einen Werbespruch, der in Schanghai und in Portland plakatierbar ist: Das soll „The Länd“ sein.

Kretschmann nannte den Claim „klar, schnörkellos und selbstbewusst“. Er habe zwar volle 30 Sekunden gestutzt, als ihm der Slogan erstmals präsentiert wurde. Dann sei er überzeugt gewesen: „Das kann jeder ertragen, der auch nur ein Quäntchen Humor hat.“ Die Kampagne werde „international Strahlkraft entwickeln“ und neue Maßstäbe setzen. Der Ministerpräsident hofft auf mehr Aufmerksamkeit für Baden-Württemberg. Wie nötig eine Imageauffrischung sei, zeige sich auch an den Schwierigkeiten Annalena Baerbocks mit der richtigen Betonung des Landesnamens.

„Made in the Länd“

Der neue Slogan macht Schluss mit dem kleingeistigen Diminutiv-Getue um das „Ländle“. Er löst die von Scholz & Friends entworfene Werbekampagne von 1999 ab („Wir können alles außer Hochdeutsch“). Der Etat bleibt mit sieben Millionen Euro pro Jahr gleich, finanziert wird die Kampagne aus dem Haushalt des Staatsministeriums. In einem zweistufigen Wettbewerb entschied sich die Jury für den Vorschlag der

Werbeagentur [Jung von Matt](#) Neckar, die sich gemeinsam mit Milla & Partner beworben hatte. Letztere sollen Messeauftritte gestalten und die Kampagne räumlich realisieren. Der Geschäftsführer von Jung von Matt Neckar, Peter Waibel, lobte das „schönste T-Shirt-Englisch“ des neuen Claims, der im Internet schon häufig gepostet werde: „Es gibt Fans. Ja, es gibt auch Bruddler – aber die Kampagne wird gelebt und ist in aller Munde.“

Die äußerst erfolgreiche erste Landeskampagne war seit 2015 auf das Internet beschränkt. Auch eine Lead-Agentur gab es seit Jahren nicht mehr. Große Unternehmen wie [Daimler](#), Trumpf und Stihl regten bei der grün-schwarzen Landesregierung an, das Land – vor allem zur Anwerbung von Fachkräften aus Asien und den Vereinigten Staaten – wieder besser international zu vermarkten. Das soll „The Länd“ leisten. Auf Produkten könnte „Made in the Länd“ stehen, in Tweets, auf Internetseiten, Visitenkarten und Briefbögen soll der Claim darauf aufmerksam machen, dass Baden-Württemberg immer noch das „Land deutscher Möglichkeiten“ ist.

Ola Källenius, der Daimler-Vorstandsvorsitzende, will allerdings in die Mercedes-Batteriezellen oder – Motorblöcke nicht „Made in the Länd“ fräsen lassen. Der in Schweden aufgewachsene Manager machte dem Land aber das größtmögliche Kompliment: In den vergangenen 20 Monaten sei er pandemiebedingt nicht aus Stuttgart herausgekommen und habe sich mit seiner Frau immer wieder gefragt, ob ihnen etwas fehle. Die Antwort sei eindeutig gewesen: „The Länd hat alles.“

In den sozialen Medien schimpfen viele Badener, Württemberger und Hohenloher über den Werbespruch: „Do had oiner koi Schwäbisch gkennd, wenn scho, dann gehd blos Ländle.“ Ein erster Erfolgstest dürfte der Verkauf der Ländle-Merchandising-Artikel werden, der am Freitagnachmittag in einem Container auf dem Stuttgarter Schlossplatz begann: Ein von Trigema produzierter Hoodie in knallgelber Landesfarbe kostet 19 Euro. Für den Preis dürften die Pullover im Land der Sparer sehr gut laufen. Dass „The Länd“ weder korrektes Englisch noch korrektes Schwäbisch ist, dürfte da keine Rolle spielen.

Der Mann, der das moderne Europa gestaltet hat: Ohne Robert Schuman gäbe es keine EU. Heute gehört er zu den grossen Vergessenen der Nachkriegsgeschichte

Schon während des Zweiten Weltkriegs arbeitete er auf die Versöhnung zwischen Frankreich und Deutschland hin und stiess damit auf Unverständnis: Robert Schuman hat das moderne Europa geprägt wie kein Zweiter.

Hans Maier

31.10.2021, 05.30 Uhr



Robert Schuman als französischer Aussenminister im Mai 1950 an Bord des Golden Arrow Boat Train, der London und Paris verband.

United Archives International / Imago

Sein Name erinnert an den Komponisten Robert Schumann; es fehlt nur ein kleines «n» am Schluss. Unmöglich wäre es nicht, dass der 1886 in Luxemburg-Clausen geborene französische Staatsmann Jean-Baptiste Nicolas Robert Schuman von seinen Eltern in Erinnerung an den deutschen Musiker auf den Rufnamen Robert getauft wurde. Luxemburg gehörte von 1815 bis 1867 zum Deutschen Bund und unterhielt auch später enge Beziehungen zu Deutschland, im Grunde bis zur Gegenwart.

Robert Schumans Eltern waren gebildete Leute, im grossbürgerlichen Elternhaus in Clausen fanden sich eine grosse Bibliothek und ein Flügel. Genaueres wissen wir freilich über den frühen Robert Schuman nicht. Seine Kindheit und seine Jugend liegen bis heute fast ganz im Dunkeln. Und musikalisch auffällig geworden ist Robert Schuman weder in der Jugend noch im Alter. Vielmehr wurde er Jurist und Politiker, war privat ein eifriger Sammler alter Bücher und Handschriften und betrieb lebenslang als Lieblingssport das gründliche und sorgfältige Lesen – mit politischen Konsequenzen.

Mit seiner Mutter korrespondierte er französisch, sie war Luxemburgerin und war in einem Internat von französischen Ordensschwwestern erzogen worden. Der Vater war Lothringer und sprach Französisch und Deutsch. Zu Hause, in Luxemburg, gebrauchte man das Moselfränkische. Seinen juristischen Dokortitel erwarb Schuman auf Deutsch im damals reichsdeutschen Strassburg (1910). Er war ein Mann der Grenzen – wie übrigens auch die anderen «Väter Europas», der Trentiner De Gasperi und der Rheinländer Adenauer.

Die «kleine Heimat»

Schuman wuchs zwischen verfeindeten Völkern auf. Er war aber auch – und vielleicht eben deshalb – ein Mann der Grenzüberschreitungen. Seine Frömmigkeit trug französische Züge, sein Arbeitseifer und sein Hang zu systematischem Denken und Gestalten waren eher deutsch. Die stärkste Prägung war aber wohl die luxemburgisch-lothringische: In Luxemburg, wo er aufwuchs, und in Metz, wo er später als Rechtsanwalt und Abgeordneter wirkte, zu deutschen wie zu französischen Zeiten, fand Schuman das, was er seine «kleine Heimat» nannte.

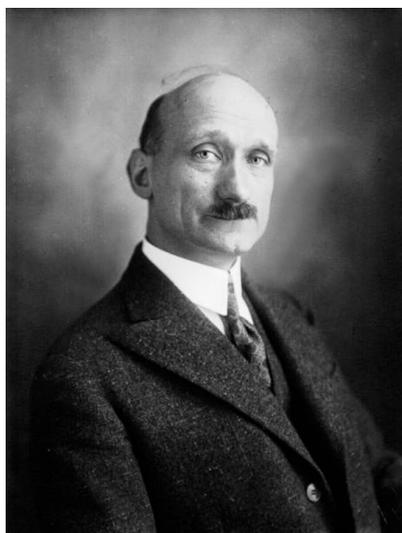
Sie lag in älteren, vornationalen Gemeinsamkeiten, weit jenseits der jüngeren Nationalismen und Paroxysmen deutscher und französischer Herkunft. Man spürt diese weitläufige, grosszügige Atmosphäre auch heute noch bei einem Besuch in Schumans Wohnhaus in Scy-Chazelles nahe bei Metz – es ist inzwischen ein Teilstück des Robert-Schuman-Museums des Mosel-Départements.

Schuman blieb lange «zwischen den Ländern». Seine Studien machte er in Deutschland, in Bonn, München, Berlin und Strassburg. Er wurde Mitglied der katholischen Studentenverbindung Unitas, trat der Görres-Gesellschaft bei (den Mitgliederbeitrag zahlte er gleich für die ganze Lebenszeit). Die liturgische Bewegung in Maria Laach und Beuron, die sozialen Aktivitäten katholischer Verbände berührten ihn – und das war keineswegs ein Strohfeuer, es blieb vielmehr ein Leben lang eine bewegende Kraft.

Leben wie ein Mönch

Der Jurist Schuman begann früh, ein fast ordensähnliches, streng strukturiertes Leben zu führen, mit täglichem Gottesdienstbesuch und regelmässigem Studium des Messbuchs. Als «militant catholique» organisierte er 1913 in Metz den 60. Deutschen Katholikentag, den letzten vor dem Ersten Weltkrieg. Aber Schuman hielt auch Verbindung zu den französischsprachigen Lothringern, er verstand als Rechtsanwalt in beiden Sprachen zu plädieren.

Kriegsausbruch und Kriegsverlauf zwangen ihn dann zur Option für Frankreich. Es half ihm bei diesem Wechsel, dass er nie eine deutsche Uniform getragen hatte, da er während des Weltkriegs aus gesundheitlichen Gründen nicht zum Militär einrücken musste, sondern als Zivilbeamter in eine Schreibstube «detachiert» worden war. Ende 1918, als ein Kommissar der Französischen Republik die Verwaltung in Metz übernahm und die Deutschen die Stadt fluchtartig verliessen, wurde Schuman zum Mitglied des Stadtrats ernannt, ein Zeichen dafür, dass er das Vertrauen der französischen Behörden besass.



Heimat: Lothringen; Idee: Europa. Fast vierzig Jahre lang war Robert Schuman Mitglied der französischen Nationalversammlung.

Bibliothèque nationale de France

Nun begann der lange und schwierige Weg des Lothringers in die französische Politik. 37 Jahre lang, die ganze Zeit der Dritten Republik nach 1919 und der Vierten Republik nach 1946 mit Einschluss einiger Jahre der Fünften Republik, hat Robert Schuman seine lothringische Heimat in der französischen Nationalversammlung vertreten. Es gelang ihm, den beiden Ländern – Elsass und Lothringen – eine gewisse Eigenständigkeit im Rahmen des französischen Staatsverbandes zu sichern. Erfolgreich verteidigte er ihre religiösen Freiheiten gegen den französischen Laizismus.

Von den Nazis verhaftet

Dabei ging er vorsichtig, besonnen, manchmal geradezu listig vor: Während die meisten seiner Kollegen eine politische Bewegung zugunsten der konfessionellen Schule und der Verbindung von Kirche und Staat in Gang setzten, wies Schuman einfach nach, dass das napoleonische Konkordat von 1801 in Elsass-Lothringen nie aufgehoben wurde – eine Rechtsmeinung, die 1925 vom Conseil d'État bestätigt wurde. Wenn also im Elsass und in Lothringen die Geistlichen weiterhin vom Staat besoldet wurden und Religion an den Schulen ordentliches Lehrfach blieb – übrigens bis heute! –, so geht das auf den Abgeordneten Schuman zurück.

Der Zweite Weltkrieg brachte dem «Mann von der Grenze» neue Prüfungen. Nach seinem Verzicht auf ein Ministeramt in der von Marschall Pétain berufenen Regierung hatte sich Schuman nach der französischen Niederlage Ende August 1940 nach Metz zurückgezogen. Dort wurde er von den Deutschen verhaftet. Der Gauleiter Bürckel versuchte den angesehenen Lothringer mit Drohungen und Schmeicheleien gefügig zu machen; er nahm ihn in einer Pension in Neustadt an der Weinstrasse in Sonderhaft.

Schuman widerstand allen Versuchungen zur Kollaboration. Im Juli 1942 floh er auf abenteuerliche Weise nach Mülhausen und Besançon und tauchte im nicht besetzten Frankreich unter, lebte abwechselnd in Klöstern und bei Freunden und redete, unter dem Kopfschütteln seiner Gesprächspartner, ständig von der nach dem Krieg dringend nötigen Aussöhnung zwischen Frankreich und Deutschland. Mit einiger Mühe kehrte er nach 1945 wieder in die Politik zurück – er hatte 1940 mit der Mehrheit für die Übergabe der verfassunggebenden Vollmachten an Pétain gestimmt. Seine lothringischen Wähler hielten ihm mit triumphalen Stimmergebnissen die Treue.



Neuordnung nach dem Zweiten Weltkrieg: Robert Schuman wird am 14. Dezember 1946 in Paris nach einer Besprechung mit dem Ministerpräsidenten Léon Blum von Journalisten befragt. Kurze Zeit später wird er Finanzminister.

Photopress-Archiv / Keystone

Ein Plan für Kohle und Stahl

Das Weitere ist rasch erzählt: 1946 wurde Schuman Finanzminister – und ein Jahr später, in einer von Streiks und Unruhen geschüttelten Zeit, Ministerpräsident. In beiden Ämtern war er erfolgreich. Der Name Schuman hatte jetzt internationalen Klang. Und so trat das Erstaunliche ein, dass in den folgenden Kabinetten Marie, Queuille, Bidault, Pleven, Faure, Pinay, in der Zeit vom Juli 1948 bis zum Dezember 1952, Robert Schuman das Amt des Aussenministers innehatte. Er verkörperte Kontinuität im Wechsel der Personen und der politischen Richtungen, in der turbulenten und instabilen Vierten Republik. Dies war die Grundlage für jene aussen- und europapolitische Initiative, die sich fortan mit seinem Namen verbinden sollte: dem Schuman-Plan.

Angesichts der russischen Expansion, angesichts des sich verschärfenden Ost-West-Konflikts war eine Umorientierung der französischen Aussenpolitik nötig geworden. Die alte Politik der Faustpfänder – als Musterbeispiel: das Saarland! – taugte nicht mehr. Neue Lösungen waren fällig, aber niemand wusste so recht, wie sie aussehen sollten. Und so spielte ein Gemisch von Verlegenheit, Nicht-weiter-Wissen, dem Ärger über amerikanische Druckversuche und dem Bewusstsein, dass etwas geschehen müsse, dem Lothringer Schuman die Initiative in die Hand. Aufgrund seiner Herkunft und Erfahrung traute man ihm zu, von dem merkwürdigen östlichen Nachbarn etwas zu verstehen, mit dem man nun einmal leben und sich arrangieren musste.

Der entscheidende Moment kam, als Frankreich genötigt war, auf der Aussenministerkonferenz in London im Mai 1950 einen Vorschlag zur Weiterentwicklung der Deutschlandpolitik zu machen. Der Amerikaner Acheson und der Brite Bevin wollten Frankreich den Vortritt lassen. Schuman – er sprach als einer der wenigen französischen Politiker Englisch – suchte nach einer Formel dafür. Der Ökonom Jean Monnet lieferte sie ihm mit dem Plan, die Basisproduktionen Frankreichs und Deutschlands – Kohle und Stahl – zusammenzulegen und eine Hohe Behörde zu errichten, deren Entscheidungen für Frankreich, Deutschland und die sich anschliessenden europäischen Länder verbindlich sein sollten.

Macht und Verantwortung

Monnet hatte seinen Entwurf zuständigkeitshalber zuerst Georges Bidault, dem Ministerpräsidenten, zugeleitet. Dieser, gewohnt zu reden, aber nicht, Akten zu lesen, hatte ihn nicht angeschaut. Schuman aber, seit je ein eifriger und sorgfältiger Leser, studierte den Entwurf auf der allwöchentlichen Heimfahrt nach Metz – und stimmte zu. Dadurch erst wurde – so Monnets Worte in seinen Memoiren – die europäische Idee «zu einer Angelegenheit der Macht und ihrer gefährlichen Verantwortung». Seither redet man vom Schuman-Plan, nicht vom Monnet-Plan (und schon gar nicht vom Bidault-Plan). Ohne Schuman wäre der Monnet-Plan ein blosser Entwurf geblieben.



Die europäische Idee wird konkret: Robert Schuman unterzeichnet als französischer Aussenminister am 18. April 1951 in Paris den Schuman-Plan.

AP

Und wie war es mit der deutsch-französischen Aussöhnung? Sie hätte, davon bin ich überzeugt, ohne Robert Schumans Initiative nicht stattgefunden. Adenauer hätte in Frankreich in den fünfziger Jahren keinen ähnlich entschlossenen Partner gefunden. Denn de Gaulle war um diese Zeit, das zeigen alle seine Äusserungen, noch ein französischer Nationalist «pur-sang»; er sah Frankreich als Grossmacht und hielt lange Zeit auch gegen europäischen und angelsächsischen Druck am Bündnis mit der Sowjetunion fest.

Erst der unerwartete Erfolg der europäischen Integration veranlasste den Schöpfer und ersten Präsidenten der Fünften Republik zu einem Umdenken. Er begann sich nun wenigstens mit einem «Europa der Vaterländer» (nicht der Integration) anzufreunden. Den Staatsmann Konrad Adenauer empfand er beim ersten Treffen in Colombey-les-Deux-Églises im Herbst 1958, das gut verlief, immerhin als würdigen Partner: «Il est digne de moi» – so sein von Freunden überliefertes Urteil.

Bescheidenheit, ironisch getönt

Der Name Schuman, die Erinnerung an ihn war de Gaulle bei dieser Kursänderung freilich im Weg. Am deutsch-französischen Vertrag von 1962 wurde der «bon boche» – so nannte er ihn wiederholt – nicht einmal symbolisch beteiligt. Und als Robert Schuman ein Jahr später, 1963, starb, war die Teilnahme Konrad Adenauers am Begräbnis in Metz nicht erwünscht – ein Anruf de Gaulles hielt ihn davon ab. Eine Demonstration für den «Vater Europas» war der damaligen französischen Regierung nicht erwünscht.

Inzwischen war die Republikanische Volkspartei (MRP), die Schuman politisch getragen hatte, nur noch ein Schatten ihrer selbst. Der Gaullismus dagegen hielt sich länger – eigentlich bis heute. So konnte de Gaulle Schuman publizistisch und historiografisch beerben, und schliesslich konnte er sich sogar die deutsch-französische Versöhnung als ganze an die Fahne heften. Unzählige Bilder und Bildwerke, die de Gaulle mit Adenauer zeigen, künden bis zur Gegenwart davon.

So ist Schuman unzweifelhaft eine Figur der Geschichte geworden – aber im Gedächtnis heutiger Zeitgenossen lebt er kaum mehr fort. Er gehört zu den grossen Unbekannten der Nachkriegshistorie. Freilich war er auch nie ein Selbstdarsteller wie de Gaulle. Er blieb ein Mann von ironisch getönter Bescheidenheit, ein in sich gekehrter Junggeselle, ein «Mönch».

Ausstrahlung inneren Lebens

Jacques Fauvet, der Chefredakteur von «Le Monde», hat ihn 1963, in seinem Todesjahr, mit spitzem Strich gezeichnet: «Ein Hauch demütiger Dienstbereitschaft umgibt seine Erscheinung. Seine äussere Haltung ist korrekt, leicht nach vorne gebeugt, sein Schritt gemessen, sein Vortrag gleichförmig und bedacht. Er betritt das Halbrund des Parlaments wie ein Mönch, der seinen Platz im Chorgestühl einnimmt.»

Trotz den bitteren Erfahrungen, die Schuman als Pionier der europäischen Einigung machte, hat es dem bescheidenen, hochgewachsenen, kahlköpfigen Mann, den viele für einen Provinzadvokaten hielten, zeitlebens nicht an Respekt und stiller Bewunderung gefehlt. Das gilt selbst für seine politischen Gegner.

André Philip, Sozialist und Protestant, hat ihn so charakterisiert: «Was mir zunächst an ihm auffiel, war die Ausstrahlung inneren Lebens, die von ihm ausging: Man stand vor einem Menschen, der seine persönlichen Wünsche abgelegt und seinen Ehrgeiz abgestreift hatte, den totale intellektuelle Ehrlichkeit und Demut beseelten, der nur danach sucht, zu dienen, dort und in dem Augenblick, wo er sich berufen fühlte.» Und Édouard Herriot, in den zwanziger Jahren Schumans schärfster Gegner in der Religions- und Kirchenfrage, sagte von ihm nach dem Krieg aus voller Überzeugung: «Für mich ist dieser Mann ein Heiliger.»

Schuman hat Türen aufgestossen, er hat historische Konstellationen, die unveränderlich schienen, verwandelt. Er hat Zusammenarbeit, ja Freundschaft an die Stelle historischer Feindschaft gesetzt. Mehr als de Gaulle, mehr selbst als Adenauer und De Gasperi darf er als Vater eines sich zusammenschliessenden, zusammenfügenden Europa gelten.

Hans Maier war von 1970 bis 1986 bayrischer Kultusminister und von 1988 bis zu seiner Emeritierung 1999 Professor für christliche Weltanschauung, Religions- und Kulturtheorie an der Ludwig-Maximilians-Universität München.



Robert Schuman wird am 10. Juni 1959 von Bundespräsident Theodor Heuss und Bundeskanzler Konrad Adenauer mit dem Grosskreuz des Verdienstordens der Bundesrepublik Deutschland ausgezeichnet.

gemacht, das weltweite Begehren ihre Züge hochmütig werden lassen. Die vielbesungene Berliner Luft hängt schwer über den Dächern, und im Sommer gibt es im Strandbad Wannsee keinen Strandkorb mehr für die pensionierte KADEWE-Verkäuferin.

Eine abgekühlte, eine verhärtete Stadt. Nach wie vor viel los, keine Frage, aber das meiste läuft hier ins Leere. Übersättigt und eingebildet, cool, aber einsam leben die Berliner von ihrem Ruf, der weltweiten Anerkennung, den Stars, die kommen und loben, den Investoren, die kaufen und kaufen, den Politikern, die in ihren Limousinen vorbeifahren und noch nie am Alex ausgestiegen sind.

Und Frankfurt? Nach Frankfurt kommt man, um zu arbeiten. Nicht wegen der Bars oder veganen Restaurants, nicht wegen der Kunstkollektive, der Freunde oder des Erasmus-Studiums. Gibt es hier natürlich auch: Künstler, Freunde und Studenten, aber gefühlt sind sie in der Minderheit, stehen sie im Schatten der großen Türme, der Banken, der Versicherungen, der Headquarters wichtiger Firmen. Und doch führt diese, schon architektonisch bedingte Vorbestimmung als Arbeitsstadt paradoxerweise zu einer psychologischen Entlastung. Man spürt als Neuankömmling schon bald: Diese Stadt nimmt sich selbst nicht so wichtig. Sie bietet sich ohne große Umstände als Wohnort an, hat eine funktionierende Infrastruktur, eine fähige Verwaltung, internationales Flair, schöne Weinberge im Umland, Restaurants, die „Heimat“ heißen oder „Freitagsküche“ (nicht „Grill Royal“ oder „Borchardt“) und dazu eine unerschütterlich launige Einwohnerschaft.

Die Menschen denken zu viel an Geld

So hektisch und voll Frankfurt unter der Woche wirkt, so ruhig und beschaulich ist es an Wochenenden. Da fühlt man sich plötzlich wie in einer hessischen Kleinstadt, in der sich die Bewohner am Samstagvormittag vor der Kleinmarkthalle treffen und laut lachend einen ersten Ebbelwei trinken. Wenn es stimmt, dass Frankfurt nach dem Krieg fast Hauptstadt geworden wäre (und sich dann damit tröstete, seine Häuser höher zu bauen als alle anderen), dann muss man sagen: Chance vertan. Wir würden heute sicher in einem anderen Land leben, wenn es aus der Mitte, aus der Stadt seines ersten Parlaments heraus, regiert würde.

Als großer Vorteil Frankfurts – außer dem tendenziell besseren Wetter – muss gelten: Von hier aus ist man schnell anderswo. Nicht nur vom internationalen Flughafen, sondern auch vom europaweit gut angebundenen Bahnhof aus: Paris, Basel, Amsterdam, Brüssel – alles mit dem Zug in weniger als fünf Stunden erreichbar. Das macht etwas mit dem Gemüt, wenn man weiß, dass die Welt immer in greifbarer Nähe ist.



Cool, aber einsam: Feierende Berlinerinnen und Berliner unter dem vielfotografierten U-Bahn-Bogen am Schlesischen Tor :Bild: Karten Thielker

In Frankfurt lebt man, ohne zu wissen, dass man in Frankfurt ist. In Frankfurt steht man auf dem Boden von Tatsachen, nicht von Einbildungen. In Frankfurt gehen die Lichter der Bars vor den Beleuchtungen der Büros aus. In Frankfurt wird gewirtschaftet. Und natürlich hat das auch unschöne Konsequenzen: Die Menschen denken zu viel ans Geld, die Familien werden zu spießigen Rückzugsorten, das Leben neben der

Karriere findet mitunter nur noch in Fitnessstudios und vor Manufactum-Theken statt. Wer keinen Anzug trägt und nicht irgendwann Partner oder Junior-Chef ist, fühlt sich schnell vom Glück vergessen.

Und doch: diese Stadt hat auch ein Herz für die Gewöhnlichen, für all die, die eine ehrliche Meinung haben, ehrliche Ängste, ehrliche Sehnsüchte. Von Frankfurt geht kein Druck aus, keine Weltanschauung, kein Wokeness-Zwang. In Frankfurt kann man gut für sich sein und bleiben. Das, was manche das „Provinzielle“ nennen, ist in Wahrheit eine gemütliche Großzügigkeit. Ja, Frankfurt ist eine großzügige Stadt. Die es ihren Bewohnern nicht übel nimmt, wenn sie nur unter der Woche oder tageweise da sind. Die jeden Tag viel Besuch aus aller Welt empfängt, aber auch schnell wieder gehen lässt, ohne beleidigt zu sein. Die weiß, dass sie kein kulturelles, kein intellektuelles Zentrum (mehr) ist, aber gerade deshalb umso besser mit ihren Theatern, Museen und Schriftstellern umgeht, als es sonst vielerorts üblich ist. Eine so förderwillige, kunstbegeisterte Bürgerschaft gibt es in Deutschland kein zweites Mal. Schon gar nicht in Berlin, wo sowieso alle Künstler sind oder sich so fühlen, aber die Kunst an sich wenig zählt.

Wer von seinem Geburtsort Berlin aus auf seine vorübergehende Wahlheimat Frankfurt schaut, der fühlt sich, als ob er an einen trotz der Entfernung vertrauten Onkel denkt: bei dem es immer angenehm ordentlich war und viel Gutes zu essen gab, der nie einen Streit vom Zaun brach, nie beleidigend wurde, jede Biegung im Lebenslauf gütig zur Kenntnis nahm und in Notfällen ruhig seine Hilfe anbot. Der viel Erfahrung hatte, aber nicht damit prahlte, der nicht angab, sich nicht zur Schau stellte, sondern im Gegenteil gern auch andere machen ließ und sich zurücknahm. Ein guter Ratgeber, ein stiller Begleiter, eine Koordinate, mit der man immer rechnen kann – das ist Frankfurt von Berlin aus gesehen.

Quelle: F.A.Z.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/unternehmen/warum-der-boersenwert-von-tesla-heillos-uebertrieben-ist-17608770.html?premium>

TEURE ELEKTROAUTOS:

Tesla? Nein, danke!

- EIN KOMMENTAR VON THOMAS KLEMM
- -AKTUALISIERT AM 31.10.2021-16:51



Ein Model 3-Besitzer filmt in Singapur seinen Wagen. Bild: Reuters

Zugegeben, Tesla hat zuletzt eine positive Entwicklung hingelegt. Der Hype um den Elektroauto-Hersteller ist dennoch völlig übertrieben.

Sollten Sie, liebe Leser, mal Lust auf eine Mutprobe verspüren oder nach einem kühnen Wetteinsatz suchen, dann kommen hier ein paar Ideen. Besuchen Sie eine Operninszenierung von Verdis „Nabucco“, und fangen Sie beim Gefangenenchor an, lauthals „Don’t worry, be happy“ zu singen. Oder gehen Sie zum Dortmunder Fußballstadion und stimmen vor Borussia-Fans Loblieder auf Schalke 04 an. Oder, falls Sie größere Menschenansammlungen scheuen, provozieren Sie in kleinem Kreise und teilen Bekannten im Brustton der Überzeugung mit: **Tesla** wird völlig überschätzt und ist sein Geld nicht wert, als Auto und erst recht als Aktie. Das wird ein unvergessliches Erlebnis!

Ja, man ist umzingelt von Tesla-Fans. Von Leuten, deren Leben sich angeblich verändert hat, seitdem sie einmal in einem Modell des amerikanischen Elektroautoherstellers gesessen haben. Von Menschen, die Tesla nicht nur für den Vorreiter, sondern auch den Vollender der Elektromobilität halten. Von Personen, die über Konzernchef **Elon Musk** mit einem Strahlen in den Augen sagen: etwas irre, aber oho.

Die allergrößten Tesla-Fans sind an den Börsen zu finden. Anleger achten zwar mit kühlem Kopf auf Fundamentaldaten, also auf Produktionszahlen, Umsätze, Gewinnspannen und deren künftig zu erwartende Entwicklungen. Anleger sind aber auch Menschen, die sich treiben lassen von Emotionen und Moden. Oder von der schieren Angst, das nächste große Ding und damit viel Geld zu verpassen.

Warum auch immer: Anleger haben Tesla in der vergangenen Woche in eine neue Dimension befördert. Der Konzern hat als fünftes Unternehmen überhaupt den Börsenwert von einer Billion Dollar überschritten. Das ist zuvor nur Apple, **Amazon**, Microsoft und der Google-Muttergesellschaft Alphabet gelungen. Zugleich ist Elon Musk zum reichsten Menschen der Welt geworden. Mit seinem Vermögen von 292 Milliarden Dollar übertrumpft er den zweitplatzierten Amazon-Gründer Jeff Bezos um unvorstellbare 100 Milliarden.

Irrsinnig teure Aktie

Zugegeben, Tesla hat zuletzt eine positive Entwicklung hingelegt. Das Unternehmen liefert endlich so viele Autos aus, wie es zuvor versprochen hat. Es trotzt dem Halbleiternmangel, weil es im Gegensatz zu VW und anderen Herstellern in der Corona-Krise genügend Chips geordert hat und nun nicht die Produktion drosseln muss. Und dass Teslas Model 3 im September das meistverkaufte Auto in Europa war, ist ein hübscher

Prestigeerfolg. Auch gegenüber dem VW-Konzern, der gerade auf einem Holzweg rumpelt: Er sorgt sich öffentlich um die Zukunft des Wolfsburger Stammwerks und ist daher sehr mit sich selbst beschäftigt.

Trotzdem ist Tesla fürchterlich. Zum Ersten brauchen Tesla-Fahrer mehr Geduld als andere, weil Reparaturwerkstätten fehlen. Zweitens ist das angestrebte Wachstum von 50 Prozent im Jahr verwegen, weil Tesla erst noch ein hohes Produktionsniveau erreichen muss und die Wettbewerber aufholen. Zum Dritten ist der von den Börsen gefeierte Deal mit dem Autovermieter Hertz, der 100.000 Teslas auf einmal bestellt hat, vielleicht gar nicht so toll, weil diese Autos nach einiger Zeit als Gebrauchtwagen auf den Markt kommen und auf die Neuwagenpreise drücken werden.

Vor allem aber ist die Aktie irrsinnig teuer. In den vergangenen 30 Monaten stieg der Kurs um das 26-Fache, von 40 Dollar auf 1040 Dollar. Tesla ist jetzt so viel wert wie alle großen Autobauer von Aston Martin bis Volkswagen zusammen. Um den aktuellen Börsenwert als Gewinn zu erwirtschaften, wären bei Tesla rund 300 Jahre nötig (bei VW und bei Daimler sind es jeweils sieben Jahre). Bei anderen Investments würde man von einer Blase sprechen. Bei Tesla tolerieren es viele Anleger mit einem Kribbeln im Bauch.

Das deutlichste Urteil kommt derweil von den Ratingagenturen, die Teslas hohe Verschuldung auf dem Kieker haben und deshalb zu dem Schluss kommen: Tesla ist Ramsch. Ein Börsenwert von mehr als einer Billion Dollar und zugleich Anleihen, die Fachleute für Zockerpapiere halten – auch darin ist Tesla Vorreiter. Die Fans sind darüber begeistert. Es ist ein Wahnsinn.

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/nach-kampagne-von-transaktivisten-kathleen-stock-tritt-zurueck-17611410.html>

KAMPAGNE VON TRANSAKTIVISTEN:

Philosophin Kathleen Stock tritt zurück

- VON GINA THOMAS, LONDON
- -AKTUALISIERT AM 31.10.2021-13:34



Kathleen Stock Bild: Andrew Crowley for the Telegraph

Nach einer aggressiv geführten Kampagne von Transaktivisten gegen sie tritt die Philosophin Kathleen Stock von ihrem Posten an der Universität Sussex zurück.

Die britische Philosophieprofessorin Kathleen Stock, die wegen ihrer Kritik an der transaktivistischen Vorstellung von Geschlechtsidentität bekämpft wird, ist von ihrem Posten an der Universität Sussex zurückgetreten. Vermummte Studenten, die sie der Transphobie beschuldigen, hatten eine unerbittliche Kampagne gegen sie geführt und nach ihrem Rücktritt mit dem Lied „Ding Dong, the Witch is Dead“ aus dem Film „Der Zauberer von Oz“ gejubelt. Stock sprach von einer „absolut schrecklichen Zeit“ für sie und ihre Familie, die sie nun hinter sich bringen wolle. Sie äußerte die Hoffnung, dass andere Institutionen in ähnlichen Situationen Lehren aus ihren Erfahrungen ziehen könnten.

Die Universität Sussex bedauerte den Rücktritt und erklärte, Stocks Recht auf akademische Freiheit und die dem Gesetz entsprechende Redefreiheit energisch und unmissverständlich verteidigt zu haben, gerade im Sinne von „Gleichheit, Vielfalt und Inklusivität“. Die Hochschulstaatsministerin Michelle Donelin nannte es „verheerend“, dass das toxische Umfeld es für Kathleen Stock unhaltbar gemacht habe, ihre Aufgaben in Sussex weiterhin zu erfüllen. Kein Akademiker sollte je um seine persönliche Sicherheit fürchten müssen.

Kathleen Stock gehört mit ihren Kolleginnen Sophie Allen, Mary Leng, Jane Clare Jones, Rebecca Reilly-Cooper und Holly Lawford-Smith zu den Protagonistinnen des genderkritischen Feminismus, der im akademischen Rahmen die Grundüberzeugungen des Gender-Paradigmas revidiert. Die Denkerinnen widersprechen der transaktivistischen Vorstellung, dass es eine „angeborene Geschlechtsidentität“ gebe, der das biologische Geschlecht ohne medizinischen Befund anzupassen sei.

Batya Ungar-Sargon

What broke the New York Times?

27 October 2021, 9:00am

The *New York Times* entered the digital era under duress. In 2011, the *Times* erected a paywall in what it called a ‘subscription-first business model’. The gamble was that readers would want to pay for quality journalism. It was a risk, and at first it didn’t seem to be paying off: after a challenging 2014, the company shed 100 people from the newsroom in buyouts and layoffs.

A.G. Sulzberger, who was getting ready to replace his father as publisher, commissioned an in-house report, its title ‘Innovation’. The report made it very clear who was to blame. A journalist’s job, the report said, no longer ended with choosing, reporting and publishing the news. To compensate for the ‘steady decline’ in advertising revenue due to digitisation, ‘the wall dividing the newsroom and business side’ had to come down. The ‘hard work of growing our audience falls squarely on the newsroom’, the report said, so the *Times* should be ‘encouraging reporters and editors to promote their stories’.

Of course, journalists have always been aware who their readers are and have catered to them, consciously and unconsciously. But it was something else entirely to suggest that journalists should be collaborating with their audience to produce ‘user-generated content’, as the report put it. ‘Innovation’ presaged a new direction for the paper of record: become digital-first or perish.

The *Times* invested in new subscription services like NYT Cooking and NYT Games, and introduced live events, conferences and foreign trips. The paper hired an ad agency to work in-house and began allowing brands to sponsor specific lines of reporting. Journalists were asked to accompany advertisers to conferences and were pushed to collaborate more closely with the business side, something many of the old-school editors were loath to do. The executive editor at the time, Jill Abramson, resisted strenuously. She was given the boot.

And then came Trump. As a candidate, Trump attacked the press as ‘the enemy of the people’, used the term ‘fake news’ and called the *Times* the ‘failing *New York Times*’. But the relationship between the press and Trump was symbiotic: Trump capitalised on the widespread feeling that the journalists chronicling American life looked down on regular people (he was not wrong). As he trashed the class norms of politesse that the press expected from a presidential candidate, the liberal media couldn’t get enough of him.

Trump’s antics in the 2015-16 campaign were catnip for a flailing industry. Trump is estimated to have received free coverage worth around \$2 billion, six times more than any of his rivals in the Republican primary received. This coverage planted the seeds of Trump’s 2016 victory — but he was not the only one to profit from it.

CBS’s executive chairman, Les Moonves, said that the Trump campaign ‘may not be good for America, but it’s damn good for CBS’. In 2016, MSNBC was set to take a 30 per cent hit if Hillary Clinton was elected; that hit was avoided when Donald Trump won. Leaked tapes revealed that the president of CNN, a channel that made a big show of opposing Trump, encouraged Trump to run and even offered him tips on how to win a CNN-sponsored debate.

Hating Trump drove massive amounts of engagement to previously floundering publications, channels and shows. And individual journalists didn’t need to be told by their bosses to promote Trump’s name: they could see firsthand how their opposition generated likes, retweets and exploding pageviews. With the

incentives thus aligned, there was no need to break down the remains of the wall between advertising and editorial. It happened on its own.

The *New York Times* played a prominent role in the liberal media's justification for its Trump strategy, pointing out over and over that he was not a 'normal' president. When Trump won, liberal media, sequestered in the most left-leaning districts in America, simply could not fathom that many Americans felt that Donald Trump was a better option than Hillary Clinton. So they came up with alternative explanations for his victory.

On November 16 2016, a *BuzzFeed* [report](#) found that in the last three months of the campaign, false news reports had generated more Facebook engagement — over a million more shares, reactions and comments — than the *New York Times*, *Washington Post*, the *Huffington Post* and NBC News combined. It was the perfect story for the liberal news media: it confirmed that those who disagreed with them were not only wrong but stupid, believing all kinds of nonsense. They were less keen to report that two out of three Democrats believed that Russia tampered with vote tallies on election day, something for which there exists no evidence whatsoever.

Russia would figure prominently in the coverage in other ways. Type the words 'Trump' and 'Russia' into the *New York Times* search bar and you'll get over 15,000 results since 2015. At the *Washington Post*, this search will bring up 27,000 entries since 2015. The much-hyped narratives — that Trump was hostage to Russian kompromat showing him cavorting with escorts; that a group called Cambridge Analytica was selling 'psychological profiles' of Americans to the highest bidder; and even, as promised by the *Times*, that Trump's tax returns would show deep ties to Russia and conflicts with national security — would just keep coming. All turned out to be either false or deeply misleading.

This was journalistic malpractice, but it was manna from heaven for the bottom line, especially at the *New York Times*. During the last three months of 2016, the *Times* added 276,000 digital subscribers: nearly 100,000 up on 2015. In 2017, the paper gained \$340 million in online subscriptions: 46 per cent up on 2016. Forty-six per cent growth is what Facebook boasts, and double Google's growth rate. In 2019, the *Times* added more than one million net digital-only subscribers, reaching a total of 5.2 million. Thanks to Trump, the company met its \$800-million digital revenue target for 2020 a year early.

Trump allowed the *Times* to lean in to the business model pioneered by Facebook. In May 2020, the paper announced it would no longer use third-party marketing data, because it just didn't need third parties anymore. The *Times* now holds enough first-party data (on age, generation, educational and marital status, interests, business industry and level, income and assets) to sell it directly to advertisers.

There was another equally important way that the *Times* was successfully imitating Facebook. In 2018, high on the success of the Trump era, the Data Science Group at the *Times* launched a project to understand and predict the emotional impact of the paper's articles. They asked 1,200 readers to rate their emotional responses to articles, with options including boredom, hate, interest, fear, hope, love and happiness. These readers were young and well-educated — the target audience of many advertisers.

What the group found was perhaps not surprising: emotions drive engagement. 'Across the board, articles that were top in emotional categories, such as love, sadness and fear, performed significantly better than articles that were not,' the team [reported](#). To monetise the insight, the Data Science Group created an artificial intelligence machine-learning algorithm to predict which emotions articles would evoke. The *Times* now sells this insight to advertisers, who can choose from 18 emotions, seven motivations and 100 topics they want readers to feel or think about when they encounter an ad.

'By identifying connections between content and emotion, we've successfully driven ad engagement 6X more effectively than IAB benchmarks,' the *Times*'s Advertising website proudly declares. 'Brands can target ads to specific articles we predict will evoke particular emotions in our readers,' it pitches. 'Brands have the opportunity to target ads to articles we predict will motivate our readers to take a particular action.' As of April 2019, Project Feels had generated 50 ad campaigns, more than 30 million impressions, and strong revenue results.

Russiagate was journalistic malpractice, but it was manna from heaven for the bottom line, especially at the New York Times

If you want to know what makes America's educated liberal elites emotional, you only have to open the *Times*. Judging by the coverage of recent years, two things make them more emotional than anything else: Trump and racism.

In the aftermath of the 2016 election, books like J.D. Vance's *Hillbilly Elegy* soared to the top of the bestseller list as blindsided liberals sought to understand how people could have voted for Trump. For a brief period, it seemed like the American mainstream might truly grapple with the question of class. But this quickly disappeared in favour of an easier explanation: Trump voters were racists.

Liberal news media pushed study after study allegedly 'proving' that the class narrative — that Trump's voters had chosen him out of economic anxiety — was false. They were simply racists, we were told by the *Washington Post*, the *New York Times*, the *Atlantic* and *Vox*. You could feel the relief seeping through the repetition: if Trump's voters are racists, we no longer have to care about them! This line absolved journalists of the inner twinge of doubt that must come to any honest reporter when they realise that they are afflicting the afflicted. There is only one problem. It's just not true.

Many of the white voters who proved most decisive for Trump had voted for President Obama, the first black president, in both 2008 and 2012. As the sociologist Musa al-Gharbi pointed out, if these voters were motivated by racism, why did they vote for Obama twice?

In fact, Trump failed to motivate whites to turn out in 2016. He won a smaller share of the white turnout than Mitt Romney had in 2012. And Trump did better with Hispanics and Asians than Romney had, and won the largest share of the black vote of any Republican since 2004. All these trends sustained a steep upward trajectory in 2020.

Trump's racism was not a deal breaker for his supporters, many of whom expressed discomfort with the president's ranting and raving. Polling from 2020 shows that even the most diehard Trump fans — those who believe that the 2020 election was stolen from him — would prefer 'a hypothetical Trumpist politician with more respect for liberal democracy' to Trump himself in 2024 as their candidate.

The truth is, the reasons people gave for voting for Trump were numerous —and legitimate. His promise to appoint conservative justices was a major motivating factor for antiabortion evangelicals. Others were swayed by his commitment to religious liberty, which gave him a lot of support in the Orthodox Jewish community. Independents especially appreciated his anti-war position. Lower-income voters were impressed by his opposition to America's disastrous trade deals.

Anyone who talked to Trump voters knew their reasons for voting for him. But journalists at America's leading publications did not know any Trump supporters socially, and that made it easy to caricature and misrepresent them. When *New York Times* reporters did venture into Trump country, they inevitably found some reason to tar the people they interviewed as racist.

This penchant was part and parcel of a larger dynamic that preceded Trump, in which liberal news media, increasingly reliant on digital advertising, subscriptions and memberships, have been mainstreaming an obsession with race, to the approval of their affluent readers. And what was once a business model built on a culture war has over the past few years devolved into a full-blown moral panic.

Any journalist working in the mainstream American press knows this, because the moral panic is enforced on social media in brutal shaming campaigns. They have happened to many journalists, but you don't actually have to weed out every heretic to silence dissent. After a while, people silence themselves. Who would volunteer to be humiliated by thousands of strangers, when they could avoid it by staying quiet? The spectacle alone enforces compliance.

Once upon a time, telling the truth ‘without fear or favour’ was the job description of a *New York Times* journalist. Today, doing the job that way could very well cost a journalist his or her job. The people who are supposed to be in charge of the nation’s most august publications now routinely capitulate to the demands of the Twitter mob.

An early example occurred in September of 2018 when the guest list for the *New Yorker* magazine’s annual festival was announced. The roster included Hollywood celebrities Jim Carrey, Maggie Gyllenhaal and Judd Apatow — and Steve Bannon, the mastermind behind Trump’s 2016 victory, and the man who infamously bragged that his media outlet, *Breitbart*, was the platform of the racist, nativist ‘alt-right’.

‘I have every intention of asking him difficult questions and engaging in a serious and even combative conversation,’ David Remnick, the *New Yorker*’s editor in chief, **told** the *Times*. He would not get the chance. Within 30 minutes of a *Times* article announcing Bannon’s invitation, Apatow, Carrey and many others announced on social media that they would be boycotting the event in protest. Remnick cancelled Bannon’s appearance less than 12 hours after it had been announced. The reaction on social media and the disapproval of staff members, Remnick explained in an in-house email, was just too intense.

The *Economist* disagreed. The day Remnick rescinded Bannon’s invitation, its editor in chief, Zanny Minton Beddoes, **announced** that Bannon would still be speaking at the magazine’s Open Future festival. ‘Mr Bannon stands for a world view that is antithetical to the liberal values the *Economist* has always espoused,’ Beddoes wrote. ‘The future of open societies will not be secured by like-minded people speaking to each other in an echo chamber, but by subjecting ideas and individuals from all sides to rigorous questioning and debate.’

But in American journalism, a dam had been broken. It is now normal for editors at legacy publications to capitulate to outrage not only from their readers, but from their own staff. That’s what’s so shocking about this censorious development in American journalism. It’s not that online activists would try to use their power to enforce their views. It’s that older journalists — people who should, who do, know better — now surrender to the pressure.

George Floyd’s murder on May 25, 2020 put this moral panic on steroids. Since then, liberal media outlets have fired writers, editors and even their founders to placate the woke left. The limits of acceptable discourse have shrunk. People have been fired for the crime of disagreeing with a person of colour on Twitter, or for not promoting enough black women. In February 2021, the *New York Times* pushed out long-time science reporter Donald McNeil after staffers found out he had used the ‘n-word’ in response to a question from a student about whether it’s OK to use the ‘n-word’ as a joke. Instead of fighting for McNeil’s job, the NewsGuild, the *Times*’s staff union, observed that ‘there’s never a moment when harmful racist rhetoric is acceptable’.

The *Washington Free Beacon*, reporting how the union had failed to fight for McNeil’s job, **noted** how many *Times* staffers come from wealthy backgrounds and how few actually rely on the job security the union provides. It concluded that ‘defending workers has given way to defenestrating them, especially when they violate the taboos of well-to-do progressives’. It isn’t just a culture war anymore, between antiracist wokesters and the last old-school journalists committed to objectivity. It’s a class war between highly educated young elites and their older middle-class colleagues who offend their woke sensibilities and thus, they think, deserve to be fired.

Or take Bari Weiss. The *Times* hired her in 2017 with an explicit mandate: find and publish conservatives and heterodox voices. But over the course of the three years Weiss wrote and edited for the *Times*, this mandate became not just impossible but verboten. What changed was wokeness: an obsession with identity politics and a very narrow way of talking about it.

‘Identity is the only lens that there is and everything, no matter how unrelated, needs to tie back to race and gender,’ Weiss told me. Hired to challenge that orthodoxy, she faced social censure at the *Times*. Some colleagues refused to speak to her. Others would ‘subtweet’ her — publish tweets that were obviously about her without mentioning her name — from a few desks away. The censure escalated to outright bullying. Her

colleagues called her a liar on Twitter. In Slack, an online workplace messaging board, someone posted an axe emoji next to her name.

And then came the Tom Cotton op-ed.

After George Floyd's death, the streets filled with millions of protesters, horrified by the brutality they had witnessed. But that righteous horror quickly morphed into something else — a moral panic around race. Just as parents in the 1980s were convinced that the neighbour's kid who played Dungeons & Dragons in their basement was actually a Satanist, so today's affluent white liberals are persuaded by 'experts' like Robin DiAngelo that a deep-seated racism hides behind the smiles — and tears — of white people attending diversity, equity and inclusion seminars as they desperately try to prove they aren't racists.

In fact, it was precisely because of the millions of Americans on the streets that the moral panic around race was possible. A moral panic, after all, is a form of mass hysteria that happens when people come to believe that some hostile force threatens their values and safety. But it requires some level of consensus about the evil represented by the hostile force. In other words, it was our newfound consensus about how evil racism is that turned wokeness from a cultural front to a moral panic.

The wall-to-wall disgust at the evil of Derek Chauvin's actions, and his conviction for murder and manslaughter on all counts, are proofs of our new consensus — but the media drew the opposite conclusion. This should not surprise us: the media have always played a key role in moral panics by invention, exaggeration and distortion.

This bears repeating: there can be no moral panic without the media and the social consensus they create. The power of the press — despite its unpopularity — is still immense. And it has used that power over the past decade, and with exponential intensity over the past few years, to wage a culture war on its own behalf, notably by creating a moral panic around racism.

Nor is it surprising that the *New York Times* played an outsized role in shaping our moral panic. Its business model is deeply bound up with the mores of affluent white liberals. Inevitably, in the spring of 2020, it turned its wrath on its own. By the time the dust settled, five people would no longer work at the *Times*.

The George Floyd protests started out peacefully, but in late May they took a violent turn. Images of riots, looting and arson began to flood social media. On the nightly news you could catch devastating interviews of weeping business owners standing next to the burned-out buildings that were the remains of their life's work. On May 31, a Sunday night, the rioting escalated violently across the nation. Early on June 1, reports emerged that even President Trump had been briefly taken to an underground bunker.

Around 8:30 the next morning, Sen. Tom Cotton, a Trump ally, went on Fox News to discuss the mass destruction. Cotton acknowledged how disturbing the footage of George Floyd's death was, and insisted that he respected the right to peaceful protest. He also said that 'we should have zero tolerance for anarchy and rioting and looting', and that President Trump 'should use the Insurrection Act to deploy active-duty military forces to these cities, to support our local law enforcement and ensure this violence ends today'. Later, Cotton tweeted, 'Anarchy, rioting, and looting needs to end tonight' and 'Whatever it takes to restore order. No quarter for insurrectionists, anarchists, rioters, and looters.'

Cotton's 'whatever it takes' language was harsh, but the majority of Americans — including a large share of black Americans — agreed with him. This is why the *Times*'s Opinion section, which planned to run an editorial and two opinion columns opposing the use of the Insurrection Act, was also on the lookout for a piece defending it. When Cotton pitched an op-ed about how Twitter was threatening to lock him out of his account, a senior editor suggested he write up his thoughts on the Insurrection Act instead.

Cotton's first draft was deemed strong by two senior editors at the *Times*. He excoriated defences of looting as 'built on a revolting moral equivalence of rioters and looters to peaceful, law-abiding protesters'. He insisted that the majority 'who seek to protest peacefully' shouldn't be 'confused with bands of miscreants'.

He argued that the president had the authority to use the Insurrection Act to send in US troops if governors couldn't quell the rioting and looting on their own.

The draft went through a series of edits — fact checks, line edits, clarifications and copyedits. There were several phone calls to the senator's office. A few lines were deleted and some language clarified. By the time the piece was ready for publication, no fewer than seven editors had worked on it. Having been approved one final time by a senior Opinion editor, the [piece](#) was published on the *Times* website on June 3.

All hell broke loose. On Slack, a group called Black@NYT decided to say the column 'endangered' black staff members; language designed to 'focus on the work' of woke racial activism, Ben Smith reported. They began tweeting a screenshot of the Cotton op-ed along with a caption: 'Running this puts Black @nytimes staff in danger.' Journalists from every *New York Times* department followed suit, tweeting the screenshot of Cotton's headline along with the mantra. The NewsGuild later advised staffers that language that focused on workplace safety was legally protected.

Times journalists were joined on Twitter by thousands of others. Anyone who defended the *Times*'s decision to publish the op-ed had their Twitter mentions fill up with brand-name writers angrily calling them racist. More than a thousand *Times* employees signed a letter of protest to the *Times*'s publisher, A.G. Sulzberger. The newspaper suffered its highest-ever number of editorial cancellations in a single hour. Rep. Alexandria Ocasio-Cortez demanded answers.

People whose job it is to decipher fact from fiction, to think independently and make up their own minds based on the merits of a case, all joined in lockstep to tweet the exact same sentence — a sentence designed not to describe reality but to carefully circumvent workplace rules. The country's most powerful and important journalists had completely ceded their critical-thinking skills to higher powers — the NewsGuild and the Twitter mob. By the time thousands of white reporters had retweeted these posts, zombie-like, on their own timelines, the distance from 'This is union-approved language used to express our dissent' to 'This is the truth: Black journalists will die because of this op-ed' shrank until it disappeared.

James Bennet, the chief of the editorial page, tried to explain the op-ed to his colleagues the next day, and then during an excruciating town hall meeting held over Zoom.

'We published Cotton's argument in part because we've committed to *Times* readers to provide a debate on important questions like this,' Bennet [wrote](#). 'It would undermine the integrity and independence of *The New York Times* if we only published views that editors like me agreed with, and it would betray what I think of as our fundamental purpose — not to tell you what to think, but to help you think for yourself.'

The reactions on Twitter were brutal: 'If he had written "Stop the N****ers" would you have published that?' 'Resign and advocate for a Black woman to take your place.' 'Where does this principle end? Would the *Times* publish an op-ed explaining the policy rationale for genocide?' 'We're going to publish this op-ed entitled "Mein Kampf" by an up and coming politician so that our readers can be shown the counter-argument they so desperately need.'

The slippage from fact to delusion bled into the *Times*'s own coverage of the brouhaha in an article full of errors. The piece misstated the thesis of Cotton's op-ed by claiming he wished to send in the military 'to suppress protests,' and failing to mention that he advised this only in cases where 'the rioters still outnumber the police and Guard combined'. A 25-year-old junior editor was named as the sole editor of the piece: 'The Op-Ed was edited by Adam Rubenstein, according to staff members in the editorial department... Several of them said they had not been aware of the article before it was published.'

The *Times* strung up Rubenstein as a lone malefactor, dangling his name like bait in front of the mob. The mob knew exactly what to do with that bait: the backlash against him was severe, and quickly descended into antisemitic slurs. The faulty *Times* report led to him being named in piece after piece as the sole editor behind the Cotton op-ed. For days, not one of the multiple senior editors who had signed off on it stood up for Rubenstein. It was a breathtaking dereliction of ethics — and the *Times* kept making it worse.

‘We’ve examined the piece and the process leading up to its publication,’ a *Times* spokeswoman claimed in a statement. ‘This review made clear that a rushed editorial process led to the publication of an Op-Ed that did not meet our standards.’ The fantasy that the piece contained errors, rather than the truth — that it simply put forth an opinion people didn’t like — grew from a lie into a mass delusion.

A.G. Sulzberger, the *Times*’s publisher, had initially stood by the piece. But he caved to the pressure during a town hall with his staff and apologised profusely to them. Dean Baquet, the executive editor, claimed to be proud of the solidarity the *Times* staffers had shown one another. A vast editor’s note was affixed to the top of Cotton’s piece: ‘After publication, this essay met strong criticism from many readers (and many *Times* colleagues), prompting editors to review the piece and the editing process,’ it began. ‘Based on that review, we have concluded that the essay fell short of our standards and should not have been published.’

By that evening, Bennet no longer worked at the *Times*. His deputy, Jim Dao, was moved to another department. Rubenstein left the *Times* six months later. The message was stark: publish opinions the left disagrees with at your own risk. Though six in 10 American voters, and 37 per cent of black Americans, may agree, if the journalists on Twitter disagree, you will find yourself out of a job. Cotton may have been closer to the president who would decide whether or not to send in the troops, but *Times* staff will now decide whether a senator’s opinion should be published in what was once the paper of record. And if they had to force hundreds of thousands of people to affirm a fantastical version of reality as not only true but as a moral precept, that’s how it would go down.

The harm is not to those with the opinion that the military should invade our cities to assist police who are overwhelmed by rioters, but rather to the public sphere and the journalists whose job requires they have the humility to submit to the pursuit of fairness and truth. It’s public debate that bears the brunt of the damage. We are being denied the chance to hash out a controversy rather than hide from it.

These values are crucial not just to journalism but to democracy and to freedom. They used to be the values of the *New York Times*. Not anymore. The contretemps over Cotton’s op-ed ushered in a new era. He would be the last Republican official to grace the pages of the Opinion section for a long time. For the six months leading up to what the *New York Times* repeatedly said was the most important election of our lifetimes, we would not read a single op-ed by someone explaining why they were voting for Trump. Such an op-ed, a person familiar with the section told me, would now ‘face an insurmountable hurdle’.

In July 2020, Bari Weiss quit the *Times* with a blistering [resignation letter](#). ‘Twitter is not on the masthead of the *New York Times*. But Twitter has become its ultimate editor,’ Weiss wrote. ‘Stories are chosen and told in a way to satisfy the narrowest of audiences, rather than to allow a curious public to read about the world and then draw their own conclusions.’ After describing the vicious bullying she’d faced from colleagues, Weiss concluded, ‘Nowadays, standing up for principle at the paper does not win plaudits. It puts a target on your back.’

And the hunt for insufficiently antiracist Americans has become its own genre. The *Times* has run articles declaring that wine and surfing are racist, and that it’s time to ‘decolonise botanical collections’ by ridding them of ‘structural racism’. It even ran an article about a 15-year-old girl who used the ‘N-word’ when she bragged about passing her driving test in a private video to a friend — which another student got his hands on and saved for three years until he could use it to get her kicked out of college.

Stories like this seem to attract an unlimited audience in the way stories of crime once did for Joseph Pulitzer’s papers. That’s because articles that offend the woke person are crime stories for the affluent: stories of people just like themselves who commit crimes of thought or speech, and lose everything when they fall on the wrong side of the reigning orthodoxy. As the Twitter mob pursues small infractions as avidly as it does large ones, and as the etiquette keeps shifting, who dares trust their own ability to judge right from wrong?

It’s how you know we’re in a moral panic: only the mob has the right to judge you. And too many journalists have ceded them that right. Indeed, a huge number of the mob are journalists — journalists from the most

important newspapers in the country and the world, all tweeting the exact same meaningless sentence repeatedly. People who had been hired to think for themselves now mindlessly repeat a dogma like their jobs depended on it.

Well, they do.

Batya Ungar-Sargon's [Bad News: How Woke Media is Undermining Democracy](#) is published by Encounter (\$29). This article was originally published in [The Spectator's](#) November 2021 World edition.

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/muezzinruf-in-moschee-in-koeln-tolerant-oder-gut-gemeint-naiv-17608647.html>

KOLUMNE „IMPORT EXPORT“: **Der Muezzinruf als Unterwerfungsgeste**

- VON RONYA OTHMANN
- -AKTUALISIERT AM 01.11.2021-19:56



Die Zentralmoschee in Köln-Ehrenfeld Bild: dpa

In Köln darf der Muezzin der Ditib-Moschee nun zum Freitagsgebet rufen. Tolerant oder gut gemeint-naiv? Bei Kirchen ist das Glockengeläut nur Klang, nicht sprachliche Botschaft.

Wem gehört der öffentliche Raum, und wer darf ihn beschallen? In Köln dürfen die Muezzine nun zum Freitagsgebet rufen. Die Stadt hat dazu ein Modellprojekt gestartet.

Es braucht nur wenige Worte: Kopftuch, [Moschee](#), Minarett, Muezzin, und schon steigt der Puls, explodieren die Kommentarspalten, wird gestritten. Die Debatte ist immer wieder alter Wein in neuen Schläuchen: Die einen sehen das Recht auf freie Religionsausübung schon mit Füßen getreten, wenn es darum geht, dass Lehrerinnen nicht mit Kopftuch unterrichten dürfen, wie es das Berliner Neutralitätsgesetz oder das Bundesgesetz zum Erscheinungsbild von Beamten vorschreiben.

Absolute Neutralität gibt es nie

Die anderen sehen sich schon ihrer kulturellen Identität beraubt, wenn sich eine ornamentverzierte Kuppel zu einem barocken Sakralbau gesellt. Beides ist Quatsch. Man kennt solche Allüren auch, wenn es um Kreuze im Klassenzimmer geht. Ikonisch auch, wie [Markus Söder](#) 2018 mit ritterlicher Geste das Kreuz in die Kamera hielt und den Kreuzerlass ankündigte („Im Eingangsbereich eines jeden Dienstgebäudes ist als Ausdruck der geschichtlichen und kulturellen Prägung Bayerns gut sichtbar ein Kreuz anzubringen.“) – übrigens trotz kirchlichen Protestes. Man kann nicht gleichzeitig Kreuze aufhängen und Kopftücher verbieten. Wenn schon, denn schon: Gleiches Recht für alle!

Der deutsche Staat ist säkular und darf sich mit keinem religiösen Bekenntnis identifizieren. Beamte sind Repräsentanten des Staates. In der Schule gilt das Neutralitätsgebot, das heißt, die Schule muss ein weltanschaulich und religiös neutraler Ort sein. Auch wenn es die absolute Neutralität nie gibt und auch wenn sie nicht allein daran festzumachen ist, was auf dem Kopf ist oder um den Hals hängt, soll sie doch zumindest angestrebt werden. Deutschland ist ein Einwanderungsland, multiethnisch und multireligiös. Die kulturelle Identität eine pluralistische. Und der säkulare und weltanschaulich neutrale Staat ist, wenn man es so will, der Boden, auf dem sich die pluralistische Gesellschaft begegnet.

Das Glockengeläut ist nur Klang, nicht sprachliche Botschaft

Lange war Religionskritik eine linke Kardinaltugend (Opium des Volkes usw). In den vergangenen Jahren gab es einen Paradigmenwechsel. Kritik an religiösen Inhalten wird oft als Angriff auf die Identität verstanden. Die Gretchenfrage spaltet, nicht nur wenn es um das Berliner Neutralitätsgesetz geht, SPD, Grüne; Linke. Lange haben sich Feministinnen gegen den Sexismus und die Moral der Herren im Talar zur

Wehr gesetzt. (Kein Gott, kein Staat, kein Patriarchat!) Heute wird das Tragen eines Hijabs bisweilen als emanzipatorischer Akt umgedeutet. Feministinnen beteiligen sich am #WorldHijabDay. Und andere Feministinnen reagieren mit dem #NoHijabDay. Bestenfalls ist man am Streiten, schlimmstenfalls wird Religionskritik gleich als Islamhass diskreditiert. Man zieht sich in säkulare Nischen zurück, findet die neue politische Heimat bei den Liberalen und Konservativen oder verliert sie ganz.

Zurück zum Muezzinruf. Das Recht auf freie Religionsausübung, heißt es oft. Dabei ist der Muezzinruf keine religiöse Pflicht. Wer nicht auf ihn verzichten will, kann sich einfach eine App herunterladen. Aber es heißt auch, der Muezzinruf sei schließlich nur die islamische Version der Kirchenglocken. Stimmt und stimmt nicht. Die Kirchenglocken läuten nicht nur zum Gebet – wer mal hinter einer Kirche gewohnt hat, weiß das. Sie signalisieren auch die Uhrzeit, was heute nicht mehr notwendig ist.

Eingeweiht von Erdogan himself

Und im Gegensatz zum Adhan, dem Gebetsruf, ist das Glockengeläut nur Klang, nicht sprachliche Botschaft. Teil des Adhan ist auch das islamische Glaubensbekenntnis („Es gibt keinen Gott außer Allah, und Mohammed ist sein Gesandter“). Natürlich kann man fragen, ob es dem Zusammenleben in einer pluralistischen Gesellschaft zuträglich ist, den öffentlichen Raum mit Glaubensbekenntnissen zu beschallen. Denn was von manchen Muslimen freudig begrüßt wird, ist für religiöse Minderheiten und Atheisten, die vor Islamismus nach Deutschland geflohen sind, mitunter retraumatisierend.

Aiman Mazyek, Vorsitzender des Zentralrats der Muslime, bekundete jüngst: „Köln sendet (. . .) ein Zeichen der Toleranz und der Vielfalt in die Welt.“ Wir erinnern uns, der Zentralrat der Muslime, Hort der Toleranz und Vielfalt, dessen mitgliederstärkste Organisation Atib den grauen Wölfen zugerechnet wird, ebenso das Islamische Zentrum Hamburg, das laut Verfassungsschutz Ajatollah Chamenei untersteht. „Toleranz“ ist so ein Wort wie „Vielfalt“ und „Respekt“, die sind wie alter Kaugummi, auf dem so lange rumgekaut wurde, bis er nach nichts mehr schmeckt. Die größte Moschee in Köln ist die Ditib-Zentralmoschee.

Sie wurde 2018 von [Erdogan](#) himself eingeweiht. Schließlich unterstehen die Ditib-Moscheen der türkischen Religionsbehörde Diyanet und damit Erdogan. Wenn also diese Behörde in der Türkei oder in Kurdistan, im besetzten Afrîn alevitische und jesidische Dörfer mit Moscheen zupflastert und sie fünfmal täglich mit dem islamischen Glaubensbekenntnis beschallt, ist das eine islamistische Unterwerfungsgeste, und wir sollten der Kölner Filiale nicht selbiges gestatten.

Le Figaro (site web)

dimanche 31 octobre 2021 - 14:28 UTC +01:00 954 mots

Culture ; Livres

Éric Zemmour, un «cas de conscience» chez les libraires

Kevin Hélies

ENQUÊTE - Malgré le succès du dernier essai du polémiste, certaines enseignes ont décidé de ne pas le vendre. D'autres ne le mettent pas en vitrine ou dans leurs rayonnages. Tournée des librairies de Paris et d'ailleurs.

«Certains clients nous disent merci !» Derrière sa caisse, Morgane, le visage rieur, l'assure, la décision de la librairie est appréciée par la clientèle. «Des habitués sont venus nous voir pour nous féliciter de ne pas l'afficher en magasin», poursuit-elle. Dans la librairie des Arpenteurs, dans le 9^e arrondissement de Paris, inutile de chercher le dernier essai d'Éric Zemmour, *La France n'a pas dit son dernier mot*. Il n'y est pas. Dans le petit rayon des livres politiques, situé juste à côté de la caisse, le livre du polémiste n'a pas sa place. «Quand le distributeur nous a proposé l'ouvrage, on n'a pas réfléchi longtemps, on a dit non tout de suite», explique la vendeuse de 31 ans, cheveux bruns et lunettes rondes posées au bout du nez.

Malgré le succès du livre, qui caracole en tête des ventes dans sa catégorie, l'enseigne de la rue de Choron ne regrette pas ce choix. «On a eu quelques demandes de personnes qui le voulaient, dans ce cas, on le fait à la commande. On a pris la bonne décision, le livre est beaucoup trop polémique pour nous» .

«Ces réticences n'empêcheront pas le livre de se vendre»

À quelques encablures de la librairie des Arpenteurs, dans la boutique d'Anne-Laure Reboul, le livre est bien proposé à la vente. La décision de le mettre en rayon n'a pas été prise sans une période de réflexion. «Il y a eu tout un débat entre le personnel pour savoir si on allait prendre le livre ou non, c'était un vrai cas de conscience», se souvient la quadragénaire, responsable de L'Atelier 9 à Paris. «Éric Zemmour et ses propos sont tellement clivants qu'évidemment on se pose des questions sur le nombre d'ouvrages à commander, où le placer», confirme Yanis, un de ses collègues, en train de déballer un carton de livres.

Dans cette petite librairie, des milliers d'ouvrages du sol au plafond. Dernières nouveautés, littérature anglaise, romans policiers... Pour trouver celui du polémiste, il faut savoir chercher, et aller tout au fond du magasin, juste avant les réserves. La responsable, au visage pâle et aux cheveux noirs, fouille dans ses souvenirs : «La dernière fois qu'on s'est posé autant de questions sur un livre, c'était pour les mémoires de Jean-Marie Le Pen». Même si elle tient à rassurer : «Nous ne sommes pas des militants non plus, mais des commerçants. On se doit de proposer l'ouvrage. Si certains l'achètent, très bien, ce n'est pas notre rôle de les en dissuader.»

Même stratégie à Auxerre. Chez Obliques, l'un des derniers libraires de la cité bourguignonne, les ventes du livre d'Éric Zemmour se font à bas bruit. «Je ne veux surtout faire aucune publicité», assure d'emblée le gérant, Grégoire Courtois. Même si l'ouvrage est l'une des meilleures ventes du magasin, il n'est pas sur la table des best-sellers mais dans le rayon des essais politiques, avec tous les autres. «J'avais mis en avant ses précédents ouvrages, qui étaient déjà de gros succès, mais de nombreux clients s'en plaignaient, donc j'ai arrêté». Et le libraire d'ajouter : «Je préfère mettre du Jérôme Fourquet, *La France* sous nos yeux, c'est beaucoup plus consensuel.»

Ces réticences et des refus ne surprennent pas les proches d'Éric Zemmour : « On se doutait que ça allait arriver. Ça se passe toujours comme ça avec les ouvrages qui ne sont pas politiquement corrects : vous avez des libraires qui le refusent ou essayent de le cacher, confie un conseiller du polémiste. Mais ça n'empêchera pas le livre de se vendre ! »

130.000 exemplaires écoulés

En deux semaines seulement, l'ouvrage s'est écoulé à 130.000 exemplaires (chiffres GFK), le hissant en tête des ventes de livres politiques. Un succès commercial indéniable... et un gain financier non négligeable. *«J'aurais aimé ne pas mettre autant en avant le livre, mais je n'ai pas le choix, c'est ce qui se vend le plus en ce moment»*, admet Olivier Gallais, le cheveu bouclé en bataille, gérant de La Librairie Idéale dans le 7e arrondissement de la capitale. Dans les bacs installés devant sa boutique, le manuscrit de Zemmour est placé en tête de gondole. *«Et on sait qu'il va y rester, il est tellement médiatisé qu'il y a encore de la demande plus d'un mois après sa sortie, le 16 septembre »*, assure le libraire. Les bénéfices de la vente du polémiste lui permettront de mettre en avant d'autres petits auteurs méconnus.

À Tours, en revanche, la mise en avant du livre du polémiste est pleinement assumée. *«On ne se pose pas de questions*, indique Anne, vendeuse au rayon littérature étrangère et actualité à La

Boîte à Livres. *Son essai est traité comme tous les autres.»* Dans la petite boutique, près de 170 exemplaires ont été achetés depuis sa sortie, une des meilleures ventes de l'enseigne. *«C'est un objet commercial, sans aucun doute, expose-t-elle. Et puis, au-delà de ça, c'est notre rôle de libraire de tout proposer, ça fait partie du jeu démocratique.»*

Le Figaro (site web)

dimanche 31 octobre 2021 - 18:48 UTC +01:00 1171 mots

Vox ; Vox Politique

Éric Delbecque:

«Pour l'ultragauche, Zemmour est un prétexte, l'objectif est de détruire l'État»

Devecchio, Alexandre

ENTRETIEN - Après les violences des antifas, samedi à Nantes, l'expert en sécurité intérieure décrypte les intentions de ces mouvements révolutionnaires.

Expert en sécurité intérieure, ancien directeur de la sûreté de *Charlie*

Hebdo après l'attentat de 2015, Éric Delbecque est notamment l'auteur des *Ingouvernables. De l'extrême gauche utopiste à l'ultragauche violente. Plongée dans une France méconnue* (Grasset), et des *Silencieux. Ne nous trompons pas, les salafistes menacent la République* (Plon).

LE FIGARO. - Samedi, à Nantes, des centaines d'antifas s'en sont pris à la police en marge d'un meeting d'Éric Zemmour. Ce type d'actions violentes est devenu habituel, en particulier à Nantes...

Éric DELBECQUE. - Cette ville constitue le centre de gravité de ce que l'on peut appeler une «plateforme» d'ultragauche. Ça n'a donc rien d'étonnant. Il faut recontextualiser cet événement, mais dans une grille d'explication beaucoup plus distante du cas Zemmour et infiniment plus proche des causes de radicalisation idéologique dans notre pays. Les activistes que l'on vient une nouvelle fois de voir agir instrumentalisent le débat autour de l'écrivain-journaliste comme ils le feraient d'un autre prétexte, de la même manière qu'ils procédèrent durant l'épisode des «gilets jaunes».

Ils cherchent des occasions de se visibiliser, d'optimiser leur visibilité médiatique et de recruter. L'obsession du moment sur Éric Zemmour (et le niveau pathétique des réponses et des ripostes qu'il suscite) le désigne donc comme un très bel objectif pour parvenir à réaliser les finalités que je viens d'indiquer.

S'agit-il plus largement d'une haine de la police et de l'État?

Oui, toutefois il faut aller au-delà: c'est carrément un programme politique et doctrinal que l'on peut facilement documenter. L'ultragauche se bâtit chaque jour sur la répétition d'un même message: il faut détruire l'État. Or, la police est perçue comme le premier «rempart» du gouvernement. Il s'agit toujours de fragiliser les autorités, d'espérer un dérapage avec les forces de l'ordre pour faire avancer l'objectif d'arriver au désarmement de la police, et de faire prospérer une authentique guerre de l'information démontrant la puissance de leur influence. L'ultragauche démontre périodiquement son potentiel de nuisance et poursuit une course de fond.

Peut-on parler d'une forme de complaisance médiatique et politique à l'égard de la gauche radicale?

Sans aucun doute. Nous n'en finissons pas, en France, de trouver des allures romantiques à la violence révolutionnaire. Il faudrait réussir à bannir cette posture qui assimile «table rase», brutalité, destruction de tous les héritages et sensibilité romanesque. L'idée que seuls sont généreux, humains et altruistes ceux qui résument l'action et l'amélioration du sort de l'humanité à la révolution, à la terreur et à la haine des forces de l'ordre enfante des conséquences dramatiques pour la démocratie et le futur de l'Hexagone. Or, une frange substantielle des médias et des politiciens flatte cette culture de la négativité absolue.

C'est la réforme patiente et le dialogue qui nécessitent du courage et de l'abnégation, car on a souvent envie de renoncer... On ne se grandit jamais à régresser au stade de l'homme des cavernes qui ne connaît comme slogan que «tout le monde déteste la police»... C'est le niveau zéro de l'opinion politique. Ne pas être d'accord avec Éric Zemmour (ce qui est mon cas, en particulier lorsqu'il tente de réhabiliter Vichy et Pétain) n'implique pas de l'insulter, de le ridiculiser ou d'exciter la fascination pour la violence des idiots et des brutes. Argumenter est le seul chemin acceptable pour un républicain et un démocrate.

Que pensez-vous des affiches où Éric Zemmour est représenté avec le mot «Wanted» et une mire d'arme à feu sur le front?

C'est navrant. Même si l'on désapprouve une ligne idéologique, un propos, un raisonnement, on doit se souvenir que la démocratie exige le respect de l'adversaire. À partir du moment où son «rival» politique s'inscrit dans le cadre républicain, qu'il respecte la loi et qu'il n'exhorte pas lui-même à la violence, il n'existe aucune raison, aucune justification à ce genre de comportement. Ces affiches constituent clairement une incitation à «passer à l'acte». C'est une forme de radicalisation dont on sait parfaitement où elle conduit.

Quant à savoir si la classe politique est à la hauteur, c'est une question à mon sens mal posée. Je crois plutôt que nous en arrivons là parce que l'ensemble du personnel politique n'écoute pas la population, caricature - dans son propre intérêt - les avis et propositions des autres, ou a contrario jette des idées provocatrices dans l'atmosphère médiatique afin de tenter de progresser de quelques points dans les sondages. Le climat général s'alourdit de ce fait très logiquement et favorise de style d'excès absolument inadmissible.

Pourquoi l'État ne parvient-il pas à venir à bout de cette violence d'extrême gauche?

Il n'existe pas de raison unique. Plusieurs motifs y participent. D'abord une réticence à considérer les violences d'ultragauche à l'identique des autres manifestations de radicalisme. À commencer par celui de l'ultradroite ; dans le cas de cette dernière, personne n'est jamais en retard d'une condamnation, à commencer par les médias. Cela devient plus flou lorsque l'on se trouve confronté à l'ultragauche ou à l'islam politique. Pourtant, il faudra bien finir par admettre que toutes les radicalités sont dangereuses, pas seulement celles venues du spectre droit de l'échiquier politico-idéologique.

J'ai eu l'occasion de travailler et de combattre les trois principales (que je viens de citer), et je répète une fois encore qu'elles n'ont rien à envier les unes aux autres. Toutes se signalent par leur intolérance à la divergence d'opinions, aucune ne respecte les droits et la dignité de chaque être humain, quelles que soient ses convictions, sa psychologie, sa foi, sa culture, etc.

Ensuite, pour entraver un phénomène de cette nature, on doit le connaître intimement, cartographier très précisément les motivations, les stratégies, les tactiques, les réseaux de soutien (logistiques, intellectuels, etc.) actifs et passifs, les textes fondateurs et le maillage territorial de la nébuleuse radicale dont l'on souhaite entraver la violence. Contrairement à ce que l'on peut parfois entendre, ce travail n'a pas été réalisé aussi consciencieusement sur l'ultragauche que sur les autres radicalités. Si l'on ajoute à tout cela le réel savoir-faire de la galaxie d'ultragauche, la capacité très forte à se mobiliser rapidement et l'«expertise» dont ses membres disposent en matière d'agitation de rue, on comprend pourquoi la puissance publique éprouve des difficultés.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/klima-nachhaltigkeit/effizientere-tierhaltung-kann-das-klima-nachhaltig-schuetzen-17613312.html?premium>

KLIMAFREUNDLICHE TIERHALTUNG:

Die Kuh lernt besser rülpsen

- VON WINAND VON PETERSDORFF
- -AKTUALISIERT AM 02.11.2021-13:48



Rinderherde in England: Was aus diesen Mäulern herauskommen kann, ist nicht gut für das Klima. Bild: REUTERS

Agrar-Professor Frank Mitloehner erklärt, dass pupsende Kühe nicht das größte Klimaproblem darstellen, warum Starbucks sich für Viehfutter interessiert und was Veganismus für den Klimaschutz tut.

Herr Mitloehner, können wir zu Beginn eines abschließend klären: Sind pupsende oder rülpsende Kühe das Problem für das Klima?

Es geht um zweierlei: Durch Fermentation im Verdauungstrakt der Kühe entsteht Methan, das die Kühe ausrülpsen. Zudem entsteht Methan aus der Gülle. Mit Flatulenz hat das praktisch nichts zu tun.

Methan hat ein sogenanntes Global Warming Potential von 25 gegenüber Kohlendioxid, ist also mindestens 25 Mal so schädlich fürs Klima wie CO₂. Was ist zu tun?

Man sagt heute sogar, es ist 28 Mal so schädlich. Es ist ein starkes Treibhausgas. Ich nenne Methan „fast and furious“ – schnell und wild. Die Wirkung ist mächtig, doch es zerfällt im Schnitt nach zwölf Jahren.

Während CO₂ 1000 Jahre in der Atmosphäre bleibt, nicht wahr?

Genau. Dieser Unterschied ist von größter Relevanz. In den ersten Klimaberichten wurde die Tatsache, dass Methan nach wenigen Jahren zerfällt, nicht genügend berücksichtigt. Dabei spielt sie eine große Rolle. CO₂ wird mit jeder Emission akkumuliert. Mit jeder Autofahrt zum Beispiel addiert sich zusätzliches CO₂ zum Bestand in der Atmosphäre, selbst wenn wir, wie im Pandemiejahr 2020, weniger emittieren. Bei Methan liegen die Dinge anders. Es wird ungefähr so viel emittiert wie zerfällt. Das heißt, wenn wir den Ausstoß von Methan konstant halten, dann tragen wir nicht zusätzlich zum Klimawandel bei. Der jüngste IPCC-Bericht hat dem Phänomen Rechnung getragen mit dem Hinweis, dass die Wirkung von Methan von gleichbleibenden Quellen deutlich überschätzt wurde.

Die Politik verlangt trotzdem die Reduzierung aller Treibhausgase. Wie sind die unterschiedlichen Wirkungen?

Selbst wenn wir den Ausstoß von CO₂ stark reduzieren, trägt es weiter zur Klimaerwärmung bei. In einem Szenario allerdings, in dem wir den Methan-Ausstoß deutlich verringern, erzeugen wir automatisch eine Abkühlung.

Wie können wir Methan verringern, wenn in der ganzen Welt mit steigender Weltbevölkerung mit steigendem Einkommen der Konsum von Fleisch- und Milchprodukten steigt?

Weltweit nimmt der Ausstoß von Methan tatsächlich zu. Fracking und die Förderung fossiler Rohstoffe sind die Hauptursache dafür. Allerdings nehmen vor allem in Entwicklungs- und Schwellenländern tatsächlich auch die Viehbestände zu. Sie produzieren jetzt schon laut IPCC-Bericht 70 bis 80 Prozent der Treibhausgas-Emissionen der globalen Tierproduktion.

Das scheint dem Phänomen zu widersprechen, dass sogenannte Massentierhaltung vor allem in Industrieländern stattfindet.

Richtig. In den USA haben wir 9 Millionen Milchkühe, in Indien gibt es 300 Millionen. Aber wir produzieren deutlich mehr **Milch** mit unseren amerikanischen Kühen. Eine amerikanische Kuh liefert etwas mehr als 10.000 Liter pro Jahr, in Indien sind es 500 bis 1000, in afrikanischen Ländern 500 Liter. Diese geringe Produktivität pro Tier bedeutet, dass man viel mehr Tiere benötigt, um den Bedarf der Konsumenten zu befriedigen, und dies hat enorme Konsequenzen für die Umwelt.

Und wie kann man nun den Methanausstoß verringern?

Wir müssen in den Entwicklungs- und Schwellenländern die Reproduktionsrate der Tiere erhöhen, die Tiermedizin und die Fütterung dramatisch verbessern und vor allem die genetische Grundlage der Tiere verbessern.

Das klingt jetzt nicht nach: zurück zur Natur. Die Entwicklungsländer sollen die Prinzipien der westlichen Tierproduktion übernehmen? Heißt das: Massentierhaltung auf der ganzen Welt?

Dazu folgendes Beispiel, das den Begriff Massentierhaltung vielleicht etwas relativiert. Die USA hatten 1970 rund 140 Millionen Fleischrinder, heute haben wir 90 Millionen. Aber wir produzieren heute genauso viel Fleisch wie damals. Tendenziell muss dies weltweit geschehen: mehr mit weniger.

Produzieren die Hochleistungskühe nicht auch mehr Methan als ihre Vorgänger?

Das schon, aber trotzdem sparen wir dank des Fortschritts Methan ein. Beim US-Milchvieh hat sich der Bestand von 25 Millionen von 1950 auf heute neun Millionen verringert, die aber 60 Prozent mehr Milch produzieren. Das heißt, der CO₂-Fußabdruck hat sich binnen 70 Jahren um zwei Drittel verringert. Das Gleiche gilt für Schweine und Geflügel. Wir müssen die Tierproduktion in Entwicklungsländern effizienter machen, um sie klimafreundlicher zu machen.

Gibt es denn überhaupt erfolgreiche skalierbare Methoden, den Methanausstoß der Tiere in Industrieländern zu reduzieren?

Ja. Kaliforniens Milchbauern müssen den Methanausstoß ihrer Herden bis 2030 um 40 Prozent verringern, schreibt ein Gesetz vor. Wir haben in unserer Forschung herausgefunden, dass wir mit speziellen Futtermittelzusätzen den Methanausstoß durch Rülpsen zwischen 10 und 50 Prozent verringern können. Die Zusätze sind aber noch nicht marktreif. Viele große Firmen wie Nestlé und **Starbucks** wollen diese Futtermittelzusätze jetzt kaufen, um sie Bauern zur Verfügung zu stellen. Starbucks ist der größte Milchkäufer der Welt und versucht so, seine Klimabilanz zu verbessern.

Aber die Entwicklung braucht noch Zeit.

Genau. Dafür gibt es aber große Fortschritte in der Gülleaufbereitung. Kaliforniens Regierung stellt der Landwirtschaft Mittel zur Verfügung, die Güllebecken mit einer Plane abzudecken, die das emittierende

Biogas auffängt. Das Gas, das zu 60 Prozent aus Methan besteht, wird dann gesäubert und in Treibstoff umgewandelt. Dieser Treibstoff, auch Renewable Natural Gas genannt, ersetzt den deutlich schmutzigeren Diesel von Lastwagen. Dieser Prozess wird vom Staat stark finanziell gefördert, mit so hohen Summen, dass er einen kleinen Goldrausch ausgelöst hat. Überall in Kalifornien entstehen diese neuen Güllebecken mit Spezialabdeckungen. Damit hat Kalifornien binnen drei Jahren die Methanproduktion der Milchviehwirtschaft schon um 25 Prozent verringert.

Der Microsoft-Mitgründer und Milliardär [Bill Gates](#) hat in diesem Jahr die Industrieländer aufgefordert, auf synthetisches Fleisch umzustellen, um dem Klimawandel gerecht zu werden.

Der hat gut reden. Kürzlich hat er die größte Privatflugfirma gekauft, die reiche Passagiere durch die Welt fliegt. Aber Polemik beiseite. Wir haben das Potential der auf Pflanzen basierenden Burger getestet. In unserem Szenario werden 15 Prozent der Beef-Hamburger durch pflanzliche Patties ersetzt. Das würde die Treibhausgas-Emission in den USA um 0,07 Prozent verringern. Warum ist das nicht mehr, werden Sie fragen.

Genau.

Das liegt daran, dass Rinder nicht fürs Hackfleisch gezogen und geschlachtet werden, sondern für die Steaks. Damit bleiben die Rinderherden gleich groß und damit auch ihr Methanausstoß. Pflanzenbasierte Fleischalternativen nehmen in den USA trotz umfangreicher Medienbegleitung einen Marktanteil von 0,3 Prozent ein.

Haben Sie trotzdem Verständnis für Veganer?

Natürlich. Einige verkraften es nicht, dass Tiere getötet werden, andere wollen bestimmte Haltungsmethoden nicht akzeptieren, und einige wollen damit ihren Klimafußabdruck verringern. Wenn Fleischesser in Amerika zu Veganern werden, sparen sie im Jahr 0,8 Tonnen CO₂ ein. Ein Flug von USA nach Deutschland produziert pro Passagier ungefähr 1,6 Tonnen CO₂. Man müsste also zwei Jahre Veganer sein, um den Flug zu kompensieren. Wenn die ganzen USA vegan werden würden, sanken damit die US-Treibhausgas-Emissionen um 2,6 Prozent. Ob das signifikant genug ist, um die Ernährung dramatisch umzustellen, muss also jeder selbst wissen.

Könnten wir mit Fleischverzicht die Abholzung des Regenwaldes stoppen?

Amerikaner nicht, weil die USA keine nennenswerten Mengen Fleisch aus Brasilien importieren. Die Abholzung ist mit China und einigen anderen Ländern verbunden.

Haben Sie denn trotz der gegenläufigen Entwicklung Hoffnung, dass die Landwirtschaft klimafreundlicher werden kann?

Ja, vielleicht hilft wieder ein Beispiel. China ist ein enormer Fleischkonsument und -produzent. In China leben die Hälfte aller Hausschweine, eine Milliarde. Das ist schon beeindruckend. Erschütternd ist, dass dort rund 400 Millionen Schweine vorzeitig an Krankheiten, schlechter Fütterung oder wegen anderer Faktoren eingehen. Mit besseren Standards in Fütterung, Tiermedizin und Genetik könnte China diese Zahl drastisch reduzieren. China könnte sich dann damit begnügen, nur halb so viele Schweine zu mästen, mit großen Folgen für den Klimaschutz.

Klimakrise? Klar, die lösen wir! Und das Coronavirus kriegen wir auch in den Griff: Wir reden uns ein, alles zu können. Dabei brauchten wir mehr Fatalismus. Er ist ein Bollwerk gegen autoritäre Planspiele

Alles ist möglich, man muss es nur wollen. Und wer es nicht schafft, ist selber schuld. So lautet das Mantra westlicher Gesellschaften. Das ist natürlich gelogen. Ein Plädoyer gegen den Machbarkeitswahn.

Alexander Grau

13 Kommentare 03.11.2021, 05.30 Uhr



Alles ist möglich, reden wir uns ein. Erfolg ist nur eine Frage der Einstellung. Dabei ist unser Leben eine Aneinanderreihung von Zufällen. Es hätte jederzeit auch anders kommen können.

Lars Tunbjork / Vu / Laif

Wir sind Macher. Wir arbeiten an Lösungen. Probleme kennen wir nicht. Allenfalls Herausforderungen. Das ist unser Selbstbild und zugleich das ewige Mantra westlicher Gesellschaften. Jeder Abteilungsleiter kann es daherbeten, jeder CEO sowieso. Aber nicht nur in den Logenrängen, auch auf den Stehplätzen der Gesellschaft hat man diese Selbstbeschwörungsformeln verinnerlicht. Wenn irgendetwas nicht funktioniert, sei es privat, sei es gesellschaftlich, wird umgehend analysiert und nach Lösungen gesucht.

Ganze Berufssparten leben davon: Consultants, Coachs, Therapeuten aller Art. Auf die Idee, dass es in vielen Situationen keine Lösung gibt, kommt kaum einer. Die Vorstellung von einem Schicksal, das waltet, kalt und zufällig, ist den meisten Menschen fremd geworden. Wir sind die Herren unseres Lebens. Wie sind selbstbestimmt. Sogar für das Ende haben wir geplant und vorgesorgt. Die Patientenverfügung liegt in der Schublade. Selbst die letzten Stunden unseres Lebens erscheinen uns als eine lösbare und organisierbare Aufgabe. Welche groteske Vorstellung.

Dabei spricht nichts gegen Courage und Entschlossenheit, im Gegenteil. Nach einer Lösung zu suchen, auch wenn es nach menschlichem Ermessen keine mehr gibt, verlangt die eigene Würde. Nicht aufgeben, nicht den Kopf in den Sand stecken, das ist eine Frage der Haltung. Denn kaum etwas ist fragwürdiger als Selbstmitleid, Gejammer und Menschen, die sich selbst aufgeben. Doch das Gegenteil von Weinerlichkeit ist Mut und nicht Grössenwahn.

Nur wollen muss man

Doch in den letzten Jahrzehnten hat sich ein besonders einfältiger Voluntarismus in der Gesellschaft breitgemacht. Alles sei möglich, wird einem eingeredet, man müsse nur wollen. Mit der richtigen Einstellung, so dröhnt es aus Ratgeberbüchern und von Keynote-Bühnen, könne man alles erreichen: eine gelungene Partnerschaft, tollen Sex, beruflichen Erfolg, gutes Aussehen und Gesundheit.

Das ist natürlich gelogen. Viele Pläne oder Ideen im Beruf und im Privatleben scheitern, weil man Pech gehabt hat oder die Umstände ungünstig waren. Aber das gestehen sich nur die wenigsten ein. Umgekehrt gilt übrigens das Gleiche: Erfolg beruht weit weniger auf Können und Fleiss und sehr viel mehr auf Glück, als wir uns zumeist eingestehen.

Denn unser Leben, seien wir ehrlich, ist eine Aneinanderreihung brutaler Zufälle. Es hätte jederzeit auch anders kommen können. Wir leben auf dünnem Eis. Das Leben ist nicht planbar und eine Gesellschaft schon einmal gar nicht. Zu komplex sind ihre Strukturen, zu kompliziert die Wechselwirkungen ihrer unendlich vielen Elemente. Dem Leben oder gar der Welt den eigenen Willen aufzudrücken, gelingt daher in den seltensten Fällen.

Die Welt überwinden

Diese Einsicht ist banal. Dass unsere Gesellschaft sie permanent verdrängt, wiegt daher umso schwerer. Das war nicht immer so. Schon die ältesten Schriftzeugnisse der Menschheit künden davon, dass sich die Menschen über das Walten der Umstände und der Unberechenbarkeit der Welt durchaus im Klaren waren. Fatum, Karma, Kismet, Bestimmung, Ananke – quasi alle Kulturen zu allen Zeiten waren sich bewusst, dass die eigene Zukunft weniger von Plänen und Überlegungen abhängt als vielmehr von zahllosen Unwägbarkeiten, deren Unberechenbarkeit entweder einem anonymen Schicksal oder den Launen irgendwelcher höheren Mächte zugeschrieben wurde.

An höhere Mächte können oder wollen die meisten Menschen im Europa des 21. Jahrhunderts jedoch nicht mehr glauben. Und sogar die Vorstellung, dass sehr weltliche Umstände den eigenen Allmachtsphantasien entgegenstehen, empfindet der moderne Selbstverwirklicher als Herabsetzung. Aus den Freiheitsrechten der Aufklärung, die allen Menschen gleichermaßen zustehen, ist unter den Bedingungen der spätmodernen Konsumgesellschaft das Recht auf uneingeschränkte Selbstentfaltung geworden.

Da dieses grenzenlose Emanzipationsbedürfnis zumeist aber schon an der einfachen Wirklichkeit scheitert, wird die Realität selbst als emanzipationsfeindlich wahrgenommen. Sogar vergleichsweise einfache Tatsachen wie die Existenz zweier Geschlechter erträgt das narzisstische Bewusstsein unserer Gegenwart nicht mehr. Die Welt an sich wird ihm zum Hort von Diskriminierung. Denn in ihr gibt es Schöne und Hässliche, Kluge und Dumme, Begabte und Unbegabte. Also gilt es die Welt selbst zu überwinden und eine neue Wirklichkeit zu schaffen.

Machbarkeit und Macht

Hier, in dieser narzisstischen Realitätsverachtung, hat der Machbarkeitswahn der Gegenwart seine eigentlichen Wurzeln. Deshalb geht es ihm im Grunde auch nicht um einzelne Anliegen, sondern um die Machbarkeit selbst – also um Macht. Geschaffen werden soll eine Designerwelt, entworfen auf dem Reissbrett hypertropher Phantasten und mit unverkennbar totalitären Zügen.

Denn der Wahn von der grenzenlosen Gestaltbarkeit der Welt erzeugt fast zwangsläufig eine Rigorosität des Denkens und einen Totalitarismus des Handelns. Wenn die absolut nachhaltige, gerechte, diskriminierungsfreie und ökologische Gesellschaft machbar ist, dann sind alle jene, die Zweifel äussern oder Kritik, entweder zu bequem, defaultistisch oder schlicht böartig. So wird unter dem Banner des neuen Machbarkeitswahns die ideologisch homogene Gesellschaft zum Ideal.

Damit jedoch wird die Vorstellung absoluter Machbarkeit zu einer Gefahr für die Demokratie, da sie gemäss ihrer Eigenlogik die ideologisch homogenisierte Gesellschaft geradezu fordert. Denn wenn das Paradies machbar ist, weshalb sollte man es dann nicht erschaffen? Und dank Digitalisierung und neuen Medien stehen die Mittel dazu auch zur Verfügung.

Das Gute muss Konsens werden

Endlich ist es möglich, Menschen effektiv zu steuern, zu konditionieren und unter Druck zu setzen. Das angeblich Gute wird zum erzwungenen Konsens. Wer sich diesem entgegenstellt, gilt als menschenverachtend und wird ausgegrenzt. Im Grunde geht es nicht um die Realisierung von Idealen, sondern um gesellschaftspolitische Deutungshoheit.

Besonders deutlich wird das mit Blick auf die Dinge, die man – aller Hybris zum Trotz – nicht für möglich hält. So gehört es etwa zu den unumstösslichen Gewissheiten des politischen Zeitgeistes, dass Migrantenströme nicht aufzuhalten sind. Wir haben sie hinzunehmen. Denn Grenzen kann man nicht schützen. Ganz anders der Klimawandel. Der ist zwar ein ungleich komplexeres, weniger gut zu berechnendes und schwerer zu beeinflussendes Phänomen. Ihn aber, so gibt man sich überzeugt, kann man mit radikalen Mitteln aufhalten.

Zu glauben, man könne diese gesamtgesellschaftlichen Allmachtsphantasien politisch bekämpfen, ist eine Illusion. Gesellschaftlichen Trugbildern kann sich immer nur der Einzelne entgegenstellen. «Der Wahn vergesellschaftet, der Realismus vereinzelt», schreibt Rüdiger Safranski in seinem jüngsten Buch.

Der Irrsinn des Zeitgeistes

Gegen den Machbarkeitswahn der Gesellschaftsingenieure hilft daher nur die persönliche Absage jedes Einzelnen an den grassierenden Glauben an die Umbaufähigkeit der Welt. Die eigentlich subversive Botschaft lautet: Unsere Welt ist zu komplex, als dass sie auch nur annähernd beherrscht werden könnte. Und das ist ein Segen.

Masslose Weltverbesserungsmanien drohen unsere Gesellschaft in einen durchnormierten, autoritären, reglementierten und überwachten Albtraum zu verwandeln – und ihre eigentlichen Ziele verfehlen sie womöglich trotzdem. Es ist höchste Zeit, sich mit den Realitäten anzufreunden.

Etwa, dass man in Europa allein den Klimawandel nicht aufhalten wird, dass das Ziel, die Erwärmung der Atmosphäre auf 2,0 Grad zu beschränken, eine Illusion ist oder dass das Coronavirus von nun an unser ständiger Begleiter sein wird, so wie andere Viren auch.

Wir brauchen mehr Gelassenheit und eine Renaissance des Fatalismus. Das bedeutet nicht, alles widerstandslos über sich ergehen zu lassen, im Gegenteil. Doch gerade um die innere Autonomie zu wahren, die man benötigt, um dem Irrsinn des gesellschaftlichen Zeitgeistes etwas entgegenzusetzen, muss man sich frei machen von dem Wahn absoluter Kontrolle und totaler Machbarkeit. Nur eine unvollständige und mangelhafte Welt ist eine menschliche Welt. Erst Fatalismus macht frei. Und er ist ein Bollwerk gegen autoritäre Planspiele.

Alexander Grau ist Philosoph und Autor und lebt in München.

Leiden, träumen und vergessen in Gaza

Nichts ist besser geworden im Küstenstreifen. Die Hamas herrscht, Ägypten und Israel blockieren, die Menschen sitzen im Elend, und der Welt ist das alles zunehmend egal. Was bleibt da anderes, als zu träumen?

Ulrich Schmid

Gaza-Stadt 03.11.2021, 05.30 Uhr



Der Vergnügungspark am Meer ist in Gaza-Stadt ein beliebtes Ziel für die Flucht aus dem Alltag.

Rizek Abdeljawad / Imago

Alles ist wie immer. Noch immer flattern in den Bäumen die Plastiksäcke. Noch immer liegen auf den Feldern die Autowracks, und in den Strassen staut sich der Müll, in den die Esel ihre Äpfel fallen lassen. [Gaza stinkt zum Himmel](#), noch immer. Die Sonne bringt den Abfall zum Gären, und da immer wieder Kläranlagen ausfallen, stinken Müll und Fäkalien zusammen. Wie Zahnlücken nehmen sich die Ruinen der zerbombten Häuser in den Reihen der intakten aus, wie Goldkronen die Prachtsbauten der Reichen und Mächtigen am Strand.

Kairo ist unerbittlich

Und noch immer ist Israel an allem schuld. Oder etwa nicht? Israel blockiert den Gazastreifen. Aber noch immer läuft auch der gesamte Nachschub ins Reich der Hamas über Israel. Dutzende Lastwagen bringen täglich Lebensmittel, Treibstoff und Medikamente in den Streifen. Aus Ägypten dagegen, das genauso an Gaza grenzt, kommt derzeit ausser etwas Zement nichts. Noch immer blockiert Kairo den Streifen, und noch immer nimmt ein grosser Teil der Welt davon schlicht keine Kenntnis und repetiert brav das Narrativ, das ihr Israelhasser und Antisemiten unermüdlich einflüstern: Israel und nur Israel ist schuld.

Falsch. Wer zwänge denn Ägypten, Gaza unter Verschluss zu halten? Ist Präsident Abdelfatah al-Sisi etwa der Lakai der Juden? Ägypten wäre frei, die Grenzen zu öffnen und die geprüften Bewohner mit Hilfsgütern aus arabischen Bruderländern zu beglücken.

Tut Ägypten das? Nein. Ägyptens Präsident und Diktator hat Gaza regelrecht erwürgt, wie hohe Beamte der Hamas sagen. Nach dem Mai-Krieg kam etwas Hilfe. Doch noch immer sind die Tausenden von Tunnels, durch die früher fast der gesamte Handel ging, geflutet oder zerstört. Sisi hat [den ägyptischen Teil der Stadt Rafah am Südende Gazas dem Erdboden gleichgemacht](#), um Tunnelausgänge zu finden und zu verschliessen, und es sieht nicht so aus, als wolle er die Grenzen bald wieder öffnen.

Sisi verhält sich so, weil er die Hamas, eine Gründung der Muslimbruderschaft, hasst, weil er glaubt, sie unterstütze ägyptische Terroristen, weil er den Einfluss Teherans begrenzen will und

weil er den internationalen Druck auf Israel hochhalten will. Das gelingt ihm spielend. Niemand spricht über Ägypten, wenn es um die Blockade geht, was umso paradoxer ist, als Gaza bis 1967 unter der Kontrolle der Vereinigten Arabischen Republik und Kairo stand.

Was tun, wenn sich alles im Kreis dreht? Die einen gehen ans Meer, den einzigen Ort, an dem Weite ist und ein Versprechen. Andere nehmen Drogen, [essen manisch](#) oder konsultieren Tag und Nacht das Internet. Und wieder andere veranstalten eine Konferenz, an der sie darüber nachsinnen, welche Juden sie töten werden und welche nicht, wenn Israel erst einmal befreit ist. Der Anlass fand Ende September unter dem Motto «Die Verheissung des Jenseits – Palästina nach der Befreiung» statt und zog 250 Teilnehmer an, in erster Linie Männer. Die Hamas zahlte, der [Hamas-Chef Yahya Sinwar amtierte als Schirmherr](#) und liess wissen, die Hamas sponsere den Anlass, weil sie wie die Veranstalter der Ansicht sei, der Sieg sei nah. «Die komplette Befreiung Palästinas vom Meer zum Fluss» sei das Herz der strategischen Vision der Hamas.



Yahya Sinwar, der Anführer der palästinensischen Hamas, bei einem Auftritt in Gaza-Stadt am 24. Mai 2021.

Ashraf Amra / Imago

In seiner Wohnung in Gaza-Stadt erklärt uns Moutasam Arafat, Professor der Medienwissenschaft an der Al-Aksa-Universität, bei Cola und Mars, was es mit der Konferenz auf sich hatte und warum er und viele andere an eine rasche Befreiung glauben. Arafat war Medienchef der Veranstaltung. Schon Mohammed, der Prophet, habe die Befreiung vorhergesagt, und auch der Koran wisse davon, hier, bitte, [Sure 17](#).

Arafat nimmt die religiösen Prophezeiungen absolut ernst, ebenso die Diskussionen darüber, wie man das zurückeroberte Land verteilt, wie man die israelischen Experten dazu bringt, ihr Wissen preiszugeben (notfalls grob), wie man mit renitenten Siedlern umgeht (man tötet sie) und wie mit flexibleren, die ihr Land preisgeben (man lässt sie leben). Konkrete Anhaltspunkte dafür, dass die Befreiung unmittelbar bevorsteht, hat Arafat nicht. Warum also dran glauben? Arafat wirkt etwas verzweifelt. «Wie ich gesagt habe: Es ist uns versprochen.»



Professor Moutasam Arafat glaubt den Prophezeiungen des Korans.

Ulrich Schmid

Was ist das nun? Tagtraum, religiöser Wahn, Wunderglaube, Eskapismus? Israel ist der Boss in der Region, Gefahr für den Judenstaat kommt allenfalls von Iran. Die Hamas dagegen ist

machtlos. Sie provoziert alle paar Jahre einen Krieg und [ruft sich nach der Waffenruhe zum Sieger aus](#). In Gaza nimmt das kein Mensch für bare Münze. Auch das ist so wie immer: Im Westen glauben viele, die Hamas sei legitim, weil sie gegen die Besetzung kämpft. Im Streifen selber aber ist sie unpopulär und hätte bei einer freien Wahl keine Chance (anders als im Westjordanland, wo sie gewählt würde. Deshalb gibt es dort auch keine Wahlen). Die Hamas ist die Partei des Schreckens und des Versagens, warum sollte sie irgendjemand mögen? [Vor Jahren schon haben sich Teile der Bevölkerung gegen sie erhoben](#). Der Westen hat es ignoriert.

Man kann viel Schlechtes über die Hamas sagen, aber man muss fair bleiben. Zum einen: Eine Terrororganisation wie der IS oder die Kaida ist die Hamas nicht. Ihr Kampf gilt Israel, islamistische Anschläge im Westen hat sie nie verübt. Zum anderen neigen die Hamas-Leute weniger zum Träumen und Fabulieren. Das ist angenehm. Wir besuchen Bassem Naim, den Vorsitzenden des Hamas-Rats für Internationale Beziehungen, und hören seinen Monologen zu. Es geht nur so, Fragen machen Naim ganz hibbelig. Aber er analysiert scharf und klug.

«Realpolitik!», bellt er und schickt dem Wort ein federleichtes, ironisches Lächeln hinterher. Realpolitik sei gefragt, heute mehr denn je. Träumen bringe nichts. «Ja, sie träumen, die Herren Professoren. Aber so bald kommt die Befreiung nicht. Und merken Sie sich: Dies war keine Konferenz der Hamas. Die Hamas hat sie geduldet. Bestenfalls. Sinwar hat seinen Namen gegeben. Aber das Politbüro hat damit nichts zu tun! Die Veranstalter repräsentieren in keiner Art und Weise die politische Landkarte der Hamas.»



Viele Menschen im Gazastreifen leben zwischen den Ruinen, welche die vielen Waffengänge hinterlassen haben.

Felipe Dana / AP

Wenn das so ist, warum dann die Konferenz sponsern? Doch das ist nicht die Art Frage, die Hamas-Leute hören wollen, Naim winkt ab. Tatsache ist, dass sich viele Politiker von dem Anlass distanziert haben. Ghazi Hamad war einst Chef der Grenzbehörde und Vizeausenminister der Hamas-Regierung, und auch ihn nerven die Träumer. «Das bringt uns doch nicht vorwärts. Wie sind in einer schwierigen Lage. Die Araber interessieren sich kaum noch für uns, wir sind auf uns gestellt, wir müssen uns fragen, wie wir konkret mit der Befreiung vorankommen.»

Wie wäre es denn, wenn man für einmal die Blockade durch Ägypten zum Thema machte? «O nein», sagt Hamad hastig. «Das geht nicht. Wir müssen taktieren. Wir brauchen die Ägypter. Wir brauchen die Araber. Jeder Palästinenser weiss, dass uns die Ägypter blockieren. Wir bedauern das, es ist furchtbar. Doch uns sind die Hände gebunden. Wir können es nicht sagen.»

Sagen kann man hingegen, dass die Akademiker um Arafat nicht die einzigen sind, die von einem Staat vom Meer bis zum Fluss träumen. Die israelische Rechte tut das genauso. Nicht nur für die

Hamas, auch für die Rechten Israels ist die Zweistaatenlösung mausetot. [«Annexion» hiess das Zauberwort](#), bis Netanyahu es gegen die Abraham-Abkommen eintauschen konnte. Der frühere Regierungschef war nicht unglücklich darüber, die wahren Rechten sind es. Sie halten fest an Erez Israel, und in ihren Träumen reicht das Land Israel nun einmal bis zum Jordan, wenn nicht weiter nach Osten. Einen wesentlichen Unterschied aber gibt es. Die Hamas ist auf Allahs Beistand angewiesen, will sie ihre Träume wahr machen. Die Israeli schaffen es zur Not auch allein. Zu beneiden ist die Hamas nicht. Gaza ist fast komplett aus den internationalen Schlagzeilen verschwunden. Nicht einmal der Waffengang im Mai hat daran etwas ändern können. Die Pandemie, das Scheitern der USA in Afghanistan und die Abraham-Abkommen dominieren die Medien, da kann die Hamas tun, was sie will. Iran ist der einzige Verbündete, der noch Waffen liefert, und damit macht man sich in der arabischen Welt nicht beliebt.



Zwei palästinensische junge Männer kauern nachts am Strand von Gaza-Stadt bei ihren Kamelen.

Felipe Dana / AP / Keystone

Zwei positive Trends sieht Bassem Naim, und selbst die scheinen etwas dürftig. Da ist, zum einen, der Sieg der Taliban in Afghanistan. Der hat Islamisten weltweit erfreut und die Hamas ganz besonders. Wenn eine patriotische Bewegung, dazu noch eine sunnitische, nach so vielen Jahren den Besetzer aus dem Land jagt, macht das schon Mut. Inspirierend wirkt laut Naim, zweitens, die Solidarität von «neuen» Gruppen, die im Internet erstarkt sind: schwarze Amerikaner, muslimische Frauen, linke Europäer und Organisationen wie Human Rights Watch, die Israel der Apartheid bezichtigen.

Das ist schön für die Hamas, aber genügt es zum Träumen? Die meisten Bewohner sind schon zufrieden, wenn sie die Realität ab und zu einfach vergessen können. Am Gouna-Strand in Gaza-Stadt hat Eman Awad, eine 42-jährige energische Unternehmerin, einen grossen Vergnügungspark errichtet. Vor allem Familien kommen. Die Kinder können baden, auf Pferdchen reiten und einen riesigen Saal voller aus China importierter Spielgeräte stürmen, die alle funkeln und piepsen.



Eman Awad hat eine Million Dollar von der Bank aufgenommen, um ihren Vergnügungspark aufzubauen.

Ulrich Schmid

Die Eltern dürfen sitzen, Würstchen essen, aufs Meer hinausschauen und zahlen. Eman Awad ist vergnügt und optimistisch. «Mir geht es gut. Alle kommen hierher, um zu vergessen. Um abzuschalten, an etwas anderes zu denken, einmal nicht umzingelt zu sein von Krieg, Not und Armut.» Nie kamen mehr Menschen als unmittelbar nach dem Krieg im Mai.

Eman Awad bezeichnet sich als Selfmade-Woman und als «Iron Lady» von Gaza, weil sie so stark sei. Das ist schon richtig. Sie ist nicht von Haus aus reich und auch nicht eng mit der Hamas verbandelt. Im Gegenteil, in den Jahren nach der Eröffnung 2015 hatte sie unter der «Aggressivität» der Gruppe einiges zu leiden. Sie baute, nachdem ihr eine Bank einen Kredit von einer Million Dollar gegeben hatte, dann kam jahrelange harte Arbeit. Es lohnte sich. An guten Tagen ist die Anlage überfüllt, sie macht bis zu 100 000 Dollar Profit pro Jahr, das ist hier viel Geld. Ein lupenreines Karrieremärchen ist der Erfolg Eman Awads allerdings nicht. Ohne Protektion läuft nichts in Gaza. Die Mächtigen müssen einverstanden sein, und natürlich machen sie ihren Schnitt. Mit anderen Worten: Die, die verantwortlich sind für das Leid der Menschen, kassieren auch dann, wenn die Menschen zahlen, um zu vergessen.

KOMMENTAR

Fridays for Revenge: Der ideologische Rachefeldzug der Klimaaktivisten schadet der Gesellschaft

Statt für das Klima interessieren sich die Aktivisten von Fridays for Future zunehmend für Feminismus, Kolonialismus und «reiche Eliten». Linke schöpfen Hoffnung auf eine späte Rache an den Fabrikschloten – mit freundlicher Unterstützung vom Wettergott.

Pauline Voss

60 Kommentare 03.11.2021, 05.30 Uhr



Klimaaktivistin Greta Thunberg an einer Fridays for Future Kundgebung in Glasgow, Schottland, nahe des Austragungsorts der COP26.

Christopher Furlong / Getty

Das Weltklima ist nicht genug: Die Aktivisten von Fridays for Future wollen mittlerweile das ganze System «entwurzeln». So verwies die Bewegung im September in ihrem [Aufruf zum internationalen Streik](#) schon in den ersten Sätzen auf andere «sozioökonomische Krisen» wie Rassismus, Sexismus, Behindertenfeindlichkeit und soziale Ungleichheit, die die Klimakrise verstärkten – und forderte neben Reparationszahlungen der «reichsten Eliten» auch einen Schuldenerlass und weltweite Impfgerechtigkeit.

Auch die Aktivisten des Schweizer Klimastreiks sehen in einem [sogenannten Neokolonialismus](#) eine direkte Ursache des Klimawandels. Weil der globale Süden aus Profitgier ausgebeutet werde, müsse sich die Klimabewegung mit «indigenen Gruppen und Arbeiter*innen im globalen Süden» solidarisieren und deren Forderungen übernehmen.

Die deutsche Klimaaktivistin Luisa Neubauer hatte im Juli mit Blick auf Armin Laschets unprofessionellen Umgang mit der Flutkatastrophe diagnostiziert, das «fossile Patriarchat» wirke «leicht überfordert».

Die Aktivisten hingegen scheinen vom Klimawandel derzeit leicht unterfordert zu sein. In den vergangenen Monaten haben sie sich die Sprache und die Argumente der sogenannten Intersektionalität angeeignet. Dabei handelt es sich um eine wissenschaftliche Strömung innerhalb

der Gender- und Rassismusforschung, die die Wechselwirkungen unterschiedlicher Formen der Diskriminierung untersucht – beispielsweise die Zusammenhänge zwischen sexistischer, rassistischer und religiöser Diskriminierung. Die Aneignung dieser Theorie ermöglicht es, den Kampf gegen den Klimawandel in eine bereits ausformulierte Erzählung einzubetten, in der die Rollen seit Jahrzehnten klar verteilt sind: Junge, möglichst diverse Helden kämpfen gegen alte, weisse, männliche (und bisweilen vermeintlich zionistische) Imperialisten.

Aktivisten im Dilemma ihrer Erzählung

Zwar leben gesellschaftliche Bewegungen seit je von Erzählungen, die spezifische Erfahrungen in politische Forderungen überführen. Doch die Klimaaktivisten stecken dabei in einem Dilemma: Das Beharren auf wissenschaftlicher Exaktheit gehört zu ihrem Wesenskern. Wissenschaftlichkeit wird jedoch durch jede griffige Storyline verwässert. Darum entwickelt sich Fridays for Future von einer Umweltschutz- hin zu einer Gerechtigkeitsbewegung – und bietet ein Einfallstor für alle, die sich auf der Welt sonst noch ungerecht behandelt fühlen.

Begrüsst wird eine solche Interpretation der Klimakrise von linken Akademikern, die sich schon lange darüber ärgerten, dass sich die Arbeiter nicht nach dem marxistischen Fahrplan am Klassenkampf beteiligen wollten. So interessierte sich die bekannte Kapitalismuskritikerin Naomi Klein nach eigener Aussage erst dann für den Klimawandel, als sie darin einen Katalysator für eine «mächtige Massenbewegung» gegen das «zutiefst ungerechte Wirtschaftssystem» ausgemacht hatte.

Ein Übel unter vielen

Dabei ist ein interdisziplinärer Ansatz im ökologischen Kontext durchaus interessant – etwa in Bezug auf Verteilungsgerechtigkeit. Doch gerade weil die Aktivisten stets die enorme Dringlichkeit der Klimakrise herausheben, irritiert es, dass auf einmal genügend Zeit für utopische Bestrebungen da ist: Ausgerechnet jetzt soll sich der Mensch von den Fesseln aller historischen Formen der Unterdrückung lösen und eine moralische Wende einleiten.

Die Intersektionalität lässt den Klimawandel als ein Problem unter vielen erscheinen. Je mehr Übel es zu beseitigen gilt, desto schwerer ist das Ziel zu erreichen: Die gesellschaftlichen Widerstände vervielfachen sich, die Erwartungen der Aktivisten wachsen ins Unermessliche. Allerdings kann man sich mit Pauschalkritik am sogenannten System auch immer leicht aus der Affäre ziehen: Je umfassender eine Kritik ausfällt, desto weniger muss man sich mit konkreten Lösungsansätzen herumschlagen.

Die Klimabewegung kann für sich verbuchen, früh die epochale Relevanz des Klimawandels erkannt zu haben. Damit verfügt sie jedoch nicht zwangsläufig über die Kompetenz, das Problem am besten zu lösen. Wer den Klimawandel instrumentalisiert, um sich historische Genugtuung zu verschaffen, schadet nicht nur dem ökologischen, sondern auch dem gesellschaftlichen Klima: Denn Rache mag manchem persönliche Befriedigung bereiten – gesellschaftliche Befriedung bewirkt sie nicht.

INTERVIEW MIT FDP-CHEF LINDNER:

„Deutschland unterschätzt Inflationsrisiken systematisch“

- VON [HEIKE GÖBEL](#), [JOHANNES PENNEKAMP](#) UND [MANFRED SCHÄFERS](#)
- -AKTUALISIERT AM 03.11.2021-15:16



FDP-Chef Christian Lindner warnt vor politischer Abhängigkeit der EZB. Im Gespräch mit der F.A.Z. schiebt er noch höheren Schulden einen Riegel vor und kontert den Angriff eines Nobelpreisträgers.

Herr [Lindner](#), lernen Sie schon eifrig Englisch für die vielen Treffen in Brüssel und Washington?

Im Kern zielt Ihre Frage auf die Ressortverteilung in der nächsten Regierung. Dazu kann ich im Moment aber nichts sagen.

Die Erwartung, dass Sie der nächste Bundesfinanzminister werden, haben Sie selbst geweckt.

Als andere Parteien vor der Bundestagswahl das Kanzleramt reklamiert haben, hat die [FDP](#) angezeigt, dass wir bereit wären, Verantwortung für solide Finanzen in Deutschland zu übernehmen. Wir befinden uns jetzt aber in der Phase der Regierungsbildung. Jetzt werden die Vorgaben in der Sache verhandelt. Danach Personal.

Aus Brüssel erreicht uns das Gerücht, dass Sie gar nicht mehr selbst an dem Amt des Finanzministers interessiert seien.

Darauf kann man nur falsch antworten.

Warum ist das Amt denn so wichtig für die FDP?

Das Amt ist bedeutsam für Deutschland. Es geht um nachhaltig solide Finanzen und Politik gegen [Inflationsrisiken](#). Die Aufgabe ist, private Investitionen zu aktivieren und eine faire Balance zwischen Privat und Staat zu erarbeiten. Zudem stehen nach der französischen Präsidentschaftswahl Debatten in der europäischen Wirtschafts- und Währungsunion an. Hier wird die FDP Beiträge im deutschen Interesse leisten.

Nobelpreisträger [Joseph Stiglitz](#) warnte vor einem Finanzminister Lindner. Er fürchtet, dass Sie in der Tradition des Konservativen Wolfgang Schäuble Deutschland und Europa kaputtsparen.

Mir schrieb ein Wirtschaftswissenschaftler eine SMS, dessen Warnung sei meine Salbung zum Falken – darüber musste ich lachen, weil ich mich so nicht gesehen hatte. Jenseits seiner Verdienste steht Herr Stiglitz

für den Glauben, dass Wachstumseffekte aus der Geldpolitik und einer extensiven Fiskalpolitik kommen müssten. Hingegen sehe ich die Gefahr, dass die Notenbanken in die Abhängigkeit der staatlichen Fiskalpolitik geraten könnten. Dass die [EZB](#) momentan anders zu agieren scheint als die Fed, könnte meine Befürchtung leider untermauern. Deshalb ist sinnvoll, dass Deutschland weiter Anwalt der Stabilität ist.

Stichwort Corona-Wiederaufbaufonds. [Olaf Scholz](#) hat als Finanzminister deutlich gemacht, dass dieser für ihn nicht einmalig, sondern der Weg in die Fiskalunion ist. Schließen Sie aus, dass die EU noch mehr gemeinsame Schulden machen wird?

Zum Beispiel die finnische Regierungschefin hat dies gerade ausgeschlossen. Der Wiederaufbaufonds wurde ja zu Recht als Ausnahme gekennzeichnet. Im Deutschen Bundestag gäbe es für eine Fiskalunion keine verfassungsrechtlich sichere Mehrheit. Daher rate ich von spekulativen Debatten ab, zumal die 750 Milliarden Euro überhaupt noch nicht genutzt wurden.

Es gibt Gerüchte über ein zweites Aufbauprogramm für klimapolitische Investitionen. Würde die FDP da mitmachen?

Gesprochen wird viel. Mir leuchten Vorschlägen ein, die Möglichkeiten der Europäischen Investitionsbank, realwirtschaftliche Investitionen anzuschieben, auszuschöpfen. Das gilt in gleicher Weise für die [Kreditanstalt für Wiederaufbau](#) im Inland. So ließen sich Investitionen mit privatem Kapital hebeln – unter Beibehaltung privater Haftung, was ordnungspolitisch geboten ist. Wovon abzuraten wäre, ist ein Subventionsregime, getragen von den Steuerzahlern. Dann gäbe es Mitnahmeeffekte und ineffiziente Investitionen.

In Brüssel wird verschärft über den Stabilitätspakt diskutiert. Ökonomen vom Europäischen Stabilitätsmechanismus werben dafür, die Schuldenobergrenze von 60 auf 100 Prozent des Bruttoinlandsprodukts zu erhöhen.

In Ihrer Frage fehlt der Hinweis, dass die Fachleute des ESM ja am jährlichen Defizitlimit festhalten wollen. Sie schlagen ergänzend eine zusätzliche Regel zur Verbindung von Wachstum und Staatsdefizit vor. Das ist diskussionswürdig, aber immerhin könnte man darin kein prinzipielles Aufweichen der stabilitätspolitischen Grundlinie erkennen.

Das klingt, als wenn Sie mit der hundertprozentigen Schuldenquote leben könnten.

Dazu habe ich nichts gesagt. Ich will nur darauf aufmerksam machen, dass die Reformvorschläge des ESM die stabilitätspolitische Kontinuität berücksichtigen. Deshalb ist die Formulierung des Sondierungspapiers der Ampel-Verhandlungen weise, dass die Regeln des Stabilitäts- und Wachstumspakts, wie wir ihn vorfinden, eine hinreichende Flexibilität bewiesen haben. Das sollte die Verhandlungsposition einer künftigen Bundesregierung sein.

Die ultralockere Geldpolitik erleichtert das Leben mit hohen Staatsschulden. Bundesbankpräsident [Jens Weidmann](#) hat oft kritisiert, dass sich die Geldpolitik in eine gefährliche Abhängigkeit von der Finanzpolitik begibt. Er gibt vorzeitig auf. Hätte ihn Bundeskanzlerin Angela Merkel stärker unterstützen müssen?

Ich möchte nicht Schlachten der Vergangenheit schlagen. Ich sehe nur, dass in Deutschland die inflationären Risiken systematisch unterschätzt werden. Ich bin kein Kassandrarufer, empfehle aber große Aufmerksamkeit hinsichtlich der Geldentwertung. In Europa sind einige Euro-Länder schon stark davon abhängig, dass die EZB in großem Umfang ihre Anleihen ankauft, das erschwert ein Umsteuern.

Umso wichtiger wäre es, dass es eine deutsche Stimme im EZB-Rat gibt, die darauf dringt, solche Abhängigkeiten zu beachten. Wer wäre Ihr Kandidat für die Weidmann-Nachfolge?

Ich stimme Ihnen zu, dass die Bundesbank in ihrer geldpolitischen Kontinuität bleiben muss.

Geht das mit einem der SPD-nahen Ökonom oder einem SPD-Finanzstaatssekretär, über die schon spekuliert wird?

Ich verstehe Ihr Interesse an Namen für die Nachfolge von Herrn Weidmann. Doch vermutlich würden Sie sich wundern, wenn ich auf diese Frage einginge. Ich kann einer künftigen Regierung nur empfehlen, über die Perspektive der drei beteiligten Parteien hinaus zu blicken. Die Grundlinien in der Fiskalpolitik und in der Geldpolitik sollten anschlussfähig bleiben an die Mehrheit in unserem Land. Bei dieser und bei allen anderen Fragen behält die FDP auch im Blick, welche Anliegen die Wählerinnen und Wähler von CDU und CSU hatten.

Wenn wir Sie richtig verstehen, hat die EZB durch die Anleihekäufe an politischer Unabhängigkeit verloren. Heißt das im Umkehrschluss, dass die deutsche Politik mehr Einfluss nehmen muss auf die Politik der Notenbank?

Nein, im Gegenteil. Ich möchte nicht, dass am Ende des Tages die Notenbank in Schlepptau genommen wird von staatlicher Fiskalpolitik. Damit die Notenbank die Geldentwertung bekämpfen kann, muss der Staatshaushalt solide finanziert sein. Wir sollten nicht, wie schon genannte US-Ökonomen, Inflation geradezu herbeisehnen. Das würde auch zu einer größeren Beunruhigung der Mittelschicht führen.

Die Ampel hat viel vor, aber keinen finanziellen Spielraum. Wie kommen Sie an Geld? Wollen Sie die Ausnahmesituation noch einmal nutzen, um auf die geplante Neuverschuldung etwas drauf zu packen?

Die jetzt schon geplante Nettokreditaufnahme von 100 Milliarden Euro im kommenden Jahr halte ich, vorsichtig formuliert, bereits für auskömmlich.

Das reicht dann auch, um den Energie- und Klimafonds noch ein bisschen aufzustocken, um damit über die nächsten Jahre zu kommen?

In Ihrer Fragestellung schwingt eine gewisse Leichtfüßigkeit mit. Ich kenne aber niemanden, der in Frage stellt, dass der erste Haushalt einer künftigen Koalition allen Anforderungen an Solidität genügen muss.

Wollen Sie die Tilgung der Corona-Extraschulden strecken?

Ich habe schon vor längerer Zeit mit Zustimmung kommentiert, dass Lutz Lienenkämper, der CDU-Finanzminister von Nordrhein-Westfalen, die Corona-bedingte Kreditaufnahme mit einem Langläufer finanziert hat. Von der erfolgreichen CDU/FDP-Koalition dort im Bund zu lernen, wäre einen Gedanken wert. Allerdings würde ich empfehlen, sichtbar schneller bei der Tilgung sein zu wollen als NRW. Es geht immerhin um den Gesamtstaat.

Was kann die KfW zusätzlich leisten?

Ihr Zukunftsfonds erfährt viel Lob. Er verbindet eine öffentliche Absicherung mit privaten Mitteln. Jeder öffentliche Euro hat eine realwirtschaftlich vielfach gehebelte Wirkung. Solche Instrumente sollten wir in Deutschland stärker nutzen, auch für die Transformation im Bereich Digitales und Klima. Darum würde es Sinn machen, dafür das Eigenkapital der KfW zu stärken.

Noch-Gesundheitsminister Jens Spahn wirbt für höhere Haushaltsmittel zugunsten der Sozialversicherung, um die Obergrenze für die Beiträge von 40 Prozent zu verteidigen. Wie ist Ihre Einstellung dazu?

Ich rate, zunächst Investitionen Vorrang zu geben vor staatlichen Konsumausgaben. Richtig ist, dass die Rentenpolitik und die Gesundheitspolitik von CDU/CSU eine große Hypothek für jede Bundestagsmehrheit darstellen, weil viele Leistungen eingeführt oder ausgeweitet worden sind ohne eine nachhaltige Finanzierung. Das muss jetzt nachgeholt werden. Um die 40-Prozent-Marke einzuhalten, wird es weiterhin einen Bundeszuschuss in die Sozialversicherungen geben müssen.

Sie stecken Milliarden Euro zusätzlich in die Sozialversicherung? Oder dringen Sie darauf, Leistungen zu kürzen?

Dieser Staat sollte sich eine verletzende und spalterische Debatte über die Kürzung von sozialen Leistungen ersparen. Unsere wirtschaftliche Leistungsfähigkeit ist hinreichend, wenn wir es richtig organisieren.

Also schreiben Sie die schwarz-rote Politik einfach fort.

Sicher nicht. In der gesetzlichen Rente wird es einen Einstieg in eine teilweise Kapitaldeckung geben. Seit Bismarck ist das der größte Pfadwechsel der Sozialversicherungen. Ich bin beeindruckt von der Offenheit bei **SPD** und Grünen, die zum Kapitalmarkt bislang Distanz pflegten. Mit der Union war das bisher undenkbar. Neue Wege der Stärkung der privaten Vorsorge prüfen wir zudem. Mehr Effizienz zum Beispiel durch Digitalisierung wird diskutiert. Aber klar ist: Wir müssen erreichen, dass die Wirtschaftsleistung stärker wächst als die Ausgabeverpflichtungen des Staates.

Man sieht wenig FDP in der Ampel. Die Steuern werden nicht gesenkt, die Sozialversicherungen werden kräftig bezuschusst.

Die Steuern werden nicht erhöht, die Bürgerversicherungen kommen nicht – man könnte die Sichtbarkeit der FDP weiter unterstreichen. Wir schauen aber nach vorn: Wir haben das gemeinsame Ziel, Planungs-, Genehmigungs- und Verwaltungsverfahren zu beschleunigen, damit Vorhaben wieder möglich werden. Das wäre ein wirklicher Impuls für Wettbewerbsfähigkeit, denn an Kapital hat es in Wahrheit nie gemangelt.

Da haben wir schon einige Gesetze gesehen, die das zum Ziel haben. Was wollen Sie nun konkret ändern?

Darüber wird zur Stunde gesprochen.

Was hat die FDP sonst noch erreicht?

Zur Parteipolitik mögen Sie mich vor der nächsten Wahl wieder befragen. Aber gemeinsam ist uns ein großes Anliegen, dass wir den sozialen Aufstieg erleichtern. Es geht um die Aktivierung von Menschen zur Arbeit, um die Modernisierung des Bildungssystems, um das lebensbegleitende Lernen bis hin zum Bafög.

Wo kann man im Bundeshaushalt den Rotstift ansetzen?

Nach 16 Jahren einer CDU/CSU-geführten Regierung haben wir an vielen Stellen in nahezu jedem Ressort Bereiche, wo man öffentliche Ausgaben hinterfragen und Effizienzreserven heben kann.

Wollen Sie gleichsam mit dem Rasenmäher über den Haushaltsentwurf fahren?

Globale Einsparvorgaben haben sich in der Vergangenheit als eine taugliche Methode erwiesen, Effizienzreserven zu heben. Ob eine mögliche Ampelkoalition davon Gebrauch machen möchte, kann ich heute noch nicht sagen.

Was ist mit der Mütterrente? Die findet doch keine der anderen Parteien gut.

Diese Messe ist gelesen.

Das klingt nach viel Stillstand, wenig nach Aufbruch.

Nein. Planungsbeschleunigung und Bürokratieabbau, steuerliche Superabschreibungen für Klima und Digitales, Bildungsoffensive und aktivierender Sozialstaat mit Bürgergeld statt Hartz IV, liberale Gesellschaftspolitik und Einwanderungsmanagement – das wären echte Schritte nach vorn.

Das Umweltbundesamt beziffert die umweltschädlichen Subventionen auf 65 Milliarden Euro. Akzeptieren Sie diese Einordnung?

Nein. Aber beim Subventionsabbau haben wir Vorschläge. Zum Beispiel die Kaufprämien für Plug-in-Hybride. Diese Fahrzeuge haben keinen gesicherten ökologischen Nutzen. Deshalb sollten wir die Subventionen auslaufen lassen. Freilich degressiv und nicht ad hoc.

Was ist mit der Diesel-Besteuerung und der Entfernungspauschale?

Die Entfernungspauschale zu streichen, würde die arbeitende Mitte belasten. Sie ist im Übrigen keine Privilegierung des Autos, sondern gilt ja unabhängig vom genutzten Verkehrsträger.

Viele Deutschen stöhnen über hohe Energiepreise. Was sollte die Ampel tun, damit das politisch Notwendige mit dem für die Bürger Erträglichen zusammenpasst?

Die Umlage zur Förderung der Erneuerbaren Energien, die bisher auf den Strompreis aufgeschlagen wird, wird baldigst entfallen. Wir können unsere Wirtschaft nicht elektrifizieren, um die Erderwärmung zu bekämpfen, und gleichzeitig den Strom verteuern. Zugleich ist das ein entlastender Effekt – von der Rentnerin über die Familie bis zum Handwerksbetrieb.

Die Mittelschicht zahlt dann nicht mehr den Zuschlag auf den Strompreis, sondern finanziert den Energiewandel mit ihren Steuern über den Bundeshaushalt.

Wenn es gelingt, ohne höhere Steuern die EEG-Umlage entfallen zu lassen, ist das ein Gewinn. Dass sich die drei Parteien darauf verständigt haben, ist ein gutes Signal an die Mitte in unserem Land.

Rentabel und marktwirtschaftlich wäre es ja auch, noch laufende Atomkraftwerke länger laufen zu lassen. Ist das realistisch?

Das wäre 2021 weder rentabel noch realistisch. Persönlich sehe ich die Kernenergie ordnungspolitisch kritisch, da es sich um eine Energiequelle handelt, die im Markt nicht zu versichern ist und daher die Staatshaftung gegen den GAU braucht. Jenseits der abstrakten Debatte gibt es in Deutschland weder einen privaten Betreiber noch Standorte. Zudem würde man einen beendeten gesellschaftlichen Großkonflikt wieder eröffnen. Deshalb komme ich zu dem Schluss, dass die Kosten einer Laufzeitverlängerung in jeder Hinsicht den Nutzen übersteigen würden.

Am Ende noch die vorerst wichtigste Frage: Können die Koalitionsverhandlungen noch scheitern?

Alle Beteiligten sollten sich ihrer staatspolitischen Verantwortung bewusst sein, um sich nicht zu überfordern.

Die Ampel steht also auf Grün?

Momentan leuchten alle drei Farben.

Wird uns also schon vor Weihnachten der Finanzminister Lindner das erste Interview geben?

Ich spreche gerne mit Ihnen. In welcher Funktion auch immer.

DER SONNTAGSÖKONOM:

Keine Zeit für Multitasking

- VON MAJA BRANKOVIC
- -AKTUALISIERT AM 05.11.2021-10:13

Menschen neigen dazu, viele Dinge gleichzeitig zu erledigen – gerade in Videokonferenzen. Eine gute Idee ist das selten, aber der Versuch des Multitaskings muss auch nicht zwangsläufig schaden.

Videokonferenzen sind tückisch. Eigentlich wäre es richtig, sich voll und ganz auf das Gespräch zu konzentrieren. Aber dann blinkt parallel doch allerhand Neues auf. Die E-Mails im Postfach wollen gelesen, einige am besten auch gleich beantwortet werden. Das Handy liegt sowieso immer in Griffweite, da fällt der Blick zwischendurch fast automatisch drauf.

Kein Wunder. Es gibt so viele Dinge, die um unsere Aufmerksamkeit konkurrieren. Der Versuch, immer mehrere Bälle in der Luft zu halten, ist trotzdem nicht ratsam. Weil das sogenannte Multitasking einfach nicht funktioniert. Die Studienlage ist in dieser Frage eindeutig.

Die Psychologen Joshua Rubinstein, Jeffrey Evans und David Meyer zum Beispiel führten Experimente durch, um zu testen, wie multitaskingfähig Menschen wirklich sind. Es ist das wohl einflussreichste Experiment auf diesem Feld. Junge Erwachsene mussten dabei zwischen verschiedenen Aufgaben hin und her wechseln, mal Matheaufgaben lösen, mal geometrische Objekte nach bestimmten Mustern sortieren. Jedes Mal, wenn die Studienteilnehmer von einer Aufgabe zur anderen wechseln mussten, verloren sie Zeit. Nicht immer viel, oft handelte es sich je Wechsel nur um ein paar Zehntelsekunden. Einen Wimpernschlag.

Echtes Multitasking können Menschen nicht leisten

Problematisch wird das nur, wenn sich die Wimpernschläge häufen. Wir wechseln ständig. Die Forscher aber sagen: Im Multitasking-Modus sind wir um bis zu 40 Prozent weniger produktiv. Und: Je öfter wir zwischen einzelnen Aufgaben wechseln, desto mehr Fehler schleichen sich ein. Die wirtschaftlichen Folgen sind kaum zu überschätzen. Eine Studie beziffert die globalen Kosten von Multitasking im Arbeitsalltag auf 450 Milliarden Dollar im Jahr.

Schuld ist die Biologie. Echtes Multitasking können Menschen nicht leisten, weil ihre Gehirne nicht zwei kognitiv anspruchsvolle Aufgaben gleichzeitig erfüllen können. Jedes Mal, wenn ein Mensch seine aktuelle Tätigkeit unterbricht – weil das Telefon klingelt, weil eine Mail eingeht oder ein Kollege eine Frage stellt –, entsteht kognitiver Aufwand, auch bei der Rückkehr zur ursprünglichen Aufgabe. Effiziente Konzentration weicht einer ineffizienten Start-Stop-Spirale im Gehirn. Selbst bei einfachsten Tätigkeiten nebenher gelingt uns konzentriertes Denken nicht mehr besonders gut. In einem Experiment aus dem Jahr 2010 übersahen Fußgänger, die beim Gehen telefonierten, doppelt so oft einen Einrad fahrenden Clown wie Menschen ohne Handy am Ohr.

In Fabriken hat man auf diese Erkenntnisse längst reagiert. In praktisch jeder Fertigungshalle wird dafür gesorgt, den Betrieb an den Fließbändern möglichst selten zu unterbrechen, um die Produktion eines neuen oder leicht veränderten Produkts zu starten. Der Wechsel der Aufgaben und die Anlaufzeit, um die Anlage wieder auf ihre vorherige hohe Geschwindigkeit zu bringen, beeinträchtigen die Produktivität erheblich.

Daten lassen tief blicken

Nur die Kopfarbeiter am Schreibtisch scheren sich wenig darum. Mit dem Siegeszug von Zoom, Teams und Co. hat sich das Problem in den Büros nur noch verschärft. Den Beleg lieferte **Microsoft** in diesem Sommer mit einer Studie über die eigenen Mitarbeiter. Um einen Einblick zu erhalten, wie oft die Angestellten während der Videokonferenzen in den Multitasking-Modus fielen, untersuchte der Konzern in Zusammenarbeit mit Forschern von Amazon und dem University College London die Protokolle der Aktivitäten von etwa 100.000 Mitarbeitern in den USA. Die Daten stammten aus dem Zeitraum zwischen Februar und Mai 2020, als Microsoft seine Belegschaft vollständig auf Distanzarbeit umstellte.

Jeder Klick in einer PowerPoint-Präsentation, jede Änderung in einer Excel-Tabelle während einer Videokonferenz wurde registriert; auch jedes Mal, wenn eine Person während eines Videoanrufs eine E-Mail sendete, weiterleitete oder beantwortete, wurde das als Multitasking protokolliert. Das bloße Lesen von E-Mails oder das Scrollen in sozialen Medien blieb dagegen unerkannt.

Die Daten lassen tief blicken: Während 30 Prozent der Besprechungen wurden E-Mails verschickt. In größeren und längeren Besprechungen betrieben die Beschäftigten häufiger Multitasking, auch kam es in Routinebesprechungen viel häufiger vor als bei spontanen Terminen. Bei Besprechungen am Morgen war die Multitasking-Rate höher als zu anderen Tageszeiten. In Videobesprechungen, die länger als 80 Minuten dauerten, fand Multitasking sechsmal häufiger statt als bei Gesprächen von maximal 20 Minuten.

Mit diesen Erkenntnissen hatte sich das Thema für die Forscher aber noch nicht erledigt. In einem zweiten Studienteil ließen sie etwa 700 Microsoft-Mitarbeiter Protokolle über ihre Tätigkeiten anfertigen und fragten dabei auch ihre Einschätzung zu ihrer eigenen Leistung ab. Bemerkenswerterweise gaben etwa 15 Prozent der Teilnehmer an, dass sie glaubten, Multitasking mache sie produktiver.

Geistiges Jonglieren ist nichts für jeden

Nun ist es nicht so, dass jede parallele Tätigkeit den Mitarbeiter Zeit kostet und das Arbeitsergebnis leidet. Es gibt auch Menschen, die einfach richtig gut sind im geistigen Jonglieren und denen der ständige Wechsel zwischen den Aufgaben nicht schadet. Im Jahr 2010 veröffentlichten zwei amerikanische Psychologen eine Studie, für die sie Probanden unter verschiedenen Bedingungen einen realitätsnahen Fahrsimulator benutzen ließen. Die allermeisten Teilnehmer fuhren deutlich schlechter, wenn sie ihre Aufmerksamkeit teilen mussten.

Immerhin 2,5 Prozent aller Probanden fuhren jedoch weiter, als gäbe es die Ablenkung nicht. Und nicht nur das: Sie fuhren unter allen Bedingungen überdurchschnittlich gut. Eine kleine Gruppe von „Supertaskern“ gebe es also durchaus, schlussfolgerten die Forscher. Diese Menschen könnten womöglich auch ohne messbare Verluste parallel an verschiedenen Aufgaben arbeiten.

Doch auch all den anderen Menschen muss Multitasking nicht zwangsläufig schaden. Ein gewisses Maß kann sogar dabei helfen, konzentriert zu bleiben, etwa wenn man in Besprechungen nebenher Notizen macht. Das räumen auch die Microsoft-Forscher ein. Die Daten, die sie ausgewertet haben, hätten aber auch gezeigt, dass sich die Mitarbeiter während der Konferenzen auch gerne Zweitaktivitäten widmeten, die mit ihrer Arbeit gar nichts zu tun hatten. Sie trieben Sport, spielten Videospiele, schauten sich Katzenvideos an. Spannenderweise sahen die Mitarbeiter ihre Leistung dadurch nicht gemindert. Sie beschrieben diese Episoden eher als ein Hilfsmittel zur Stressbewältigung und zur eigenen Besänftigung angesichts der in irrelevanten Besprechungen geopfert Lebenszeit.

J. S. Rubinstein et al.: Executive Control of Cognitive Processes in Task Switching. Journal of Experimental Psychology: Human Perception and Performance, 27 (4), 763–797, 2021.

H. Cao et al.: Large Scale Analysis of Multitasking Behavior During Remote Meetings. Proceedings of the 2021 CHI Conference on Human Factors in Computing Systems. Mai 2021. Article No. 448, 1–13.

D. M. Sandonmatsu et al.: Who Multi-Tasks and Why? Multi-Tasking Ability, Perceived Multi-Tasking Ability, Impulsivity, and Sensation Seeking. PLoS ONE 8 (1), e54402, 2013.

DEBATTE UM NATIONALSTAAT:

Den Weltsozialstaat gibt es noch nicht

- VON THOMAS THIEL
- -AKTUALISIERT AM 06.11.2021-16:16



Die Linken-Politikerin Sahra Wagenknecht Bild: Frank Röth

Ist der Nationalstaat wirklich ein Auslaufmodell, wie immer wieder behauptet wird? Wolfgang Streeck und Sahra Wagenknecht halten den Grabgesang für verfrüht.

Der Nationalstaat ist derart in Verruf geraten, dass man sich wundert, dass es ihn überhaupt noch gibt. War er dem marktradikalen Lager schon immer ein Dorn im Auge, weil er dem Weltmarkt Grenzen setzt, so kommt die Kritik heute auch aus einem linksliberalen Spektrum, das vom Marktdenken nur noch unscharf abgegrenzt ist. Hier wird er als Hort von Kriegstreiberei und Nationalismus geschmäht, das dem Bestreben nach Weltoffenheit und Diversität entgegensteht. Weltmarkt und Weltmoral treffen sich in der Annahme, dass politische Grenzen irgendwie von gestern sind.

Der Schlachtruf, ein Zurück zum Nationalstaat dürfe es nicht geben, ist umso kurioser, als er weiter vom Boden einer wachsenden Zahl von Nationalstaaten aus ergeht. Unklar bleibt, was aus dem Rechts- und Sozialstaat würde, wenn es den Nationalstaat tatsächlich nicht mehr geben sollte, ja wie überhaupt eine Demokratie ohne geografisch definiertes Wahlvolk möglich sein soll. In Europa wird diese Funktion der Europäischen Union angetragen, die damit unausgesprochen eine Art Weltmodell sein soll. Sieht man einmal davon ab, dass das europäische Staatensystem nicht einfach in andere Weltregionen kopiert werden kann, bleibt die Frage, ob die EU in Sachen Demokratie überhaupt als Vorbild gelten kann.

Garant des sozialen Ausgleichs

Gegenwärtig kann sie das nicht. Daran ließ Sahra Wagenknecht in ihrer Rede am Kölner Max-Planck-Institut für Sozialforschung keinen Zweifel. Es gebe heute keine europäische Öffentlichkeit, die diesen Namen verdiene, meinte die Politikerin, die selbst fünf Jahre EU-Abgeordnete war, noch gebe es wirklich europäische Parteien oder eine demokratisch gewählte Kommission. Zudem sei Brüssel in einer Weise vom Lobbyismus durchdrungen, die man in den Mitgliedsländern nicht dulden würde. Man kann es auch mit dem ehemaligen EU-Parlamentspräsidenten Martin Schulz sagen: Die EU genüge den demokratischen Standards, die sie von ihren Mitgliedern fordere, selbst nicht.



Renationalisierung als Krisentherapie: Wolfgang Streeck, Direktor des Max-Planck-Instituts für Gesellschaftsforschung :Bild: Schoepal, Edgar

Schaut man darauf, dass es der Nationalstaat war, der in der Corona- oder Finanzkrise die politische Letztverantwortung übernahm, dann erscheint die These vom Auslaufmodell realitätsfremd. Wagenknecht hält sie für eine Flucht aus der politischen Verantwortung, die immer dort zu Ehren kommt, wo man eigene Anstrengungen scheut. Eine supranationale Utopie, meinte sie, sei erst dann realistisch, wenn ein europäisches Gemeinschaftsgefühl existiere, das sich heute erst in blassen Linien abzeichne. Vorerst könne nur der Nationalstaat sozialen Ausgleich und demokratische Kontrolle garantieren.

Es wäre interessant gewesen zu erfahren, welches Interesse (oder welche blinden Flecken) die Nationalstaatsverächter teilen. Martin Höpner machte auf die Tatsache aufmerksam, dass die EU-Politik gerade linke Ziele torpediere. Besonders deutlich wird dies an der Europäischen Zentralbank, die auf demokratisch brüchiger Grundlage Hunderte Milliarden Euro von unten (Sparer) nach oben (Wertpapier- und Immobilienbesitzer) umverteilt. Wer daran wie Wagenknecht Kritik übt, gilt in linken Parteien als Nestbeschmutzer.

Wagenknecht sprach auf einem Symposium zu Ehren des 75. Geburtstags des Soziologen Wolfgang Streeck, mit dem sie vor drei Jahren die wieder in der Versenkung verschwundene Aufstehen-Bewegung gegründet hatte. Man wollte damals eine Alternative zu einer Linken sein, die den Anschluss nach oben suche und sich über soziale Ungerechtigkeit nicht mehr aufrege. Wer das noch tue, könne auf den Nationalstaat nicht verzichten.

Überschaubare Gemeinschaften

In seinem neuen Buch „Zwischen Globalismus und Demokratie“ hat Streeck die Kritik an der Europäischen Union, für die er seit langem keine freundschaftlichen Gefühle mehr hegt, zu der Frage gesteigert, ob die Zeit politischer Großenheiten, die in der Globalisierungseuphorie der Neunzigerjahre gewachsen sei, nicht überhaupt vorbei sei. Der Nationalstaat, legte Streeck nun in Köln nach, sei das einzige demokratisierbare Gebilde in der globalen Welt. Sein im Buch vertretenes Ideal eines friedlichen Nebeneinanders europäischer Klein- und Mittelstaaten, die nicht mehr in einem größeren Ganzen aufgehen wollen, wurde in Presse und Fachöffentlichkeit zuweilen gehässig als nostalgischer Rückzug in die Welt der Fünfziger- und Sechzigerjahre kritisiert. Tatsächlich gibt es ernstzunehmende Einwände gegen Streecks Kleinstaaten-Utopie. Lässt sich auf die Institutionen der Global Governance bei der Bewältigung von Klimawandel und Migration verzichten? Können sich die europäischen Staaten allein im globalen Machtkampf behaupten? Holt sich Streeck den Neoliberalismus über den Wettbewerb zwischen den Nationalstaaten wieder ins Haus? Was der Neoliberalismus am meisten fürchte, sei eine demokratische EU, merkte Thomas Biebricher auf dem Fachportal Soziopolis an. Doch die lässt auf sich warten.

Hans Joas warnte auf dem Symposium vor einem selbstsüchtigen Universalismus, der Weltoffenheit und Fernstenliebe zum Vorwand nimmt, sich um die eigenen Nachbarn nicht zu kümmern und auch um Fremde nicht, solange es sich nicht um Angehörige der eigenen Schicht handelt. Universalistisch könne dagegen auch ein Partikularismus sein, der die Probleme nach dem Prinzip der Subsidiarität, der Nähe, behandelt.

Damit war man dem Nationalstaat wieder einen Schritt näher gerückt. Lutz Wingert zog in Zweifel, dass Bindungen innerhalb einer „Weltgesellschaft“ überhaupt mehr als ökonomische Zweckbeziehungen seien. Ein wertgebundenes Projekt wie die Demokratie lasse sich deshalb nicht grenzenlos globalisieren, vielmehr sei es auf sinnvolle Grenzziehungen angewiesen. Wolfgang Streeck sprach von einem überschaubaren Ganzen. Anders gesagt: Man akzeptiert die Niederlage in einer demokratischen Wahl, weil man weiß, dass der Gegner gewisse Werte und Prägungen teilt.

L'inflation attise le sentiment anti-BCE outre-Rhin

Par **Olivia Détrouyat**

Publié hier à 19:51, mis à jour hier à 19:51

Christine Lagarde. *KAI PFAFFENBACH/REUTERS*

Si Christine Lagarde, la présidente de la BCE, a reconnu les hausses de prix outre-Rhin, l'institution qu'elle dirige se refuse pour l'instant à changer de cap.

Alors que plusieurs banques centrales resserrent la vis de leur soutien monétaire à leur économie (Norvège, Brésil...), le statu quo de la Banque centrale européenne (BCE) ravive en Allemagne un ressentiment contre l'institution. Marqué au fer rouge par plusieurs crises d'hyperinflation au siècle dernier, le pays voit ainsi gonfler les critiques contre la politique de taux très bas menée par la BCE, qui les garde au plancher pour soutenir l'économie. Quitte à lâcher un peu de lest sur sa mission d'assurer la stabilité des prix, avec une inflation cible de 2 %. Une politique accommodante qui passe de moins en moins bien auprès de la population et de la presse du pays, alors que comme ailleurs en Europe les prix s'enflamment. En octobre, l'inflation en rythme annuel atteignait ainsi 4,6 % dans la première économie du Vieux Continent. Et 4,1 % dans la zone euro en septembre, soit son plus haut niveau depuis treize ans.

Si Christine Lagarde, la présidente de la BCE, a reconnu les hausses de prix outre-Rhin, l'institution qu'elle dirige se refuse pour l'instant à changer de cap, pour ne pas risquer de freiner une reprise encore inégale et donc fragile en Europe. Une fermeté qui lui vaut le surnom de «M^{me} Inflation» dans les pages du quotidien populaire *Bild*. Arguant que l'accélération de la hausse des prix dans la zone euro devrait se tasser mi-2022, l'ancienne patronne du FMI a d'ailleurs jugé mercredi «très improbable» une hausse des taux directeurs de l'institution en 2022.

Le même jour, la Fed, la Réserve fédérale américaine, avait elle aussi décidé de maintenir ses taux directeurs inchangés, tout en annonçant la réduction à venir de son programme de rachats d'actifs de 15 milliards de dollars par mois. Jeudi, la Banque d'Angleterre a de son côté jugé «bientôt nécessaire» une hausse des taux.

Hilfe, wir haben das Ferienhaus geerbt!

Was nach einem Luxusproblem klingt, kann sich als gefährliche Feuerprobe für den Familienfrieden herausstellen. Dabei liesse sich das Risiko von Streitereien mit geringem Aufwand minimieren.

Alexandra Stühf

f08.11.2021, 05.30 Uhr

Sie haben mehr als ein Kind und besitzen ein Ferienhaus oder eine Ferienwohnung? Dann ist der Ärger vorprogrammiert. Denn in der Praxis zeigt sich, dass die Kinder sehr oft unterschiedliche Vorstellungen davon haben, was mit der Ferienwohnung nach dem Ableben der Eltern passieren soll.

Statt die Themen Testament und Erbe totzuschweigen und quasi im Geheimen den letzten Wunsch zu verfassen und beim Notar zu hinterlegen, raten Experten dazu, dass Eltern mit ihren Kindern über dieses Thema sprechen sollten. Das empfiehlt sich für das Thema Erbe im Allgemeinen, aber im Speziellen für eine Ferienwohnung oder ein Ferienhaus, das nicht als Hauptwohnsitz genutzt wird, sondern lediglich für mehrere Wochen im Jahr.

Viele Kinder, verschiedene Ideen

Speziell mit Feriendomizilen sind oftmals nostalgische Erinnerungen verbunden – für Eltern und Kinder gleichermaßen. Das führt aber nicht unbedingt zu rationalen Entscheidungen, wenn es um die Weitergabe der Immobilie geht. Viele Eltern wollen sicherstellen, dass das Haus oder die Wohnung auf keinen Fall verkauft wird. Deshalb weihen sie die Kinder lieber gar nicht erst ein und hoffen stattdessen darauf, dass diese sich schon einigen werden, wenn ihnen die Immobilie gemeinsam gehört.

«Ein meist fataler Fehler», sagt Renato Sauter, der den Bereich Nachlassplanung beim VZ-Vermögenszentrum leitet. Das Prinzip Hoffnung sei beim Thema Erben kein guter Berater. «Ein nüchterner Blick auf den Besitz und die Gegebenheiten in der Familie macht es allen Beteiligten am Ende leichter.» Das sollten Eltern immer vor Augen haben, wenn sie sich mit dem Thema auseinandersetzen. Nostalgie und Emotionen hätten dabei keinen Platz.

Nachkommen werden automatisch zur Erbengemeinschaft

Existiert keine spezielle Regelung, ist die Ferienwohnung Teil der allgemeinen Erbmasse. Bei zwei und mehr Kindern werden diese rechtlich automatisch zu einer Erbengemeinschaft, die über alles gemeinsam und vor allem einstimmig entscheiden muss, was mit der Ferienwohnung passieren soll. Und genau da beginnen die Probleme. Welche Stolperfallen tun sich auf?

Im schlimmsten Fall will das eine Kind das Domizil sofort verkaufen und den Erlös aufteilen. Der zweite Erbe hat selbst Kinder und möchte die Ferienwohnung so wie bis anhin nutzen. Und das dritte Kind möchte das Objekt ebenfalls weiter in der Familie behalten, es aber lieber in die Vermietung geben und aus den laufenden Mieteinnahmen auch die Kosten für den Unterhalt der Immobilie decken.

«Wir haben immer wieder Fälle von Erbengemeinschaften, die sich jahrelang streiten. Das kommt häufiger vor, als man meint. Und meistens waren die Kinder zu Beginn der festen Überzeugung, dass solche Streitereien nur in anderen Familien vorkommen, aber nicht in der eigenen», sagt Tashi Gumbatshang, Leiter Vermögens- und Vorsorgeberatung bei Raiffeisen Schweiz.

Wer darf an Weihnachten ins Feriendomizil?

Vielleicht sind sich zu Beginn sogar noch alle direkten Nachkommen einig, dass die Ferienwohnung in der Familie bleiben und nicht verkauft werden soll. Doch bereits die Frage, wann und wie lange die Wohnung oder das Haus im Jahr nutzen darf, birgt Streitpotenzial. Wie viele Wochen im Jahr stehen jedem zu, wie werden Feiertage wie Pfingsten, Weihnachten und Neujahr verteilt? Oder wie flexibel sind die Geschwister bei Schulferienbelegungen, wenn nur ein Teil Kinder hat, der andere nicht? Damit es gar nicht erst zu Diskussionen kommt, sollten die Kinder von vornherein einen Plan erstellen, der die Nutzungszeiten und die Nutzungsdauer genau festlegt.

Doch die Nutzung ist nicht alles, was klar geregelt sein sollte: Entstehen beispielsweise Schäden am oder im Objekt, sind nicht alle automatisch derselben Meinung, in welchem Umfang der Schaden beseitigt wird. Und gerade was Renovationen, Ersatz- oder Modernisierungsinvestitionen angeht, scheiden sich oft die Geister. Soll man das Haus neu streichen, besser isolieren, die Inneneinrichtung modernisieren? Derartige Investitionen gehen ins Geld und sind je nach finanziellen Verhältnissen der Kinder mehr oder weniger gut zu stemmen.

Besonders kompliziert wird die Sache, wenn dann noch die Enkelkinder ins Spiel kommen, weil ein Erbe in der Erbengemeinschaft verstirbt. «Dann werden aus den ursprünglich drei Beteiligten plötzlich fünf oder mehr, die sich immer auf einstimmige Entscheidungen einigen müssen», erklärt Sauter vom VZ-Vermögenszentrum, «irgendwann wird so eine Erbengemeinschaft handlungsunfähig.»

Deshalb liegt es nahe, diese und weitere potenzielle konfliktträchtige Themen von vornherein zu regeln und nicht darauf zu hoffen, dass es sich schon irgendwie regeln lässt, wenn eine Investition unmittelbar bevorsteht. Es ist sinnvoll, sich mit dem «Was wäre, wenn?» ernsthaft auseinanderzusetzen und sich auf einen für alle Beteiligten gangbaren Weg zu einigen.

Regelungen treffen für alle Fälle

«Viele verwerfen solche Regelungen von vornherein, weil es ja bis jetzt, als die Eltern noch da waren, auch reibungslos funktioniert hat», sagt Gumbatshang. Was dabei jedoch vergessen gehe, sei, dass die Eltern im Besitz der Ferienimmobilie gewesen seien und Entscheidungen vielfach unabhängig vom Votum der Kinder oder sogar ohne deren Wissen getroffen hätten. Das sei in einer Erbengemeinschaft plötzlich anders. Und die Pflicht, alle Entscheidungen nur einstimmig zu treffen, ist für viele Familien die grösste Stolperfalle.

Das gilt erst recht, wenn die Ferienimmobilie in die Vermietung geht. Wer kümmert sich um die Betreuung der Mieter, wird derjenige dafür entschädigt, welche Mieter sind überhaupt die richtigen, sollen es kurzfristig wechselnde oder lieber Dauermieter sein? Auch über dieses Thema sollten sich die Kinder rechtzeitig Gedanken machen.

Viele Diskussionen liessen sich umgehen, indem man die Verwaltung der Ferienwohnung oder des Ferienhauses einem Profi übergibt, der sich um alles Organisatorische sowie die Nebenkostenabrechnungen kümmert und dafür der Erbengemeinschaft jährlich eine Rechnung stellt. Wegen all der erwähnten Stolperfallen raten beide Experten dazu, eine Erbengemeinschaft, wenn überhaupt, nur für eine begrenzte Zeit zu führen mit dem Ziel, die Immobilie schliesslich zu verkaufen.

Zu Lebzeiten entscheiden, wer das Ferienhaus bekommt

Wer von vornherein dieses Risiko potenzieller Fallstricke und die Mühsal der damit verbundenen Regelungen umgehen will, bekommt von Sauter und Gumbatshang folgenden einfachen Rat: Die Eltern könnten bereits zu Lebzeiten die Immobilie an eines ihrer Kinder übertragen oder verkaufen.

Entscheidend sei die Bewertung der Liegenschaft. «Als Diskussionsgrundlage kann der aktuelle Verkehrswert herangezogen werden. Wird die Liegenschaft innerhalb der Familie an die Tochter übertragen mit einem Familienrabatt von beispielsweise 15% auf den Verkehrswert, können die Geschwister mit Vorkaufs- und Gewinnanteilsrechten abgesichert werden», erklärt Gumbatshang das mögliche Vorgehen.

Dabei sollten die Eltern auch gleich verfügen, dass bei einem allfälligen Verkauf der Immobilie zu einem späteren Zeitpunkt ein Veräusserungsgewinn zu gleichen Teilen unter den Kindern aufgeteilt wird. «Ist dieser Aspekt nicht geregelt, erfolgt keine Gewinnteilung. Das kann zu sehr unterschiedlichen Begünstigungen und somit zu Unstimmigkeiten unter den Kindern führen», ergänzt Sauter. Aber auch diesen Fallstrick könnte man den Kindern von vornherein ersparen. Damit es am Ende heisst: «Hurra, wir haben das Ferienhaus geerbt!»

SCHOAH UND KOLONIALVERBRECHEN:

Zeitgeistgetriebene Erinnerung

- VON MARTIN SCHULZE WESSEL
- -AKTUALISIERT AM 09.11.2021-07:08



Stacheldrahtzaun und Laternenpfahl im Konzentrationslager Auschwitz II-Birkenau

Der Genozidforscher Dirk Moses attestiert den Deutschen eine Fixierung auf die Schoah, die von den Kolonialverbrechen ablenke. Das ruft falsche Alternativen auf. Eine Erwiderung.

Im vorigen Jahr beschloss der Bundestag die Einrichtung zweier Dokumentationsorte in Berlin, die der Geschichte der deutschen Besatzungsherrschaft im östlichen Europa und damit auch nichtjüdischen Opfern gewidmet sein sollen. In der parlamentarischen Anhörung brachten Abgeordnete aller Fraktionen ihre Fragen ein. Niemand kam auf die Idee, den Einwand zu formulieren, die neuen Zentren könnten eine Konkurrenz zur Holocaust-Erinnerung darstellen und diese beeinträchtigen.

Verhielte sich dies grundsätzlich anders, wenn es darum ginge, den kolonialen Verbrechen, die von Deutschen im globalen Süden begangen wurden, in der institutionalisierten Erinnerung in Deutschland mehr Platz einzuräumen? Die Entscheidung der Bundesregierung, die Verbrechen des Deutschen Kaiserreichs an Herero und Nama als Völkermord anzuerkennen, ist, lange überfällig, im Mai gefallen. Daran könnten Vorhaben anknüpfen, die Erinnerung an Kolonialverbrechen tiefer institutionell zu verankern. Die Tür steht offen.

Durch diese Tür könnte man hindurchgehen. Doch hat der Diskurs eine andere Richtung eingeschlagen. Der australische Globalhistoriker und Genozidforscher Dirk Moses hat in einem viel beachteten Essay einen Popanz errichtet. Der Berücksichtigung der Kolonialverbrechen in der deutschen Erinnerung, so Moses sinngemäß, stehe eine Fixierung der deutschen Erinnerung auf den **Holocaust** im Weg, die er polemisch den „Deutschen Katechismus“ nennt. Dessen erster Artikel enthalte die grundlegende Überzeugung der Deutschen, dass der Holocaust einzigartig sei. Erst wenn die Deutschen diese Überzeugung aufgäben, kann sich Moses zufolge der Blick für die globalen Zusammenhänge öffnen, für die Anerkennung der Verbrechen, die das Deutsche Kaiserreich in seinen Kolonien begangen hat. Von der kolonialen Gewalt selbst ist in Moses' Beitrag nicht die Rede, diese bildet in seinem Text offenbar nur das Vehikel, um die deutsche Holocaust-Erinnerung anzugreifen.

Eine fragile historische Einsicht

Die Behauptung, dass dessen Einzigartigkeit einen zentralen deutschen „Glaubenssatz“ darstelle, ist schon deshalb wenig plausibel, weil man den allermeisten Deutschen zunächst erklären müsste, was mit der Singularität des Holocausts gemeint ist. Gewiss bedeutet sie keine Einzigartigkeit hinsichtlich der Opferzahl. Zwischen dem Holocaust und den genozidalen Verbrechen der europäischen Mächte im globalen Süden gibt es gewisse Ähnlichkeiten und Übergänge: Der Holocaust ist ohne die Vernichtungsideologie eines radikalen

Antisemitismus nicht denkbar, aber auch den Kolonialverbrechen lagen bestimmte Weltanschauungen zugrunde. Koloniale Genozide hatten Zwecke der Eroberung, des Raumgewinns und der Ausbeutung, partiell gilt dies auch für den Holocaust. Doch ist dieser in der Systematik des Massenmords nur als Ergebnis eines quasireligiösen Erlösungswahns zu begreifen, der auf dem Phantasma einer jüdischen Weltverschwörung gründete.

Die Vernichtung der Juden hatte in der Ideologie der Täter ihren Zweck in sich selbst, sie hatte eine tendenziell globale Dimension, was in den kolonialen Genoziden keine Entsprechung hatte, die immer regional begrenzt blieben. Was darüber hinaus den Holocaust von anderen Massenverbrechen unterscheidet, ist die neue Erfahrung der fundamentalen Entsolidarisierung: Juden und von den Nationalsozialisten als jüdisch markierte Deutsche, die das Leben mit ihren „arischen“ Nachbarn teilten und sich, falls konvertiert oder konfessionslos geworden, auch in religiöser Hinsicht nicht von ihrem Umfeld unterschieden, ja, in manchen Fällen sich ihrer jüdischen Herkunft nicht bewusst waren, wurden selektiert, deportiert und ermordet. Das Entsetzen darüber, darauf hat Dan Diner (F.A.Z. vom 8. Juli) hingewiesen, unterscheidet den Holocaust von Formen kolonialer Gewalt. Einzigartig ist auch die Geschichte des Antijudaismus respektive Antisemitismus, dessen fundamentale Bedeutung für das westliche Denken seit der Antike David Nirenberg luzide herausgearbeitet hat, sowie die Radikalisierung zur Vernichtungsideologie und das Fortwirken nach dem Völkermord als Antisemitismus ohne Juden. Die These von der Singularität des Holocausts ist eine Einsicht aus dem Historikerstreit, als der Mord an den Juden von Ernst Nolte als abgeleitetes Resultat aus dem Weltbürgerkrieg der Ideologien dargestellt wurde. Sie ist kein Glaubens- und kein Verfassungssatz, sondern eine historische Einsicht von hoher Komplexität und als solche fragil. Sie einzubüßen würde eine Verarmung unseres historischen Gedächtnisses bedeuten.

Vorwiegend von weißen Historikern geführt

Moses' Pamphlet und die anschließende erregte Diskussion hat professionelle Diskursordner aus den Geschichts- und Kulturwissenschaften auf den Plan gerufen. Aufschlussreich sind neben einem Text der Kulturwissenschaftlerin Aleida Assmann vor allem zwei Texte des Historikers Sebastian Conrad, alle im Merkur erschienen.

Conrad kommt ähnlich wie Moses zu dem Schluss, dass der Holocaust vor dem Hintergrund der Kolonialgeschichte neu zu perspektivieren sei. Dabei beansprucht er, von normativen Wertungen Abstand zu nehmen und sich auf die Rekonstruktion von Erinnerungsdynamiken zu beschränken. Diese sind, wie Conrad zu Recht hervorhebt, immer gegenwartsgetrieben. Einen maßgeblichen Faktor für die fällige Neubewertung erblickt er unter anderem in der Immigration nach Deutschland. Schaut man sich die Einwanderungszahlen der vergangenen Jahre jedoch genauer an, so sind die meisten Einwanderer aus Rumänien und Syrien nach Deutschland gekommen, dann folgen Bulgarien, Kroatien und das Kosovo, mit deutlichem Abstand dann neben einigen anderen europäischen Staaten Afghanistan und Irak. Mit der deutschen Kolonialgeschichte hatten alle diese Länder wenig zu tun. So wird auch der Diskurs zur kolonialen Rahmung des Holocausts vorwiegend nicht von migrantischen oder postmigrantischen Aktivisten, sondern von weißen Historikern geführt.

Ein recht krudes Verständnis

Die Folgerungen, die Conrad für eine neue Perspektivierung der Holocaust-Erinnerung zieht, leitet er auch aus dem postkolonialen Zeitgeist ab, der sich etwa im Sturz von Denkmälern der europäischen kolonialen Vergangenheit manifestiert. Er räumt dem Zeitgeist und der Erinnerung damit einen Primat ein, der Geschichtskultur ganz von Geschichte und ihrer wissenschaftlichen Erforschung abkoppelt. Wer aber verantwortungsvoll in der Geschichtskultur agieren will, kann den Vorrang von Forschung gegenüber der zeitgeistgetriebenen Erinnerung nicht ignorieren. Sebastian Conrad stellt an keiner Stelle auch nur ansatzweise die Frage, ob die These von der Singularität des Holocausts im Lichte unseres wissenschaftlichen Wissens zutreffend ist oder nicht. Zeitgemäß oder nicht zeitgemäß lautet das einzige Kriterium.

Sebastian Conrads Anspruch ist es, den Erinnerungsdiskurs nicht normativ zu beschreiben. Er unterscheidet zwei Phasen der Erinnerungskultur: eine Phase I der Nachkriegserinnerung (vor 1989), die in den achtziger

Jahren im Holocaust „ihr unangefochtenes Zentrum“ gefunden habe. Diese werde von einer Phase II abgelöst, die seit den Neunzigern zunehmend von der Erinnerung an koloniale Herrschaft, Ausbeutung und Gewalt geprägt sei. Bemerkenswert ist, dass die Erinnerungen der beiden Phasen von Conrad als Funktionen von strukturellen Entwicklungen begriffen werden. Die Globalisierung mit ihren technischen Möglichkeiten für weltumspannende Interaktion erzwingt danach den Perspektivwechsel von Phase I zu Phase II. Die Neubewertung des Holocausts sei also Folge sozialer Makroprozesse, was ein recht krudes Verständnis der Beziehungen von Strukturen und Kulturen, von Basis und Überbau, offenbart.

Ein merkwürdiger Fehltritt

Stadienmodelle, die Entwicklungen vom Alten zum Neuen beschreiben, haben fast immer starke normative Dimension. Das Wirkliche ist vernünftig und lässt das Überkommene zurück. Als Friedrich Engels 1894 meinte, der kapitalistische Großbetrieb werde über die bäuerliche Wirtschaft hinwegfegen „wie ein Eisenbahnzug über eine Schubkarre“, galt seine Sympathie nicht der Schubkarre. Kein anderes Urteil ist in der Moderne so vernichtend wie das Verdikt, von der Zeit überholt zu sein. In der gegenwärtigen Debatte hat der Entwurf des Stadienmodells offenbar die Funktion, eine Sachdiskussion über die Singularität des Holocausts zu vermeiden. Ganz in der Logik von Fortschrittsideologien beansprucht Conrad nicht nur, über das bessere Argument zu verfügen, sondern auf der Seite der Zukunft zu stehen, gegen die nur noch, wie Conrad meint, „Rückzugsgefechte“ geführt werden.

Der Anspruch Conrads, den Diskurs nur zu beschreiben, fällt hier in sich zusammen. Sein Text basiert auf einer Normativität des Faktischen, und das Faktische gründet auf Strukturen, die festen Gesetzmäßigkeiten folgen. Wer in diesem Gehäuse gesicherter Wahrheiten abweichende Meinungen vertritt, ist aus Moses' Sicht „Hohepriester“ einer überholten Weltanschauung und gehört für Conrad zu den „Gralshütern dieser Erinnerung, die auf der Unvergleichbarkeit des Holocaust bestehen“. In der aktuellen Debatte haben Saul Friedländer und Dan Diner als prominente geschichtswissenschaftliche Stimmen jeweils mit differenzierten argumentativen Beiträgen eingegriffen. Wen auch immer Conrad mit den „Gralshütern“ meint, es handelt sich um einen merkwürdigen Fehltritt.

Scheinbar vom Spielfeldrand kommentiert

Dem Gegenüber in der Debatte die Diskursfähigkeit abzuspüren erinnert an den Stil des Historikerstreits der achtziger Jahre, zu dem es in der gegenwärtigen Debatte auch andere auffällige Parallelen gibt. Bereits Ernst Nolte ging es darum, den „Germanozentrismus“ der deutschen Erinnerungskultur zu durchbrechen, was heute ein Leitmotiv der postkolonialen Vergangenheitsdebatte ist. Auch in dem Bestreben, den Holocaust einzuordnen, ihn unter umfassendere Begriffe wie den „Klassen- und Rassenmord“ respektive die „koloniale Gewalt“ zu subsumieren, [kann man eine Ähnlichkeit erblicken \(F.A.Z. vom 14. Juni\)](#). Ein altes Missverständnis kommt in Conrads Forderung zum Ausdruck, die Diskussion über den Holocaust in einer „breit vergleichenden Perspektive“ zu führen. Damals wie heute scheint der Hinweis nötig zu sein, dass ohne einen Vergleich eine Singularitätsthese gar nicht aufgestellt werden kann.

Kaum zu übersehen sind die Ähnlichkeiten in einer Rhetorik der gezielten Unbestimmtheit. Ernst Nolte war ein Meister darin, provokative Thesen in den Raum zu stellen, ohne sich definitiv festzulegen. Sein Mittel war die Kaskade rhetorischer Fragen: „Vollbrachten die Nationalsozialisten eine ‚asiatische‘ Tat vielleicht nur deshalb, weil sie sich und ihresgleichen als potentielle oder wirkliche Opfer einer ‚asiatischen‘ Tat betrachteten? War nicht der Archipel Gulag ursprünglicher als Auschwitz?“ Solche suggestiven wie verqueren Fragen enthält Conrads Text nicht. Er unterscheidet sich auch in der Redeposition, die nicht offen polarisierend ist und scheinbar nur vom Spielfeldrand kommentiert. Aber er ist virtuos darin, nicht näher identifizierte Meinungen in den Text einzustreuen, zu denen er sich weder bekennt noch ihnen widerspricht.

Es wäre schön, wenn es so wäre

Es werde „immer häufiger die Forderung erhoben, ... den Antisemitismus als eine Spielart des Rassismus zu verstehen“, es werde „bisweilen die These formuliert, dass der Holocaust als eine Unterform kolonialer Gewalt ... verstanden werden sollte“. Selbst Moses geht in seinem „Deutschen Katechismus“ nicht so weit. Conrad führt eine weitere Stimme an, die in ihrer Autorenschaft völlig unbestimmt bleibt und wohl fiktiv ist:

„Sollte die deutsche Gesellschaft auf der Einzigartigkeit des Holocausts bestehen, oder gibt es eine Verantwortung für die Opfer des Kolonialismus?“ Diese Frage, die auf einer offensichtlich falschen Alternative beruht, macht sich Conrad nicht ganz zu eigen, aber er findet sie „wichtig“. In Conrads Collage, in der alles irgendwie wahr ist, taucht auch der Satz auf, der Holocaust müsse in Deutschland „auf absehbare Zeit der zentrale Bezugspunkt bleiben“. Es stellt sich die Frage, wie dies vor dem Hintergrund seiner vorherigen Ausführungen noch zu begründen wäre.

Offenbar werden in der Debatte Themen mitverhandelt, die meist nicht genannt werden. Das macht ein Blick auf Aleida Assmanns Beitrag deutlich. Ihr Versuch, die Debatte zu ordnen, bietet immerhin die sinnvolle Formel an, dass man an der Singularität des Holocausts festhalten kann, ohne die Erinnerung an andere Massenverbrechen auszuschließen. In ihrem Beitrag geht es aber auch um die erinnerungspolitischen Machtverhältnisse, die sie verzerrend darstellt. Deutsche Politiker würden „vehement“ an einer „Perspektive der absoluten Ausschließlichkeit“ in Bezug auf den Holocaust festhalten. Was ganz offenbar nicht stimmt, man denke nur an die Bundestagsresolution zum Genozid an den Armeniern oder die begonnene Anerkennung der Kolonialverbrechen. Assmann betont die starke internationale Position der Holocaust-Erinnerung. Die International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA) sei als Staatenvereinigung mit nichts anderem beschäftigt, als die Holocaust-Erinnerung in den Mitgliedstaaten wachzuhalten. Das könne nicht wie ein Kartenhaus zusammenfallen. Oder doch? In Polen, auch ein Mitgliedstaat der IHRA, passiert genau dies durch die Unterdrückung von Holocaustforschung gerade, die Proteste der IHRA verhallen folgenlos. Gleichwohl schreibt Assmann, die Holocaust-Erinnerung sei „nicht nur in Deutschland, sondern in der Europäischen Union in die DNA eingeschrieben“. Es wäre schön, wenn es so wäre. Allerdings empfiehlt es sich, für Phänomene der Erinnerungskultur keine Metapher aus der Genetik zu wählen.

Martin Schulze Wessel lehrt Osteuropäische Geschichte an der LMU München.

PUSH-BACKS AN EU-GRENZE:

Der Streit um die Flüchtlinge entzweit wieder Deutschland

- VON HELENE BUBROWSKI UND MARKUS WEHNER
- -AKTUALISIERT AM 10.11.2021-21:37



Grenzschutz mit Stacheldraht: Polnische Polizisten an der Grenze zu Belarus Bild: via REUTERS

SPD und Grüne kritisieren die Push-Backs der Polen an der EU-Außengrenze – rechtlich ist die Lage kompliziert. Wann haben die Migranten ein Recht auf Asyl?

Was Aleksandr Lukaschenko derzeit mit den Flüchtlingen an der polnischen Grenze treibe, sei „staatliches Schleuser- und Schleppertum“, die von ihm organisierte Flüchtlingsbewegung ein „hybrider Angriff auf die Europäische Union“. Deutlicher als Regierungssprecher Steffen Seibert es am Mittwoch in Berlin sagte, ist das Vorgehen des Herrschers in Minsk kaum zu beschreiben. Doch je schwieriger die humanitäre Lage der Menschen im Grenzraum zwischen Polen und Belarus wird, umso mehr wird in der deutschen Politik und Gesellschaft darüber gestritten, was zu tun und zu lassen sei.

Dabei geht es gleich um ein Bündel an Fragen: Wenn es um die humanitäre Hilfe für Asylsuchende geht, will Deutschland nicht allein agieren. Da die Sache die ganze EU betreffe, müsse Brüssel tätig werden, sagte ein Sprecher des Innenministeriums am Mittwoch. Wenn es um die Frage nach Asyl geht, weist er darauf hin, dass zunächst Polen, Litauen oder Lettland als Ankunftsländer zuständig seien.

Besonders umstritten sind die Bemühungen Polens, die Flüchtlinge vom Betreten des Landes und damit der EU abzuhalten. Während Bundesinnenminister Horst Seehofer (CSU) Warschau Unterstützung anbietet und auch Rückführungen von Flüchtlingen nach Belarus für rechtmäßig erachtet, kommt aus den Parteien der vermutlich zukünftigen Ampelkoalition Kritik.

Auf was sich Polen berufen kann

Das gilt vor allem für die SPD und die Grünen. „Die Push-Backs von polnischer Seite sind rechtlich unzulässig“, sagt etwa der Innenpolitiker Lars Castelluci aus der SPD-Fraktion der F.A.Z. „Man kann nicht Leute einfach im Niemandsland lassen, wenn sie um Aufnahme in der EU bitten“, sagt Castelluci, der keinen Zweifel lässt, dass es sich um eine „verabscheuungswürdige Aktion“ Lukaschenkos handle. Die EU habe sich aber verpflichtet, bestimmte Verfahren einzuhalten. Auch Nils Schmid, Außenpolitiker der SPD, betrachtet die Zurückweisungen als illegal. „Die Idee, dass man über illegale Maßnahmen die EU schützt, die untergräbt das, wofür die EU und auch Polen als EU-Mitglied steht“, sagte Schmid am Mittwoch dem Deutschlandfunk. Die Grünen-Fraktionsvorsitzende Katrin Göring-Eckardt hatte schon zuvor „menschenunwürdige Push-Backs“ abgelehnt.

Rechtlich ist die Lage kompliziert. Die Bundesregierung beteuert, Polen habe das Recht und die Pflicht, die EU-Außengrenze zu schützen. Doch es fängt schon damit an, dass unklar ist, was Grenzschutz eigentlich bedeutet. Ist Schutz der Gegenbegriff zu unkontrollierter Einwanderung, geht es also lediglich darum, alle Ankömmlinge zu registrieren? Oder ist eine echte Festung Europa gemeint? Klar ist jedenfalls, dass EU-Mitgliedstaaten an den Außengrenzen Zäune errichten dürfen. Allerdings steht in der europäischen Asylverfahrensrichtlinie, dass das europäische Asylrecht für alle Anträge auf internationalen Schutz gilt, die im Hoheitsgebiet eines Mitgliedstaates „einschließlich an der Grenze“ gestellt werden. Genügt es, wenn ein Flüchtling einem Grenzer über den Zaun zuruft, dass er Asyl begehrt?

Aus Polens Sicht genügt es nicht. Das Land könnte sich auf ein Urteil des Europäischen Gerichtshofs vom Februar 2020 berufen: Es ging um Flüchtlinge, die es über den Grenzzaun zwischen Marokko und der spanischen Exklave Ceuta geschafft hatten und an marokkanische Grenzbeamte übergeben wurden. Der Gerichtshof hielt das für rechtmäßig. Die Flüchtlinge, hieß es, hätten sich „selbst in eine unrechtmäßige Situation“ gebracht, als sie mit Gewalt die Absperrungen überwinden wollten. Im Urteil steht aber auch, dass es legale Zugangswege geben muss. Es gibt noch weitere rechtliche Argumente für die Weigerung der Polen, sich mit dem Begehren der Migranten auseinanderzusetzen, denn Staaten dürfen Personen zurückweisen, die keinen Asylantrag stellen wollen. Das wollen die Menschen vor der polnischen Grenze zwar schon, aber meistens nicht in Polen, sondern etwa in Deutschland. Wer die Frage, ob er in Polen Asyl beantragen will, verneint, muss also nicht ins Land gelassen werden.

Merkel telefonierte mit Putin

„Es gibt diverse Versatzstücke für die Rechtfertigung des polnischen Verhaltens“, bestätigt der Konstanzer Völkerrechtler Daniel Thym. Er sagt aber, dass es „in der Gesamtschau“ nach der bisherigen Handhabung der europäischen Asylgesetze rechtswidrig sei, „den Migranten im Niemandsland zwischen Belarus und Polen überhaupt keine Möglichkeit auf ein Asylverfahren zu gewähren“. Er hält es gleichwohl nicht für ausgeschlossen, dass die europäischen Gerichte das Verhalten Polens billigen. Allerdings müssten die Gerichte „dann schon ihre bisher mehrheitlich migrationsfreundliche Linie ändern und eine härtere Gangart wählen“, sagt Thym.

Druck kommt in der Sache auch von zivilgesellschaftlichen Organisationen. Amnesty International hat Polen schon mehrfach aufgefordert, keine weiteren Flüchtlinge zurückzuweisen. Hilfsorganisationen wie etwa „Seebrücke Deutschland“ sind derweil im polnisch-belarussischen Grenzgebiet unterwegs und verteilen Hilfsgüter, Winterkleidung, Schuhe und Decken. Auch sie kritisieren die Push-Backs. Der Migrationsforscher Gerald Knaus wirft der EU vor, im Flüchtlingsstreit mit Belarus eine „AfD-Politik“ zu betreiben. „Was wir jetzt machen, ist die AfD-Politik, die wir 2015 nicht gemacht haben an der Grenze der Europäischen Union“, sagte er der ARD. Für Lukaschenko und Russland sei es eine Genugtuung zu sehen, dass die EU sich nicht mehr an ihre Werte halte.

Die AfD stellt sich derweil auf die Seite Polens. Dessen Streitkräfte würden „auch die Sicherheit Deutschlands“ verteidigen, teilte Tino Chrupalla mit. Unverantwortlich sei es, wenn deutsche Politiker „die Lobbyarbeit der Asylindustrie übernehmen und gegen Polen hetzen“. Die Kritik von Göring-Eckardt und der SPD-Fraktion an „menschenunwürdigen PushBacks“ sei „antieuropäisch“, sagte der Bundessprecher der Partei, die einen Austritt Deutschlands aus der EU fordert.

Am Mittwoch telefonierte Bundeskanzlerin Angela Merkel schließlich mit Russlands Präsident Wladimir Putin. Mit seinem Ziel, Zwietracht in die EU und nach Deutschland zu tragen, ist der Russe schon auf gutem Weg.

SACHVERSTÄNDIGENRAT:

Bilder einer Marktwirtschaft

- EIN KOMMENTAR VON GERALD BRAUNBERGER
- -AKTUALISIERT AM 10.11.2021-16:56



Die Wirtschaftsweise Monika Schnitzer übergibt das neue SVR-Gutachten an die amtierende Kanzlerin Angela Merkel, ihr wahrscheinlicher Nachfolger Olaf Scholz ist (noch) im Hintergrund. Bild: dpa
Die „Wirtschaftsweisen“ haben unterschiedliche Vorstellungen zur Finanzpolitik. Dahinter verbergen sich fundamentale Differenzen.

Das Jahresgutachten des Sachverständigenrats zeigt in vielen Fragen Einigkeit unter den vom ursprünglichen Quintett noch verbliebenen vier Mitgliedern. Das ist nicht erstaunlich, weil unter Ökonomen weniger Meinungsverschiedenheiten in Einzelfragen bestehen, als die Öffentlichkeit gemeinhin denkt. So ist es zwar nicht neu, aber im Kontext der Berliner Koalitionsverhandlungen dennoch sehr hilfreich, wenn der Rat an die Notwendigkeit einer internationalen Kooperation in der Klimapolitik erinnert.

Keinen Konsens hat das Gremium in der Einschätzung der Finanzpolitik gefunden. Die als alternative Sichtweisen angebotenen Stellungnahmen von Veronika Grimm und Volker Wieland auf der einen Seite und von Monika Schnitzer sowie Achim Truger auf der anderen Seite lassen hinter vereinten Beschwörungen einer generellen Notwendigkeit finanzpolitischer Regeln einen fundamentalen Unterschied im Verständnis einer Sozialen Marktwirtschaft erkennen.

Grimm und Wieland halten eine expansive Finanzpolitik in Krisen für sinnvoll und notwendig, aber sie fordern in wirtschaftlich guten Zeiten eine Rückführung der Staatsverschuldung, um die Staatsfinanzen in Ordnung zu halten. Eine solche Strategie wird vertreten, wer eine dauerhafte Alimentierung einer Marktwirtschaft durch einen sehr aktiven Staat auch dann nicht für notwendig hält, wenn Digitalisierung, Bildung und Klimapolitik erhebliche Investitionen verlangen. Grimm und Wieland sehen durchaus einen Bedarf für öffentliche Investitionen, vertrauen aber, unterstützt durch gute Rahmenbedingungen, auf eine überwiegende Finanzierung dieser Projekte durch private Investitionen. Das ist der Weg der Sozialen Marktwirtschaft.

Schnitzer und Truger fürchten einen Rückfall in Stagnation und eine Unterfinanzierung wichtiger Projekte, wenn der Staat keine zusätzlichen Verschuldungsspielräume erhält. Dahinter steht das Bild des wissenden und lenkenden Staates, der einer strukturell schwachen Marktwirtschaft die notwendige Lebenskraft garantiert. Auch wenn die künftige Ampelkoalition mit der Berufung eines fünften Mitglieds dieser Position im Rat zu einer Mehrheit verhilft, wird sie sachlich falsch bleiben.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/klima-nachhaltigkeit/frankreichs-arbeitgeberchef-deutschland-hat-ein-energieproblem-17625897.html?premium>

RANKREICHS ARBEITGEBERCHEF:

„Die Deutschen haben ein Energieproblem“

- VON NIKLAS ZÁBOJÍ, PARIS
- -AKTUALISIERT AM 10.11.2021-15:29



„Idylle“ vor dem Atomkraftwerk in Dampierre-en-Burly, Frankreich Bild: Reuters

Von den geltenden Schuldenregeln hält Frankreichs Arbeitgeberpräsident Roux de Bézieux wenig. Und er warnt davor, Atomkraft nicht als nachhaltig einzustufen. Das wäre für die französische Industrie ein „Casus Belli“.

Herr Roux de Bézieux, Stand jetzt wird Frankreichs Wirtschaft in diesem Jahr um mindestens 6 Prozent zulegen, doppelt so viel wie die deutsche. Was läuft hier besser?

Die Wachstumswahlen in diesem Sommer erinnern in der Tat an die 60er Jahre, das Vorkrisenniveau ist in etwa erreicht. Aber man muss relativieren: Im letzten Jahr ging es in Deutschland nicht so stark runter wie in Frankreich. Auch unsere schwächere Exportausrichtung ist aktuell von Vorteil.

Wie große Sorgen bereiten Ihnen die Lieferengpässe?

Was die französische Industrie angeht, sind die Probleme die gleichen wie in Deutschland. Sie müssen wir genauso ernst nehmen wie die hohen Energiepreise und Europas zunehmend schwierige geostrategische Lage zwischen den Blöcken Amerika und China. Wir müssen bereit sein, aus diesen Entwicklungen unsere Schlüsse zu ziehen.

Worauf wollen Sie hinaus?

Es ist richtig, über eine Relokalisierung zu sprechen. Natürlich können wir nicht alles in Frankreich fertigen. Aber einige Komponenten.

Die da wären?

Halbleiter gehören sicher dazu. Es ist kein Zustand, hier komplett abhängig zu sein, und dazu auch noch von geostrategisch komplizierten Ländern wie Taiwan. Oder nehmen Sie Holz: Wir haben in Frankreich den größten Wald Europas, aber importieren Holz aus China. Das ist paradox und klimapolitischer Irrsinn obendrein.



Geoffroy Roux de Bézieux, Präsident des französischen Arbeitgeberverbands Medef :Bild: AFP

Um der Wirtschaft kurzfristig zu helfen, braucht es andere Maßnahmen. Die französische Regierung hat beherzt reagiert, sie deckelt die Strom- und Gaspreise und überweist den Bürgern Geld. Halten Sie das für richtig?

Im Jahr vor der Wahl hat jede Regierung die Neigung, so zu reagieren. Und viele Franzosen fahren nun mal Auto.

Die Kosten sind also vertretbar?

Mich beunruhigen weniger die Kosten der jüngsten Maßnahmen als die Serie an neu angekündigten Ausgaben. Das geht seit August so, ohne dass neue Einnahmequellen erschlossen werden. Ich höre oft das Argument, dass man nicht die Fehler von vor zehn Jahren machen dürfe, zu schnell die Ausgaben zu kürzen. Die 30 Milliarden Euro an Zukunftsinvestitionen im Plan France 2030 sind zweifellos richtig. 100 Euro an Inflationsausgleich steigern aber nicht unsere zukünftige Produktivität.

Gemessen an der Wirtschaftsleistung, liegt Frankreichs Schuldenquote mittlerweile deutlich über 100 Prozent und wird es bis auf Weiteres auch bleiben. Ab welchem Punkt wird es gefährlich?

Für mich gibt es da keine scharfe Grenze. Das hängt auch vom Wachstum ab, wenn Sie 5 Prozent haben, sieht die Sache ganz anders aus als bei einem Prozent. Aber ja, der französische Staat hat zu viele Schulden und ist zugleich kaum in der Lage, die Steuern noch weiter zu erhöhen. Selbst die hoch verschuldeten Italiener erwirtschaften einen Primärüberschuss – während Frankreich neue Kredite aufnehmen muss, um alte zu bedienen. Und es gibt sogar Politiker, die sagen, dass wir das Geld nicht zurückzahlen brauchen. Das Schuldenmachen ist eine französische Krankheit. Einen Teil werden wir durch Wachstum tilgen, aber nicht alles. Frankreich muss seinen Haushalt in den Griff bekommen.

Genau dafür waren die Maastricht-Kriterien und der Stabilitätspakt gedacht: maximal 3 Prozent Neuverschuldung, 60 Prozent Schuldenquote.

Diese Regeln existieren nicht mehr.

Auf dem Papier schon.

Ja, de jure, aber nicht de facto. Es hält sich niemand mehr dran. Wenn in einem Land wie Frankreich Wahlen anstehen, ist es nun mal nicht sehr realistisch, dass Ausgaben gekürzt werden.

Genau das war doch der Geist von Maastricht: Es braucht strenge Regeln, damit eben nicht Wahlen dafür herhalten müssen, Geld für alles Mögliche auszugeben.

Maastricht ist gescheitert. Und das aus zwei Gründen: Erstens waren die Regeln zu streng. Zweitens waren sie nicht nachvollziehbar. Warum ausgerechnet 3 Prozent Defizit? Das war eine bürokratische Entscheidung.

Ich sage nicht, dass es keine Regeln braucht. Denn wir haben ja ein Schuldenproblem. Aber es braucht Regeln, die verständlich sind und angepasst an die Situation im jeweiligen Land. Und die Tendenz ist wichtiger als eine absolute Zahl.

Was halten Sie von einer Schuldenbremse deutscher Machart?

Wir brauchen Regeln. Aber sie müssen Luft zum Atmen lassen. Feste Zielgrößen sind verkehrt. In beiden großen Krisen der letzten Jahre, der europäischen Schuldenkrise und der Corona-Krise, waren unsere europäischen Schuldenregeln nicht hilfreich.

Gilt das auch für den Investitionsbedarf in den Klimaschutz?

Ja, denn der ist kolossal.

In Deutschland war zuletzt aber weniger fehlendes Geld das Problem als die Bürokratie.

Das bezweifle ich. Ich glaube, man unterschätzt die Kosten. Grüner zu produzieren heißt teurer zu produzieren, auch wenn es Ausnahmen gibt. Nehmen Sie Zement: Es ist 30 bis 40 Prozent teurer, ihn zumindest klimafreundlicher herzustellen.

Sollte das Augenmerk nicht auf dem strukturellen Rahmen liegen, damit die Privatwirtschaft investiert?

Dafür bin ich auch. Es braucht einen höheren CO₂-Preis. Aber man kann nicht alles dem Markt überlassen, hier geht es um Investitionen für die nächsten zehn, 20, 30 Jahre.

Wie hoch sollte der CO₂-Preis liegen?

Nicht direkt auf 200 Euro je Tonne, das tötet die Industrie. Aber eine Größenordnung wie die 120 Euro in Schweden sollte Schritt für Schritt erreicht werden.

Sind Sie auch für die diskutierte Ausweitung des europäischen Handels mit CO₂-Zertifikaten?

Ich bin für eine Diskussion. Man muss von Fall zu Fall entscheiden, im Gebäudesektor sehe ich Probleme. Ich möchte unterscheiden zwischen dem Prinzip und den Details. Grundsätzlich ist klar: Der CO₂-Preis muss steigen.

Sie fordern schon länger einen Klimazoll auf Importe aus Drittstaaten, die keinen vergleichbaren CO₂-Preis einführen. Der BDI war bislang dagegen. Sind Sie sich näher gekommen?

Ein braucht einen Mechanismus, damit der Green Deal unsere Unternehmen im Wettbewerb nicht schwächt. Aber er muss konform gehen mit den Regeln der Welthandelsorganisation, und es braucht für die Industrie weiter freie Zertifikate. Im Prinzip sind der BDI und wir da einer Meinung. Die Frage ist, wie genau man es im Einzelnen macht.

Ein Klimazoll provoziert Konflikte mit Handelspartnern.

In der Alubranche sehe ich größere Schwierigkeiten, ja, aber die Option, nichts zu tun, gibt es nicht. Wir müssen handeln – aber auch schützen.

Abgesehen vom Klimazoll sind sich Deutsche und Franzosen in Sachen Atomkraft nicht ganz einig. Stehen die Zeichen auch da auf Annäherung?

Ich respektiere die Entscheidung der Deutschen, sich von der Atomkraft zu verabschieden. Aber man muss akzeptieren, dass es Länder in Europa gibt, die sie als nachhaltige Energiequelle wollen. Dafür braucht es

Investoren. Frankreich wird nicht akzeptieren, dass die Atomkraft in der europäischen Taxonomie nicht als nachhaltige Energiequelle eingestuft wird. Das wäre für die französische Industrie ein Casus Belli.

Verhindert das Festhalten am Atomstrom nicht Investitionen in die Erneuerbaren?

Im Gegenteil, die französische Industrie hat das Glück, zu 70 Prozent Strom aus Atomkraftwerken zu beziehen. Das sichert ihr einen Wettbewerbsvorteil . . .

. . . gegenüber Deutschland?

Eine Rückkehr zur Atomkraft ist für die Deutschen ausgeschlossen. Aber sie müssen erkennen, dass sie neben einem Demographieproblem ein Energieproblem haben. Sie haben die schlechteren Energiequellen. Der Wind weht nicht 24 Stunden am Tag, und die Sonne scheint nicht 24 Stunden am Tag. Die Deutschen, eigentlich doch ein Volk rationaler Wissenschaftler, müssen sich dieser Wahrheit stellen.

Dafür sinken die Kosten für neue Wind- und Solaranlagen. Geht es so weiter, könnten sie auch in Frankreich Atomkraftwerke bald unwirtschaftlich machen.

Nein, das glaube ich nicht. Sie sind als Energiequellen zu unzuverlässig. Und der Bedarf an Energie wird stark steigen. Man vergisst da oft die Menschen. Umfragen sagen das eine, aber wie genau sie sich verhalten, ist die große Unbekannte. Werden die Verbraucher wirklich auf das Auto verzichten? Werden sie sich wirklich mit 18 Grad Raumtemperatur begnügen? Ich bin mir da nicht so sicher.

Le Figaro (site web)

mercredi 10 novembre 2021 - 19:40 UTC +01:00 976 mots

Économie ; Entreprises

EDF a-t-elle les moyens de construire des centrales nucléaires?

Guichard, Guillaume

DÉCRYPTAGE - Construire six EPR 2 coûterait entre 48 et 59 milliards sur 30 ans.

L'annonce présidentielle a beau avoir été reléguée à la toute fin d'une intervention télévisée sur le Covid-19, elle est historique. La France s'achemine vers la construction de nouveaux réacteurs nucléaires. «*Nous allons, pour la première fois depuis des décennies, relancer la construction de réacteurs nucléaires dans notre pays*», a annoncé Emmanuel Macron mardi soir.

Selon les préconisations de la filière, le nombre minimal de réacteurs EPR2 à commander est de trois paires de réacteurs. Le chef de l'État devrait préciser sa vision ces prochaines semaines. En attendant, EDF se dit «*prêt*» techniquement. Mais le groupe n'a pas les moyens de financer, seul, la construction de plusieurs paires d'EPR2, le nouveau modèle de réacteur nucléaire à eau pressurisée censé améliorer le design de l'EPR de Flamanville.

Le premier couple de réacteurs EPR2 coûterait entre 17 et 21 milliards d'euros, d'après un projet de rapport gouvernemental publié par l'agence spécialisée Contexte. La facture totale du programme de 6 EPR2, grâce aux économies réalisées au fil des chantiers, s'élèverait entre 48 et 59,5 milliards d'euros sur trente ans. Ce à quoi il faut ajouter entre 3,7 et 4,6 milliards de coûts de conception du futur réacteur.

Un mur d'investissement pour EDF, déjà lesté d'une dette de 40 milliards d'euros. «*Quelle sera la nature des recettes de ces réacteurs?*», «*comment tout cela peut se financer, puisque chacun sait qu'EDF est extrêmement endetté?*», s'est interrogé mercredi à haute voix Jean-Bernard Lévy devant la commission des affaires économiques du Sénat. «*Ce serait un raccourci abusif de dire qu'EDF est en difficulté financière: sa capacité à emprunter est directement indexée sur celle de l'État*», précise toutefois un bon connaisseur du dossier. Sous-entendu: au moindre besoin, l'État recapitaliserait pour aider le soldat EDF, dont il est actionnaire à 80 %. À tout le moins, continue cet expert, «*il faudra que l'État donne à EDF les moyens financiers nécessaires à la construction de 6 EPR2*».

EDF et l'État discutent de différents schémas financiers et de partage du risque d'exécution du projet, avec une aide publique plus ou moins conséquente. Qui pour boucler le tour de table, à part l'État ou un de ses bras financiers, comme la Caisse des dépôts? «*Entre le début de la construction d'une centrale et son démantèlement, il ne s'écoule pas moins de 100 ans*», rappelle un expert. *Il n'y a guère qu'un État pour s'engager sur cette durée.*

Un exemple à suivre

Les financiers n'aiment pas le nucléaire. Construire une centrale nécessite une mise de fonds très conséquente, donc une prise de risque initiale très importante. Ce n'est que dans un second temps que les réacteurs génèrent de faibles coûts d'exploitation, qui servent en premier lieu à rembourser le lourd investissement de départ. Si les prix de l'électricité s'effondrent, c'est le défaut de paiement. Il faut donc trouver un mécanisme financier qui rassure les financiers et leur permette de prêter à EDF à des taux raisonnables. «*En France, un programme de 6 EPR2 est financièrement réalisable, à condition de mettre en œuvre une régulation ad hoc et donner une visibilité sur les prix de vente d'électricité*», explique Louis Boujard, analyste chez Oddo BHF. *Si l'État français obtient l'autorisation de la Commission européenne de monter un mécanisme similaire au projet d'EPR de Sizewell au Royaume-Uni, il n'y aura pas besoin de recapitaliser EDF pour le financement de ces projets.*

Sizewell C fait figure d'exemple à suivre. L'État britannique a accepté de verser des acomptes à EDF durant la construction du chantier. Il garantira aussi sur trente ans un prix de rachat de l'électricité produite. Ces deux mécanismes sont à même de rassurer les financeurs et de faire fondre de l'ordre de 30%, le coût du projet. Surtout, ce schéma avait été approuvé par Bruxelles du temps où le Royaume-Uni appartenait encore à l'Union européenne.

Une fois la centrale achevée, EDF n'entend conserver qu'une part minoritaire dans le projet de Sizewell, de l'ordre de 20 % ou moins, pour des raisons financières. L'électricien français cherche donc des investisseurs de long terme, comme des assureurs britanniques. Peut-on imaginer un tel tour de table en France? Si le modèle de financement de Sizewell, avec rémunération pendant le chantier et prix garantis, est étudié en France afin de faire fondre les frais financiers, EDF compte rester seul maître à bord des futurs EPR2 hexagonaux.

«Il faut un cadre propice à des investissements de long terme d'une ampleur rare, probablement comparable aux très grands investissements des Trente Glorieuses», a martelé Jean-Bernard Lévy devant les sénateurs, en référence au programme Messmer qui déboucha sur la construction du parc actuel de

56 réacteurs. EDF appelle aussi à la mise en place d'une direction des grands projets industriels au sein de l'État, à l'exemple de la Direction générale de l'armement. Une manière de pallier le déficit de pilotage qui a plombé les chantiers de Flamanville et de Finlande sur les têtes de série EPR. Ces réacteurs entreront en service avec une décennie de retard, et un surcoût de 15 milliards d'euros pour le premier et de 7 milliards pour le second.

